



Conseil de sécurité

Distr. générale
29 avril 2024
Français
Original : anglais

Lettre datée du 26 avril 2024, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur le Soudan du Sud créé en application de la résolution **2206 (2015)** du Conseil de sécurité

Les membres du Groupe d'experts créé par la résolution **2206 (2015)** du Conseil de sécurité, dont le mandat a été prorogé conformément à la résolution **2683 (2023)** du Conseil, ont l'honneur de transmettre ci-joint leur rapport final, soumis en application du paragraphe 19 de la résolution.

Le rapport a été communiqué le 15 mars 2024 au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution **2206 (2015)** concernant le Soudan du Sud, qui l'a examiné le 5 avril 2024.

Le Groupe d'experts vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport final à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document du Conseil.

Le Coordonnateur
du Groupe d'experts sur le Soudan du Sud
(*Signé*) Michael **Gibb**

(*Signé*) Mayank **Bubna**
Expert

(*Signé*) Ivonne **Gallegos**
Experte

(*Signé*) Thato **Ramoeletsi**
Expert

(*Signé*) Valerie **Yankey-Wayne**
Experte

* Nouveau tirage pour raisons techniques (13 mai 2024).



Rapport final du Groupe d'experts sur le Soudan du Sud présenté en application de la résolution 2683 (2023)

Résumé

Dans une salle bien aménagée, aux rideaux tirés pour la protéger de la chaleur du mois de février à Djouba, un vieux routier de la politique de Khartoum et de Djouba a décrit la constellation complexe des résultats auxquels le Soudan du Sud pourrait aboutir dans les mois à venir. « Nous sommes devenus plus aptes à éteindre un incendie », a-t-il déclaré au Groupe d'experts, en attribuant le mérite à un processus politique qui a aidé d'anciens ennemis à vivre, voire à travailler côte à côte à Djouba. « Mais nous n'avons pas encore appris à l'éviter ».

Le Soudan du Sud est en proie à un dilemme. Bon nombre de Sud-Soudanais sont las d'un processus politique qui n'a guère amélioré leurs vies, hormis celles de ses participants immédiats. Les élections, prévues pour le mois de décembre 2024, sont perçues comme un moyen populaire de demander des comptes à des dirigeants dont on a largement le sentiment qu'ils ont abandonné leurs mandats. Malgré quelques résultats, la majeure partie de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud n'a toujours pas été appliquée et bon nombre de personnes redoutent donc que le pays encore fragile ne soit pas prêt à des élections.

Personne ne sait comment ce dilemme sera réglé. Aucune des options disponibles ne bénéficie d'un consensus ou ne peut effectivement atténuer une réaction qui risque d'être violente, de la part des personnes demeurées insatisfaites.

Il ne fait guère de doute que le Président Salva Kiir Mayardit et le Mouvement populaire de libération du Soudan continueront d'occuper une place centrale, au-delà du mois de décembre 2024. Ils ont tous deux continué de promettre des élections, tout en poursuivant des campagnes et des activités de mobilisation dans tout le pays.

Les groupes de l'opposition, notamment le Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition et son chef, le Premier Vice-Président Riek Machar, ont plus à perdre d'élections entachées d'irrégularités. Ils ont donc insisté sur la nécessité d'appliquer les recommandations issues de l'accord de paix et de parachever en premier l'unification des forces de sécurité disparates du pays, de rédiger une constitution permanente, de procéder à un recensement et d'obtenir la participation des populations déplacées dans le pays.

Au-delà de ce calcul politique, de nombreux obstacles d'ordre pratique entravent également la voie vers des élections crédibles.

Le déploiement d'une partie des Forces unifiées nécessaires est une mesure importante pour la mise en place des réformes du secteur de la sécurité, mais de récents affrontements entre les Forces sud-soudanaises de défense du peuple et l'Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition (APLS dans l'opposition), en violation des accords de paix et de cessez-le-feu en montrent les limitations. L'insécurité, notamment la violence liée aux litiges fonciers, persiste dans la majeure partie du pays, entraînant des décès, des déplacements et de graves atteintes aux droits humains. Les recrutements et les désertions en cours continuent également de peser sur les réformes, le Groupe d'experts ayant également corroboré la poursuite du recrutement de jeunes et d'enfants par des éléments relevant tant des Forces sud-soudanaises de défense du peuple que de l'APLS dans l'opposition.

L'adoption de la loi électorale et la récente reconstitution de la Commission électorale nationale, du Conseil des partis politiques et de la Commission nationale de révision de la Constitution sont d'importants progrès mais ces organes essentiels ne bénéficient pratiquement d'aucun financement et ne peuvent pas effectivement fonctionner au-delà de Djouba. Un budget supplémentaire destiné à financer en partie leurs travaux n'a toujours pas été adopté, notamment du fait d'une crise économique de grande ampleur.

Dans ce contexte, rien ne garantit que les élections tiennent leurs promesses. Le risque qu'elles deviennent un événement déstabilisateur s'accroît à mesure que la date se rapproche, sans que l'on sache exactement quel type d'élections se tiendra et quels préparatifs seront mis en place. Des divisions fondamentales existent non seulement parmi tous les groupes signataires de l'accord de paix, mais aussi à l'intérieur de chaque groupe, les motivations des dirigeants de Djouba s'écartant des attentes d'acteurs infranationaux qui luttent pour leur survie et leur raison d'exister.

La violence est souvent un ingrédient clé de la politique sud-soudanaise et bon nombre d'acteurs conservent tant la volonté que les moyens de contester par la force des résultats politiques qu'ils jugeraient insatisfaisants.

La plus grande menace aux élections serait cependant qu'elles mobilisent toute l'attention politique au point d'occulter entièrement les problèmes de fond qui continueront de déterminer la paix et la sécurité au Soudan du Sud, que des élections se tiennent en décembre 2024 ou pas.

Des pressions régionales, notamment le conflit au Soudan, aggravent la situation d'urgence humanitaire au Soudan du Sud. Plus de 580 000 réfugiés et de personnes de retour dans le pays ont cherché refuge au Soudan du Sud, exacerbant une situation de famine catastrophique. Environ un tiers de la population sud-soudanaise est déplacée et, à l'approche de la période de soudure, plus de la moitié des habitants devraient connaître une insécurité alimentaire de niveau de crise, voire pire.

La crise humanitaire est aggravée par le marasme économique. Les exportations de pétrole du Soudan du Sud ont été perturbées par le conflit au Soudan, réduisant considérablement les recettes publiques. Des marchés non transparents passés hors budget continuent d'entraîner un important détournement de fonds publics au détriment des salaires et des services, tandis que les pressions exercées par le service de dettes commerciales coûteuses s'accroissent, même si le Groupe d'experts a étayé l'action menée par le Gouvernement pour accepter le plus grand prêt garanti par le pétrole, jamais accordé au pays.

Les mois à venir seront une occasion fondamentale pour les dirigeants sud-soudanais de coopérer pour gérer des incitations et des attentes divergentes, avant qu'elles ne mènent à davantage d'instabilité.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Contexte	5
A. Mandat et déplacements	5
B. Coopération avec les organisations internationales et les autres parties prenantes	5
C. Méthode de travail	6
II. Élections.	6
A. Préparatifs des élections et difficultés rencontrées.	6
B. Divergences de vues sur les élections	9
C. Restriction de l'espace civique avant les élections	12
III. Mise en place des réformes du secteur de la sécurité	13
A. Déploiement des Forces unifiées nécessaires	14
B. Recrutement en cours par les parties à l'accord de paix	16
C. Recrutement de jeunes et d'enfants	17
D. Désertions menant à l'instabilité	19
E. Médiations avec des groupes d'opposition armés non signataires	22
IV. Situation humanitaire	23
A. Intensification des pressions humanitaires régionales	23
B. Insécurité alimentaire bien enracinée	24
C. Les contestations de terres à l'origine du conflit	26
V. Armes.	30
A. Tentatives d'achats d'armes par des groupes de l'opposition	30
B. Nouveaux véhicules des Forces sud-soudanaises de défense du peuple.	30
C. Achats antérieurs de véhicules blindés de transport de troupes	31
D. Efforts supplémentaires d'achat d'armes	32
E. Explosion dans les casernes des Forces sud-soudanaises de défense du peuple	33
VI. Ressources financières et naturelles.	33
A. Perturbation des exportations pétrolières	34
B. Marchés publics et détournement de fonds publics	36
C. Les emprunts contractés par le Gouvernement mettent la pression sur les finances publiques	39
VII. Conclusion	41
VIII. Recommandations	41
Annexes*.	43

* Les annexes sont distribuées uniquement dans la langue de l'original et n'ont pas été revues par les services d'édition.

I. Contexte

A. Mandat et déplacements

1. Par sa résolution [2206 \(2015\)](#), le Conseil de sécurité a imposé un régime de sanctions visant des personnes et des entités qui participent au conflit au Soudan du Sud et créé un comité des sanctions (Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2206 \(2015\)](#) concernant le Soudan du Sud). Le 1^{er} juillet 2015, le Comité a désigné six personnes devant faire l'objet de sanctions ciblées. Par l'adoption de sa résolution [2428 \(2018\)](#), il a imposé un embargo sur les armes sur le territoire sud-soudanais et ajouté deux personnes à la liste des personnes désignées. Le 30 mai 2023, il a adopté la résolution [2683 \(2023\)](#), dans laquelle il a reconduit le régime de sanctions jusqu'au 31 mai 2024.
2. Par sa résolution [2683 \(2023\)](#), le Conseil de sécurité a également prorogé jusqu'au 1^{er} juillet 2024 le mandat du Groupe d'experts sur le Soudan du Sud chargé de fournir au Comité des informations et des analyses qui l'aideraient dans ses travaux, notamment pour ce qui est de désigner des personnes ou entités qui se livreraient aux activités décrites au paragraphe 7 de la résolution [2206 \(2015\)](#), actualisé au paragraphe 15 de la résolution [2521 \(2020\)](#), le plus récemment par la résolution [2683 \(2023\)](#).
3. Le 21 juillet 2023, après avoir consulté le Comité, le Secrétaire général a nommé les cinq membres du Groupe d'experts (voir [S/2023/548](#)).
4. Durant la période considérée, le Groupe d'experts s'est rendu au Soudan du Sud à plusieurs occasions, notamment à Djouba, dans les États du Haut-Nil et de Jongleï, ainsi qu'au Kenya et en Ouganda. Le Gouvernement sud-soudanais a prié instamment le Groupe d'experts de reporter le déplacement qu'il comptait faire dans l'État de l'Équatoria-Occidental.

B. Coopération avec les organisations internationales et les autres parties prenantes

5. Bien qu'il mène ses travaux indépendamment, le Groupe d'experts tient à remercier la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) ainsi que d'autres membres du personnel des Nations Unies, en particulier à New York.
6. Le Groupe d'experts se félicite de la coopération dont a fait preuve le Gouvernement sud-soudanais durant la période visée par le mandat, notamment des possibilités qui lui ont été données de s'entretenir avec le Président, Salva Kiir Mayardit, le Premier Vice-Président, Riek Machar, la Mission permanente du Soudan du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, trois gouverneurs d'États, des ministres, ainsi que des représentants des ministères de l'intérieur, des mines, des affaires humanitaires et de la gestion des catastrophes, du pétrole et des finances et de la planification, des personnalités de haut rang des services de sécurité sud-soudanais et des membres de l'Assemblée législative nationale provisoire revitalisée représentant toutes les parties. Le Groupe d'experts s'est également entretenu avec des représentants du Service national de sécurité, du renseignement militaire et de la Police nationale sud-soudanaise, ainsi qu'avec de hauts responsables des Forces sud-soudanaises de défense du peuple et du Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition (M/APLS dans l'opposition)¹. Il a

¹ L'appellation « MPLS dans l'opposition » sert à désigner le parti politique, « APLS dans l'opposition » ses forces armées et « M/APLS dans l'opposition » les deux.

également rencontré des représentants d'un certain nombre d'entreprises privées et d'organisations de la société civile, des militants, des acteurs et des représentants d'organisations humanitaires, des journalistes et des chefs religieux.

7. Au paragraphe 18 de sa résolution [2683 \(2023\)](#), le Conseil de sécurité a souligné qu'il importait que le Groupe d'experts tienne des consultations régulières avec les États Membres concernés, les organisations internationales, régionales et sous-régionales et la MINUSS. Le Groupe d'experts a tenu de longues consultations avec des représentants d'organes et d'organismes des Nations Unies au Soudan du Sud et ailleurs. Il a également consulté largement les mécanismes de sécurité créés par l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud de 2018 (« l'accord de paix »), et s'est concerté avec bon nombre de représentations diplomatiques et multilatérales à Djouba.

8. Le Groupe d'experts a adressé 29 lettres officielles au Gouvernement sud-soudanais, aux États Membres de la région et à d'autres individus et entités et a reçu 16 réponses concrètes, avant d'établir le présent rapport. Il a également écrit au Gouvernement sud-soudanais pour lui communiquer un résumé des principales conclusions du présent rapport et a proposé d'intégrer sa réponse comme une annexe au rapport.

C. Méthode de travail

9. Le présent rapport a été établi sur la base des vastes recherches et enquêtes menées par le Groupe d'experts et rédigé en mars 2024. Le Groupe d'experts a mené plusieurs entretiens pour recueillir un ensemble d'informations crédibles, obtenues d'une grande diversité de sources. Il a examiné les documents mis à sa disposition par des personnes, des entités commerciales, des sources confidentielles et le Gouvernement. Il s'est également inspiré de travaux antérieurs, dont des rapports au Conseil de sécurité et au Comité, tant publics que confidentiels.

10. Le Groupe d'experts a respecté les normes recommandées par le Groupe de travail informel du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions dans son rapport de décembre 2006 ([S/2006/997](#)). Il a corroboré les informations figurant dans le présent rapport au moyen de sources multiples et indépendantes afin de respecter le critère de preuve exigé.

11. Le Groupe d'experts a mené ses travaux dans la plus grande transparence et a été soucieux de respecter la confidentialité de ses sources si nécessaire. Rares sont celles qui ont accepté d'être identifiées dans le rapport, bon nombre craignant des représailles ou un harcèlement pour s'être entretenues avec le Groupe d'experts. Dans d'autres cas, les questions soulevées pouvaient engendrer une stigmatisation sociale, que les sources ne souhaitent pas s'infliger ou infliger à leur famille. Dans ces cas, le Groupe d'experts a donné une description générale des éléments les plus pertinents de leur témoignage. Dans quelques cas, lorsque cela ne pouvait se faire sans identifier la source, celle-ci a été qualifiée de confidentielle.

II. Élections

A. Préparatifs des élections et difficultés rencontrées

12. Plus de 10 ans après avoir accédé à son indépendance, le Soudan du Sud attend encore ses premières élections. L'accord de paix signé le 12 septembre 2018 préconise des élections sur la base d'une constitution permanente, qui doivent se tenir 60 jours avant la fin d'une période de transition de trois ans, censée commencer huit mois

après la signature de l'accord². En août 2022 cependant, le Gouvernement a admis que l'accord de paix n'avait été appliqué que partiellement et a prorogé de deux ans la période de transition jusqu'au mois de décembre 2024. Dans son discours, le Président Kiir a noté : « J'estime que la réunification de l'armée, la rédaction de la constitution et l'organisation d'un recensement sont nécessaires à la tenue d'élections et à la création d'un nouveau gouvernement, sans replonger dans la guerre »³.

13. Depuis cette prorogation, des mesures supplémentaires ont été prises en vue des élections. Des textes de loi clés ont été promulgués, notamment la loi sur les élections nationales et la loi sur les partis politiques. De novembre 2023 à janvier 2024, la Commission électorale nationale, le Conseil des partis politiques et la Commission nationale de révision de la Constitution ont été reconstitués et leurs membres et présidents ont été désignés. Peu après, en janvier 2024, le Conseil des partis politiques a annoncé le début du processus d'enregistrement des partis politiques, fixant le délai au mois de juin 2024⁴.

14. À l'approche du mois de décembre 2024, des doutes ont commencé à s'accumuler sur le fait de savoir si le Soudan du Sud serait prêt⁵. Les élections demeurent une aspiration pour la plupart des Sud-Soudanais⁶ et une nouvelle prorogation de la période de transition mettrait encore plus à mal la légitimité de l'actuel Gouvernement fondé sur le partage du pouvoir. De même, rares sont les personnes qui souhaitent mettre en péril les acquis du processus de paix, en raison d'une échéance qui s'est avérée souple par le passé.

15. Bon nombre de conditions préalables à la tenue d'élections, énoncées dans l'accord de paix, n'ont toujours pas été instaurées. Au mois de mars 2024, le long processus de rédaction d'une constitution permanente n'avait toujours pas été entamé et aucun recensement de la population n'avait été organisé, ce qui a retardé l'inscription sur les listes électorales et la délimitation des frontières politiques.

16. Le financement des trois institutions électorales demeure largement insuffisant. Lors d'entretiens avec le Groupe d'experts, elles ont indiqué que les quelques membres de leur personnel ne recevaient pas leur salaire et n'avaient pratiquement pas les moyens de se déplacer au-delà de la capitale⁷. Un dirigeant politique de l'opposition a déclaré au Groupe d'experts que quand il avait cherché à enregistrer son parti, les institutions n'avaient pas les moyens d'imprimer les formulaires qu'il devait remplir⁸.

17. Les trois institutions électorales ont soumis des budgets distincts concernant leurs activités, dont le montant total se chiffre à 713 milliards de livres sud-

² Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud, sections 1.1.5, 1.20.5 et 1.1.2.

³ Voir annexe 1.

⁴ Entretiens avec des représentants de la Commission électorale nationale et du Conseil des partis politiques, Djouba, février 2024. Voir également « PPC gives political parties six-month to register starting janvier », Eye Radio, 19 décembre 2023.

⁵ Forums de discussions sud-soudanais et entretiens avec des responsables sud-soudanais actuels et anciens, des membres d'institutions électorales, des dirigeants du Gouvernement, des chefs de l'opposition et des représentants de la société civile, septembre 2023 à mars 2024. Voir également Radio Tamazuj, « Bor residents doubtful about December elections », 15 février 2024. Voir également annexes 2 à 6.

⁶ Selon une enquête récente de la MINUSS, quelque 90 % des personnes interrogées considèrent que les élections sont importantes et comptent voter. Voir MINUSS, « Perception and public opinion survey 2022–23 ». Voir également Detcro and PeaceRep, *Perceptions of Peace in South Sudan: Longitudinal Findings*, octobre 2022.

⁷ Entretiens avec des représentants de la Commission électorale nationale, du Conseil des partis politiques et de la Commission nationale de révision de la Constitution, Djouba, février 2024.

⁸ Entretien avec un dirigeant de l'opposition, Djouba, février 2024.

soudanaises (475 millions de dollars)⁹, ce qui représente un tiers du budget actuel du Soudan du Sud, qui est de 2,1 trillions de livres sud-soudanaises (1,4 milliard de dollars)¹⁰ mais, en février 2024, le Conseil des ministres a approuvé un budget complémentaire réduit de 107 milliards de livres sud-soudanaises¹¹, promettant de prévoir des fonds supplémentaires dans le budget de l'exercice suivant¹².

18. Au mois de mars 2024 cependant, le budget complémentaire attendait toujours d'être approuvé par l'Assemblée, qui était en congé, depuis Noël, et devait reprendre ses travaux au mois d'avril. Même si le budget est approuvé, le Soudan du Sud aura du mal à respecter ces engagements de dépenses supplémentaires dans un contexte où les fonctionnaires et les membres des forces de sécurité passent des mois sans recevoir de salaire et où les perturbations constantes des exportations de pétrole entraînent des pressions financières supplémentaires.

19. Les préparatifs électoraux mettent également en relief les problèmes liés à la planification d'élections dans un contexte où de nombreuses dispositions de l'accord de paix ne sont appliquées que partiellement ou le sont dans le désordre.

20. La loi sur les partis politiques par exemple interdit l'enregistrement de partis politiques qui ont des branches armées actives¹³. Du fait de retards, bon nombre de partis, dont le MPLS/A dans l'opposition, conservent toutefois des forces armées qui attendent encore la deuxième phase du processus d'unification. Des agents électoraux ont cependant déclaré au Groupe d'experts qu'ils pensaient que cela disqualifiait le MPLS dans l'opposition de s'enregistrer comme parti politique sous sa forme actuelle¹⁴. Dans un document récent produit par le Conseil des partis politiques, le MPLS dans l'opposition est décrit comme un « mouvement politique/armé » et n'est pas un parti politique remplissant les conditions requises¹⁵.

21. À l'inverse, la section II.8.6 de la loi sur les partis politiques a été interprétée comme l'enregistrement automatique de tous les partis politiques anciennement immatriculés au Soudan du Sud, notamment le MPLS du Président Kiir, même s'il comprend, dans les faits, une composante armée.

22. Les chefs politiques de l'opposition ont également été contrariés, dans le cadre de la procédure d'enregistrement, par l'interdiction apparente faite à d'autres partis d'utiliser les initiales « MPLS », qui revêtent une importance historique¹⁶, ainsi que par des redevances et des calendriers arbitraires¹⁷. « Les règles fixées par le Conseil des partis politiques sont un poteau de but qui ne fait que changer de place », a déclaré l'un d'entre eux¹⁸.

⁹ Entretiens avec des représentants de la Commission électorale nationale, du Conseil des partis politiques et de la Commission nationale de révision de la Constitution, Djouba, février 2024.

¹⁰ Budget approuvé pour l'exercice 2023/24. L'exercice au Soudan du Sud va du 1^{er} juillet au 30 juin.

¹¹ « Cabinet passes minimum SSP107b supplementary budget », Eye Radio, 9 février 2024.

¹² Entretiens avec des représentants de la Commission électorale nationale, du Conseil des partis politiques et de la Commission nationale de révision de la Constitution, Djouba, février 2024.

¹³ Voir chap. IV, art. 26 i) de l'amendement de 2022 à la loi sur les partis politiques de 2012. Disponible à l'adresse suivante : <https://ppcss.org/wp-content/uploads/2023/12/South-Sudan-Political-Parties-Amendment-Act-2022.pdf>.

¹⁴ Entretiens avec des représentants du Conseil des partis politiques, février 2024.

¹⁵ Budget proposé pour le Conseil des partis politiques et le Fonds pour les partis politiques, 14 décembre 2023, texte consultable dans les archives du Groupe d'experts.

¹⁶ Entretiens avec des représentants d'institutions électORALES à Djouba, février 2024.

¹⁷ Voir par exemple, *The City Review*, « Small parties decry confusion, "high fees" dragging registration process », 12 février 2024.

¹⁸ Entretien avec un responsable de parti politique, février 2024.

23. Au-delà des préparatifs techniques, les futures élections se heurtent également à d'importantes difficultés d'ordre pratique. Les forces de sécurité sont loin d'être unifiées, tandis que près de chaque État du Soudan du Sud reste touché par des conflits infranationaux prolongés qui empêchent la tenue d'élections en toute sécurité et entravent des activités électorales de base telles que l'éducation et l'inscription des électeurs. Peu de plans ont été élaborés pour obtenir la participation des populations déplacées, dont plus de 2,2 millions de Sud-Soudanais réfugiés à l'étranger et plus de 2 millions de Sud-Soudanais déplacés à l'intérieur du pays¹⁹.

24. Ces faits ne sont guère contestés par les dirigeants sud-soudanais qui se résignent en grande partie à l'idée que la tenue d'élections, conformément à la lettre de l'accord de paix, sera impossible d'ici le mois de décembre 2024. Les grands contours du paysage politique au Soudan du Sud après le mois de décembre 2024, notamment la place centrale que continueront d'occuper le Président Kiir et le MPLS ne laissent également guère de place au doute. Le débat tourne plutôt sur la meilleure façon d'exécuter une série d'engagements de plus en plus incompatibles pris par les dirigeants sud-soudanais et notamment sur la question de savoir si des élections peuvent, et doivent être organisées, même si d'importantes conditions ne sont pas réunies.

25. Ces décisions auront d'importantes retombées sur la paix et la stabilité du Soudan du Sud. Aucune des voies viables pour aller de l'avant ne fait l'objet d'un large consensus, et des divisions fondamentales existent au sein des principaux partis politiques et entre eux. De nombreux acteurs politiques conservent également les moyens et la volonté de recourir à la violence s'ils ne sont pas satisfaits du résultat du processus politique, en particulier au niveau infranational.

B. Divergences de vues sur les élections

Le Président Kiir et le MPLS

26. Le parti du Président Salva Kiir Mayardit, le MPLS, est celui qui a le plus insisté sur la nécessité d'organiser des élections en décembre 2024. De hauts responsables du parti ont affirmé à maintes reprises que des élections étaient possibles, même en l'absence de constitution permanente et de recensement, et qu'il n'était pas fondamental de tenir compte des populations déplacées²⁰. Le MPLS s'est donc lancé dans d'importants préparatifs et campagnes électorales, avant même que les règlements et institutions requis ne permettent à d'autres partis de faire de même.

27. Pendant plusieurs années, le Président Kiir et ses partisans au sein du Gouvernement national ou des gouvernements des États ont mis à profit son mandat et la marque du MPLS pour organiser des défilés et des campagnes de mobilisation dans l'ensemble du Soudan du Sud. Il s'est rendu en personne dans plusieurs régions du pays²¹, tandis que des représentants désignés par le MPLS, notamment des gouverneurs et de jeunes cadres, organisaient des centaines de rassemblements dès 2018.

¹⁹ Selon les données sur le déplacement provenant de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

²⁰ Entretiens avec des responsables actuels et anciens, septembre 2023 à mars 2024. Voir également « SPLM-SG spells out five priorities for elections to take place », Eye Radio, 21 septembre 2023. Voir également le rapport du Groupe d'experts (S/2023/922).

²¹ En mars 2023, par exemple, le Président Kiir a effectué une tournée dans la région de Bahr el-Ghazal et tenu des défilés dans les États de Bahr el-Ghazal septentrional et de Bahr el-Ghazal occidental.

28. Dans le cadre du processus, le Président Kiir et le MPLS ont fait des progrès considérables pour mobiliser un appui au-delà de la région de Bahr el-Ghazal, notamment dans d'importantes zones habitées par des populations autres que les Dinka, comme le royaume de Zandé dans l'État de l'Équatoria-Occidental, les Shilluk dans l'État du Haut-Nil et le royaume des Anyuak dans la partie orientale de l'État de Jonglei²².

29. Des forces de sécurité gouvernementales ont été déployées dans le cadre de plusieurs rassemblements du MPLS. Pendant l'un d'entre eux, dans l'État de l'Équatoria-Oriental, par exemple, des officiers de haut rang et des unités des Forces sud-soudanaises de défense du peuple y ont participé, portant la tenue du MPLS²³. Des observateurs sud-soudanais ont décrit les campagnes du MPLS comme dégageant un degré d'intensité inégalé et ont exprimé la crainte de voir une « militarisation de la politique et une politisation de l'armée »²⁴.

30. Dans le même temps, le Président Kiir s'est servi de son autorité à la tête de l'exécutif pour consolider l'appui dont il bénéficiait et pour compromettre les partis de l'opposition en désignant et en éliminant des dizaines de responsables à tous les niveaux de l'administration²⁵.

31. Malgré l'efficacité de la mobilisation et de la campagne, des désaccords sont apparus au sein du MPLS. En décembre 2022 par exemple, le Président Kiir a été confirmé à la tête du MPLS et comme le candidat du parti à la présidence. Quelques membres ont toutefois émis des réserves sur la façon dont les structures du parti avaient été remaniées au cours du processus²⁶. Le Président « Kiir s'est proclamé comme porte-étendard sans consultations en bonne et due forme », a déclaré un ancien membre du parti, faisant valoir que cela revenait à accorder une importance excessive « à la personnalité et non au parti », notant que le précédent conflit au Soudan du Sud découlait de désaccords au sein du MPLS »²⁷.

32. Ce mécontentement n'a cependant pas été exprimé publiquement. « Un certain dissentiment est palpable au sein du parti mais il n'est pas suffisant pour s'opposer à Kiir ... Les gens ne sont pas disposés à le dire à voix haute ... L'instinct de conservation prime, en politique »²⁸.

Riek Machar et le MPLS dans l'opposition

33. Le MPLS dans l'opposition, sous la houlette du Premier Vice-Président, Riek Machar, s'est en revanche distancé de plus en plus des élections prévues en décembre 2024.

34. Le 13 février 2024, le MPLS dans l'opposition a publié un document directif dans lequel il a souligné que « les conditions essentielles requises au préalable pour la tenue d'élections » n'avaient pas été entièrement satisfaites, notamment le parachèvement des arrangements de sécurité, le processus de rédaction d'une

²² Une délégation conduite par le Roi des Anyuak, Akwai Agada Akwai Cham, s'est entretenue avec le Secrétaire général du MPLS à Djouba au début du mois de mars 2023, selon un reportage de la South Sudan Broadcasting Corporation en date du 2 mars 2023. Le Président Kiir a également accueilli le Roi des Shilluk, Kwongo Dak Padiet, et le Roi des Zandé, Atoroba Peni Rikito, à plusieurs occasions en 2022 et en 2023.

²³ Entretien avec un dirigeant politique, janvier 2024. Voir également Radio Tamazuj, « Concerns rise over militarization of political campaign in Lafon », 18 janvier 2024.

²⁴ Entretien avec un responsable de parti politique, février 2024.

²⁵ Voir le rapport du Groupe d'experts (S/2023/294). Voir également annexe 7.

²⁶ Entretien avec un haut représentant du MPLS, janvier 2024. Voir également « President Kiir seeks power to restructure SPLM party », Eye Radio, 2 décembre 2022.

²⁷ Ibid.

²⁸ Entretien avec un intellectuel sud-soudanais, janvier 2024.

constitution permanente et l'organisation d'un recensement. En décrivant la « voie à suivre », il a préconisé un calendrier de deux ans pour réunir les conditions requises, notamment une constitution permanente²⁹. La direction du MPLS dans l'opposition a donc essentiellement encouragé une nouvelle prorogation de deux ans de la période de transition.

35. Si le MPLS dans l'opposition est sans nul doute le parti d'opposition ayant le plus de poids au Soudan du Sud, il aurait aussi, sans doute, le plus à perdre d'élections entachées d'irrégularités. Ses hauts cadres bénéficient de rôles de premier plan au sein de l'actuel Gouvernement provisoire d'union nationale revitalisé, mais l'influence politique et militaire du parti a faibli depuis le bref retour initial à Djouba de Machar en octobre 2018, en particulier au-delà de la capitale, ce qui a restreint la capacité du parti de se mobiliser et de faire campagne sur l'ensemble du territoire, notamment dans son bastion historique. Machar lui-même demeure largement confiné à Djouba, et les dirigeants du parti hésitent donc à valider un processus électoral qui, selon eux, ne leur donne pas pour l'heure un espace politique suffisant pour pouvoir y participer effectivement³⁰.

36. De façon plus générale, plusieurs dirigeants du MPLS/A dans l'opposition craignent que des élections et toute dissolution ultérieure de Gouvernement d'unité ne limitent davantage la pleine application de l'accord de paix, notamment plusieurs de ses dispositions comme l'unification du secteur de la sécurité, qui sont essentielles pour ses membres. « Nous ne voulons pas que l'accord de paix se limite aux élections », a déclaré un haut représentant au Groupe d'experts³¹. « Nous n'avons nullement capitulé », a déclaré un autre officier de haut rang de l'APLS dans l'opposition. « Nous avons signé un accord de paix »³².

37. La prolongation de la période de transition a néanmoins entraîné des divisions importantes au sein du MPLS/A dans l'opposition, en particulier parmi sa direction nationale à Djouba et ses composantes et forces infranationales. Dans le contexte d'élections controversées, ces divisions pourraient entraîner d'importantes tensions et de l'instabilité, en particulier si les commandants infranationaux se sentent abandonnés ou oubliés au moment des prises de décision de leurs chefs à Djouba.

38. Comme le Groupe d'experts l'avait déjà signalé par exemple, bon nombre de personnes ont le sentiment que les hauts cadres du parti à Djouba n'ont pas réparti les bienfaits matériels de la signature de l'accord de paix³³. Des membres du MPLS/A dans l'opposition dans plusieurs États ont également fait l'objet de détentions et d'attaques qui ont perturbé leurs activités politiques³⁴. Le silence apparent du Vice-Président Machar pendant ces épisodes a accentué ces divisions. Comme l'a déclaré un membre du parti au Groupe d'experts, « le MPLS dans l'opposition n'a pas été communicatif. Il s'est juste amarré à un accord de paix qui n'allait nulle part »³⁵.

39. Bon nombre de membres du MPLS dans l'opposition ne peuvent pas feindre d'ignorer que le Président Kiir a de fortes probabilités de rester au pouvoir au-delà du mois de décembre 2024. Cette certitude, associée à la lenteur du rythme de l'unification du secteur de la sécurité et au non-versement des salaires aux soldats de

²⁹ Voir annexe 8.

³⁰ Entretiens avec de hauts représentants du MPLS dans l'opposition, septembre 2023 à février 2024.

³¹ Entretien avec un haut représentant du MPLS dans l'opposition, février 2024.

³² Entretien avec un haut représentant de l'APLS dans l'opposition, février 2024.

³³ Voir les rapports antérieurs du Groupe d'experts ([S/2021/365](#), [S/2022/359](#) et [S/2022/884](#)).

³⁴ Voir annexes 7 et 9. Entretiens avec des représentants du MPLS dans l'opposition, des civils et des activistes, novembre à décembre 2022, février 2023 et février 2024.

³⁵ Entretien avec un représentant du MPLS dans l'opposition, février 2024.

l'opposition, a suscité la colère et encouragé bon nombre de désertions, ce qui a affaibli encore les rangs tant politiques que militaires³⁶.

Autres partis politiques

40. D'autres regroupements politiques plus petits réagissent dans une grande mesure aux décisions prises, selon un chef de parti, par « les deux géants » de façon à se frayer un chemin, dans ce paysage, de la manière la plus pragmatique possible³⁷.

41. Dans son document directif de février 2024, par exemple, l'Alliance de l'opposition du Soudan du Sud a appuyé les élections, « comme exigé dans la feuille de route », tout en préconisant un dialogue parmi l'ensemble des signataires de l'accord de paix, étant donné que les principales conditions à la tenue d'élections n'avaient toujours pas été appliquées³⁸.

42. L'une des principales difficultés pour ces partis est le fait de ne pas disposer de branches armées importantes, dans un contexte où l'intérêt et l'influence des partis politiques sont encore largement tributaires de leurs composantes armées. Un chef de parti a déclaré au Groupe d'experts que « le MPLS, le MPLS dans l'opposition ou l'Alliance de l'opposition du Soudan du Sud ont une majorité d'hommes qui sont à la fois des dirigeants politiques et des soldats. Quand ils échouent comme politiques, ils se servent de leurs sections armées ... Nous n'avons pas de branche militaire et si les droits politiques d'un membre sont enfreints, nous n'avons personne vers qui nous tourner »³⁹.

43. De nombreux partis d'opposition savent donc qu'ils ne peuvent pas se battre effectivement dans un contexte qui leur est défavorable. Pour beaucoup d'entre eux, l'objectif principal est de gagner suffisamment de respect pour être absorbé par le MPLS ou par un éventuel gouvernement. « Des chefs politiques chevronnés et leurs partis cherchent surtout à se positionner de manière stratégique et finiront par rallier le MPLS. Tout ce qu'ils veulent, c'est joindre le MPLS et obtenir des portefeuilles ministériels et rien d'autre »⁴⁰.

C. Restriction de l'espace civique avant les élections

44. Les journalistes et les organisations de la société civile se sont également déclarés inquiets du « rétrécissement de l'espace politique » et de l'incapacité des médias sud-soudanais de couvrir les élections proposées librement dans les conditions en cours »⁴¹.

45. Les préparatifs électoraux se déroulent dans un contexte d'importantes restrictions qui avaient déjà été imposées à l'espace civique et à la liberté d'expression politique au Soudan du Sud⁴². De nouvelles restrictions à la liberté de la presse et en ligne influencent les propos publics tenus sur les élections. Ces derniers

³⁶ Voir les rapports antérieurs du Groupe d'experts (S/2021/365, S/2022/359 et S/2022/884).

Entretiens avec des représentants du MPLS dans l'opposition, février 2024.

³⁷ Entretien avec un chef de parti de l'opposition, février 2024.

³⁸ Voir annexe 10.

³⁹ Entretien avec le représentant d'un parti politique, 1^{er} février 2024.

⁴⁰ Ibid.

⁴¹ Entretiens avec des journalistes et des membres d'organisations de la société civile, septembre 2023 à mars 2024. Voir également « Activist raises concern over shrinking political space », *The Dawn*, 23 janvier 2024. Disponible à l'adresse suivante : <https://thedawn.com.ss/2024/01/23/activist-raises-concern-over-shrinking-political-space>. Voir également *No. 1 Citizen*, « Press freedom in question as election looms », 17 janvier 2024.

⁴² Voir, par exemple, la Commission sur les droits de l'homme au Soudan du Sud, A/HRC/54/CRP.6, 5 octobre 2023.

mois, de hauts responsables du Gouvernement ont donné le ton en justifiant le contrôle strict des médias comme « une mesure de protection »⁴³ et en menaçant les journalistes pendant les points de presse⁴⁴.

46. Des organes de presse influents ont récemment été fermés, dont *Al Watan*⁴⁵, un grand quotidien d'expression arabe. Radio Miraya, une chaîne de radiodiffusion opérée par la MINUSS a été visée par une interdiction temporaire⁴⁶.

47. Des représentants d'organes de presse connus ont été harcelés⁴⁷ et les restrictions aux médias et les détentions se sont étendues également hors de la capitale, notamment dans les États de Bahr el-Ghazal septentrional, de Jonglei, des Lacs et de l'Unité⁴⁸. Le Groupe d'experts s'est entretenu avec plusieurs journalistes et acteurs de la société civile qui ont été menacés et enjoins de se présenter aux services de sécurité du fait de leurs activités, ce qui a poussé certains à partir⁴⁹.

48. Comme l'avait déjà rapporté le Groupe d'experts, les forums virtuels et numériques ont également pris une plus grande importance comme moyen d'expression politique mais aussi pour ce qui est d'exercer une surveillance ou du harcèlement⁵⁰. Des forums en ligne ont par exemple servi à obtenir la libération de personnes qui étaient en détention, comme les membres du personnel d'un groupe de jeunes⁵¹. Dans le même temps, plusieurs militants ont signalé une augmentation du nombre de menaces et de cas de surveillance et de harcèlement, en raison du contenu affiché dans des forums en ligne, ouverts ou fermés⁵².

III. Mise en place des réformes du secteur de la sécurité

49. La mise en place des réformes du secteur de la sécurité énoncées dans l'accord de paix, notamment l'unification des forces, a été soulignée maintes fois comme l'une des principales conditions requises à la tenue d'élections crédibles. Ces dispositions sont considérées par beaucoup comme essentielles pour la lutte contre l'insécurité persistante et la création d'un espace civique suffisant en vue de l'organisation d'une campagne libre et régulière. Après le déploiement initial des forces unifiées, la mise en œuvre s'est toutefois ralentie ces derniers mois, tandis que les affrontements entre les Forces sud-soudanaises de défense du peuple et l'APLS dans l'opposition

⁴³ SSGTV, « Information Minister Makuei Lueth bashes human right defenders, justifies media censorship by Govt », 22 octobre 2023. Disponible à l'adresse suivante : www.youtube.com/watch?v=CUaJBsYlqXg.

⁴⁴ Vidéo d'un point de presse avec le Ministre de l'information, Michael Makuei, et l'ancien Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale, Deng Dau Deng Malek, 2 avril 2023, disponible à l'adresse suivante : www.youtube.com/watch?v=XlfXmHLu4-4.

⁴⁵ Annexe 11. Voir également Reporters sans frontières, « South Sudan: arbitrary suspension of the daily *Al-Watan* after publication of president's letter of condolence to Israel », 28 décembre 2023.

⁴⁶ Point de presse de la MINUSS sur l'incident. Disponible à l'adresse suivante : www.youtube.com/watch?v=O2Y1OQf0Brg.

⁴⁷ Radio Tamazuj, « Security confiscates press IDs of UJOSS president, cameraman », 16 janvier 2024. Voir également annexe 12.

⁴⁸ Voir annexe 13. Correspondance avec l'éditeur d'un organe de presse, janvier 2024. Radio Tamazuj, « Activist threatened with arrest after refusing to apologize to N. Bahr el-Ghazal governor », 10 janvier 2024 ; et Radio Tamazuj, « Community radio journalist arrested in Yirol West County », 26 avril 2023.

⁴⁹ Entretiens et correspondance avec des journalistes et des représentants de la société civile, septembre 2023 à mars 2024.

⁵⁰ Entretiens avec des acteurs de la société civile, janvier 2024. Voir également *Sudans Post*, « South Sudan activists, lawmakers and journalists "outraged" by cyberattacks on Sudans Post », 16 juillet 2023.

⁵¹ Entretiens avec des militants pour la jeunesse, janvier et février 2024.

⁵² Correspondance avec un militant des droits humains et un journaliste, janvier 2024.

augmentaient, notamment à Terekeka (État de l'Équatoria-Central)⁵³, à Nasser (État du Haut-Nil)⁵⁴ et dans l'ensemble de l'État de l'Unité.

A. Déploiement des Forces unifiées nécessaires

50. Le 15 novembre 2023, le Gouvernement a annoncé qu'un premier groupe des Forces unifiées nécessaires était officiellement déployé⁵⁵. Des déploiements supplémentaires ont suivi à la fin du mois de novembre et en décembre 2023⁵⁶.

51. En tout, six « bataillons »⁵⁷ des forces unifiées ont été déployés à ce jour, chacun placé sous le commandement des divisions et commandants existants des Forces sud-soudanaises de défense du peuple. Si le Groupe d'experts n'a pas été en mesure de confirmer de manière indépendante les chiffres communiqués, qui ont révélé des écarts et une certaine incohérence, quelque 3 777 membres des forces semblent avoir été déployés, soit 7 % environ du premier contingent des forces ayant été promu. Seul le personnel militaire semble avoir participé à ces premiers déploiements, qui se concentreraient à ce jour dans des zones étant traditionnellement sous le contrôle de l'opposition :

- deux « bataillons » ont été déployés dans l'État du Haut-Nil, à Renk, sous le commandement de la Division 1 des Forces sud-soudanaises de défense du peuple, et à Malakal, sous le commandement de la Division 2 des Forces sud-soudanaises de défense du peuple⁵⁸ ;
- deux « bataillons » ont été déployés dans l'État de Bahr el-Ghazal occidental, sous le commandement de la Division 5 des Forces sud-soudanaises de défense du peuple ;
- un « bataillon » a été déployé dans l'État de l'Équatoria-Occidental sous le commandement de la Division 6 des Forces sud-soudanaises de défense du peuple. Le Groupe d'experts a corroboré les rapports selon lesquels certaines de ces forces avaient été brièvement postées dans une école, avant d'être déplacées⁵⁹ ;
- un « bataillon » a été déployé dans l'État de l'Équatoria-Oriental sous le commandement de la Division 7 des Forces sud-soudanaises de défense du peuple.

⁵³ Déclaration d'un porte-parole de l'APLS dans l'opposition, 14 février 2024, consultable dans les archives du Groupe d'experts. Rapports d'observateurs internationaux, février 2024, et Radio Tamazuj, « SSPDF attacked SPLA-IO base in Terekeka County: SPLA-IO official », 14 février 2024.

⁵⁴ Déclaration du porte-parole de l'APLS dans l'opposition, 12 février 2024, consultable dans les archives du Groupe d'experts, rapports d'observateurs internationaux, février 2024, et « Human rights violations in Upper Nile state undermines peace implementation », *The Dawn*, 13 février 2024.

⁵⁵ Déclaration des Forces sud-soudanaises de défense du peuple, 16 novembre 2023, consultable dans les archives du Groupe d'experts. Voir également annexe 14.

⁵⁶ Entretiens avec des responsables du Gouvernement à Djouba, février 2024.

⁵⁷ Au Soudan du Sud, les bataillons comptent généralement de 750 à 1 000 soldats. Ces déploiements n'ont pas forcément respecté cette définition, certains d'entre eux n'étant composés que d'environ 500 soldats.

⁵⁸ Tous les chiffres de déploiement sont basés sur des entretiens avec le personnel des mécanismes de sécurité établis par l'accord de paix et avec des observateurs internationaux en janvier 2024. Les chiffres ont été corroborés, dans la mesure du possible, par des documents établis par les observateurs internationaux.

⁵⁹ Entretiens avec des observateurs internationaux, des responsables du secteur de la sécurité et des responsables des États, février 2024.

52. Quelque 1 750 membres promus de la Force de protection des personnalités importantes semblent être restés à Luri, près de Djouba. Le Groupe d'experts s'est entendu dire qu'un nouveau déploiement des composantes militaires des Forces unifiées nécessaires était à présent limité, bon nombre de membres des forces promus ne s'étant pas présentés aux centres de formation en septembre 2023⁶⁰. Il avait déjà évoqué la situation régnant dans les sites de formation, qui avait poussé un grand nombre de membres des forces promus à se disperser parmi les populations locales, à la recherche de nourriture et d'un emploi⁶¹.

53. Une femme promue des Forces unifiées nécessaires, qui s'était entretenue précédemment avec le Groupe d'experts⁶², a déclaré : « parmi les plus de 5 000 membres des forces qui ont été promus, moins d'une centaine vit à présent dans ce centre. Je n'ai pas de logement et nulle part où aller. Il nous faut de la nourriture, des tampons hygiéniques, des médicaments, des tentes »⁶³.

54. Des membres des forces de l'opposition faisant partie des Forces unifiées nécessaires n'ont pas encore reçu leur solde et bon nombre semblent avoir été déployés sans réserve suffisante de nourriture et autre matériel⁶⁴. Des responsables du Gouvernement ont cependant indiqué que les salaires des forces d'opposition déployées pourraient être compris dans le budget supplémentaire attendant d'être approuvé par le Parlement⁶⁵.

55. Des membres des Forces ont également été déployés, dans la plupart des cas, sans disposer d'armes au départ. Le Gouvernement a invoqué l'embargo sur les armes imposé par la résolution 2428 (2018) et renouvelé par la résolution 2683 (2023) comme l'une des principales raisons pour ne pas armer ces membres. Il a demandé une dérogation au titre du paragraphe 5 de la résolution 2428 (2018). Dans certains cas, comme dans l'État de l'Équatoria-Occidental, les commandants locaux des Forces sud-soudanaises de défense du peuple et les responsables de l'État semblent avoir fourni quelques armes aux forces déployées⁶⁶. Aucune arme ramassée durant les campagnes civiles de désarmement n'aurait été réaffectée aux forces unifiées⁶⁷.

56. Un accord doit encore être dégagé sur l'unification de la structure de commandement intermédiaire tant de l'armée que de la police et, à ce titre, toutes les forces déployées ont été placées sous le commandement d'officiers existants des Forces sud-soudanaises de défense du peuple. Plusieurs officiers ont fait remarquer au Groupe d'experts que, selon eux, l'unification des forces proposée ressemblait davantage à l'absorption des forces de l'opposition dans les structures existantes des Forces sud-soudanaises de défense du peuple qu'à la création d'une nouvelle force nationale unifiée⁶⁸.

57. Comme noté dans le rapport d'activité du Groupe d'experts (S/2023/922), le Gouvernement a signalé des préparatifs concernant la deuxième phase de formation et de promotion, bien qu'aucun progrès substantiel n'ait été accompli. Plusieurs

⁶⁰ Ibid.

⁶¹ Voir S/2023/294.

⁶² Ibid.

⁶³ Entretien avec un responsable du Service national de protection des espèces sauvages du Soudan du Sud, février 2024.

⁶⁴ Entretiens avec des responsables et des combattants du MPLS/A dans l'opposition, décembre 2023 à février 2024.

⁶⁵ Entretiens avec des responsables du Gouvernement à Djouba, février 2024.

⁶⁶ Entretiens avec le Gouvernement de l'État de l'Équatoria-Occidental et de hauts responsables militaires à Djouba, février 2024.

⁶⁷ Voir S/2023/922 et entretiens avec des analystes locaux, des représentants de la société civile, des observateurs internationaux et des responsables du Gouvernement, juillet 2023 à janvier 2024.

⁶⁸ Entretiens à Djouba avec de hauts responsables du MPLS/A dans l'opposition, février 2024.

commandants de l'opposition se sont déclarés exaspérés par le processus ⁶⁹ : « Pourquoi devrais-je aspirer à la phase deux et subir le sort de ceux qui ont connu la phase un ? Pour le moment, j'ai de l'autorité sur ma propre communauté et je perçois des impôts. Je perdrai tout cela quand je postulerais pour la deuxième phase »⁷⁰.

B. Recrutement en cours par les parties à l'accord de paix

58. Le recrutement est un thème persistant de la réforme du secteur de la sécurité au Soudan du Sud, où le nombre de forces théoriquement placées sous le commandement d'un officier est généralement la principale monnaie d'échange, lors de la négociation des grades et de l'accès aux moyens. Les représentants du Gouvernement ont également souligné qu'il fallait désormais recruter, pour veiller à réapprovisionner les forces de sécurité en jeunes recrues⁷¹. Le recrutement qui vient grossir les rangs des forces non unifiées neutralise l'effet net des tentatives parallèles d'unifier les forces armées du pays et est donc interdit par l'accord de paix⁷².

59. En janvier 2024 par exemple, les Forces sud-soudanaises de défense du peuple ont annoncé la création d'une force de la taille d'une division, la Division 12 ou infanterie « Requin ». Elle sera postée dans une caserne de l'État des Lacs⁷³.

60. Ces récents mois, le Groupe d'experts a également enregistré plusieurs incidents au cours desquels la Police nationale sud-soudanaise avait recruté du nouveau personnel.

61. En décembre 2023, par exemple, le Gouverneur de l'État de l'Équatoria-Oriental a promulgué un ordre exécutif relatif au recrutement de 300 agents de police chargés de lutter contre l'insécurité à la frontière⁷⁴.

62. En janvier 2024, le nouvel Inspecteur général de la police, le général Atem Marol Biar, a effectué une tournée dans la région de Bahr el-Ghazal et a annoncé « des séances de remise à niveau à l'intention de 1 000 agents de police dans chacun des quatre États de la région »⁷⁵. Le Groupe d'experts a appris que l'Inspecteur général cherchait à obtenir la promotion de 1 000 agents dans chacun des 10 États du Soudan du Sud⁷⁶. Des responsables ont insisté sur le fait que cette formation viserait les déserteurs ou faciliterait la remise à niveau des agents déjà en poste. D'autres ont souligné qu'il s'agirait probablement, du moins dans certains cas, de nouvelles recrues. Un entretien sonore avec le général Biar et des vidéos de défilés de police

⁶⁹ Ibid.

⁷⁰ Entretien avec un commandant de l'APLS dans l'opposition, mars 2024.

⁷¹ Entretiens à Djouba avec des responsables du Gouvernement, février 2024.

⁷² Voir chap. 2.1.8 de l'accord de paix de 2018.

⁷³ Déclaration du service de presse du Vice-Gouverneur de l'État des Lacs, 17 janvier 2024, consultable dans les archives du Groupe d'experts. Voir également *Northern Corridor Morning Post*, « Deputy Governor of Lakes State presides over handover ceremony of Malou training centre to Division 12 Shark Infantry », 19 janvier 2024. La vidéo de la formation de la Division 12 est consultable dans les archives du Secrétariat.

⁷⁴ Annexe 15.

⁷⁵ Entretiens avec des représentants de la police, des responsables du Gouvernement et des observateurs internationaux, février 2024. Corroboré par une déclaration de la Police nationale sud-soudanaise, 9 janvier 2024, consultable dans les archives du Groupe d'experts. Voir également Radio Tamazuj, « South Sudan police to launch nationwide professional training », 9 janvier 2024. Voir également [S/2023/922](#).

⁷⁶ Entretiens avec des agents de police et des observateurs internationaux, février 2024.

portent également à croire que de nouvelles recrues non formées ont été intégrées à la formation⁷⁷.

63. Le 29 février 2024, le Président Kiir a présidé la cérémonie de promotion de quelque 870 policiers à Djouba, appartenant aux promotions de 2022 et de 2023⁷⁸.

64. Selon de hauts responsables électoraux et représentants de la police, il est prévu que quelque 50 000 policiers jouent un rôle important pour assurer la sécurité des élections⁷⁹. Ce nombre dépasse largement le nombre de policiers promus dans le cadre des Forces unifiées nécessaires, dont aucun n'a été déployé à ce jour, ainsi que le nombre total d'agents de police connus⁸⁰. Le plan de sécurité électorale du Gouvernement implique donc probablement le recrutement et le déploiement de policiers en dehors du processus formel d'unification.

65. La police sud-soudanaise s'est considérablement transformée, ces derniers temps. Son mandat a été élargi et elle semble mieux équipée, disposant notamment de nouveaux véhicules blindés de transport de troupes⁸¹. Certains Sud-Soudanais pensent que la police est renforcée dans certains lieux stratégiques pour faire contrepoids à d'autres forces, dans un paysage bien encombré, sur le plan de la sécurité⁸².

66. Les forces de police ont également participé comme « forces organisées » ou « forces conjointes » à bon nombre d'opérations de sécurité dans tout le pays, brouillant la distinction entre les divers organes de sécurité. Comme l'a déclaré un journaliste sud-soudanais, les forces « n'appartiennent pas forcément à la Police ou à l'armée ... Les Forces sud-soudanaises de défense du peuple, la police, tous les services sont les mêmes, on les appelle généralement les "forces organisées" ». Certains éléments sont « recrutés dans le cadre de la police et ensuite répartis [dans d'autres services] »⁸³. Un autre a déclaré : « en réalité, les policiers n'agissent pas comme des policiers. Ils servent de soldats et en ont tout le matériel militaire. Ils portent juste la tenue de policier »⁸⁴.

C. Recrutement de jeunes et d'enfants

67. Le Groupe d'experts a corroboré pendant l'année écoulée plusieurs rapports sur le recrutement en cours de jeunes⁸⁵, dont des enfants, tant par l'APLS dans

⁷⁷ Radio Miraya, entretien radiophonique avec l'Inspecteur général de la police, 8 janvier 2024. La vidéo du commissaire de police de l'État des Lacs avec de nouvelles recrues de la police à Rumbek est consultable dans les archives du Secrétariat. Voir également la vidéo de No. 1 Citizen de l'Inspecteur général de la police, le général Atem Marol Biar, s'adressant à des agents de police à Rumbek (État des Lacs) le 9 janvier 2024 (disponible à l'adresse suivante : www.facebook.com/100048194229751/videos/1193297578171582). Voir également *Sudans Post*, « Unveiling a potential breach: hundreds of recruits being trained in Aweil again », 1^{er} février 2024.

⁷⁸ Photographies et déclarations de la Police nationale sud-soudanaise, 9 février 2024, consultables dans les archives du Groupe d'experts. Voir également annexe 16.

⁷⁹ Entretiens avec des agents de police et des observateurs internationaux, février 2024. Vidéo du récent discours aux nouveaux diplômés du Président Kiir, consultable dans les archives du Groupe d'experts. Voir également « Angelina to police: we count on you for election preparations », *The City Review*, 18 octobre 2023.

⁸⁰ Documents consultables dans les archives du Groupe d'experts.

⁸¹ Voir le rapport du Groupe d'experts S/2022/359.

⁸² Entretiens avec un responsable du Gouvernement et un membre de la société civile, janvier 2024.

⁸³ Entretien avec un journaliste, janvier 2024.

⁸⁴ Entretien avec un analyste de l'État de l'Unité, février 2024.

⁸⁵ Le Groupe d'experts n'a pas participé à la vérification officielle de l'âge. L'absence d'actes de naissance et les différentes traditions locales relatives à la définition de l'âge adulte compliquent toute détermination de ce type.

l'opposition que par les Forces sud-soudanaises de défense du peuple. Si ces dernières ont cherché à remédier aux failles laissées par les soldats ayant déserté en raison des rigueurs de la situation économique, les forces de l'APLS dans l'opposition semblent chercher à accroître leurs nombres en prévision d'une deuxième phase du processus d'unification⁸⁶.

68. Le Groupe d'experts a confirmé les rapports de recrutement de jeunes par les Forces sud-soudanaises de défense du peuple autour de Maridi (État de l'Équatoria-Occidental)⁸⁷ ainsi qu'un recrutement par l'APLS dans l'opposition dans ce même État, notamment après la désertion par les forces de leurs casernes à James Diko, dans le comté de Yambio⁸⁸.

69. Si un certain type de recrutement paraissait contraint, quelques jeunes se sont portés volontaires pour rallier les forces dans un contexte où il existe peu d'options économiques viables⁸⁹. Les recrues se voient souvent promettre de la nourriture et de bonnes perspectives si elles parviennent à être promues dans le cadre des Forces unifiées nécessaires, en particulier après la promesse faite par le Gouvernement d'accroître sensiblement les salaires des forces de sécurité et des fonctionnaires, dans son dernier budget en date⁹⁰. Certaines factions semblent avoir exploité les craintes et les sentiments tribaux dans des zones comme Tamboura, où de jeunes Zandé ont été persuadés de rejoindre les Forces sud-soudanaises de défense du peuple⁹¹.

70. En novembre 2023, les forces de l'APLS dans l'opposition ont visé un marché du comté de Yambio. Des chefs locaux ont déclaré au Groupe d'experts que ceux qui n'étaient pas disposés à rallier les rangs de l'APLS dans l'opposition étaient contraints de verser quelque 20 000 livres sud-soudanaises (13 dollars)⁹². Les forces de l'APLS dans l'opposition auraient également recruté de force une soixantaine de jeunes dans deux églises, près de la localité de Yambio⁹³.

71. Le Groupe d'experts a interrogé plusieurs personnes qui ont affirmé avoir moins de 18 ans au moment de leur recrutement⁹⁴. Une adolescente a déclaré qu'elle était âgée de 15 ans. « Je vivais avec ma sœur aînée car nos parents étaient décédés ... personne ne payait ma scolarité ».

72. « Je suis allée au marché la nuit pour acheter de quoi grignoter. Des hommes nous ont abordées et dit qu'ils avaient rallié des soldats [des Forces sud-soudanaises de défense du peuple], qu'ils étaient bien traités et touchaient de l'argent et que nous devrions nous joindre à eux. Je leur ai dit que je ne voulais pas entrer dans l'armée. Ils nous ont agrippé les mains, de force, et nous ont entraînées avec eux ».

73. « Ils nous ont bien traitées et nous ont donné à manger. Ils m'ont dit que je serais libérée dans la matinée, à condition que je me rende tous les jours au défilé et que j'attende d'être transportée à Maridi ... Nous avons balayé l'enceinte dans la matinée. Je n'ai pas passé la nuit suivante dans l'habitation ... Je me suis présentée comme je l'avais promis ».

⁸⁶ Entretiens avec des observateurs internationaux, des notables et d'anciens combattants, septembre 2023 à février 2024.

⁸⁷ Ibid.

⁸⁸ Entretiens avec des notables, des officiers militaires et des humanitaires, février 2024.

⁸⁹ Entretiens avec des enfants et des jeunes, des représentants du Ministère du genre et des affaires sociales et des organisations humanitaires, février 2024.

⁹⁰ Ibid. Voir S/2023/922, annexe 1.

⁹¹ Ibid.

⁹² Entretiens avec des notables, des humanitaires et des chefs religieux, février 2024.

⁹³ Ibid.

⁹⁴ Entretiens au moyen d'interprètes, février 2024.

74. « Nous avons été transportées à Maridi quelques jours plus tard ... Les filles faisaient du thé, cuisinaient et lavaient les vêtements des soldats. Je suis devenue la petite amie de l'un des officiers ... Je n'ai pas été maltraitée, ayant accepté de coucher avec lui quand bon lui semblait. Mais beaucoup d'officiers voulaient aussi coucher avec moi, c'était problématique et je n'avais pas le choix. Personne ne m'a contrainte à avoir des relations sexuelles, mais la plupart des officiers me menaçaient si je refusais de leur céder ».

75. La jeune fille a finalement été libérée. « J'étais tellement heureuse de partir ... Le centre de formation était comme une prison ».

76. Un adolescent a dit avoir 16 ans. « Je vivais avec mes parents, mais je n'allais pas à l'école. Je vendais des cigarettes, des biscuits et des bonbons. C'était un dimanche, un jour de marché... J'ai croisé un vieil ami qui s'était engagé dans les Forces sud-soudanaises de défense du peuple en 2022 Il m'a qu'il voyageait et pouvait désormais accéder à de l'argent gratuitement et que les soldats ne pouvaient plus l'intimider ... J'ai décidé de le suivre car ma vie n'était pas facile ... Il m'a dit qu'il viendrait me chercher le soir et m'emmènerait à l'endroit où l'on enregistrerait les noms des personnes intéressées par l'armée ... Nous sommes montés à bord d'un camion deux jours plus tard et nous avons été emmenés à la caserne des Forces sud-soudanaises de défense du peuple à Maridi ».

77. « Nous avons été bien accueillis et avons été nourris à notre arrivée. Par la suite, la vie a été dure. Il fallait se lever tôt le matin pour balayer l'enceinte, aller courir et s'entraîner... On nous demandait aussi d'aller ramasser du bois pour la cuisine et de laver les vêtements des officiers ».

78. « Je suis resté dans le camp pendant quatre mois avant d'être secouru ... J'étais déchiré parce que je ne voulais pas retrouver les mêmes souffrances dans mon village, mais soulagé aussi parce que le camp ressemblait à une prison et que je ne mangeais pas régulièrement ».

D. Désertions menant à l'instabilité

79. Tandis que la mise en place des réformes du secteur de la sécurité s'est ralentie, les désertions ont continué d'influencer le paysage politique et l'état de la sécurité au Soudan du Sud. Plusieurs personnalités de l'opposition ont admis au Groupe d'experts que toute désertion en cours était actuellement, pour bon nombre d'entre eux, une meilleure façon d'accéder à des ressources et de protéger son rang que d'attendre l'achèvement du processus d'unification⁹⁵. Les désertions ont cependant souvent entraîné des violences et des déplacements par la suite.

Désertions et violences dans l'État de l'Unité

80. L'État de l'Unité et sa vaste population nuer a servi pendant longtemps de bastion au MPLS/A dans l'opposition. Avant l'accord de paix, les comtés de Mayom et de Koch étaient les seuls lieux dans l'État à être principalement progouvernementaux. Depuis 2018, cependant, des groupes de commandants nuer de l'APLS dans l'opposition et leurs forces dans les comtés de Guit, Leer et Mayendit ont déserté et suscité, pendant ce processus, un remaniement des alliances politiques des diverses fractions nuer.

81. En octobre 2023, de hauts commandants de l'APLS dans l'opposition, le général de corps d'armée, Simon Maguek Gai, et le général de division, Samuel Dok Wanjang,

⁹⁵ Entretiens avec des responsables du MPLS/A dans l'opposition et d'autres responsables de groupes d'opposition et des observateurs internationaux, Djouba, février 2024.

auxquels se sont joints plusieurs officiers du comté de Leer, ont annoncé leur défection et leur ralliement aux Forces sud-soudanaises de défense du peuple, par la voie de la « déclaration de Thonyor »⁹⁶.

82. Cette défection a été coordonnée par de hauts responsables du MPLS à Djouba et dans l'État de l'Unité, notamment par son gouverneur, Joseph Monytil⁹⁷. Les commandants transfuges ont reçu des armes, de la nourriture et du matériel⁹⁸ et ont été immédiatement intégrés au parti du MPLS⁹⁹. Selon certains rapports, ils auraient déserté en partie du fait qu'ils n'avaient pas reçu la nourriture promise par le Gouvernement aux forces de l'APLS dans l'opposition dans le secteur¹⁰⁰. Des représentants du MPLS/A dans l'opposition ont immédiatement critiqué les défections comme étant « politisées »¹⁰¹.

83. Des officiers transfuges ont détenu par la suite des dizaines de civils¹⁰² et au moins deux dizaines de soldats de l'APLS dans l'opposition dans le comté de Koch (État de l'Unité) car ils auraient refusé de faire défection¹⁰³.

84. Le général Maguek Gai a par la suite mobilisé un nombre supplémentaire de jeunes armés et d'autres membres des forces de l'opposition dans les comtés de Leer et de Mayendit (État de l'Unité)¹⁰⁴. Le 28 novembre 2023, ces forces se sont alliées aux Forces sud-soudanaises de défense du peuple pour attaquer une base de l'APLS dans l'opposition et des bases civiles dans le comté de Leer¹⁰⁵. La violence a rapidement gagné d'autres parties du comté, entraînant le déplacement de centaines de civils¹⁰⁶. Des représentants des collectivités locales ont également ordonné à des soldats de l'APLS dans l'opposition de quitter la ville de Bentiu et ont remis le

⁹⁶ Voir annexe 17.

⁹⁷ Déclaration du bureau du Gouverneur de l'État de l'Unité, 8 octobre 2023, consultable dans les archives du Groupe d'experts. Voir également le reportage de la South Sudan Broadcasting Corporation du 8 octobre 2023, disponible à l'adresse suivante : www.data.farsightmediawatch.com/index.php/editorial/view_clip_email/774727/56/0 et séquences d'Eye Radio sur l'annonce au secrétariat du MPLS à Djouba, disponible à l'adresse suivante : www.facebook.com/watch/?v=664273799128691

⁹⁸ Correspondance avec un journaliste, un analyste local et un responsable du gouvernement d'un État, novembre 2023.

⁹⁹ Photographies et vidéos visionnées par le Groupe d'experts, novembre 2023. Voir également S/2023/922.

¹⁰⁰ *Sudans Post*, « SPLA-IO commander in Unity State says forces defecting due to killer hunger », 2 novembre 2023.

¹⁰¹ *The City Review*, « SPLM-IO official claims Maguek defection plan to delay deployment of forces », 26 octobre 2023 ; déclaration du porte-parole de l'APLS dans l'opposition le 14 octobre 2023, consultable dans les archives du Groupe d'experts.

¹⁰² Rapports d'observateurs internationaux, examinés par le Groupe d'experts, novembre 2023.

¹⁰³ Rapports d'observateurs internationaux, examinés par le Groupe d'experts, octobre et novembre 2023. Voir également *The City Review*, « SPLA-IO fumes over detention of officers in Unity State », 30 octobre 2023 et « SPLA-IO urges peace monitors to help release of detained soldiers », *The Dawn*, 3 novembre 2023 (disponible à l'adresse suivante : <https://thedawn.com.ss/2023/11/03/spla-io-urges-peace-monitors-to-help-release-of-detained-soldiers/>).

¹⁰⁴ Vidéos d'activités de mobilisation, consultables dans les archives du Groupe d'experts, octobre et novembre 2023.

¹⁰⁵ Enregistrements sonores d'entretiens avec le chef du comté de Leer, consultables dans les archives du Groupe d'experts, novembre 2023. Correspondance avec un militant des droits humains, un analyste local et des observateurs internationaux, novembre 2023. Voir également *Sudans Post*, « Yakani warns of return to war as peace parties clash in Unity State », 28 novembre 2023.

¹⁰⁶ Enregistrements sonores d'entretiens avec le chef du comté de Leer, consultables dans les archives du Groupe d'experts, novembre 2023. Voir également « Civilians displaced as SSPDF and SPLA-IO clash in Leer County », Eye Radio, 28 novembre 2023 (disponible à l'adresse suivante : www.eyeradio.org/civilians-displaced-as-sspdf-and-spla-io-clash-in-leer-county). Voir également annexe 18.

commandement de deux bases militaires de l'APLS dans l'opposition dans le secteur aux officiers ayant fait détection¹⁰⁷.

85. Quelques semaines plus tard, le 29 janvier 2024, de violents affrontements ont éclaté à Nyuelnyuel¹⁰⁸ dans la partie nord du comté de Rubkona (État de l'Unité) entre l'APLS dans l'opposition et des éléments comprenant la Division 4 des Forces sud-soudanaises de défense du peuple, le renseignement militaire, le Service national de protection des espèces sauvages du Soudan du Sud, la police et les forces fidèles à Tito Biel Wich¹⁰⁹ du comté de Mayom¹¹⁰.

86. Nyuelnyuel et la localité voisine de Rotriak, située également dans le comté de Rubkona, sont des lieux stratégiques hébergeant de grands groupes de nomades, des personnes de retour au pays, venant du Soudan, ainsi que des groupes de Nuer déplacés en raison des inondations. La présence de cette population et les relations commerciales transfrontalières avec le Soudan ont permis aux forces de l'APLS dans l'opposition d'engranger des revenus.

87. Des combats ont éclaté après qu'un convoi de hauts responsables politiques et militaires, comprenant le chef du comté de Koch, Gordon Koang Biel, a cherché à franchir de force un poste de contrôle de l'APLS dans l'opposition¹¹¹. Des dizaines de membres des Forces sud-soudanaises de défense du peuple, dont plusieurs officiers, ont été tués ou blessés dans les combats¹¹², tout comme des soldats de l'APLS dans l'opposition¹¹³.

88. Un soldat des Forces sud-soudanaises de défense du peuple qui était présent a décrit l'incident au Groupe d'experts : « Nous étions les premiers à arriver à Nyuelnyuel ... [Les affrontements] étaient une provocation du chef du comté de Koch. Il a pris le contrôle de nos activités ... nous étions censés sortir de la voiture et parler aux officiers de l'APLS dans l'opposition [au poste de contrôle], mais il nous a précédés et a provoqué l'escalade. Si cela ne tenait qu'à nous, nous n'aurions même pas combattu l'APLS dans l'opposition ce jour-là ... [Quelques jours auparavant], les officiers les plus jeunes avaient dit aux hommes politiques qui étaient avec nous que [se rendre à Nyuelnyuel] était dangereux et nous avaient conseillé de retourner à Bentiu. Dans notre système, on ne dit pas aux soldats ce qu'ils vont faire. Les officiers de haut rang et les dirigeants politiques sont au fait de la mission »¹¹⁴.

89. Les combats à Nyuelnyuel s'inscrivent dans le cadre d'une tendance observée dans l'État de l'Unité, où de hauts responsables de l'État recourent à un amalgame de forces gouvernementales, de commandants de l'APLS dans l'opposition ayant fait défection et de milices de jeunes pour lancer des assauts sur des zones contrôlées par l'APLS dans l'opposition, cherchant à déplacer les populations perçues comme appuyant les groupes de l'opposition et à s'emparer de lieux stratégiques tels que des postes de contrôle, des marchés et des ports, qui génèrent tous des revenus. En février

¹⁰⁷ Voir annexe 19.

¹⁰⁸ Appelé parfois Barkour.

¹⁰⁹ Voir [S/2022/359](#).

¹¹⁰ Entretiens avec un journaliste, un soldat, un officier des Forces sud-soudanaises de défense du peuple et deux analystes locaux, février 2024. Voir également *Sudans Post*, « Fighting erupts between SSPDF and SPLA-IO in northern Unity State », 29 janvier 2024.

¹¹¹ Entretien avec un soldat des Forces sud-soudanaises de défense du peuple qui était présent durant les combats, février 2024. Entretiens avec un journaliste et un deuxième officier des Forces sud-soudanaises de défense du peuple, février 2024.

¹¹² Ibid. Voir également Radio Tamazuj, « SPLA-IO faults Unity State governor of mobilizing youth to attack their positions », 1^{er} février 2024.

¹¹³ Ibid. Voir également *Sudans Post*, « Death toll in Unity State fighting climbs to seven as SPLA-IO withdraws to Sudanese border », 31 janvier 2024.

¹¹⁴ Traduction officieuse d'un entretien réalisé avec un soldat des Forces sud-soudanaises de défense du peuple, février 2024.

2022, par exemple, les zones de cantonnement de l'APLS dans l'opposition et des localités des comtés de Mitmir, de Leer et de Mayendit situés dans le centre de l'État de l'Unité ont été attaquées par des milices de jeunes étant sous le contrôle du chef du comté, Gordon Koang Biel¹¹⁵. Immédiatement après les combats, un marché local a été dévalisé, du bétail volé et des civils tués, tandis que plus de 400 civils étaient déplacés¹¹⁶. Des forces locales de l'APLS dans l'opposition ont fui par la suite dans d'autres sections de la partie nord de l'État de l'Unité et ont franchi la frontière pour se rendre au Soudan, tandis que les forces progouvernementales prenaient le contrôle de leur base et se déplaçaient le long des axes principaux¹¹⁷.

E. Médiations avec des groupes d'opposition armés non signataires

90. L'action de médiation entre le Gouvernement et les groupes d'opposition non signataires menée sous les auspices de la Communauté de Sant'Egidio à Rome piétine dans une grande mesure depuis le mois de novembre 2022¹¹⁸. En décembre 2023, le Président Kiir a donc demandé que le Président du Kenya, William Ruto, relance les pourparlers entre le Gouvernement et ces groupes réfractaires.

91. Dans une lettre datée du 5 janvier 2024, le Président Ruto a écrit aux cinq dirigeants des groupes non signataires, confirmant la demande du Président Kiir et les invitant à des pourparlers avant la médiation¹¹⁹.

92. Pa'gan Amum Okiech, chef du Vrai Mouvement populaire de libération du Soudan, et Paul Malong Awan Anei (SSi.008), visé par des sanctions et chef de l'Armée/Front uni du Soudan du Sud ont été ouverts à une participation à la médiation menée par le Kenya. Thomas Cirillo Swaka, chef du Front de salut national, a cependant déclaré au Groupe d'experts qu'il était sceptique quant aux médiations proposées. Il a fait valoir que le Président Kiir voulait diviser les groupes d'opposition afin de maintenir le statu quo à Djouba¹²⁰ et a invoqué plusieurs craintes, sur le plan de la sécurité, si la réunion se tenait au Kenya¹²¹. Le 27 janvier 2024, le Front de salut national et deux autres groupes non-signataires ont donc accepté l'invitation du Président Ruto, tout en proposant que des consultations préalables aux négociations se tiennent à Rome¹²².

93. Quelques semaines auparavant, un nombre d'officiers transfuges du Front de salut national avaient affirmé que Cirillo avait été écarté comme chef du Front, affirmation que sa direction a contestée¹²³. Les heurts entre le Front et les forces gouvernementales se sont poursuivis dans la partie sud de l'Équatoria-Central, entraînant d'importants déplacements de civils¹²⁴.

¹¹⁵ Voir [A/HRC/52/CRP.3](#) et [S/2022/359](#).

¹¹⁶ Rapports d'observateurs internationaux, 31 janvier 2024. Entretien avec un journaliste et un analyste local, février 2024. Voir également Radio Tamazuj, « SPLA-IO faults Unity State governor of mobilizing youth to attack their positions », 1^{er} février 2024.

¹¹⁷ Entretiens avec deux analystes locaux, février 2024. Rapports d'observateurs internationaux, examinés par le Groupe d'experts, février 2024.

¹¹⁸ Entretiens avec le secrétariat de la Communauté de Sant'Egidio et un responsable du Gouvernement sud-soudanais, février 2024. Voir également [S/2023/294](#).

¹¹⁹ Voir annexe 20.

¹²⁰ Entretien avec Thomas Cirillo Swaka, février 2024.

¹²¹ Entretien avec des dirigeants de groupes d'opposition non signataires, février 2024. Voir également Eye Radio, « NAS prefers peace talks in Rome, cites Kenya unsafe », 29 décembre 2023. Voir également les rapports antérieurs du Groupe d'experts ([S/2019/301](#) et [S/2023/294](#)).

¹²² Voir annexe 21.

¹²³ Voir annexe 22.

¹²⁴ Rapports d'observateurs locaux, février 2024. Voir également Eye Radio, « 5,400 displaced in recent NAS, SSPDF clashes in Wonduruba », 20 février 2024.

IV. Situation humanitaire

94. L'insécurité persistante et l'intensification des pressions régionales ont continué d'exacerber la situation humanitaire désespérée au Soudan du Sud. Tout au long de 2023 et en 2024, des violences aux niveaux régional et national ont été à l'origine de plus de 90 % des nouveaux déplacements de population¹²⁵.

A. Intensification des pressions humanitaires régionales

95. Comme l'a noté le Groupe d'experts dans son rapport d'activité (S/2023/922), le conflit au Soudan a placé d'énormes contraintes, concernant le Soudan du Sud, sur une intervention humanitaire déjà mise à rude épreuve, en particulier dans les États situés le long de la frontière soudanaise. Plus de 600 000 personnes ont déjà franchi la frontière pour se rendre au Soudan du Sud depuis le début du conflit au mois d'avril 2023¹²⁶.

96. Alors que les Sud-Soudanais de retour au pays constituaient auparavant la majeure partie des mouvements de population, les réfugiés soudanais représentent aujourd'hui une proportion de plus en plus grande des nouveaux arrivants¹²⁷. Cela complique davantage la réponse humanitaire, étant donné que les réfugiés soudanais ne peuvent pas être réinstallés de la même façon que bon nombre de Sud-Soudanais de retour au pays. Dans le même temps, des milliers de personnes se sont rendues dans la direction opposée, au Soudan¹²⁸, en raison de l'insécurité alimentaire, du conflit, de la surpopulation et de la propagation des maladies dans les centres de transit sud-soudanais¹²⁹. Des combattants sud-soudanais ont également participé au conflit au Soudan, même si rien n'indique que l'État ait sanctionné de telles activités¹³⁰.

97. De plus, du 1^{er} août au 31 décembre 2023¹³¹, plus de 105 000 réfugiés sud-soudanais qui vivaient dans la région de Gambella (Éthiopie) sont retournés au Soudan du Sud à la suite de la suspension de la distribution de l'aide alimentaire¹³² et de plusieurs épisodes de violence à Gambella¹³³. Ce chiffre représente environ un quart de tous les réfugiés sud-soudanais vivant à Gambella, et leur arrivée dans les zones touchées par le conflit et le stress alimentaire dans l'est de l'État du Haut-Nil et dans l'État de Jonglei a été qualifiée de « sans précédent »¹³⁴ et a soumis ces lieux à un stress supplémentaire.

98. En outre, un différend frontalier persistant dans le sud d'Abyei entre deux factions dinka a donné lieu aux violences les plus meurtrières observées dernièrement

¹²⁵ Calculs du Groupe d'experts sur la base des données provenant de la Matrice de suivi des déplacements de l'OIM pour le Soudan du Sud, « Event tracking: displacement and returns », 1^{er} janvier 2023 au 8 février 2024.

¹²⁶ Données du HCR et de l'OIM au 13 mars 2024.

¹²⁷ Entretiens avec des acteurs humanitaires à Djouba, février 2024.

¹²⁸ Nations Unies, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « South Sudan: response to the Sudan crisis, situation report No. 25 (as of 19 January 2024) », 25 janvier 2024.

¹²⁹ Ibid. et exposé d'un consortium de partenaires humanitaires au Soudan du Sud, janvier 2024.

¹³⁰ Voir annexe 23.

¹³¹ Relief Web, « Humanitarian situation overview: Ethiopia-South Sudan cross-border displacement, February 2024 », dossier, 21 février 2024.

¹³² Programme alimentaire mondial, « Widespread food diversion impacts WFP food distributions across Ethiopia », 9 juin 2023.

¹³³ *Addis Standard*, « News: Security crisis in Gambella region severely impacts human rights, needs urgent attention—EHRC », 24 juillet 2023.

¹³⁴ REACH Initiative, « Humanitarian situation overview: Ethiopia –South Sudan cross-border displacement », dossier, 21 février 2024.

au Soudan du Sud, des milliers de personnes ont été déplacées et des centaines de victimes ont été consignées au cours de plus de 60 faits signalés en 2023¹³⁵. En novembre 2023, par exemple, des dizaines de soldats des Forces sud-soudanaises de défense du peuple, dont un haut commandant et des civils, ont été tués près de la frontière après que des soldats ont été mêlés au conflit frontalier¹³⁶. Au début de 2024, pendant une période de 15 jours, des violences connexes ont entraîné le déplacement de milliers de personnes et fait au moins 75 morts, dont des femmes et des enfants¹³⁷.

B. Insécurité alimentaire bien enracinée

99. Une insécurité alimentaire aiguë est devenue profondément ancrée au Soudan du Sud. Depuis janvier 2018, au moins 56 cas de famine localisée (phase 5) ont été enregistrés dans le pays et classés selon le processus du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire mené par le Gouvernement¹³⁸. Une seule de ces famines est considérée comme une catastrophe. Le Soudan du Sud en connaît à présent une toutes les six semaines, depuis plus de six ans.

100. Presque tous les secteurs touchés par des situations de famine ont connu de violents conflits pendant cette période, ainsi que des conditions de travail périlleuses pour les agents humanitaires. Le Soudan du Sud était en 2023 le pays le plus dangereux au monde pour les humanitaires¹³⁹. Pendant l'année, près de 400 faits entravant l'accès à l'aide humanitaire ont été recensés, dont le meurtre de 34 travailleurs humanitaires¹⁴⁰, des attaques contre des convois, des obstacles d'ordre bureaucratique, le pillage de biens et autres ingérences dans les opérations¹⁴¹. Des chiffres similaires avaient été signalés en 2022¹⁴².

101. Plus de 7 millions de personnes, soit plus de la moitié de la population, risquent de connaître une insécurité alimentaire du niveau de « crise » (phase 3), voire pire, d'ici le mois d'avril 2024, les populations les plus touchées étant concentrées dans la région du Haut Nil¹⁴³, qui a accueilli la majorité des populations déplacées du Soudan.

¹³⁵ Ces événements faisaient suite à des violences analogues dans le secteur en 2022, au cours desquelles près de 300 personnes ont été tuées. Rapport non publié, consultable dans les archives du Groupe d'experts.

¹³⁶ Voir annexes 24 à 29 ; rapports d'observateurs internationaux, novembre 2023. Voir également Radio Tamazuj, « Dozens of SSPDF soldiers killed in latest Abyei-Twic fighting », 15 novembre 2023 (disponible à l'adresse suivante : <https://radiotamazuj.org/en/news/article/dozens-of-sspdf-soldiers-killed-in-latest-abyei-twic-fighting>).

¹³⁷ Save the Children, « South Sudan: at least 75 people killed including three children as violence surges in Abyei », 9 février 2024. Voir également Achol Bark et Clionadh Raleigh, « Violence rises across South Sudan's disputed Abyei State », dossier de l'ACLED (projet Armed Conflict Location and Event Data Project), 9 février 2024.

¹³⁸ Données issues du portail du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire. Les données excluent des événements qui n'auraient pas été pris en compte en raison de contraintes d'accès, d'un manque de consensus sur la classification et de faits documentés par d'autres organismes et acteurs.

¹³⁹ Nations Unies, Bureau de coordination des affaires humanitaires, « South Sudan tops list of most dangerous countries for aid workers in the world, and the humanitarian crisis deepens amid mounting needs, access constraints, and lack of funding », communiqué de presse, août 2023.

¹⁴⁰ Fonds des Nations Unies pour l'enfance, rapport de situation humanitaire sur le Soudan du Sud n°12 (1^{er} janvier au 31 décembre 2023), 13 février 2024.

¹⁴¹ Bases de données de 2022 et de 2023 sur l'accès humanitaire, disponibles à l'adresse suivante : <https://data.humdata.org/dataset/south-sudan-humanitarian-access-incidents>.

¹⁴² Ibid.

¹⁴³ Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, « South Sudan: acute food insecurity and malnutrition analysis, September 2023–July 2024 », 6 novembre 2023. Disponible à l'adresse suivante : www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_South_Sudan_Acute_Food_Insecurity_Malnutrition_Sep2023_July2024_report.pdf.

Parallèlement, les coupes de financement ont continué d'entraver la réponse humanitaire. En 2023, par exemple, le Soudan du Sud a vu ses besoins augmenter de 21 % et son financement diminuer de 17 %, selon les organismes des Nations Unies¹⁴⁴.

102. D'après les chiffres et projections actuels, le nombre total de populations gravement touchées a légèrement diminué par rapport à la période 2022/23, qui avait été la plus éprouvée dans les annales¹⁴⁵. Les organismes humanitaires ont néanmoins souligné que cette réduction ne représentait pas « d'amélioration importante » et masquait probablement l'ampleur réelle de l'insécurité alimentaire au Soudan du Sud¹⁴⁶. Un facteur clé est la façon de calculer l'insécurité alimentaire.

103. Traditionnellement, le processus du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire s'est servi du recensement de 2008 au Soudan du Sud comme population de référence, qui a été ajusté pour tenir compte de la croissance démographique, mais en 2023, ce sont les chiffres des estimations démographiques du Gouvernement, publiées en avril 2023, qui ont été utilisés¹⁴⁷. Cette estimation de la population a suscité de vives critiques parmi un large éventail de parties prenantes sud-soudanaises, en partie car elle surestimerait la taille de la population de la région de Bahr el-Ghazal, qui abrite des circonscriptions clés du Président Kiir, tout en sous-estimant les populations de l'Équatoria et de la région du Haut Nil¹⁴⁸. Les chiffres concernant les personnes se trouvant dans le besoin dans des zones critiques telles que la région du Haut Nil pourraient donc être sous-estimés dans les nouvelles projections.

104. Selon d'autres indicateurs, tels que les mesures de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans, près de 1,7 million d'enfants souffrent de malnutrition aiguë, un chiffre qui a presque doublé ces cinq dernières années¹⁴⁹. La morbidité infantile est également de l'ordre de 55 %, ce qui représente une nette dégradation par rapport aux années précédentes¹⁵⁰. Ce dernier chiffre porte à croire que « dans un ménage [avec] deux enfants, l'un d'eux sera [perpétuellement malade] »¹⁵¹. Des rapports humanitaires récents indiquent que seuls 5 % des enfants sud-soudanais reçoivent le minimum d'aliments nécessaires à leur développement¹⁵².

105. Malgré des limitations, l'analyse du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire donne une idée des besoins relatifs dans les diverses régions du pays. Le comté de Rubkona (État de l'Unité) par exemple abrite l'un des plus grands sites de personnes déplacées au Soudan du Sud ainsi que plusieurs autres sites informels. Il est désormais considéré comme une zone suscitant une préoccupation majeure. Des évaluations indépendantes menées par des organismes humanitaires portent à croire

¹⁴⁴ Nations Unies, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « Global humanitarian overview 2024, January update (snapshot as of 31 January 2024) », 16 février 2024.

¹⁴⁵ Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, « South Sudan: acute food insecurity situation October–November 2022 and projections for December 2022–March 2023 and April–July 2023 », 3 novembre 2022 et Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, « South Sudan: acute food insecurity situation for September–November 2023 and projections for December 2023–March 2024 and for April–July 2024 », 6 novembre 2023.

¹⁴⁶ Correspondance avec un analyste humanitaire, novembre 2023.

¹⁴⁷ Ibid. Voir également annexe 30.

¹⁴⁸ Ibid.

¹⁴⁹ Données du portail du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (www.ipcinfo.org).

¹⁵⁰ Exposé du groupe de la sécurité alimentaire et des moyens de survie, novembre 2023.

¹⁵¹ Ibid., exposé oral d'agents humanitaires participant au processus d'analyse du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, novembre 2023.

¹⁵² South Sudan Nutrition Cluster Strategy 2024, 22 novembre 2023. Disponible à l'adresse suivante : <https://reliefweb.int/report/south-sudan/south-sudan-nutrition-cluster-strategy-2024>.

que 80 % de la population de Rubkona se heurte à une insécurité alimentaire aiguë et que 15 400 personnes vivent dans des conditions proches de la famine¹⁵³.

106. Cette situation est due à une constellation complexe de facteurs, notamment à l'afflux de personnes retournant du Soudan, à plusieurs années d'inondations consécutives, à la réduction de la distribution de nourriture et aux effets cumulés des vagues successives de conflits et de déplacements¹⁵⁴.

107. La liquidation « presque totale des biens des ménages »¹⁵⁵, l'augmentation du nombre d'enfants sans abri et du travail des enfants et « l'effondrement presque total des mécanismes traditionnels de survie des ménages »¹⁵⁶ ont également entraîné une intensification de l'exploitation sexuelle dans la région.

C. Les contestations de terres à l'origine du conflit

108. Tandis que les violences cycliques et les phénomènes climatiques extrêmes ont rendu inaccessibles d'importantes sections du pays, déplaçant des millions de personnes, la terre est de plus en plus à l'origine des conflits et de l'insécurité au Soudan du Sud¹⁵⁷.

109. L'action menée pour régler ces conflits par l'intermédiaire des institutions de l'État a pâti de la méfiance nourrie à l'égard de la gouvernance tant nationale que locale, ainsi que des incitations des puissants acteurs armés à subvertir un système judiciaire qui manque de ressources. En octobre 2023, par exemple, le Conseil des ministres a adopté une politique foncière qui dispose que la terre au Soudan du Sud appartient à ses habitants et non à ses communautés¹⁵⁸. Dans un pays où la terre est indissociablement liée à l'identité communale et sociale, nombreux sont ceux qui ont interprété cette clause comme fournissant une couverture juridique aux élites, pour qu'elles s'approprient des terres appartenant traditionnellement aux communautés¹⁵⁹. « Les élites sont le centre des prises de décision et aussi les principaux accapareurs de terres », a déclaré un interlocuteur, « elles se sont organisées [pour aligner] les politiques nationales à leur avantage »¹⁶⁰.

Désarmement des civils et saisies de terres dans l'État de l'Équatoria-Central

110. Le 31 décembre 2023, les forces gouvernementales, dont les Forces sud-soudanaises de défense du peuple et les unités fluviales¹⁶¹ sont entrées dans le payam de Gondokoro, au nord de Djouba, le long du Nil¹⁶², où vit traditionnellement la communauté bari de l'Équatoria. Selon des sources locales, les soldats ont rassemblé les civils, leur ont pillé leurs biens, les ont soumis à du chantage et ont arrêté

¹⁵³ REACH, « Emergency food security update: Rubkona County », novembre 2023.

¹⁵⁴ REACH, « South Sudan cross-border displacement: rapid food security assessment in areas of return–Rubkona County », septembre 2023.

¹⁵⁵ REACH, « Coping strategies and social cohesion in areas of return, Rubkona County: preliminary findings », 20 décembre 2023, consultable dans les archives du Groupe d'experts.

¹⁵⁶ Ibid.

¹⁵⁷ Nations Unies, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « Innovating anticipatory action: lessons from the 2022 South Sudan floods », 18 janvier 2024.

¹⁵⁸ « Cabinet passes Land Policy as it concludes land belongs to the people, not the communities », Eye Radio, 28 octobre 2023.

¹⁵⁹ Annexe 31 ; entretiens avec des experts locaux des droits fonciers, des membres de la société civile et des analystes, janvier 2023.

¹⁶⁰ Entretien avec un analyste des droits fonciers, janvier 2024.

¹⁶¹ Voir [S/2023/294](#) pour des informations sur l'achat de navires par l'unité fluviale.

¹⁶² Voir annexe 32. Corroboré par des entretiens avec un témoin et un analyste local, janvier 2024. Corroboré également par des rapports d'observateurs internationaux, examiné par le Groupe d'experts, janvier et février 2024.

arbitrairement des dizaines de personnes, y compris des enfants et des chefs locaux et tribaux¹⁶³. Le même schéma d'arrestations, de sévices, de chantage et de pillage s'est poursuivi pendant plusieurs jours, y compris dans des villages voisins¹⁶⁴.

111. La violence a suscité des critiques généralisées de la part de représentants de la société civile¹⁶⁵, de chefs religieux¹⁶⁶, d'un responsable du Gouvernement de l'État¹⁶⁷ et de représentants bari¹⁶⁸. Une enquête menée par la suite par les Forces sud-soudanaises de défense du peuple¹⁶⁹ a débouché sur la libération de plusieurs détenus, à l'arrestation de quelques soldats¹⁷⁰ et à des excuses de la part du Ministre de la défense et des anciens combattants au sujet de plusieurs « bavures » commises pendant les opérations¹⁷¹.

112. Officiellement, la violence à Gondokoro s'est produite dans le cadre des campagnes de désarmement en cours dans l'État de l'Équatoria-Central¹⁷². Les Forces sud-soudanaises de défense du peuple ont annoncé avoir ramassé plus de 400 armes auprès des civils¹⁷³, bien que ces chiffres soient contestés par les populations locales et les responsables de la sécurité¹⁷⁴.

113. Dans son rapport d'activité (S/2023/922), le Groupe d'experts a noté que le désarmement des civils représentait un grave problème au Soudan du Sud mais que ces campagnes pouvaient aussi accroître la méfiance et les divisions lorsque les populations locales avaient le sentiment d'être visées à des fins de désarmement. En l'occurrence, de nombreux habitants de la région de l'Équatoria ont affirmé que les campagnes de désarmement étaient destinées à faciliter les efforts parallèles visant à s'emparer de leurs terres.

114. « Le désarmement se fait en même temps que la démarcation [des terres] », a déclaré un chef local au Groupe d'experts, « de façon que les gens [portent leur attention sur le désarmement] sans se douter qu'il s'agit en fait d'une démarcation »¹⁷⁵.

¹⁶³ Ibid. Voir également, Radio Tamazuj, « Gondokoro Island residents rap SSPDF over brutality », 3 janvier 2024.

¹⁶⁴ Entretiens avec des témoins et un enquêteur local, janvier 2024 ; enquête menée par des observateurs internationaux, examinée par le Groupe d'experts, février 2024. Voir également annexe 30.

¹⁶⁵ Voir annexe 33.

¹⁶⁶ Voir la déclaration vidéo de l'Archevêque de l'Équatoria central, 3 janvier 2024, disponible à l'adresse suivante : www.facebook.com/Classicfm924/videos/324715313863864.

¹⁶⁷ Classic FM 92.4, « Juba County Commissioner condemns Gondokoro incident », 3 janvier 2024 (disponible à l'adresse suivante : <https://fb.watch/rG1TdDz1kF>).

¹⁶⁸ Annexe 34.

¹⁶⁹ Eye Radio, entretien vidéo avec le conseiller à la sécurité de l'État de l'Équatoria-Central, 3 janvier 2024, disponible à l'adresse suivante : www.facebook.com/watch/?v=1778052222680503.

¹⁷⁰ « Soldiers arrested over rights violation in Gondokoro: Adil », Eye Radio, 16 février 2024.

¹⁷¹ « Defense minister sorry for “mistakes” in Juba County disarmament exercise », Eye Radio, 18 janvier 2024. Voir également *The City Review*, « Adil: Officers named in Gondokoro report to face law », 11 janvier 2024.

¹⁷² Entretien avec un avocat local, janvier 2024. Voir également S/2023/922.

¹⁷³ Voir, par exemple, South Sudan Broadcasting Corporation, « Over 400 illegal weapons collected from the hands of civilians in the Gondokoro suburb of Juba », 8 janvier 2024. Disponible à l'adresse suivante : www.data.farsightmediawatch.com/index.php/editorial/view_clip_email/776688/56/0.

¹⁷⁴ Enquête menée par des observateurs internationaux, examinée par le Groupe d'experts, février 2024. *The City Review*, « Only five guns seized in Kondokoro, says head chief », 8 janvier 2024.

¹⁷⁵ Entretien avec un chef local, janvier 2024. La « démarcation » se réfère à la procédure d'enregistrement de la propriété officielle du terrain.

115. Un autre analyste local a indiqué que l'accaparement des terres dans l'Équatoria-Central suivait un schéma distinct : « tout d'abord, déployer des soldats et avoir des forces ayant une présence constante sur le terrain », puis « créer des animosités dans les communautés », puis « déplacer les gens et attendre de voir si les civils reviendront », puis « apporter des matériaux de construction »¹⁷⁶.

116. Pendant la récente campagne à Gondokoro, il a fallu procéder au désarmement d'autres organes de sécurité du Gouvernement tels que les forces locales de protection de la faune, dont beaucoup sont elles-mêmes originaires de l'Équatoria. Si les Forces sud-soudanaises de défense du peuple « ne désarmaient pas » [les forces de protection de la faune dans la région de l'Équatoria], « elles ne pourraient pas s'emparer des terres »¹⁷⁷.

117. Les faits récents survenus à Gondokoro s'inscrivent dans le cadre d'une tendance plus large de contestation des terres dans une grande partie de l'État de l'Équatoria-Central, qui a suscité le mécontentement des habitants de la région de l'Équatoria. Ces sentiments ont, à leur tour, été exploités par les opposants armés au Gouvernement, tels que le Front de salut national¹⁷⁸, qui est solidement implanté dans la région de l'Équatoria.

118. Parmi les populations de la région de l'Équatoria, le sentiment d'impuissance s'est accentué, de nombreux litiges fonciers ayant été réglés par la force militaire. « Il s'agit de savoir qui a accès à l'argent et qui a accès aux armes »¹⁷⁹, a déclaré un humanitaire travaillant sur les réformes foncières. « Les gens armés [s'attribuent] des terres », a déclaré un autre militant des droits fonciers. « En Équatoria-Central, des gens s'emparent chaque jour de terres de force, sous la menace des armes »¹⁸⁰.

119. Outre les armes, la capacité de mobiliser des moyens logistiques est tout aussi cruciale pour accaparer des terres à grande échelle, ce qui a amené une dizaine de parties intéressées sur les plans humanitaire, politique, des droits humains et des droits fonciers à déclarer au Groupe d'experts qu'elles soupçonnaient des personnes haut placées, bénéficiant de relations au sein des élites politiques, commerciales et militaires sud-soudanaises, d'être impliquées¹⁸¹.

120. Cela est particulièrement manifeste dans la capitale, Djouba, et ses environs, notamment à Jebel Lado, à Luri et à Rajaf¹⁸². Bon nombre de parties prenantes ont décrit les revendications territoriales au Groupe d'experts comme « ne pouvant pas être maîtrisées »¹⁸³, comme étant « très contestées »¹⁸⁴, impliquant des individus « ayant un rang militaire »¹⁸⁵ et contrôlées par des « groupes syndicaux appuyés par de hauts fonctionnaires et des responsables de la sécurité »¹⁸⁶.

¹⁷⁶ Entretien avec un analyste de l'Équatoria, janvier 2024.

¹⁷⁷ Entretien avec un chef local, janvier 2024.

¹⁷⁸ Voir les rapports antérieurs du Groupe d'experts (S/2022/359, S/2022/884, S/2023/294 et S/2023/922).

¹⁷⁹ Entretien avec un humanitaire travaillant sur la réforme foncière, janvier 2024.

¹⁸⁰ Entretien avec un militant de la société civile, janvier 2024.

¹⁸¹ Entretiens avec des humanitaires, des militants pour les droits fonciers et des représentants de la société civile, janvier 2024.

¹⁸² Bureau du Gouverneur de l'État de l'Équatoria-Central, entretiens sur des accaparements de terres dans le comté de Djouba, 27 août 2023 (disponible à l'adresse suivante : www.facebook.com/watch/?v=1334519427422389).

¹⁸³ Entretien avec un activiste des droits fonciers, janvier 2024.

¹⁸⁴ Entretien avec un militant de la société civile, janvier 2024.

¹⁸⁵ « CES govt suspends land distribution in Juba County », Eye Radio, 25 août 2023.

¹⁸⁶ « Gov't bigwigs top land grabbers – Wani », *No. 1 Citizen*, 24 octobre 2023.

Terres contestées à Manyang

121. Manyang comprend plusieurs villages à la frontière des États de Bahr el-Ghazal occidental et de Ouarrap. Ses terres sont revendiquées par deux factions dinka, les Dinka Apuk de Gogrial-Est (État de Ouarrap) et les Dinka Marial-Bai (État de Bahr el-Ghazal occidental).

122. Le 7 novembre 2023, des violences ont éclaté lorsque de jeunes Apuk armés ont incendié un marché local dans le secteur d'Achonchong à Manyang¹⁸⁷. Plusieurs civils ont été tués et plus de 17 000 personnes déplacées¹⁸⁸. L'insécurité alimentaire s'est rapidement aggravée et plusieurs viols et des agressions sexuelles ont été signalés¹⁸⁹.

123. Les semaines suivantes, la violence a continué de s'intensifier, d'autres factions dinka intervenant dans le conflit¹⁹⁰. Les femmes, les enfants et les personnes âgées ont été les plus touchés, notamment lorsque des épidémies se sont déclarées¹⁹¹. Des violences sexuelles, notamment des cas de prostitution d'adolescents cherchant à survivre, ont également été signalées¹⁹².

124. La violence en novembre 2023 a suivi une série d'escalades qui avaient commencé au début du mois d'août 2023, les Apuk ayant cherché à revendiquer l'exclusivité de terres situées à Manyang et alentour, ainsi que de vastes étendues du comté de la Rivière-Jour¹⁹³. Il s'agit notamment de la mise en place de postes de contrôle, de la perception d'impôts et de razzias de bétail par des Apuk armés¹⁹⁴.

125. Ces incidents trouvent toutefois leur origine dans des conflits fonciers et frontaliers qui remontent à 2012, lorsque le Président Kiir s'était rendu à Wau et avait remanié le contrôle administratif local dans les comtés de Wau et de la Rivière-Jour, tout en promettant des réformes foncières à ces deux populations¹⁹⁵. L'incapacité d'appliquer pleinement ces réformes a débouché sur des violences persistantes¹⁹⁶.

126. Dans un décret publié en décembre 2023, le Président Kiir a déclaré que « les terres, les frontières et les délimitations dans les zones touchées par le conflit ... des Apuk et des Marial-Bai DEVAIENT être mises en attente »¹⁹⁷. Il a également ordonné, dans le décret, le déploiement de « forces neutres »¹⁹⁸. Des forces mixtes progouvernementales, notamment la police, les Divisions 5 et 11 des Forces sud-

¹⁸⁷ Rapports et correspondance avec des observateurs dans l'État de Bahr el-Ghazal occidental, novembre 2023 à février 2024. Voir également annexe 35.

¹⁸⁸ Évaluation humanitaire conjointe menée en décembre 2023, examinée par le Groupe d'experts.

¹⁸⁹ Ibid. Entretien avec un humanitaire local, février 2024.

¹⁹⁰ Entretiens et correspondance avec des observateurs internationaux dans l'État de Bahr el-Ghazal occidental, janvier et février 2024. Rapport d'évaluation humanitaire conjointe menée en décembre 2023, examiné par le Groupe d'experts. Voir également annexes 36 à 40, « Goods worth millions looted, vehicle torched in Wau-Kuajok road ambush », Eye Radio, 14 novembre 2023 et Radio Tamazuj, « Humanitarian killed along Kuajok-Wau Road », 13 novembre 2023.

¹⁹¹ Rapport d'évaluation humanitaire conjointe par des organismes et organisations multiples, menée en décembre 2023, examiné par le Groupe d'experts.

¹⁹² Ibid.

¹⁹³ Entretiens avec des observateurs de l'État de Bahr el-Ghazal occidental, février 2024. Voir également annexe 41.

¹⁹⁴ Rapports et correspondance avec des observateurs dans l'État de Bahr el-Ghazal occidental, novembre 2023 à février 2024.

¹⁹⁵ Entretiens avec un membre de la société civile et un analyste local, février 2023. Voir également *Sudan Tribune*, « WBEG's Wau commissioner: county headquarters move protestors must observe rule of law », 8 décembre 2012. *Sudan Tribune*, « W. Bahr el-Ghazal splits over transfer of County headquarters from Wau town », 30 octobre 2012.

¹⁹⁶ Sarah Vuylsteke, « Identity and self-determination: the Fertit opposition in South Sudan », Small Arms Survey, décembre 2018.

¹⁹⁷ Annexe 42.

¹⁹⁸ Ibid.

soudanaises de défense du peuple et un détachement d'Abyei ont été dépêchés, plutôt que les Forces unifiées nécessaires qui avaient été récemment déployées dans l'État de Bahr el-Ghazal occidental¹⁹⁹.

V. Armes

127. Au paragraphe 1 de sa résolution 2683 (2023), le Conseil de sécurité a renouvelé jusqu'au 31 mai 2024 l'embargo sur les armes imposé par le paragraphe 4 de la résolution 2428 (2018). Au paragraphe 2 de la résolution 2683 (2023), il a cependant assoupli l'embargo de façon à exclure « la fourniture, la vente ou le transfert de matériel militaire non létal qui ne doivent servir qu'à appuyer la mise en œuvre des dispositions de l'accord de paix ... ».

A. Tentatives d'achats d'armes par des groupes de l'opposition

128. Le 5 mars 2024, deux militants de l'opposition sud-soudanais, Abraham Chol Keech et Peter Biar Ajak, ont été arrêtés aux États-Unis d'Amérique et accusés d'entente en vue de violer l'embargo sur les armes au moyen de l'exportation de quantités importantes d'armes des États-Unis au Soudan du Sud²⁰⁰.

129. Les deux hommes, qui travailleraient avec des groupes d'opposition actifs au Soudan du Sud, ont cherché à acheter et à transférer au Soudan du Sud des armes et des munitions d'une valeur pouvant atteindre 4 millions de dollars, notamment des fusils automatiques, des mitrailleuses, des lance-roquettes et des armes antichars et antiaériennes, dont des missiles Stinger²⁰¹. Les groupes de l'opposition ont cependant souligné qu'il leur fallait plus de munitions que d'armes.

130. Lors de conversations avec des agents infiltrés des forces de l'ordre, les deux hommes auraient explicité leur projet d'introduire clandestinement des armes au Soudan du Sud, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un autre pays de la région, et de les utiliser pour favoriser un changement de régime « non démocratique » au Soudan du Sud²⁰². Un commanditaire non sud-soudanais aurait prévu de garantir le remboursement au moyen de futures licences d'exploitation minière accordées par des groupes d'opposition²⁰³.

B. Nouveaux véhicules des Forces sud-soudanaises de défense du peuple

131. Pendant la période considérée, le Groupe d'experts a confirmé l'importation d'un nombre important de véhicules militaires par les Forces sud-soudanaises de défense du peuple. Ils ne semblaient pas avoir été armés au moment de leur importation, mais plusieurs d'entre eux ont été équipés d'armes par la suite. Le Groupe d'experts estime qu'il importe de signaler cet achat pour plusieurs raisons. Premièrement, en l'absence de forces de sécurité unifiées, on peut soutenir que l'importation et la distribution de ces véhicules à des forces non unifiées sont considérées comme étant incompatibles avec les termes de l'accord de paix. Dans un cas au moins, des véhicules ont été alloués aux Forces sud-soudanaises de défense du

¹⁹⁹ Rapports d'observateurs, obtenus par le Groupe d'experts, novembre 2023 à janvier 2024.

Entretien avec un observateur international et un membre de la société civile, février 2024.

²⁰⁰ Tribunal de district des États-Unis (district d'Arizona), plainte au pénal, affaire n° 24-3084 MJ.

²⁰¹ Ibid.

²⁰² Ibid.

²⁰³ Ibid.

peuple et à des supplétifs ayant participé à des combats avec des éléments de l'APLS dans l'opposition dans l'État de l'Unité. Deuxièmement, l'achat de véhicules est notable du fait que le Gouvernement a cité maintes fois les contraintes de financement comme un obstacle au déploiement et à la poursuite de la formation des forces unifiées.

132. Le 16 décembre 2023, les Forces sud-soudanaises de défense du peuple ont remercié le Président Salva Kiir et le Chef des forces de défense, le général Santino Deng Wol (SSi.004), visé par des sanctions, pour les nouveaux véhicules qu'ils prévoyaient de distribuer à toutes les divisions des Forces sud-soudanaises de défense du peuple²⁰⁴ : 22 ont été attribués aux Divisions 3 et 5 et équipés d'armes dans certains cas²⁰⁵ et 27 autres ont été distribués à deux divisions des Forces sud-soudanaises de défense du peuple postées dans l'État du Haut-Nil²⁰⁶.

133. Les photographies obtenues par le Groupe d'experts indiquent que les forces se trouvant sous le commandement de Tito Biel à Mayom (État de l'Unité) ont également reçu des véhicules²⁰⁷. Tito Biel est un ancien commandant de l'APLS dans l'opposition qui a fait défection en février 2022 pour rejoindre les Forces sud-soudanaises de défense du peuple. Il contrôle à présent une force semi-autonome alliée aux Forces sud-soudanaises de défense du peuple, qui s'est heurtée à maintes reprises aux forces de l'APLS dans l'opposition, notamment au cours d'accrochages récents à Nyuelnyuel (État de l'Unité).

C. Achats antérieurs de véhicules blindés de transport de troupes

134. Dans ses précédents rapports ([S/2022/359](#) et [S/2023/294](#)), le Groupe d'experts avait cité l'achat de véhicules blindés de transport de troupes par les Forces sud-soudanaises de défense du peuple et les forces de police, qui étaient antérieures à l'assouplissement de l'embargo sur les armes énoncé au paragraphe 2 de la résolution [2683 \(2023\)](#) et, en tant que telles, constituaient des violations de l'embargo sur les armes à l'époque.

135. D'après de nouveaux renseignements et documents obtenus par le Groupe d'experts, des véhicules blindés de transport de troupes ont été achetés par le Gouvernement sud-soudanais à trois occasions au moins de 2020 à 2022²⁰⁸. Il s'agit dans chaque cas de versions blindées très modifiées de véhicules civils, principalement achetés à des sociétés de production privées, opérant en Jordanie²⁰⁹.

136. Selon les contrats de vente et d'autres documents examinés par le Groupe d'experts, ces sociétés comprennent Apollo Security Vehicles LLC et Shield Armored Vehicles ou « SAV »²¹⁰. Aucune des deux sociétés n'a donné suite aux demandes écrites du Groupe d'experts. La première semble avoir supprimé sa page Web et ses comptes dans les médias sociaux à la suite des demandes de renseignements du Groupe d'experts.

137. Le Groupe d'experts avait précédemment rapporté que des représentants du Gouvernement avaient décrit ces véhicules comme ayant été achetés par

²⁰⁴ Voir annexe 43.

²⁰⁵ Ibid.

²⁰⁶ *Sudans Post*, « SSPDF military vehicles arrive in Upper Nile State », 1^{er} mars 2024.

²⁰⁷ Voir annexe 44.

²⁰⁸ Entretiens avec des sources confidentielles et commandes d'achat confidentielles consultables dans les archives du Groupe d'experts.

²⁰⁹ Ibid. La lettre adressée au Gouvernement jordanien par le Groupe d'experts est restée sans suite.

²¹⁰ Voir annexes 45 et 46. Corroboré également par des entretiens avec des acteurs du secteur privé et des responsables du secteur de la sécurité, avril 2022 à janvier 2024.

l'intermédiaire d'une société privée anonyme²¹¹. Plusieurs documents corroborés de manière indépendante et obtenus par le Groupe d'experts indiquent qu'il s'agit d'une société privée sud-soudanaise dénommée International Contractors and Developers (« ICD Ltd. »)²¹². Sa licence d'exploitation pour l'État de l'Équatoria-Central, où Djouba est située, semble avoir été renouvelée le 15 janvier 2020, peu de temps avant le premier achat de véhicules blindés de transport de troupes²¹³.

138. D'après les documents examinés par le Groupe d'experts, ICD Ltd. a tenté par exemple d'acheter 100 véhicules blindés de transport de troupes en 2022, au prix de 105 000 dollars chacun, auprès d'Apollo Security Vehicles²¹⁴. En janvier 2023, ICD Ltd. a affrété deux avions, tous deux immatriculés au nom de l'armée de l'air égyptienne, auprès d'une société privée en Jordanie, pour transporter 12 véhicules blindés de transport de troupes depuis la Jordanie au Soudan du Sud, au cours de trois vols, pour un montant total de 595 500 dollars²¹⁵. Le Groupe d'experts n'a pas pu confirmer combien de véhicules avaient été livrés au bout du compte.

D. Efforts supplémentaires d'achat d'armes

139. Le Groupe d'experts a répertorié plusieurs armes qui n'avaient pas été observées précédemment au Soudan du Sud.

140. Un pistolet-mitrailleur MP-5A5 disposant d'une crosse rétractable permettant de tirer en rafales de trois coups a été observé en possession d'un agent de la garde rapprochée du Gouverneur de l'État du Haut-Nil le 11 décembre 2023²¹⁶.

141. Un pistolet-mitrailleur Micro Tavor X95 a été repéré en possession d'un garde du corps de dignitaires du Gouvernement dans le comté de Terekeka, près de Djouba, le 6 janvier 2024²¹⁷.

142. Le Groupe d'experts a examiné des documents supplémentaires indiquant que le Ministère de la défense et des anciens combattants avait cherché à acheter du matériel militaire létal en 2023. Dans une lettre datée du 19 septembre 2023, le directeur des achats avait demandé des devis à des fournisseurs d'armes, concernant divers fusils, fusils-mitrailleurs, obusiers et lance-roquettes et munitions associées²¹⁸.

143. Il est indiqué dans la lettre aux fournisseurs éventuels qu'en raison de l'embargo sur les armes « qui limite l'importation directe par le Gouvernement de matériel classé comme étant de nature militaire », tous les contrats seront établis avec le Ministère ougandais de la défense et des anciens combattants, qui sera également chargé de fournir tous les certificats d'utilisateur final²¹⁹.

²¹¹ Voir S/2022/359.

²¹² Entretiens avec des sources confidentielles et commandes d'achat confidentielles consultables dans les archives du Groupe d'experts. Voir également annexes 47 et 48.

²¹³ Ibid.

²¹⁴ Voir annexe 45.

²¹⁵ Document confidentiel consultable dans les archives du Groupe d'experts. Corroboré par des informations disponibles dans les bases de données de l'aviation commerciale. Rien ne prouve que l'armée de l'air égyptienne ait été au courant de l'utilisation faite des avions, qui avaient été affrétés par une société privée. La lettre adressée au Gouvernement égyptien par le Groupe d'experts est restée sans suite.

²¹⁶ Voir annexe 49.

²¹⁷ SSBC News, « The presidential advisor on special programs Dr. Benjamin Bol Mel, said government is working to provide basic services to the communities », 8 janvier 2024 (disponible à l'adresse suivante : www.facebook.com/ssbcnews/videos/the-presidential-advisor-on-special-programs-dr-benjamin-bol-mel-said-government/340741012062390/). Voir également annexe 50.

²¹⁸ Voir annexe 51.

²¹⁹ Ibid.

144. Rien n'indique que les autorités kényanes aient été au courant de ces directives ou aient facilité l'importation de matériel militaire, comme décrit dans la lettre.

E. Explosion dans les casernes des Forces sud-soudanaises de défense du peuple

145. Dans son rapport d'activité (S/2023/922), le Groupe d'experts a noté plusieurs explosions récentes dans des dépôts de munitions et des magasins d'armes des Forces sud-soudanaises de défense du peuple. Il a recommandé que le Gouvernement sud-soudanais sollicite une aide concernant la gestion des armes et des stocks. Le 12 février 2024, le Gouvernement a demandé un appui en vue de la formation des Forces unifiées nécessaires, notamment sur le plan des procédures d'inventaire et de gestion des stocks, du Centre régional sur les armes légères et de petit calibre basé à Nairobi²²⁰.

146. Aux environs de minuit le 25 février 2024, une forte explosion et un incendie ont détruit un entrepôt de munitions à la caserne de Giada des Forces sud-soudanaises de défense du peuple à Djouba²²¹. Plusieurs soldats auraient été tués et plusieurs civils blessés²²². On voit dans les vidéos et les photographies des dégâts importants, ainsi que des munitions, des roquettes et des obus carbonisés²²³.

147. Les responsables des Forces sud-soudanaises de défense du peuple ont attribué l'explosion à la chaleur²²⁴. Le Front de salut national a quant à lui affirmé que ses forces avaient attaqué l'installation au moyen d'un lance-roquettes, après avoir constaté qu'elle était mal sécurisée²²⁵. Le Groupe d'experts n'a pas été en mesure de confirmer de manière indépendante cette revendication de responsabilité.

VI. Ressources financières et naturelles

148. L'économie sud-soudanaise connaît des difficultés qui vont grandissant, notamment de graves perturbations des exportations de pétrole, qui représentent la majeure partie des recettes de l'État.

149. Le 16 février 2024, par exemple, le Ministère des finances et de la planification a annoncé que l'augmentation des salaires de 400 %, considérée comme l'une des principales réalisations du budget pour 2023/24, pourrait ne pas être viable²²⁶. Bon nombre de membres des forces de sécurité, de fonctionnaires et de députés n'ont pas été rémunérés depuis septembre 2023²²⁷. Le Groupe d'experts a déjà signalé que le non-paiement des forces de sécurité était lié à la prolifération des postes de contrôle, qui augmentaient le coût de l'acheminement de l'aide humanitaire, ainsi qu'à la vente illicite d'armes et de munitions par le personnel militaire²²⁸. Il envenimait également les rivalités violentes tournant autour de terres et de territoires permettant de dégager

²²⁰ Voir annexe 52.

²²¹ Eye Radio broadcast, disponible à l'adresse suivante : www.facebook.com/watch/live/?ref=watch_permalink&v=1558406271613305.

²²² Voir annexe 53.

²²³ Voir par exemple « 8 injured, pregnant woman miscarried in Giada armory fire: army », Eye Radio, 25 février 2024.

²²⁴ SSGTV News, « The primary suspect in the armoury explosion in Giada military barrack is hot weather », 26 février 2024 (disponible à l'adresse suivante : www.youtube.com/watch?v=UFbwhp_pHDc).

²²⁵ Annexe 54.

²²⁶ « Bak says 400% salary adjustment unsustainable », Eye Radio, 18 février 2024.

²²⁷ Entretiens avec des membres des forces de sécurité, février 2024.

²²⁸ Voir S/2023/922.

des revenus, tels que les marchés, les points de passage frontaliers, les ports fluviaux et les zones d'extraction de l'or²²⁹.

150. Le Conseil de sécurité a également pris note de ces liens et demandé par exemple, à l'alinéa a) du paragraphe 19 de sa résolution 2428 (2018), renouvelé par la résolution 2683 (2023), au Groupe d'experts de signaler les informations au sujet des personnes et des entités qui pourraient participer à des activités comprenant « des malversations et des détournements de fonds publics » qui « font peser une menace sur la paix, la stabilité et la sécurité au Soudan du Sud »²³⁰.

A. Perturbation des exportations pétrolières

151. L'économie sud-soudanaise demeure presque entièrement tributaire du pétrole. Au premier trimestre de l'exercice en cours, les recettes pétrolières représentaient près de 90 % des recettes de l'État²³¹, la production s'élevant en moyenne à environ 140 000 barils par jour en 2023²³².

152. Dans son rapport d'activité (S/2023/922), le Groupe d'experts a noté que toutes les exportations de pétrole du Soudan du Sud étaient transportées par l'intermédiaire de deux oléoducs traversant le territoire soudanais, qui demeurent donc vulnérables aux perturbations causées par le conflit en cours au Soudan.

153. Le 12 février 2024, la Bashayer Pipeline Company, qui possède et exploite l'un des oléoducs, a informé la Dar Petroleum Operating Company qu'une brèche dans l'oléoduc avait interrompu l'acheminement de pétrole brut²³³. Le 13 février, la compagnie a annoncé un cas de force majeure, annulé la livraison de deux cargaisons de pétrole qui devait avoir lieu à la fin du mois de février et suspendu les appels d'offres concernant les cargaisons qui devaient se tenir au mois de mars²³⁴.

154. L'oléoduc touché transporte le pétrole brut mélange Dar depuis les champs pétrolifères exploités par la Dar Petroleum Operating Company dans l'État du Haut-Nil²³⁵ jusqu'à Port-Soudan (Soudan) en vue de son exportation²³⁶. Le mélange Dar représente environ 75 % des exportations totales de pétrole du Soudan du Sud²³⁷ et la Dar Petroleum Operating Company devait, à elle seule, produire près de 70 % des recettes totales de l'État dans le budget pour 2023/24²³⁸. Le Soudan du Sud n'a pas indiqué le montant des pertes en recettes de l'État à la suite de la perturbation, mais il est probable qu'il soit de l'ordre de 2,5 millions de dollars par jour²³⁹.

²²⁹ Entretiens avec des responsables sud-soudanais, des observateurs internationaux et des acteurs du secteur privé, septembre 2023 à mars 2024.

²³⁰ Le Groupe d'experts est également chargé au paragraphe 19 b) de la résolution 2428 (2018), renouvelé dans la résolution 2683 (2023), de réunir des informations relatives aux critères énoncés au paragraphe 26 de la résolution 2428 (2018), notamment « la tenue par les parties de leurs engagements » qui comprend, au titre du chapitre 4 de l'accord de paix de 2018, de vastes réformes sur la gestion des finances publiques.

²³¹ Rapport sur les dépenses pour le premier trimestre de l'exercice 2023/24, établi par le Ministère des finances et de la planification, consultable dans les archives du Groupe d'experts.

²³² Documents établis par le Ministère du pétrole, consultables dans les archives du Groupe d'experts.

²³³ Annexe 55.

²³⁴ Annexe 56.

²³⁵ La Dar Petroleum Operating Company comprend la Nile Petroleum Corporation (8 %), qui appartient à l'État sud-soudanais, la China National Petroleum Corporation (41 %), Petronas (40 %), Sinopec (6 %) et Tri-Ocean Energy (5 %).

²³⁶ Voir (S/2023/922).

²³⁷ Ibid.

²³⁸ Budget approuvé pour l'exercice 2023/24.

²³⁹ La production actuelle de la Dar Petroleum Operating Company est d'environ 100 000 barils par jour, et l'État a droit à environ 40 % de cette production. Avec un prix du pétrole de 80 dollars le

155. De multiples sources ayant une connaissance technique du secteur pétrolier au Soudan et au Soudan du Sud ont déclaré au Groupe d'experts que la brèche était probablement la conséquence d'un mauvais entretien, plutôt que d'une attaque délibérée²⁴⁰. Le pétrole brut mélange Dar doit être chauffé pour pouvoir circuler dans l'oléoduc sous pression, qui est donc équipé de stations de chauffage et de pompage périodiques²⁴¹. Le conflit au Soudan a gravement nui à l'entretien des pipelines en raison de l'évacuation du personnel et des ingénieurs, des limitations d'accès et des obstacles à l'approvisionnement en outils, en produits chimiques et en carburant²⁴².

156. Le 16 février 2024, la Bashayer Pipeline Company a informé la Dar Petroleum Operating Company que la brèche dans l'oléoduc avait été réparée. Elle a noté aussi qu'elle ne pouvait pas garantir l'approvisionnement en gazole et en produits chimiques de la station de pompage 4, contrôlée par les Forces d'appui rapide, à Elafon, qui était nécessaire à la reprise de l'acheminement de pétrole²⁴³. Les responsables sud-soudanais ont confirmé que l'approvisionnement en produits chimiques, en outils et en carburant constituait désormais le principal obstacle au redémarrage de l'acheminement de pétrole, d'autant plus qu'une partie du pétrole brut refroidi s'était gélifiée ou solidifiée dans l'oléoduc. Des négociations sont en cours avec des représentants des Forces d'appui rapide et des Forces armées soudanaises pour tenter de régler ce problème²⁴⁴.

157. Le 22 février 2024, les Forces d'appui rapide ont publié une vidéo de la station de pompage 3 à Naima, près de Khartoum, soulignant que les stations de pompage 3, 4 et 5 étaient sous leur contrôle et que leur personnel et leurs installations étaient appuyés par leurs forces²⁴⁵.

158. Ce message est conforme aux déclarations antérieures des Forces d'appui rapide, dans lesquelles leurs commandants ont souligné qu'ils souhaitent protéger les infrastructures pétrolières²⁴⁶. Dans son rapport d'activité (S/2023/922) cependant, le Groupe d'experts a noté aussi que les Forces d'appui rapide s'étaient dites mécontentes du système actuel par lequel les droits de transit à verser profitaient principalement aux Forces armées soudanaises à Port-Soudan. Cette situation a probablement été exacerbée par les attaques répétées contre les dépôts de carburant de la raffinerie de Khartoum, contrôlée par les Forces d'appui rapide au nord de Khartoum²⁴⁷.

159. Les responsables et les experts techniques sud-soudanais se sont dits également inquiets des fuites et ruptures qui pourraient devenir un problème persistant, faute d'entretien²⁴⁸.

baril, une remise estimée à quelque 5 dollars le baril et des droits dus au Soudan de 9,1 dollars le baril, l'État perdrait quelque 2,5 millions de dollars par jour.

²⁴⁰ Ibid.

²⁴¹ Entretiens avec des responsables sud-soudanais et des acteurs du secteur privé dans le secteur pétrolier, février et mars 2024.

²⁴² Ibid.

²⁴³ Voir annexe 57. Voir également S/2023/922, annexe 3.

²⁴⁴ Entretiens avec des responsables sud-soudanais et des acteurs du secteur privé dans le secteur pétrolier, février 2024.

²⁴⁵ Voir le compte sur « X » (anciennement Twitter) des Forces d'appui rapide : <https://twitter.com/RSFSudan/status/1760749517941457125>.

²⁴⁶ Voir S/2023/922.

²⁴⁷ Entretiens avec des responsables sud-soudanais, des acteurs du secteur privé dans le secteur pétrolier et des observateurs internationaux, novembre 2023 à février 2024.

²⁴⁸ Entretiens avec des responsables sud-soudanais et des acteurs du secteur privé dans le secteur pétrolier, février 2024.

B. Marchés publics et détournement de fonds publics

160. Malgré la baisse de la production pétrolière, les prix concurrentiels du pétrole ont contribué à maintenir les recettes annuelles de l'État à un niveau bien supérieur à 1 milliard de dollars²⁴⁹. Les problèmes économiques du Soudan du Sud découlent donc tout aussi bien des rivalités politiques que des ressources.

161. Un exemple frappant de cette situation s'est produit le 14 février 2024, lorsqu'un groupe de « héros de guerre blessés » s'est introduit au Ministère des finances et de la planification et a exigé le règlement de factures médicales en souffrance. La protestation a tourné à la violence et le Ministère a signalé au moins trois blessés graves²⁵⁰.

162. Peu après, le Ministère des finances et de la planification a publié un communiqué pour expliquer qu'en novembre 2023, il avait versé 2 millions de dollars au Ministère de la défense et des anciens combattants au profit de tous les anciens combattants blessés ou malades, puis de nouveau 1 million de dollars en janvier 2024²⁵¹. Le Ministre a noté que ces allocations n'étaient pas inscrites au budget et qu'il s'agissait d'un « fonds d'urgence »²⁵².

163. En même temps, des documents obtenus par le Groupe d'experts indiquent qu'en septembre 2023, sept officiers de haut rang des Forces sud-soudanaises de défense du peuple ont reçu un montant total de 560 000 dollars pour se faire soigner à l'étranger²⁵³. Cette somme, équivalente à environ 615 millions de livres sud-soudanaises, était supérieure aux 482 millions de livres sud-soudanaises alloués à l'ensemble du Ministère de la santé pendant le même mois²⁵⁴.

164. Le général Santino Deng Wol (SSi.004), visé par des sanctions et chef des forces de défense des Forces sud-soudanaises de défense du peuple, a perçu 150 000 dollars. S'il a reçu des soins médicaux à l'étranger, que ces fonds visaient à faciliter, il l'a fait en violation des mesures de gel des avoirs et d'interdiction de voyager.

Pétrole contre routes

165. Depuis janvier 2020, les autorités ont attribué au moins sept grands contrats de construction de routes, et des contrats supplémentaires ont été attribués au niveau des États²⁵⁵. La valeur cumulée de ces contrats dépasse les 3 milliards de dollars, soit l'équivalent de deux budgets annuels environ, pour l'ensemble du Gouvernement sud-soudanais²⁵⁶. Plusieurs de ces contrats ont été attribués à des entreprises associées à Benjamin Bol Mel, qui occupe actuellement le poste d'Envoyé présidentiel pour les projets spéciaux et est un haut responsable du MPLS²⁵⁷.

²⁴⁹ Documents budgétaires consultables dans les archives du Groupe d'experts.

²⁵⁰ Voir annexe 58.

²⁵¹ Ibid.

²⁵² Une vidéo du Ministère des finances et de la planification évoquant cet incident est disponible à l'adresse suivante : www.facebook.com/100087049404977/videos/1373734346845574.

²⁵³ Voir annexe 59.

²⁵⁴ Rapport sur les dépenses du premier trimestre de l'exercice 2023/2024, consultable dans les archives du Groupe d'experts.

²⁵⁵ Voir les rapports antérieurs du Groupe d'experts (S/2020/1141, S/2021/365, S/2022/884, S/2023/294 et S/2023/922). Document confidentiel établi par le Ministère des ponts et chaussées, consultable dans les archives du Groupe d'experts.

²⁵⁶ Ibid.

²⁵⁷ Bien que Bol Mel ne soit pas cité comme un actionnaire direct, sa propriété effective a été confirmée au cours d'entretiens avec des responsables actuels et anciens, des acteurs du secteur privé, des observateurs internationaux et des membres de la société civile. Sa propriété est également reconnue dans des discours prononcés par des représentants du Gouvernement, y

166. Le Gouvernement alloue plus d'argent à ce programme de construction de routes qu'à toute autre dépense publique. Au premier trimestre de l'exercice 2023/24, par exemple, le Soudan du Sud a dépensé 251,7 milliards de livres sud-soudanaises dans le cadre du programme « pétrole contre routes », soit 40 % de plus que les 178,1 milliards de livres sud-soudanaises alloués à l'ensemble des autres dépenses publiques²⁵⁸. En 2022/23, quelque 420 millions de dollars, soit plus de 40 % de l'ensemble des dépenses de fonctionnement de l'État, ont été alloués au projet « pétrole contre routes »²⁵⁹.

167. Plusieurs de ces contrats n'ont pas été attribués par adjudication publique, ce qui va à l'encontre de la législation sud-soudanaise sur les marchés publics. Un audit mené par le Vérificateur général du Soudan du Sud concernant la route Djouba-Rumbek, qui a coûté 736,5 millions de dollars, a par exemple révélé que « les procédures de passation des marchés publics n'avaient pas été correctement suivies », que l'Autorité des routes au Soudan du Sud avait été indûment exclue du projet et que 84 % de la route n'avait pas été achevée dans les délais prévus par le contrat²⁶⁰.

168. Alors que les routes Djouba-Bor (392 kilomètres) et Djouba-Terekeka (63 kilomètres) sont achevées ou presque, d'après des documents de l'État, plusieurs autres projets routiers sont actuellement suspendus, « les fonds faisant défaut »²⁶¹.

Collecte de recettes autres que pétrolières

169. Depuis 2019, un groupe d'entreprises comprenant Crawford Capital Ltd, Crawford Laboratory Ltd. et Capital Pay Ltd. a signé plusieurs contrats et contrats de sous-traitance avec le Gouvernement sud-soudanais²⁶². Il s'agit notamment de la fourniture de divers services numériques et électroniques, de matériel de santé et de la collecte de revenus non pétroliers. D'après un certain nombre de sources sud-soudanaises, corroborées par des informations sur les actionnaires obtenues par le Groupe d'experts, ces sociétés profiteraient financièrement à des proches parents de fonctionnaires du Gouvernement²⁶³. Dans une correspondance avec le Groupe d'experts, l'entreprise a nié toute « affiliation avec des responsables gouvernementaux dans les pays où des activités sont menées »²⁶⁴.

170. En novembre 2020, par exemple, l'Autorité fiscale nationale a signé un contrat avec Crawford Capital Ltd. pour la mise en place d'un système numérisé de collecte des recettes non pétrolières²⁶⁵. Le Gouvernement ne disposant pas des fonds

compris le Président Kiir. Voir par exemple « Bol Mel gives residents of Aweil East 25km feeder road », *No. 1 Citizen*, 8 mars 2023. Voir également [A/HRC/52/26](https://www.unhcr.org/refugees/52/26).

²⁵⁸ Rapport sur les dépenses du premier trimestre de l'exercice 2023/24, consultable dans les archives du Groupe d'experts. Voir annexe 60.

²⁵⁹ Dépassement du budget pour l'exercice 2022/23, consultable dans les archives du Groupe d'experts.

²⁶⁰ Rapport d'évaluation prospective du Vérificateur général sur la construction de la route Djouba – Rumbek, août 2023. Disponible à l'adresse suivante : <https://nac.gov.ss/document/performance-audit-report-of-the-auditor-general-on-juba-rumbek-road-construction>.

²⁶¹ Document confidentiel établi par le Ministère des ponts et chaussées, consultable dans les archives du Groupe d'experts. Corroboré en partie par des images satellites examinées par le Groupe d'experts.

²⁶² Entretiens avec des députés, des responsables du Gouvernement, des chefs politiques de l'opposition, des membres de la société civile et des observateurs internationaux, septembre 2023 à mars 2024.

²⁶³ Ibid. Corroboré par des documents de constitution en société consultables dans les archives du Groupe d'experts.

²⁶⁴ Correspondance avec Crawford Capital Ltd.

²⁶⁵ Documents consultables dans les archives du Groupe d'experts. Voir également la vidéo de l'Autorité fiscale nationale, disponible à l'adresse suivante : www.facebook.com/100064473592921/videos/185435449956030.

nécessaires pour payer ce service, il a autorisé l'entreprise à conserver un pourcentage des recettes brutes recueillies par la voie du système²⁶⁶. Selon la législation sud-soudanaise, toutes les recettes non pétrolières réunies « doivent être versées sur un compte bancaire de l'Autorité »²⁶⁷. Les documents budgétaires confirment qu'un pourcentage de recettes non pétrolières est conservé par une entité externe et comptabilisé comme dépense publique, sans pour autant nommer Crawford Capital Ltd²⁶⁸. Dans une correspondance avec le Groupe d'experts, la société n'a pas nié cet arrangement mais a souligné que « depuis l'automatisation des services de l'Autorité fiscale nationale, le montant des recettes perçues avait augmenté de plus de 700 % par mois »²⁶⁹.

171. En janvier 2021, le Ministère de la santé a accordé à Crawford Laboratory une licence pour opérer en tant que laboratoire de diagnostic de la maladie à coronavirus (COVID-19) et Crawford Capital a élaboré un système unifié de certificats électroniques. Le Gouvernement a donné pour instruction à tous les laboratoires d'utiliser ces certificats, pour lesquels ils devaient payer 6 dollars chacun. Un comité d'enquête a par la suite constaté que « aucun des objectifs susmentionnés [du système] n'avait été atteint par la voie de la mise en place du certificat électronique unifié »²⁷⁰ et a recommandé « d'annuler une fois pour toutes le paiement de 6 dollars »²⁷¹. En novembre 2022, Crawford Laboratory et le Ministère de la santé ont signé un contrat de 10 millions de dollars pour l'achat de matériel de prévention et de dépistage de la maladie à virus Ebola²⁷².

Achats supplémentaires des autorités

172. Le 8 avril 2022, le Bureau du Président a signé un contrat d'une valeur de 151 164 886 dollars avec Rams Civil Works and Engineering Consultant Ltd. pour la construction de « nouveaux locaux à usage de bureaux et de trois villas présidentielles à State House J1 »²⁷³. D'après l'attribution, le contrat a été « choisi par une seule source », « du fait de la sensibilité du projet et des contraintes de sécurité ». La construction semble avoir commencé au début de l'année 2023.

173. Dans une lettre datée du 25 mars 2022, le Ministère des finances et de la planification a noté « qu'après examen », il a constaté que « le processus n'avait pas été mené conformément aux procédures prescrites par la loi sur les marchés publics et la cession d'actifs de 2018, d'après laquelle il aurait fallu procéder à un appel d'offres concurrentiel afin d'optimiser les ressources et de réduire les coûts ». Il a ajouté « qu'aucune justification n'avait été avancée concernant le recours à la méthode de la source unique, d'après l'article 55 de la loi »²⁷⁴.

²⁶⁶ Documents confidentiels consultables dans les archives du Groupe d'experts.

²⁶⁷ Loi sur l'Autorité fiscale nationale de 2016, chapitre IX.

²⁶⁸ Voir, par exemple, le budget approuvé pour l'exercice 2023/24.

²⁶⁹ Correspondance avec Crawford Capital Ltd. Cette augmentation est cependant influencée probablement en partie par la dépréciation de la livre sud-soudanaise pendant cette période.

²⁷⁰ Équipe spéciale nationale sur la COVID-19, « Report on the genesis of the six dollars charge imposed on COVID-19 private laboratories from September 6th 2021 to December 26th 2021 », 17 janvier 2022. Disponible à l'adresse suivante : <https://eyeradio.org/wp-content/uploads/2022/02/COVID-19-PROBE.pdf>.

²⁷¹ Ibid.

²⁷² Annexe 61.

²⁷³ Contrat consultable dans les archives du Groupe d'experts, corroboré par des lettres et des documents de constitution en société complémentaires, consultables dans les archives du Groupe d'experts.

²⁷⁴ Ibid.

174. Le Ministère des finances a cependant émis une lettre de non-objection « sous réserve que le Bureau du Président dispose de fonds pour mener le projet »²⁷⁵.

175. Pendant l'exercice 2022/23, le Bureau du Président a dépensé 113,7 milliards de livres sud-soudanaises, selon les chiffres officiels du Gouvernement, soit près de huit fois le budget approuvé et plus que les Ministères de la santé, de l'éducation et des affaires humanitaires et de la gestion des catastrophes réunis²⁷⁶.

C. Les emprunts contractés par le Gouvernement mettent la pression sur les finances publiques

176. La façon dont le Soudan du Sud a tenté de gérer ses problèmes économiques est au moyen de la contraction d'emprunts.

177. Comme l'a indiqué le Groupe d'experts dans son rapport d'activité (S/2023/922), cela comprenait des emprunts fréquents auprès de la Banque centrale du Soudan du Sud. Le découvert du Gouvernement auprès de la Banque centrale a plus que doublé de mars à décembre 2022, avant d'augmenter à nouveau de près de 70 % en octobre 2023²⁷⁷. Un montant de 167 milliards de livres sud-soudanaises y a été rajouté en décembre 2023 et janvier 2024²⁷⁸.

178. L'analyse du Fonds monétaire international indique que l'augmentation de la base monétaire du Soudan du Sud de cette façon de 1 % conduit généralement à une dépréciation de 1 % de la livre sud-soudanaise par rapport au dollar des États-Unis, ce qui, à son tour, conduit généralement à une augmentation de 1 % des prix des denrées alimentaires dans les six mois²⁷⁹.

179. En mars 2022, 1 dollar des États-Unis valait quelque 482 livres sud-soudanaises au taux officiel et, en mars 2024, plus de 1 500 livres sud-soudanaises²⁸⁰.

180. Toutefois, au-delà des prêts nationaux, les prêts commerciaux garantis par le pétrole ont constitué la majeure partie des emprunts du Gouvernement. Le service de ces prêts continue de peser lourdement sur les finances publiques du Soudan du Sud. Les perturbations actuelles des exportations de pétrole risquent d'exacerber encore ces pressions.

181. Le 5 janvier 2024, par exemple, le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements a statué contre la République du Soudan du Sud et la Bank of South Sudan et en faveur de la Qatar National Bank dans le cadre d'une procédure d'arbitrage en cours depuis octobre 2020²⁸¹.

182. À compter de juillet 2012, la Qatar National Bank a mis à la disposition du Gouvernement un crédit pour appuyer l'importation de « produits stratégiques ». Le crédit représentait au départ 100 millions de dollars ; 250 millions de dollars supplémentaires y ont été rajoutés en février 2014²⁸². Le 5 avril 2018, la Qatar National Bank a accepté de refinancer le crédit, qui atteignait alors 614 595 342 dollars, après avoir signé avec le Gouvernement un nouvel accord de prêt garanti par

²⁷⁵ Ibid.

²⁷⁶ Dépassements budgétaires pour l'exercice 2022/23, consultables dans les archives du Groupe d'experts.

²⁷⁷ Bank of South Sudan, Bulletin de statistique, octobre 2023. Voir également annexe 62.

²⁷⁸ Données de la Bank of South Sudan, consultables dans les archives du Groupe d'experts.

²⁷⁹ Fonds monétaire international, « Third Review under the Staff-Monitored Program », mars 2023.

²⁸⁰ Taux de change officiels de la Bank of South Sudan.

²⁸¹ Le texte du verdict est consultable dans les archives du Groupe d'experts.

²⁸² Ibid., rapport d'audit sur la ligne de crédit, établi par le Vérificateur général du Soudan du Sud, consultable dans les archives du Groupe d'experts.

le pétrole, au titre duquel ce dernier devait fournir du pétrole pour une valeur de 20 millions de dollars par trimestre²⁸³. Le Soudan du Sud n'a cependant pas effectué les deux premiers paiements prévus, ce qui a conduit la Qatar National Bank à demander le remboursement de la totalité du montant et à entamer une procédure d'arbitrage²⁸⁴. Au 18 août 2022, elle a affirmé qu'un montant de 824 952 613 dollars, intérêts compris, lui était dû.

183. Bien que le tribunal du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements ait tranché en faveur de la Qatar National Bank, il n'est pas encore parvenu à une décision sur le montant précis que le Gouvernement sud-soudanais était tenu de rembourser. Le montant total équivaldra probablement à près d'un an de recettes pétrolières futures du Gouvernement.

184. Il est précisé à la section 4.8.1.3 de l'accord de paix que tous les prêts garantis par le pétrole doivent être répertoriés et enregistrés pour des raisons de « transparence et de responsabilité ». À maintes occasions cependant, le Groupe d'experts a confirmé l'existence de dettes supplémentaires garanties par le pétrole²⁸⁵. Il a également confirmé que le Gouvernement devait 151,97 millions de dollars à la Banque de commerce et de développement pour l'Afrique de l'Est et du Sud, après un décaissement d'un montant total de 442 millions de dollars fait par la Banque au Gouvernement à titre de « versements anticipés » pour le pétrole à venir depuis 2021²⁸⁶. Ce crédit n'étant pas qualifié d'emprunt, cette créance sur la future production pétrolière du Soudan du Sud n'a pas été intégrée à la divulgation des dettes par l'État, ni à un audit indépendant de ces dettes²⁸⁷.

Nouveaux emprunts garantis par le pétrole

185. Malgré les difficultés rencontrées par le Soudan du Sud pour gérer la dette liée au pétrole, le Groupe d'experts a examiné des documents indiquant que l'État négocie ce qui serait le plus important emprunt lié au pétrole qu'il ait jamais contracté²⁸⁸. Des documents signés de décembre 2023 à février 2024 indiquent que le Gouvernement sud-soudanais est sur le point d'obtenir un emprunt de 12 milliards d'euros du Hamad Bin Khalifa Department of Projects, une société enregistrée à Doubaï (Émirats arabes unis)²⁸⁹.

186. Le prêt est divisé en tranches, le premier versement devant dépasser les 5 milliards de dollars. Les documents relatifs au prêt semblent avoir été signés directement par le Ministre des finances et n'auraient été approuvés ni par le Comité des prêts techniques ni par le Parlement sud-soudanais. Selon les documents vus par le Groupe d'experts, quelque 70 % du montant doivent être alloués à des projets d'infrastructure²⁹⁰.

187. Le service du prêt risque d'immobiliser la majeure partie des recettes pétrolières sud-soudanaises pendant de nombreuses années, en fonction du cours du pétrole. Selon les documents relatifs au prêt, après une période de grâce de trois ans, le prêt

²⁸³ Ibid.

²⁸⁴ Le Gouvernement a fini par effectuer quatre paiements partiels pour rembourser le prêt.

²⁸⁵ Voir les rapports antérieurs du Groupe d'experts (S/2019/301, S/2022/359, S/2022/884 et S/2023/294).

²⁸⁶ Renseignements confirmés par la Banque de commerce et de développement conformément à sa politique de divulgation de l'information.

²⁸⁷ Voir annexe 63.

²⁸⁸ Documents confidentiels relatifs au prêt, consultables dans les archives du Groupe d'experts.

²⁸⁹ Ibid.

²⁹⁰ Ibid.

sera garanti par la livraison de pétrole brut pendant une période pouvant aller jusqu'à 17 ans²⁹¹.

188. Bien que le taux d'intérêt convenu soit inférieur à celui de nombreux prêts commerciaux existants au Soudan du Sud, l'accord précise également que tout le pétrole livré en remboursement du prêt sera évalué avec une décote de 10 dollars par baril, ce qui réduira considérablement la valeur des exportations pétrolières du Soudan du Sud pendant de nombreuses années.

VII. Conclusion

189. Les élections constitueront une étape importante pour le Soudan du Sud, mais les dirigeants du pays doivent saisir l'occasion ou jamais de prendre des mesures décisives pour veiller à ce que les attentes divergentes n'alimentent pas de nouvelles tensions et de nouveaux conflits dans un climat politique et de sécurité qui peut facilement s'embraser. Le Soudan du Sud et la communauté internationale doivent également tenir compte des nombreux problèmes auxquels se heurte le pays, notamment une crise humanitaire de plus en plus désespérée, qui sont bien trop profonds pour pouvoir être uniquement réglés par la voie des élections.

VIII. Recommandations

190. Au Conseil de sécurité :

a) encourager tous les États Membres voisins du Soudan du Sud à soumettre des rapports d'inspection, conformément aux paragraphes 7 à 10 de la résolution 2428 (2018), renouvelés par la résolution 2683 (2023) ;

b) au moment d'évaluer la progression de l'application des critères de référence énoncés au paragraphe 2 de la résolution 2577 (2021) et dans le contexte de l'examen de l'embargo sur les armes et dans le cadre des élections proposées, consacrer une attention particulière aux progrès accomplis en vue du renforcement et du déploiement des forces unifiées et des structures de commandement, conformément au critère de référence b) et aux efforts visant à sécuriser les stocks d'armes et de munitions, conformément au critère de référence d).

191. Au Comité :

a) encourager le Gouvernement sud-soudanais à :

i) prendre d'urgence et communiquer publiquement une décision sur la tenue ou pas d'élections en décembre 2024 et, dans l'affirmative, préciser les postes pour lesquels des élections seront organisées ;

ii) veiller à l'affectation de moyens suffisants à la Commission électorale nationale, au Conseil des partis politiques et à la Commission nationale de révision de la Constitution ;

iii) garantir des conditions de concurrence équitables pour tous les partis politiques et s'attacher à fournir un espace civique suffisant pour une couverture et une participation libres et sans entraves de toutes les communautés, des médias et de la société civile ;

²⁹¹ Ibid.

- iv) publier un plan de sécurité pour les élections qui précise clairement d'où proviendront les forces de sécurité en l'absence de forces de sécurité totalement unifiées et dotées de ressources suffisantes ;
- b) organiser une consultation conjointe du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2206 (2015) concernant le Soudan du Sud et du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan sur les conséquences au-delà des frontières du conflit en cours au Soudan et envisager d'inviter un représentant du Gouvernement sud-soudanais pour qu'il communique une mise à jour concernant l'effet du conflit sur les recettes pétrolières du Soudan du Sud et la situation humanitaire ;
- c) publier un communiqué de presse pour exprimer sa préoccupation devant la prolifération des conflits liés aux questions foncières au Soudan du Sud et recommander à tous les acteurs participant à des activités relevant d'opérations foncières, à l'élaboration de politiques et aux droits fonciers de faire preuve d'une diligence accrue au Soudan du Sud ;
- d) publier un communiqué de presse pour demander à toutes les parties au conflit de protéger les infrastructures pétrolières et de faciliter le maintien et la réparation de ces infrastructures ;
- e) publier un communiqué de presse pour encourager tous les prêteurs commerciaux au Gouvernement sud-soudanais de veiller à ce que les prêts garantis par le pétrole fassent l'objet d'une surveillance par toutes les institutions sud-soudanaises et soient enregistrés, conformément à la section 4.8.1.3 de l'accord de paix.

Annexes

Table des matières

Abréviations.	46
Annexe 1 : Discours de S. E. M. le Président Salva Kiir sur la prorogation de la période de transition, 4 août 2022	47
Annexe 2 : Déclaration de la Coalition du peuple pour l'action civile sur les préparatifs des élections, 12 février 2024	50
Annexe 3 : Déclaration de l'African People's Congress sur les élections, 11 janvier 2024 . . .	55
Annexe 4 : Déclaration de la Coalition des partis de l'opposition sur les élections, 21 janvier 2024	56
Annexe 5 : Déclaration du Parti de l'unité nationale sur les élections, 25 janvier 2024	57
Annexe 6 : Lettre ouverte sur la réunification du MPLS, par un ancien député, 8 février 2024	63
Annexe 7 : Déclarations du MPLS dans l'opposition sur les violations de l'accord de paix . .	65
Annexe 8 : Document directif du MPLS dans l'opposition sur les élections, 13 février 2024 .	76
Annexe 9 : Déclaration du MPLS dans l'opposition sur l'attaque contre le porte-parole de l'APLS dans l'opposition, 21 février 2024	86
Annexe 10 : Document directif de l'Alliance de l'opposition du Soudan du Sud sur les élections, février 2024.	88
Annexe 11 : Déclaration de l'Union des journalistes du Soudan du Sud sur la fermeture du quotidien Al Watan, 5 décembre 2023	91
Annexe 12 : Communiqué de presse de l'Association pour le développement des médias sur le matériel dont disposent les médias, 11 août 2023.	92
Annexe 13 : Circulaire du Gouvernement de l'État de Jonglei sur les restrictions aux médias, 8 janvier 2024	93
Annexe 14 : Déploiement des Forces unifiées nécessaires depuis Luri, 15 novembre 2023. . .	94
Annexe 15 : Ordonnance de recrutement du Gouvernement de l'État de l'Équatoria-Oriental, 13 décembre 2023	97
Annexe 16 : Cérémonie de remise de diplômes de la police, Djouba, février 2024.	99
Annexe 17 : Déclaration de Thonyor par la faction de la Déclaration de Djouba, 7 octobre 2023	100
Annexe 18 : Déclaration de députés du Parlement de l'État concernant la violence contre les civils dans le comté de Leer, 28 novembre 2023	104
Annexe 19 : Ordre ministériel du Gouvernement de l'État de l'Unité, 4 novembre 2023.	105
Annexe 20 : Lettre de S.E.M. William Ruto, Président du Kenya, invitant à des médiations au Kenya, 5 janvier 2024	106
Annexe 21 : Réponse des groupes d'opposition non signataires sud-soudanais au Président Ruto	107
Annexe 22 : Déclaration du Front national de salut sur les défections, 8 février 2024	109
Annexe 23 : Liens entre des Sud-Soudanais et le conflit en cours au Soudan	112

Annexe 24 : Lettre de condamnation de la communauté Twic Mayardit, 16 novembre 2023 . . .	114
Annexe 25 : Lettre du Gouvernement de l'État de Bahr el-Ghazal septentrional sur l'attaque à Twic, 17 novembre 2023	116
Annexe 26 : Communiqué de presse des autorités d'Abyei, 19 novembre 2023	117
Annexe 27 : Lettre de l'association locale d'Aweil à Abyei, 17 novembre 2023	118
Annexe 28 : Lettre du chef du comté de Twic réfutant les allégations faites par les représentants d'Abyei, 20 novembre 2023	119
Annexe 29 : Lettre d'une organisation de la société civile à Twic, 23 novembre 2023	120
Annexe 30 : Recensement de la population.	122
Annexe 31 : Communiqué de presse publié par le Bureau du Président du Parlement de l'État de l'Équatoria-Central, 15 février 2024	132
Annexe 32 : Lettre du Chef principal du payam de Gondokoro, 3 janvier 2024	136
Annexe 33 : Déclaration de la Community Empowerment for Progress Organization, 3 janvier 2024	141
Annexe 34 : Déclaration de la communauté bari (Équatoria), 8 janvier 2024	143
Annexe 35 : Déclaration des Dinka Marial Bai sur l'attaque contre le comté de la Rivière-Jour, 7 novembre 2023	148
Annexe 36 : Lettre du représentant de l'Apuk Graduates' Congress, 13 novembre 2023	149
Annexe 37 : Lettre de représentants apuk contre le commandant de la division 5 des Forces sud-soudanaises de défense du peuple, 15 novembre 2023	151
Annexe 38 : Déclaration de l'Association des jeunes Marial Wau, 17 novembre 2023	152
Annexe 39 : Lettre adressée par l'Association des jeunes Marial Wau, 18 novembre 2023 . . .	154
Annexe 40 : Lettre de la ligue des jeunes du MPLS à Ouarrap, 13 novembre 2023	157
Annexe 41 : Résolutions du livre vert, décembre 2024	158
Annexe 42 : Décret présidentiel RSS/RO/J/01/2024, 16 janvier 2024	163
Annexe 43 : Message posté par le commandant du bureau des Forces sud-soudanaises de défense du peuple pour la mobilisation de l'unité de force terrestre, 16 décembre 2023	167
Annexe 44 : Nouveaux véhicules des Forces sud-soudanaises de défense du peuple concernant des forces sous le commandement de Tito Biel	168
Annexe 45 : Contrat de vente entre Apollo Security Vehicles et ICD Ltd., 3 février 2024 . . .	169
Annexe 46 : Approbation de l'exportation de véhicules blindés, 7 janvier 2024	170
Annexe 47 : Document d'enregistrement d'ICD Ltd.	171
Annexe 48 : Licence commerciale d'ICD Ltd. pour l'État de l'Équatoria-Central, 15 janvier 2020	172
Annexe 49 : MP-5A5 observé au Soudan du Sud	173
Annexe 50 : Micro Tavor X95 observé au Soudan du Sud, doté d'une sécurité privée	174
Annexe 51 : Tentative de fournir des armes par les Forces sud-soudanaises de défense du peuple, 19 septembre 2023	175

Annexe 52 : Demande d'aide au Centre régional sur les armes légères et de petit calibre dans la région des Grands Lacs, la Corne de l'Afrique et les États limitrophes concernant la gestion des stocks, 12 février 2024	177
Annexe 53 : Explosion à la caserne militaire de Giada	178
Annexe 54 : Revendication de responsabilité par le Front national de salut concernant l'explosion à la caserne de Giada, 25 février 2024	180
Annexe 55 : Notification d'urgence de la Bashayer Pipeline Company (BAPCO), 12 février 2024	181
Annexe 56 : Notification de force majeure par la Dar Petroleum Operating Company, 13 février 2024	182
Annexe 57 : Mise à jour de la BAPCO sur l'oléoduc, 16 février 2024	183
Annexe 58 : Déclaration du Ministère des finances et de la planification sur l'incident au Ministère, 14 février 2024	184
Annexe 59 : Autorisation de dépenses médicales pour des officiers de haut rang des Forces sud-soudanaises de défense du peuple, août 2023	186
Annexe 60 : Détails supplémentaires sur les recettes et les dépenses publiques pour le premier trimestre de l'exercice 2023/24	187
Annexe 61 : Ministère de la santé, achat de matériel lié à la prévention de l'Ebola, 30 septembre 2022	190
Annexe 62 : Liens entre le taux de change entre la livre sud-soudanaise et le dollar et les emprunts de l'État	192
Annexe 63 : Divulgations et audits des dettes du Soudan du Sud	193

Abréviations

NUF	Necessary Unified Forces (Forces unifiées nécessaires)
SPLM	Sudan People's Liberation Movement (Mouvement populaire de libération du Soudan)
SPLM/A-IO	Sudan People's Liberation Movement/Army in Opposition (Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition)
SSP	South Sudan Pound (Livre sud-soudanaise)
SSPDF	South Sudan People's Defence Forces (Forces sud-soudanaises de défense du peuple)

**Annexe 1 : Discours de S.E. M. le Président Salva Kiir sur la
prorogation de la période de transition, 4 août 2022**

**The Republic of South Sudan
Speech by His Excellency, the President on the extension of R-
ARCSS**

August 4, 2022

- Your Excellency, Dr. Riek Machar, First Vice President of the Republic
- Your Excellences, Vice Presidents of the Republic
- Right Honorable, Jemma Nunu Kumba, Speaker of R-TNLA
- Honorable ministers of R-TgoNU
- Members of National Legislature
- Members of diplomatic Corps
- Representatives of Civil Society present
- Invited guests.

Ladies and gentlemen

Today, I am informing the people of South Sudan that the political parties who signed the Revitalized Agreement on Resolution of the Conflict in the Republic of South Sudan (R-ARCSS) have unanimously agreed to a 24-month extension of the interim period. I want you to understand why we reached this decision.

As seen in the unanimous decision across political parties, we are not extending the transition because I want to stay in the government longer. We don't want to rush you into an election that will take us back to war. I have been fighting since I was a teenager when I joined the first Anyanya, and I spent 50 years in the armed struggle so that

you could feel the same dignity that many others worldwide feel. Nothing compares to the happiness I felt as the SPLM/A delivered your independence.

When we founded the Government of the Republic of South Sudan, we had the opportunity to build a country we would all cherish and defend. But, as your leaders, we lost focus after independence. Instead of building an effective state and cohesive nation, we began fighting among ourselves for power. As a result, we took you back to an even more bitter war where brothers fought themselves for seats.

The revitalized agreement was our chance to correct our mistakes, and I do not underestimate or dismiss what we have achieved already through this agreement. We have stabilized the country and established a framework to transform the state by building effective institutions. Due to unforeseen circumstances, we had to finance the agreement alone amid other serious priorities, like a bloated government and catastrophic flooding. As a result, significant issues remain unimplemented. Among these, we must prioritize some to succeed as a country.

I consider the reunification of the army, constitution-making, and the conduct of a census necessary to implement elections and establish a new government without reverting to war. Reunifying the army means we would protect the outcomes of the elections against spoilers who would use it as an occasion for violence. The constitution-making process will determine what type of government we need - decentralized, centralized, federal, parliamentary, presidential, etc. These choices, if wisely decided, will set South Sudan on a course of progress for centuries to come. The census will provide

the evidence upon which we will determine the details of voting, state formation, and nation-building. We will redouble our efforts to complete these to lead you to a successful election and build an effective government.

While Article 8.4 says that two-thirds of the parties can amend the agreement, Riek Machar and others unanimously decided to extend the transition period. Our shared intention is to take you to a peaceful election. While we want to implement the agreement entirely, we must be realistic. We did not even implement the mighty CPA fully, yet it remains a historic accomplishment that none will deny or reverse. Therefore, we have decided to prepare the soil over the next 24 months to plant the seeds of South Sudan's elections with a unified army, visionary constitution, and firm understanding of our country upon which to build a government that can complete the war on poverty, ignorance, and hopelessness.

While we deliver this message with heavy hearts, we nonetheless have clear minds. We know this transitional government is not what you deserve, but it is better than war. So, we extend the transition period as a pragmatic and realistic choice for 24 months of healing and consolidating.

Others, like myself, spent their entire lives struggling for the dignity of the South Sudanese people. I close this message by calling on two of them, in particular, to come back to South Sudan and collaborate with us in creating conditions for a complete political transition from war to lasting peace. Comrades Pagan Amum and Thomas Cirilo should come back home and join hands with us in Juba, like some of their comrades have. We were together in the liberation, and while we have deferred, we need them to join us now to set history on a correct course.

Thank you

Annexe 2 : Déclaration de la Coalition du peuple pour l'action civile sur les préparatifs des élections, 12 février 2024



The People's Coalition for Civil Action

Juba, South Sudan

Email: thecivilactionssd@gmail.com

12th February 2024

South Sudan is Unprepared for Democratic Elections

The People's Coalition for Civil Action (PCCA) strongly discourages the conduct of sham elections in South Sudan. President Kiir and his cronies have decided to conduct what they call elections, which are nothing more than treacherous tricks to consolidate dictatorship. Elections, in and of themselves, are very divisive processes even in stable democratic societies. They are explosive and dangerous in divided and poorly governed countries such as South Sudan. The PCCA, therefore, has serious reservations and concerns about hastily organized sham elections in South Sudan. **The PCCA takes a strong position of rejecting the proposed elections on the following grounds:**

1. The Goals of the Elections.

The most important question the people of South must ask is, what was the cause of the 2013 political crises in the country? After all, it followed the 2010 democratic elections. The second important question is, has this issue been resolved? The third question we ought to ask is, have the divisions and bitterness caused by the 2013 crises been addressed? To the extent that the PCCA wants and demands democratic elections, it is important to conduct such elections in an environment free from divisions and bitterness.

Once a nation has experienced major upheavals, the priority must be placed on healing the nation and addressing the fundamental causes of the problem. Many ordinary South Sudanese do not believe that the Revitalized Agreement on the Resolution of Conflict in South Sudan (R-ARCSS) has addressed the issue to its roots. Their continued stay in the refugee and displacement camps, including the protection of civilian sites and the prevailing uncontrolled violence in different parts of the country are evidence of this.

Though the Agreement has provisions aimed at healing this nation, including transitional justice provisions, little has been seen in terms of their implementation. Some of the key provisions intended to enhance national unity, peace, and democracy includes the unification of the army, national healing and reconciliation, transitional justice measures, and constitutional making process. So far, President Kiir has decided to sidestep these critical measures and demonstrated bad faith, leaving the country extremely divided. Considering the nature of elections being divisive, South Sudan largely remaining unhealed, it is dangerous to rush elections. The priority should therefore be placed on building national unity and opening of democratic space instead of rushed elections. **The top priority for the people of South Sudan must be national healing and**

1

elections do not heal a divided society, especially elections lacking credibility and fairness could potentially trigger a much more serious civil strife.

2. The Country Remains Extremely Divided.

Civil wars are destructive and very divisive events in the life of any nation. South Sudanese fought a very bitter, atrocious, and ethnically and regionally divisive civil war. The goal of the R-ARCSS was to restore peace, repair broken ethnic and regional cords, and reconstitute the nation and the state. This has not happened. What we have witnessed, despite the Agreement, is the explosion of ethnic based armed violence fueled by the parties to the Agreement or a bye product of the conditions created by these parties.

We have also witnessed the emergence of new rebel groups and non-armed opposition groups since the signing of the Agreement. Both are clear indicators of a country that remains extremely divided and continues to be divided. The refusal of the IDPs and the refugees to return home is another indicator that the underlying reasons for the civil war have not been addressed.

We have seen little to no effort from the Revitalized Transitional Government of National Unity (RTGoNU) in fostering peace, promoting national unity, reconciliation, and healing; and creating an environment conducive to freedom and democracy. Instead, the state has become more repressive, political, and civic spaces have shrunk, and kidnapping of political and civil activists continues unabated.

The proponent of elections in such an explosive environment are seeking dismemberment of South Sudan. **South Sudan is unprepared for elections, especially sham elections would destroy the country.**

3. The national army does not exist.

The state is the holding space for democratic government and the nation. The state exists through key rule of law institutions, including the national army, security services, and the courts. These institutions must exist independent of the political authority and influence. In South Sudan, national army was dismembered in 2013 when the political leaders divided it and kept it divided to the present. Each of the political rivals has its own militia to protect political and economic gains. **If the nation is rushed to a sham election without the national army, the battle lines are clear, and the country is more likely to relapse to a civil war than it is to make a transition to peace and democracy.**

There is a very good reason why the R-ARCSS provided for the unification of the armed forces. President Kiir has so far frustrated this process and even if it were to integrate the forces now, such forces will remain loyal to their respective ethno-political leaders, threatening the repeat of 2013 implosion. **The reconstitution of South Sudan national army requires a more robust national process, built on national unity processes.**

4. Political Parties in South Sudan are Undemocratic.

All living things give birth to their own kind because of the genetic codes passed from generation to generation. Democratic institutions also give birth to their own kind. The parties to the R-

ARCSS are military dictatorship breeds. They did not inherit any democratic genes to pass on and the 2013 conflict was in fact a genetically inherited behavior. It would be an anomaly to expect military dictators to mutate and behave differently just because they have participated in a sham election. If these parties are to be trusted, they must prove their newly acquired democratic genes by exercising internal party democracy. They must show prove of strong internal accountability mechanisms worthy of democratic parties.

Trust in these parties to conduct credible democratic elections, can only come after significant show of democracy within those parties. Considering strings of sham mob endorsement of President Kiir in disregard of SPLM's own constitutions, our fears have just been confirmed. Only democratic parties can organize, participate in, and accept the outcomes of democratic elections even when they lose. Nothing shows these parties are democratic and nothings shows they would accept election outcomes.

5. A New Constitution is a Prerequisite for Elections

The country needs a new constitution because the existing constitution is dictatorial and a newly elected government operating under the same would be a dictatorship, rendering elections redundant. After all, the civil war was a result of deliberate mistakes in the transitional constitution which must be corrected in response to the civil war.

The constitutional making process serves three important purposes: it reconstitutes political consensus after bitter divisions, it restructures power to address the causes of divisions, it recreates lost national unity, necessary conditions for a new dispensation. Lastly, the constitutional making process restores power balance between citizens, the state, and government. **The constitutional making process is a prerequisite to any elections as it will address the fundamental issues that led to the civil war.**

6. Willful Disregard for the Implementation of the R-ARCSS and National Dialogue Resolutions Exacerbated Government Distrust

Considering that President has willfully frustrated the implementation of the R-ARCSS and single handedly trashed the Resolutions of the South Sudan National Dialogue, **his promise to make the constitution after elections cannot be trusted.** What is more is that the mechanism provided for by the R-ARCSS will expire together with the Agreement once an elected government takes over. **It would be a loss of opportunity not to make the constitution now within the given framework which will not be there after elections.** It will be difficult to regenerate a new multi-stakeholder forum after elections, even the RJMEC will come to an end.

Making the constitution within the framework and context of the R-ARCSS provides more guarantees. Unless the government accepts the Roundtable Conference, which will eventually lead to the constitutional conference, it is misguided to put off the making of the constitution. We are giving up too much as citizens. **The constitution will restore people's power visa-vice the state and the dictators.** It is the only thing we need.



7. The country is bankrupt and cannot afford a new election.

Since 2015, South Sudan's government has not been able to meet its financial obligations, especially salaries for the civil servants, foreign service, and the army. The status now is that they have endured nearly half a year without salaries in a currency that depreciates on daily basis. On February 9, the government committed to fund 15% and appealed to the region and the international community to fund 85% of \$228.1 million estimated elections budget.

Frustrated by the slow and inconsistent implementation of the R-ARCSS, most of the major donor funding some aspects of the Agreement have long withdrawn their funding and support. Besides, there is no record indicating that countries in the region have ever committed to fund up to 85% of electoral process of a neighboring state. In terms of the cost-benefit-analysis, borrowing a lot of money to conduct an election that has no promise of peace and stability to the ordinary South Sudanese is a misplaced priority.

What would be directly beneficial to the citizens is to pay all the salary arrears and take measures that stabilize the political situation in the country on which the economy will depend. Among this, is for the government to accept a political dialogue building on the national dialogue and the R-ARCSS that brings on board armed and unarmed oppositions, build new political consensus, hold a constitutional conference, re-establish national army, and undertake deliberate national healing process. These investments would have higher yields and higher returns than a hastily organized sham elections aimed at giving legitimacy to a president who has done everything in his power to show that he is a failure and a divider.

8. President Kiir's Mob Endorsement Portends Sham Elections.

The SPLM Secretariat, under the leadership of Peter Lam Both has abundantly proven itself as an instrument of dictatorship. **The invention of mob endorsement for President Kiir, and soon there will be mob endorsements for state governors and county commissioners, tell a story of a party bent on subverting democracy by maliciously rooting for democracy only to choke it.** Reading the SPLM constitution and the Arusha Agreement, there is no such thing as mob endorsement.

In fact, in democratic politics, there is no mob endorsement, there are individual endorsements. Mob endorsements jumped out straight from dictators' playbook. If Peter Lam Both wants to endorse President Salva Kiir, well and good, but to hold a deceptive rally where people are promised free t-shirts, caps and free money and call it an endorsement is essentially the climax of political deception.

The point is this, the new creation of the SPLM Secretariat—mob endorsement, portends the nature of elections the government plans to conduct, that in which our candidates will be appointed by the President, and we will simply be compelled to endorse them mopishly. This does not sound like a great public investment. We cannot pay for this costly exercise only to get our rag-tag clothes back in return, the next day. Elections must present a clear promise of a new direction, a departure from this gloomy situation and President Kiir and his SPLM Secretariat promise nothing new, but the same, this time with your mob endorsement.





9. Illegality in the formation of the National Elections Commission.

The formation of the National Elections Commission (NEC) contravenes the provisions of the National Elections Act (NEA). Article 11.1 of the NEA dictates that members of the NEC should be endorsed by 2/3 votes of the Revitalized Transitional National Legislative Assembly, but this was not done. Article 11(2)(c) calls for members of the NEC to be independent, non-partisan, and impartial. However, the commission is composed of active members of the parties to the R-ARCSS, contrary to the law. Therefore, an illegal body can not execute a legal exercise.

10. Conclusions

Considering that the 2013 crisis and its variants since then, remain unaddressed at the roots, given that the country remains bitterly divided, and in light of the lack of change in attitude and mindset of the political leaders, and with the knowledge of the country having a fractured military, and in the absence of a genuine political dialogue and national healing exercise, in absence of a new constitutional process, South Sudan cannot hold democratic elections. To insist on conducting elections while refusing to work toward pulling this nation together, characterize the highest form of political dishonesty.

We therefore call upon the people of South Sudan to reject hastily organized sham elections and instead demand immediate process of national healing and reconciliation starting with the proposed roundtable conference, followed by a constitutional conference, a constitutional referendum and conclude with an election.

We demand immediate cessation of violence, demand internationally supervised unification of the forces and the conduct of general, simultaneous, civilian disarmament, call for the implementation of transitional justice mechanisms, and we demand a new transparent economic management system.

More importantly, we demand immediate opening of both political and civic spaces and immediate release of civil and political activists, including the arbitrarily detained military officers accused of non-existent coup d'état. These measures are necessary in preparing the country for genuine free and fair democratic elections. Absent these steps, the PCCA rejects the call for elections and call upon the people of South Sudan resist any attempts to impose these sham elections on them.

The People of South Sudan Shall Prevail

The PCCA is a non-violent prodemocracy civil rights movement, advocating for peace, democracy, and respect for human rights in South Sudan.



Joseph Akol Makeer




Rajab Mohandis



Abraham A. Awolich

Annexe 3 : Déclaration de l'African People's Congress sur les élections, 11 janvier 2024



AFRICAN PEOPLE'S CONGRESS
"Forward Ever, Backward Never"

AFRICA PEOPLE'S CONGRESS STATEMENT ON THE RAGING DEBATE FOR AND AGAINST
ELECTION IN DECEMBER 2024.

THURSDAY 11TH JAN, 2024.


African People's Congress (APC) is very much aware of the ongoing debate on whether or not election should be conducted around December 2024. First and foremost, African People's Congress want election even today. We are aware of the fact that' South Sudanese are sick and tired of politic of '**Lobby and Decrees**'. They want to elect their leaders especially those with people and Country at heart. APC equally believe that leadership is a national cake just like Oil, Gold and Diamond. It must be shared and the best way to share it, is through competitive, free and fair election.

However, African People's Congress had been carefully monitoring the propaganda put forward by SPLM-IG in regard to the conduct of election this year. We all know' they are not serious about conducting election this year and signs are all there for everyone to see. Firstly, the peace parties are behind schedule in everything in their own Timetable they drew, the so-called '**Roadmap**'. Secondly, the money (**SSP 280,000000**) or (**\$280,000**) allocated to National Election Commission in the last year fiscal budget cannot even pay a rent for NEC Headquarters here in Juba.

African People's Congress would like to seize this opportunity to emphasis' that General Election can't be compared to BCYA Elections. It's a huge undertaking that will require a great deal of resources. We estimate that since it's South Sudan first election ever, it will require not less than **\$500 Million United States Dollars** or more. National Election Commission may also need to hire more than **200,000** South Sudanese as Election Commissioners, Presiding, Returning officers and Polling Clerks etc.

As illustrated above, General Election is not about getting high on **tobacco snuff (Sawut)**, feeling good and say things like "**Whether you like it or not, Election will take place in December 2024**". APC demand sanity from **SPLM-IG cadres** while talking and handling issues of Election. Get serious and deliver for us a free, fair Election so that we in the APC can have a chance to kick you out of public offices once for all.

~THE END~



f @ t v **AFRICAN PEOPLE'S CONGRESS**
Tel: +211 921 111 597

Annexe 4 : Déclaration de la Coalition des partis de l'opposition sur les élections, 21 janvier 2024



January 21, 2024

For Immediate Release.

Position of the Coalition of Opposition Parties (COOP) in South Sudan on Controversial Upcoming Elections

We, the leaders of COOP, are calling for expedited funding for the key institutions responsible for a free, fair, and credible election in South Sudan. We request peace grantors to pressure the RTGoNU to release funds for the National Elections Commission, Political Parties Council, and National Constitution Review Commission to enable these institutions to execute their mandate without delay.

In the event that the December 2024 election is not possible, we urge the peace grantors to facilitate an inclusive dialogue among all stakeholders in South Sudan. This dialogue should focus on forming a caretaker government led by the technocrats, including members selected from civil society, professional associations, and academia. This temporary government will work towards creating a conducive environment for future elections that will pave the way for a peaceful transition of power.

COOP remains committed to working towards a peaceful and democratic South Sudan where power belongs to the people. Hence, we call upon all parties involved to prioritize the funding of the above institutions so that they can organize a just and transparent election as provided by the Roadmap.

Finally, we reiterate that we are ready for elections. Therefore, any attempt for another extension of the transitional period is unacceptable.

On behalf of the COOP,
Dr. Gai Chol Paul,
Chairman



Annexe 5 : Déclaration du Parti de l'unité nationale sur les élections, 25 janvier 2024

ENDING THE TRANSITIONAL PERIOD CONVERSATION

Conducting elections on 22/Dec/2024 is impossible and extending bloated Revitalized Transitional Government of National Unity intact is unacceptable.

Background

On the 4th August 2022, the Parties to the Revitalized Agreement on the Resolution of the Conflict in the Republic of South Sudan (R-ARCSS), signed the ROADMAP which extended the transitional period for two more years. According to the Roadmap, the transitional period was to end on 22 February 2025 and the general elections were scheduled to be held on 22 December 2024. Now, with only ten (10) months remaining for the date set for the election, it is becoming exceedingly difficult to beat the deadline as many fundamentals for holding the elections remain outstanding. The implementation of these nitty-gritties was the very reason for fashioning the roadmap.

In addition, the timelines set by the National Elections Act and the Political Parties Act for conducting elections add up to 21 months plus. No possible amendment of these two laws can reduce that time frame to suit the remaining period to elections. Therefore, it is incumbent upon us to accept the reality that it is not possible any more to conduct a free, fair, credible and peaceful election come December 2024. At the same time a blanket extension of the transitional period with the same government composition, as was done in August 2022 with the roadmap, is not only undesirable but is totally rejected by the South Sudanese and the international community.

A large body of public opinion among our people believe that Parties in the Transitional Government of National Unity (TGoNU) are determined to stick to power through endless extensions of the life of R-ARCSS. This sensitivity can only be dismissed, when the Parties prove by actions, not just words that they are serious in ending the transitional period as stipulated in the agreement.

Therefore, there must be a method out that offers more time for the implementation of the critical prerequisites but concurrently puts in place procedures that follow up the implementation process continuously for corrective measures to be taken on time. Also, the size of the current bloated, government must be downsized for simplicity of management and save resources that will better be availed to the election-related institutions such as the NEC, NCRC and PPC. Four years of experience have shown that it is one reason for failure to deliver on the tasks of the

Page 1/25 January 2024. Dharuai Mabor Teny/Leader/the Party of National Unity (PNU) No 0926400298

Dmt

agreement. Article 1.4.12 of R-ARCSS commits the Parties to the Adoption of lean government following the end of the power sharing arrangements stipulated in the agreement.

Adequate Preparations for conducting elections so as to hand over power to an elected government is the only way to end the transitional period. This will be the first election of its kind to be held in South Sudan since it became an independent state thirteen years ago. Additionally, the country is coming out of a devastating armed conflict that has taken many years and a lot needs to be done to bring about mending our social fabric, reconciliation and building trust among ourselves. Hence, elections need adequate preparations in advance. This demands enough time and a strong political will from the leaders including being seen united in their resolve to deliver the country into a democratic era. The situation poses a challenge for both the political leaders and the citizens.

Running through these fundamentals, both the population census and the constitution-making process require 24 months to complete. Also the timelines set by the National Elections Act and the Political Parties Act require about the same time scale. These activities can be done concurrently. Adding to this a period of six (6) months needed for the parties that had just registered to campaign for the elections, a minimum of 30 months will be required for conducting the elections two (2) months before the end of the transitional period. Therefore, if, for instance, the starting point is 22 March 2024 then elections could be held comfortably by 22 September 2026. Since this will still be in the rainy season, then elections should be held on 22 December 2026 for the transitional period to end on 22 February 2027.

- Monitoring and Evaluation Committee

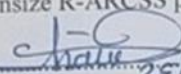
Once the leaders of the Parties to the agreement have agreed on the new timelines for implementing of the outstanding provisions of R-ARCSS, they shall form a committee comprising all the Parties to continuously monitor and evaluate the adherence of the Parties to the timelines set. This Monitoring and Evaluation Committee shall monitor and evaluate the implementation of the activities of the agreement and report to the leaders on a monthly basis. The report shall, among other things, include identifying the activities whose implementation is behind schedule, finding out the causes of delay and suggestions of counteractive actions.

Conclusion

This proposal is presented as a way out of the current dilemma of either holding the elections quickly without adequate preparations or going for a blanket extension of the transitional period with the current power arrangements intact. Both courses of action are seen by the South Sudanese as desperate attempts by the parties to cling to power indefinitely.

Here it is suggested that enough time be availed for implementing the requirements that lead to a free, fair, credible and peaceful election the outcome of which shall be acceptable to all. This extra time must be tightly controlled to deliver the desired results. This is our focus and should never be missed or lost. Lack of proper follow-up from the Parties on the implementation of the agreement's tasks was one of the main reasons of failure to deliver in the last four years of transition. The other was trust deficit that can only be eliminated by continuous interaction between the Parties as partners in the agreement.

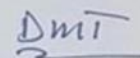
The proposal lays emphasis on that the Parties should recommit themselves to implement the peace agreement in good faith. To do so, they need to adopt dialogue, cooperation, and transparency in resolving the issues that arise from time to time. It is hoped that they will discuss this proposal in this spirit as soon as possible so that a consensus is built on ending the transitional period. Attached is the summary (1&2) of the downsize R-ARCSS proposal.


 25/01/2024

Dharuai Mabor Teny
 Leader/THE PARTY OF NATIONAL UNITY (PNU)
 National Agenda Group IN /ITGoNU-THE R-ARCSS

- Cc. HE. Salva Kiir Mayardit – president of the Republic of South Sudan and Chairman of the Sudan People's Liberation Movement (SPLM)
- Cc. HE. Dr. Riek Machar Teny – First vice president and Chairman of the Sudan people liberation in opposition (SPLM-IO).
- Cc. Excellencies the Vices President.
- Cc. Hon. Dr. Lam Akol- National Democratic Movement- (NDM).
- Cc. Hon. leaders of the parties to the R-ARCSS.
- Cc. Smil Wais PHD, IGAD special Envoy to South Sudan.
- Cc. civil society organizations.
- Cc. R-JMEC.
- Cc. file**

Page 3/25 January 2024. Dharuai Mabor Teny/Leader/the Party of National Unity (PNU) No 0926400298



Attachment (one-1)
Downsizing the Revitalized Transitional Government of National Unity (R-TGoNU)

As mentioned earlier, no extension of the elections time that keeps the current power sharing arrangements intact is acceptable. Hence, the only way out is to downsize the Revitalized Transitional Government of National Unity (R-TGoNU) and the suggestion is that the parties to the Revitalized Transitional Government of National Unity (R-TGoNU) should have a political will and except reality to downsize, the Transitional Government of National Unity and the suggestion are as follows.

- 1- The Presidency.
 - a- **HE. Salva Kiir Mayardit** shall remain as the president of the Republic of South Sudan during the downsize National Unity government.
- 2- Vices president, there is a need to reduced (four-4) vices president to (one-1) vice president.
 - a- **Dr. Riek Machar Teny** shall remain as vice president during the downsize National Unity government
- 3- The four (4) vice presidents affected by downsize to be appointed as follow
 - a- **Dr. James Wani Iga**- to go back to Parliament as speaker-TNLA
 - b- **Taban Deng Gai**- to go back as Governor of UNITY STATE or to be appointed Advisor
 - c- **Hussien Adhalbagi Akol**- to be appointed as Governor of NORTHERN BHAR EL GHAZEL or Advisor
 - d- **Rebecca Nyandeng de Mabior**- to be appointed as Governor of JONJELI STATE or Advisor
- 4- The Transitional National Legislative Assembly (TNLA) of the 550 members be reduced to 332 members as stipulated in the act, with only (one-1) deputy speaker and downsize shall be applied in the specialize committees of the TNLA.
- 5- The council of ministers be downsize to 25 members' from the current 35 cabinet so that to reflect (the lean government as stipulated in the R-ARCSS.
- 6- The deputy minister's be reduced to 7 from the current 10 deputies only to reflect the lean government.
- 7- The council of states shall be reduced to 66 members from the 100 members, with (one-1) deputy speaker and the speaker shall go to SSOA parties.
- 8- Governor's and Chief Administrator, and commissioners shall not be affected during downsizing
- 9- The state legislative Assembly to be downsize to 60 members from the current 100 members
- 10- The states council of ministers be downsize to 12 ministers from the present numbers.

Dmt

Signature
25/01/2024

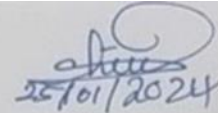
Attachment (two-2)

On the basis of the above downsize new power sharing arrangement, the following table is prepared:

Current Government, R-TGoNU old arrangement					Downsized Government, R-TGoNU new arrangement			
Party	Ministers	D/Ministers	TNLA	C of S	Ministers	D/Ministers	TNLA	C of S
ITGoNU	20	5	332	55	13	3	201	33
SPLM-IO	9	3	128	27	4	1	77	16
SSOA	3	1	50	10	4	1	30	6
OPP	1	1	30	8	2	1	18	5
FDs	2	-	10	-	2	1	6	6
Total	35	10	550	100	25	7	332	66

NB/ this table shall applied at states level of government during downsize new power sharing arrangement. The membership of these institution were doubled beyond what they were before war erupted in Dec/15/2013,

DMT


25/01/2024

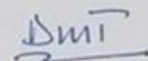
Attachment (three-3)

The downsized Council of Ministers shall comprise twenty-five (25) ministries as follows:

- 1- Presidential Affairs and National Security
- 2- Cabinet affairs
- 3- Parliamentary Affairs
- 4- Foreign Affairs and International Co-operation (including
- 5- East African Community Affairs)
- 6- Interior
- 7- Finance
- 8- Economic Planning
- 9- Defense and veteran affairs
- 10- Energy and Mining
- 11- Justice and Constitutional Affairs
- 12- Health and Humanitarian Affairs
- 13- Agriculture and forestry
- 14- Animal Resources
- 15- Transport, Roads and Bridges
- 16- Information, Communication Technology and Postal Services
- 17- Higher Education, Science and Technology
- 18- Labor, Public Service and Human Resources Development
- 19- Industry, Commerce and Investment
- 20- Water Resources and Irrigation
- 21- General Education and Instruction
- 22- Environment and climate affairs
- 23- Wildlife Conservation and Tourism
- 24- Social Welfare, Gender and Child Affairs
- 25- Culture, Youth and Sports

Deputy Ministers:

1. Foreign Affairs and International Co-operation
2. Interior
3. Finance and National Economy
4. Defense
5. Agriculture and Animal Resources
6. Labour, Public Service and Human Resources Development
7. Justice and Constitutional Affairs



Annexe 6 : Lettre ouverte sur la réunification du MPLS, par un ancien député, 8 février 2024

**President Salva Kiir Mayardit,
J1 Juba,
South Sudan
date 08/02/2024.**

Dear President Salva Kiir Mayardit,

Subject: Open Letter on Reunification of SPLM

I hope this letter finds you well. First, I would like to express my appreciation for your efforts in seeking dialogue with the holdout groups to achieve peace in our beloved country. In light of resonating with your clarion call for dialogue, I write to you today to appeal to your good conscience and urge you to prioritise the reunification of the Sudan People's Liberation Movement (SPLM) under the Arusha Agreement.

The reunification of the SPLM is likely to mitigate the crashing situation South Sudan is about to encounter. I believe that our country's current political situation can be likened to a crash-landing scenario with the potential for significant losses and a widening of the social fabric. I am convinced that disintegration due to a crash could be averted by reuniting the files and the ranks of the SPLM. Essentially, reunification could provide a country with a soft landing and pave the way for a brighter future for South Sudan.

During the liberation struggle and the subsequent independence of our nation, we witnessed how the unity of the SPLM facilitated our successes. Furthermore, our country was born against the backdrop of this unity, and it was much stronger during those times. However, since the split within the party, we have experienced a decline in our nation's strength and prosperity. It is disheartening to see civil servants going for months without salaries, a situation that was unheard of before the split that led to political violence.

While it is true that there have been reports of corruption among the leaders of the liberation struggle, the level of corruption has escalated since the split. This has resulted in diplomatic missions, organised forces, and civil service employees suffering due to a lack of public funds to pay their salaries. Consequently, our country has regressed while other nations in the region continue to progress. It is also evident that none of the belligerent parties in the divide has won against the other. However, the result has meant the innocent South Sudanese, expectant of the SPLM promises of the liberation struggle, became the victims of the power struggle between the leaders of the SPLM currently at the different aisles of political divides. You may agree with me, Mr President, that such a victory, if there is any perception of it, in such a situation is not a victory that any well-meaning leader could be proud of because it is a total loss, in my view. And I hope you share this view with me.

Furthermore, we have failed to protect our international borders with Sudan in accordance with international boundaries as of 1956 agreed in the Comprehensive Peace Agreement (CPA). We have also witnessed the occupation of our borders, previously uncontested, prior to occupation by the neighbouring countries occupying them. These issues have largely gone

unaddressed due to the internal politics and divisions within the SPLM. The SPLM war or splinter factions at both sides of the aisles have not even sought answers from the parties occupying our land but instead, appeased the leaders of foreign countries occupying our land to garner their support. Mr. President, I invite you to reflect on the above assertion and discern for yourself if there is no truth in it. Please, Mr. President, let your country win this conflict, not you!

Our reputation in the international arena has suffered greatly since the split. We have become the recipients of disrespectful comments, and our standing in the global community has hit an all-time low. It is evident that the politics of violence, an escalated level of corruption, and petty division within the SPLM have only caused harm to our nation.

History has shown us that the SPLM, even during its weakest points, had the ability to reunite under the leadership of Dr John Garang. Late Dr Garang demonstrated his level of maturity and selflessness when he put his ego aside for the progress of the liberation struggle. Mr. President, you are now in a similar position. You have the power to put an end to the immaturity and division that the leaders of the SPLM have collectively demonstrated to the world. Reuniting the SPLM would be a significant step towards re-establishing our nation's unity and strength.

Reunification under the Arusha Agreement means reinstating Dr Riek Machar Teny as the deputy chairperson of the SPLM, along with Dr James Wani Igga and Pa'agan Amum Okiech as the Secretary-General of the SPLM and the senior members once exiled reinstated in their respective positions in the party's political bureau. The SPLM may then organise a convention where the party members would decide who holds positions within the party. As the leader of our nation, Mr. President, you could bring your years of sacrifices for our country to a successful and glorious end.

If the SPLM leadership fails to seize the opportunity to reunite the ranks and files of the SPLM, assuming you decided to step aside, even the slightest disagreement over succession would result in a state of anarchy. You would not want that for your legacy! Please, Mr President, put SPLM back together.

Thank you

Sincerely,



Wol Deng Atak,
Former Member of Parliament,
wolatak@gmail.com

Annexe 7 : Déclarations du MPLS dans l'opposition sur les violations de l'accord de paix

In addition to the statement below by SPLM-IO officials, the Panel has documented additional cases of the removal or reshuffle of opposition officials through presidential decree, including:

- Two national MPs from SSOA in April 2023²⁹²
- Four SPLM-IO officials in Rubkona County, Unity State, in September 2023²⁹³
- Two national SPLM-IO legislators in November 2023²⁹⁴
- Several SPLM-IO officials across four states in January 2024²⁹⁵
- At least one SPLM-IO official in Western Bahr el Ghazal in February 2024²⁹⁶

²⁹² Radio Tamazuj, Kiir revokes appointment of two national MPs, 15 April 2023.

²⁹³ Radio Tamazuj, Kiir fires four SPLM-IO TNLA members, Rubkona County commissioner, 16 Sep 2023. See also, Sudans Post, Kiir revokes appointment of Rubkona commissioner, names replacement, 16 September 2023

²⁹⁴ Radio Tamazuj, TNLA: Kiir revokes appointment of 2 SPLM-IO legislators, names new MPs, 23 November 2023.

²⁹⁵ Radio Tamazuj, Kiir reshuffles SPLM-IO state officials, 30 January 2024.

²⁹⁶ Reports by international observers, February 2024.



**SUDAN PEOPLE'S LIBERATION MOVEMENT
SPLM (IO)
GENERAL HEADQUARTERS**

**THE SPLM/SPLA (IO) POLITICAL BUREAU EVALUATION OF THE
IMPLEMENTATION OF THE ROADMAP TO A PEACEFUL AND DEMOCRATIC
END OF THE TRANSITIONAL PERIOD OF THE AGREEMENT ON THE
RESOLUTION OF THE CONFLICT IN THE REPUBLIC OF SOUTH SUDAN
(R-ARCSS)**

The SPLM/SPLA (IO) Political Bureau met on 11th September, 2023, in Juba, Republic of South Sudan, marking the Fifth Anniversary of the R-ARCSS, to review and evaluate the status of the implementation of the Roadmap. The Political Bureau consulted reports from the Peace Implementation Mechanisms namely: RJMEC, NCAC, SDSR, CTSAMVM, JDB, JMCC, JTSC, SSM and DDR. The Political Bureau also received reports from the members of SPLM/SPLA (IO) assigned in the R-TGoNU. After extensive deliberations, the Political Bureau observed the following:

I. ON THE OBJECTIVES OF THE ROADMAP

1. **Recalling** that the Roadmap is an extension of the Transitional Period by 24 months in order to complete the then pending tasks in the R-ARCSS;
2. **Mindful** of the fact that the extended Transitional Period ends by 22nd February 2025;
3. **Noting** the stagnation in implementation of the Roadmap as follows;
 - a) Dissemination of the Peace Agreement (R-ARCSS)
 - b) Reconstitution of independent Commissions and Institutions
 - c) Security Arrangements
 - d) Repatriation of Refugees and Resettlement of the Internally Displaced Persons
 - e) Conduct of Population Census
 - f) Transitional Justice Mechanisms
 - g) Permanent Constitution Making Process
4. **Reiterating** that R-ARCSS is the only viable option to end political violence in the country as it addresses the root causes of the conflict and provides a system of governance that undertakes transformative reforms and transition to democracy;
5. **Cognizant** that R-ARCSS is to lay the foundation for a united, peaceful and prosperous society based on constitutionalism, justice, equality, respect for human rights and the rule of law for South Sudan to emerge as a viable state capable of protecting and serving its citizens;
6. **Urging** the parties to abide by and reaffirm their commitments to the implementation of R-ARCSS through the Roadmap which will pave the way for the establishment of a federal and democratic system of governance that reflects the diverse character of the Republic of

*SPLM/SPLA (IO) Political Bureau Evaluation of the Status of Implementation of R-ARCSS
through the Roadmap 11th September 2023*



RMTD

South Sudan and conduct peaceful, free, fair, transparent and credible elections (60) sixty days before the end of the extended Transitional Period;

7. **Appreciating** the progress in the unification of the Middle Echelon Commands of the unified services of the National Security, Wildlife, Prisons and Civil Defense;
8. **Concern** of lack of progress in the unification of the Middle Echelon Commands of the Unified Military Forces and Unified Police Service;
9. **Concern** of the delay of deployment of the graduated Unified Security Forces;
10. **Urging** for the immediate start of unification and training of phase II of the Military and Other Organized Forces;
11. **Aware** of the fact that the Roadmap stipulates that elections be conducted as from 22 December 2024, about fifteen months from now, however, the activities related to the conduct of elections have not been budgeted for in the current Financial Year 2023/2024;

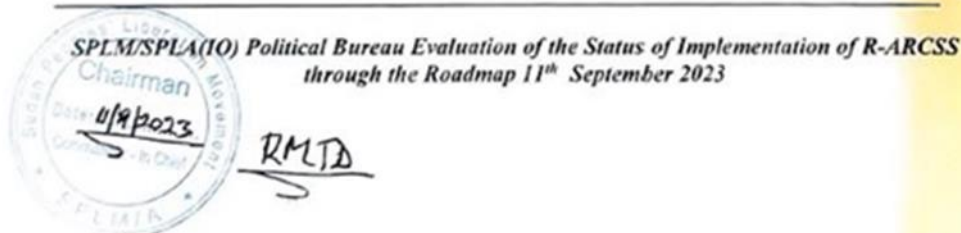
In the light of the fact that this is the fifth anniversary of the R-ARCSS, the Political Bureau met and evaluated the implementation of the Roadmap and the findings are as follows:

II. VIOLATIONS OF THE R-ARCSS DURING THE ONE YEAR PERIOD OF THE ROADMAP

The Political Bureau registered during the one (1) year of the implementation of the R-ARCSS since the signing of the Roadmap, the following major incidences of violations have occurred :

1. Unilateral dismissal of the Minister of Defense and Veterans Affairs (unresolved);
2. Unilateral swapping of the Ministry of Defense and Veterans Affairs with the Ministry of Interior (unresolved);
3. Unilateral dismissal of the Speaker of Jonglei state Assembly (resolved);
4. Unilateral dismissal of the Commissioner of Twic County (resolved);
5. Arbitrary arrest of Commissioner of Tony East County without due process by the Governor of Warrap State (resolved);
6. Arbitrary arrest of SPLM (IO) state member of parliament for distributing SPLM (IO) T-Shirts (resolved);
7. Arbitrary arrest of SPLM (IO) County Secretary of Ikwoto County of Eastern Equatoria State (unresolved);
8. Continuous arbitrary arrest, detention, torture and forced disappearances of members of SPLM/SPLA (IO) (Art. 2.1.10), e.g. arrest and detention of SPLA (IO) four (4) senior officers and two (2) bodyguards in Torit town of Eastern Equatoria state and are currently being detained in Juba (unresolved);
9. Continuous arrest and intimidation of SPLM (IO) members in Warrap and Northern Bahr El Ghazal States (unresolved);
10. Refusal of participation of SPLM/SPLA (IO) and other parties in the governments of the three Administrative Areas (Art. 1.16.2 read together with Article 162(1) (a) of the Constitutional Amendment Act No. 7, 2020 and Article 164(1) of the Constitutional Amendment Act No. 8, 2021) and in the Agreement on structures and allocation of responsibility sharing in the three Administrative Areas in accordance with R-ARCSS (January 18th, 2021) (unresolved);
11. Delay in the formation of County and Municipal Legislative Councils (unresolved);

2



12. Encouraging hostile propaganda and hate speeches against SPLM/SPLA (IO) and its leadership using state media (Art. 2.1.10) (unresolved);
13. Lack of political space and civil liberties manifested by continuous obstruction of other parties from freely assembling and holding public meetings (Art. 2.1.10) (unresolved);
14. Obstruction and denial of freedom of movement of the leaders of SPLM/SPLA (IO), including the Chairman and Commander-In-Chief (unresolved);
15. Continuous harassment, arrest and detention of media personnel, civil society, etc. (Art. 2.1.10) (unresolved);
16. Denying SPLM/SPLA (IO) forces from joining cantonment and training in Pantiit Training Center in Northern Bahr El Ghazal State (unresolved);
17. Refusal to discuss the proposal by the Chair of IGAD (the Sudan) to resolve the above mentioned issues.

III. STATUS OF IMPLEMENTATION OF ROADMAP

Chapter I: Revitalized Transitional Government of National Unity (R-TGoNU)

The following pending tasks are not yet implemented:

1. Dissemination of the R-ARCSS to the people of South Sudan (Art. 1.4.3.1).
2. Process of national reconciliation and healing (Art. 1.4.3.3).
3. Security Arrangements activities not completed (Art. 1.4.3.4).
4. Reviewing and drafting of the necessary bills not completed (Art. 1.4.3.6).
5. Devolution of powers and resources to the lower levels of government (Art. 1.4.3.7).
6. Failure to establish Pre-transitional Period Implementation Fund (Art. 1.4.8.).
7. The NCAC has not completed review and amendment of laws and legislation relevant for the implementation of the Agreement due to lack of support for the national members;
8. Lack of financial support of national members in CTSAMVM, DDR, SDSR, JDB, JTSC, JMCC, SSM, JRC, and medical doctors and trainers in the training centers;
9. Failure to reconstitute the governments of the three Administrative Areas in violation of (Art. 1.16.2 read together with Article 162(1) (a) of the Constitutional Amendment No. 7 Act, 2020 and Article 164(1) of the Constitutional Amendment No. 8 Act, 2021) and the Agreement (January 18th, 2021) on Structures and Allocation of Responsibility Sharing in the three Administrative Areas in accordance with R-ARCSS;
10. Failure to reconstitute national independent Commissions and other independent institutions (61 in number including those institutions mentioned in other chapters);
11. Failure to establish local government councils. As of today, the Government of Central Equatoria State is the only state that has completed on 23rd February 2022 establishment of its local government councils;
12. Reinstatement of civil servants who fled the country during the war. Not done.
13. Participation of members of other parties in the foreign service. Not done.
14. Appointment of Undersecretaries and Directors General at the National and State level respectively without recommendation from the concerned ministers (Art. 1.6.2.5).
15. The Constitutional Court is not yet established (Art. 1.17.7).
16. The Political Parties Council has not been reconstituted (Art 1.20.2).
17. National Elections Act, 2012 has not been enacted (Art. 1.20.3).

3



*Political Bureau Evaluation of the Status of Implementation of R-ARCSS
through the Roadmap 11th September 2023*

RMTD

18. The National Elections Commission not reconstituted (Art. 1.20.4).
19. National Elections to be conducted sixty (60) days prior to the end of Transitional Period in accordance with the Permanent Constitution (Art. 1.20.5).
20. R-TGoNU has not addressed the challenges of reconstruction, repatriation, resettlement, rehabilitation and reintegration of IDPs and returnees as critical factors affecting peacebuilding and elections (Art. 1.20.7).

Chapter II: Permanent Ceasefire and Transitional Security Arrangements (PCTSA)

1. The unification of Middle Echelon Commands of the Unified Forces, not completed.
2. Deployment of Phase I of the Unified Forces not done.
3. Cantonment, Screening, Unification of forces of Phase II not started;
4. Funding of the security mechanisms' activities is inadequate and not consistent.
5. NTC is not functioning, it has not met for the one year period of the Roadmap;
6. Due to lack of funding, DDR has not established any of the 8 Transition Facilities/Centers and, therefore, is unable to implement its mandate.

Chapter III: Humanitarian Assistance and Reconstruction

1. Special Reconstruction Fund (SRF), not established (Art. 3.2).
2. Board of the Special Reconstruction Fund (BSRF), not established (Art. 3.2.1);
3. R-TGoNU has not provided the SRF with initial funding of not less than USD 100 million per annum. (Art. 3.2.7);
4. The IGAD, Troika, China, African Union, United Nations, European Union, World Bank, IGAD Partners Forum and African Development Bank have not nominated their respective members to BSRF (Art. 3.2.5-13);
5. The international community within BSRF has failed to appoint the chairperson of BSRF (Art. 3.2.3-4);
6. South Sudan Pledging Conference has not been convened. Responsible bodies are: BSRF Chairperson, Chairperson of IGAD, Chairperson of African Union Commission and Secretary General of the United Nations (Art. 3.2.8).
7. IDPs and refugees have not been repatriated, resettled, reintegrated and rehabilitated (Art. 3.1.1.2, 3.1.1.5 and 3.1.2.1).
8. Non-Governmental Organizations Act 2016 was reviewed by NCAC but not enacted (Art. 3.1.2.5).

Chapter IV: Resource, Economic and Financial Management

The following new institutions are yet to be established:

1. Economic and Financial Management Authority - EFMA (Art. 4.16.1).
2. Board of Economic and Financial Management Authority (Art. 4.16.2).
3. EFMA Advisory Committee (Art. 4.16.5).
4. Public Procurement and Asset Disposal Authority (Art. 4.6.1.1).
5. Salaries and Remuneration Commission (Art. 4.6.1.2).
6. Environmental Management Authority (EMA) (Art. 4.6.1.3).

4



SPLM/SPLA(IO) Political Bureau Evaluation of the Status of Implementation of R-ARCSS through the Roadmap 11th September 2023

7. Research and Development Center for Natural Disasters (Art. 4.6.1.4)
8. Research and Development Center for Strategic Studies (Art. 4.6.1.4)
9. Development Center for Scientific Research (Art. 4.6.1.4)
10. Health Care Support Fund (Art. 4.6.1.5)
11. Students Support Fund (Art. 4.6.1.6)
12. Youth Enterprise Development Fund (Art. 4.15.1.4)
13. Women Enterprise Development Fund (Art. 4.15.1.5)
14. Micro-finance Institutions (Art. 4.15.1.6)
15. Social Security Fund (Art. 4.15.1.8)
16. Oil Stabilization Account (Art. 4.8.1.11)
17. Future Generations' Fund (Art. 4.8.1.11)

The following institutions have not been restructured and reconstituted:

1. Bank of South Sudan (Art. 4.2.1).
2. The National Audit Chamber (Art. 4.5).
3. Anti-Corruption Commission (Art. 4.4).
4. Fiscal and Financial Allocation Monitoring Commission (Art. 4.11.2).
5. National Petroleum and Gas Commission (Art. 4.8.1.14.14).
6. National Petroleum and Gas Corporation (NilePet) (Art. 4.8.1.14.14).
7. National Revenue Authority (Art. 4.10.1.4)
8. Constituency Development Fund (4.3.1.5)

The following national legislation, inter alia, have not been reviewed:

1. Investment Promotion Act, 2009 (Art. 4.7.1.1).
2. Telecommunication and Postal Service Act, 2016 (Art. 4.7.1.3).
3. The Transport Act, 2008 (Art. 4.7.1.4).
4. Petroleum Revenue Act, 2012 (Art. 4.7.1.8).
5. The Mining Act, 2012 (Art. 4.7.1.9).
6. Petroleum Revenue Management Act, 2012 (Art. 4.7.1.10).
7. National Pensions Fund Act, 2012 (Art. 4.7.1.11).
8. National Revenue Authority Act, 2017 (Art. 4.7.1.12).
9. Land Act, 2008 (Art. 4.8.2.1.1).
10. Code of Ethics and Integrity of Public Officials (Art. 4.1.3).

Failure to establish and reconstitute the institutions mentioned above as well as non-devolution of powers and resources to the states and counties (Art. 4.1.6 and 4.1.5) defeats the mandate of the R-TGoNU to reform South Sudan's economic and public sector (Art. 4.14.10) and is tantamount to non-implementation of critical tasks of R-ARCSS.

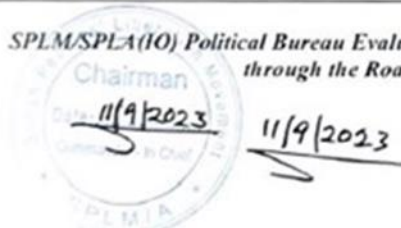
Chapter V: Transitional Justice, Accountability, Reconciliation and Healing

The following institutions have not been established:

1. Commission for Truth, Reconciliation and Healing (CTRH) (Art. 5.1.1.1 and 5.2).
2. Hybrid Court for South Sudan (HCSS) (Art. 5.1.1.2 and 5.3).
3. Compensation and Reparation Authority (CRA) (Art. 5.1.1.3 and 5.4).

5

SPLM/SPLA(IO) Political Bureau Evaluation of the Status of Implementation of R-ARCSS through the Roadmap 11th September 2023



4. Compensation and Reparation Fund (CRF) (Art. 5.4.2.5).

The AU Commission has failed to establish the Hybrid Court for South Sudan (HCSS) (Art. 5.3.1.1).

Chapter VI: Parameters of Permanent Constitution

The following institutions and processes have not been done or pending:

1. National Constitutional Review Commission (Art. 6.6).
2. National Constitutional Conference (Art. 6.6).
3. Preparatory Sub-Committee (Art. 6.6).
4. Constitutional Drafting Committee (Art. 6.9).
5. Constituent Assembly (Art. 6.5 and 6.11).
6. Amendment of the National Elections Act 2012 as amended (Art. 1.20.6) and reconstitution of National Elections Commission accordingly.
7. The constitution making process is envisaged to be completed not later than 24 months following the establishment of the Transitional Period and shall be in place to guide the elections toward the end of the Transition (Art. 6.5).
8. National Elections to be conducted sixty (60) days prior to the end of Transitional Period in accordance with the Permanent Constitution (Art. 1.20.5).

Chapter VII: Joint Monitoring and Evaluation Commission (JMEC)

Article 7.3 provides for IGAD Assembly of Heads of State and Government in consultation with IGAD-Plus Partners to appoint a prominent African personality to chair RJMEC. SPLM/SPLA (IO), therefore, urges IGAD to confirm or appoint the Chairperson of RJMEC.

IV. THE WAY FORWARD

Given the fact that the above mentioned activities are not implemented or pending, we urge the Parties, Stakeholders and Guarantors to the Agreement to fast track full implementation of the Agreement through the Roadmap for the remaining duration in order to conduct peaceful, free, fair and credible elections on time.

Signed,






Riek Machar Teny-Dhurgon, PhD
Chairman and Commander-In-Chief, SPLM/SPLA(IO), and The First Vice President of the Republic.
11th September 2023

6

SPLM/SPLA(IO) Political Bureau Evaluation of the Status of Implementation of R-ARCSS through the Roadmap 11th September 2023



Annexe 7 (suite) : Déclaration du MPLS dans l'opposition sur les violations de l'accord de paix, 6 décembre 2023

**SUDAN PEOPLE'S LIBERATION MOVEMENT
SPLM (IO)
DEPUTY CHAIRMAN**

Date: 06/12/2023

PRESS STATEMENT


**ON THE OCCASION OF THE END OF THE SECOND SESSION OF
PARLIAMENT, 2023 AND THE CONTINUOUS VIOLATIONS OF
THE AGREEMENT (R-ARCSS) IN THE TRANSITIONAL
NATIONAL LEGISLATIVE ASSEMBLY (TNLA) AND THE
STALEMATE IN THE PEACE PROCESS**

The SPLM-IO Parliamentary Caucus of the Transitional National Legislative Assembly and the Council of States would like to update the general public, the Parties to the Agreement, the R-JMEC, the IGAD, Partners and the Guarantors at the end of the second Session of Parliament, 2023 on the continuous violation of the R-ARCSS by the SPLM-IG in and through the TNLA and the Stalemate in the Peace process in the Republic of South Sudan.

Firstly, we are saddened and disappointed to inform the General Public of the unilateral decision by the SPLM-IG to renege from the decision of the principals to the Agreement, the Parties, Stakeholders, Council of Ministers, resolving the outstanding issue of Sections 54 and 55 of the National Security Act 2014 (Amendment Bill, 2023) which unconstitutionally arrogated *powers to arrest and detain suspects without trials by the National Security Service*. A decision was reached on the 3rd March 2023 by the two principals to repeal the said Sections pursuant to the Constitutional requirements of Article 159 (e) which states that, “*the National Security shall be professional and its mandates shall focus on information gathering, analysis and advice to the relevant authorities*” and consequently, to the legal advice of the Minister of Justice and Constitutional Affairs who is also the legal advisor and the Attorney General of the Government of the Republic of South Sudan.

We would like to note and highlight that, the decision to repeal Sections 54 and 55 of the National Security Service Bill was formally communicated to the Transitional National Legislative Assembly on 28th April 2023 by Hon. Justice Reuben Madol Arol, the Minister of Justice and Constitutional Affairs who reported to the TNLA that, “**This issue was solved by the leadership of the Parties subsequently the Council of Ministers also resolved it in its regular meeting No. 5, 2023 held on Friday 24th**”

Page 1 of 4



March 2023 abolished the power of the National Security to arrest or detain with or without warrant" and subsequently adopted by the TNLA in the First and Second Reading Stages. The National Security Service Act 2014 (Amendment Bill, 2023) has stalled in the Third Reading Stage due to insistence by the SPLM-IG to retain Sections 54 and 55.

The decision to renege on the resolution on Sections 54 and 55 of the Bill therefore not only tantamount to the violation of the Agreement but also undermines the security sector reforms towards democratic governance in the Republic of South Sudan. It implies the SPLM-IG is determined to continue using the National Security Service as a coercive paramilitary force to restrict Political space, civil liberty through intimidation, arrest, trial and detention of citizens with impunity contrary to the Constitution.

The Parliament was expected to proceed with the enactment of the National Security Service Bill as such, pursuant to Articles 1.18.2 of the R-ARCSS in its **Third Reading Stage** in order to reform and bring its provision into conformity with the Agreement, the Constitution and best practices. By overturning the decision of the Parties and Stakeholders to the Agreement, the SPLM-IG has unequivocally derailed the TNLA from its Transitional Mandates under Articles 1.14.7 and 1.14.8 which states that, *"the functions and mandates of the TNLA shall remain as stipulated in the Transitional Constitution of the Republic of South Sudan as amended unless otherwise specified by the terms of this Agreement..."*, *"the reconstituted TNLA shall, in the conduct of its business support this Agreement and enact legislation that enables and assist the Transitional Processes and reform described in this Agreement"*.

In light of the above development, the SPLM-IO Parliamentary Caucus condemns in no uncertain terms the continuous violation of the Agreement and disregard of the resolutions to repeal Sections 54 and 55 of the National Security Service Amendment Bill. We urge the principals to the Agreement, R-JMEC and the Guarantors to intervene and resolve this matter as soon as possible to restore the function and roles of the TNLA.

Furthermore, we would like to register the following difficulties in the implementation of the Peace Agreement which has entered into its final year of the *Agreement on the Roadmap to a Peaceful and Democratic end of the Transitional Period of the Agreement on the Resolution of the Conflict in the Republic of South Sudan (R-ARCSS)*:

1. We have encountered resistance in the amendment of the Political Parties Act 2012 to make it democratic and create a platform for multiparty political system in the Republic of South Sudan.
2. We have encountered resistance in the amendment the National Elections Act 2012 to ensure the conduct of democratic, free, fair and credible elections in the Republic of South Sudan.



3. We have encountered resistance in the allocation of budget for Peace Implementation in the FY 2022/2023 and FY 2023/2024 for the following critical institutions and mechanism relevant to the conduct of free, fair and credible elections in the Republic of South Sudan:
 - a. National Election Commissions (NEC)
 - b. National Constitution Review Commission (NCRC)
 - c. Political Parties Council (PPC)
 - d. The National Bureau of Statistics (NBS)
 - e. Security Arrangement Mechanisms (JDB, JMCC, JTSC, SDSR, NCAC, CTC, CTSAMVM and DDR, etc)
 - f. Special Reconstruction Fund (SRF), Repatriation of Refugees and Resettlement of IDPs.
 - g. Transitional Justice Mechanisms;
 - Hybrid Court for South Sudan (HCSS)
 - Commission for Truth, Reconciliation and Healing (CTRH)
 - Compensation and Reparation Authority (CRA)
4. We continue to encounter mismanagement of public resources as follows:
 - a. Lack of transparency in the production, sale and the management of oil revenues. There is no definite figures of the amount of crude oil produced per day, the revenue generated thereof and how these revenues are appropriated to various spending agencies of government and services for the people.
 - b. Misappropriation of public resources by financing the Secretariat and political activities of the SPLM-IG
 - c. Lack of funds for the accountability institutions including the National Audit Chamber and Anti-corruption Commission. This has crippled these institutions from executing their constitutional mandates leading to widespread impunity and corruption in the government.
 - d. Lack of budget discipline and reforms aggravating the poor living condition of public servants including low salaries and delays/lack of payments to institutions.
5. We continue to encounter the lack of Political Space and Civil liberty throughout the country and consequently;
 - a. Continuous restriction on the freedom of movement within and outside the country on the First Vice President and Chairman and Commander-In-Chief of the SPLM/A-IO.
 - b. Rejection of members of our Party from participating in the three Administrative Areas of Pibor, Ruweng and Abyei.
 - c. Dismissal and swapping of SPLM-IO Constitutional Post holders and positions in the government at the National, State and Local government levels in contravention of the Power sharing agreement of the R-ARCSS.
6. We continue to encounter State-sponsored violence and inter-communal conflict in our constituencies as a result of incentivized defections of our Political and Military personnel.



7. The lack of progress in the peace process and stalemate in the Rome talks under the auspices of saint Egidio presents further insecurity and lack of stability in the Country.

In light of the above critical challenges facing the implementation of the Peace Agreement, particularly in its final year of the Transitional Period, the SPLM-IO Parliamentary Caucus urges the principals and the Parties to the Agreement, R-JMEC, the office of the Special Envoy (OSE) and the Guarantors (IGAD, TROIKA, AU, EU, UN, CHINA) to intervene and ensure the foregoing critical outstanding issues and tasks pertaining to the peace process in the Republic of South Sudan are addressed without further delay.

Sign.....

Rt. Honorable Oyet Nathaniel 
First Deputy Speaker of the TNA and SPLM-IO Deputy Chairman
Juba
RSS



Annexe 8 : Document directif du MPLS dans l'opposition sur les élections, 13 février 2024



SUDAN PEOPLE'S LIBERATION MOVEMENT
SPLM/SPLA(IO)
CHAIRMAN AND COMMANDER-IN-CHIEF



H.E. Salva Kiir Mayardit
President,
Republic of South Sudan

Re: The SPLM/SPLA (IO) Position on The Implementation of The "Roadmap To A Peaceful And Democratic End Of The Transitional Period Of The Agreement On The Resolution Of The Conflict In The Republic Of South Sudan (R-ARCSS)" And The Way Forward

I am forwarding to your Excellency the position of SPLM/SPLA(IO) entitled above. The SPLM/SPLA(IO) reviewed and evaluated the status of the implementation of the Agreement through the Roadmap timelines, outlined the fundamental milestones achieved, the prerequisites for conducting the elections and required timelines for implementation of pending tasks of the R-ARCSS and prerequisites.

I am also forwarding this position to others including the Peace Agreement Partners, and IGAD Guarantors.

Yours truly,

Riek Machar Teny-Diakon, Ph.D.
Chairman and Commander-in-Chief of the SPLM/SPLA (IO) and The First Vice President of the Republic
February 13, 2024

CC

- ✓ 1. R-ARCSS Partners
2. Interim Chairman of RJMEC
3. IGAD Special Envoy to South Sudan
4. IGAD R-ARCSS Guarantors
5. AU Representative
6. C5 Representative
7. TROIKA
8. EU Representative



SUDAN PEOPLE'S LIBERATION MOVEMENT
SPLM (IO)
GENERAL HEADQUARTERS



**THE SPLM/SPLA (IO) POSITION ON THE IMPLEMENTATION OF THE "ROADMAP TO A
PEACEFUL AND DEMOCRATIC END OF THE TRANSITIONAL PERIOD OF THE AGREEMENT ON
THE RESOLUTION OF THE CONFLICT IN THE REPUBLIC OF SOUTH SUDAN
(R-ARCSS)" AND THE WAY FORWARD**

The SPLM/SPLA (IO) Political Bureau met on 13th February, 2024, in Juba, Republic of South Sudan to evaluate the prospects for conducting elections by December, 2024. The Political Bureau reviewed and evaluated the status of the implementation of the Agreement through the Roadmap timelines and consulted reports of the Peace Implementation Mechanisms namely: RIMEC, NCAC, SDSRB, CTSAMVM, JDB, JMCC, JTSC, SSM and DDR and also reports from the members of SPLM/SPLA (IO) assigned in the R-TGoNU. After extensive deliberations, the Political Bureau observed the following:

I. THE OBJECTIVES OF THE ROADMAP

1. **Recalling** that the Road-map is an extension of the Transitional Period by 24 months in order to complete, before 22nd December, 2024, the pending tasks in the implementation of the R-ARCSS to ensure a peaceful and democratic end of the Transitional Period by 22nd February, 2025, in order to usher in a new political dispensation in the country;
2. **Underscoring** the fact that the following fundamental milestones in the implementation of the R-ARCSS have been achieved, including;
 - a) Establishment of the major institutions of R-TGoNU at the National, State and Local Government levels.
 - b) Ongoing Security Arrangements Implementation i.e the Permanent Ceasefire, Cantonment, Training, Graduation and Deployment of the Necessary Unified Forces (NUF), (Phase I).
 - c) Review and enactment of the Constitutional Amendment Bills and some key reform legislations.
 - d) Opening up humanitarian corridors for humanitarian access and intervention all over South Sudan including receiving some returnees and refugees from the neighboring countries.
 - e) Conducting Transitional Justice Mechanism Conference aimed at establishing the Commission for Truth, Reconciliation and Healing (CTRH), Compensation and Reparation Authority (CRA) and the Hybrid Court for South Sudan (HCSS).
 - f) Reviving the oil production in GPOC and SPOC oilfields.

The SPLM/SPLA (IO) Position on The Implementation of The Roadmap: Political Bureau Meeting
on 13th February 2024



- g) Introduction of major reforms in the oil sector such as Cost Recovery Audit, Environmental Audit, Unified Human Resource Policy Manual and Local Content Regulations.
 - h) Conducting of National Economic Conference aimed at ushering in economic reforms including establishing of relevant institutions such as the Economic and Financial Management Authority (EFMA) and its Board (BEFMA) led by the President of the Republic.
 - i) Reconstitution of important democratic institutions such as the National Constitutional Review Commission (NCRC), the Political Parties Council (PPC) and the National Election Commission (NEC) marking the commencement of political transition and reform processes.
 - j) Engaging the hold-out groups through the Rome Talks in order to achieve Sustainable Peace throughout the country and Inclusive Elections.
3. **Noting** that the prerequisites for conducting peaceful, transparent, democratic, free, fair and credible elections at the end of the transition in the Republic of South Sudan have not yet been fully implemented, namely;
- a) Completion of Security Arrangements (Phase I and Phase II)
 - b) Permanent Constitution Making Process
 - c) Conduct of Population Census
 - d) Judicial Reforms
 - e) Repatriation of Refugees and Resettlement of the Internally Displaced Persons
 - f) Transitional Justice Mechanisms (CTRH, CRA and Hybrid Court)
 - g) Dissemination of the Peace Agreement (R-ARCSS)
 - h) Reconstitution of other independent Commissions and Institutions
 - i) Pre-elections activities
 - j) Political and civic space
4. **Reiterating** that the implementation of the R-ARCSS is the only viable means to end political violence and the cycle of political transitions in the country, as the R-ARCSS addresses the root causes of the conflict and provides a federal system of governance that undertakes transformative reforms in a multi-party democracy;
5. **Cognizant** that the R-ARCSS is to lay the foundation for a united, peaceful and prosperous society based on constitutionalism, justice, equality, respect for human rights and the rule of law, for South Sudan to emerge as a viable state capable of protecting and serving its citizens;
6. **Concerned** of the fact that the Road-map comes to an end in twelve months without the pending tasks and the critical prerequisites for elections mentioned above being fully implemented.

2

The SPLM/SPLA (IO) Position on the Implementation of The Roadmap for Political Transition
on 13th February 2024

RMTD



Furthermore, the Political Bureau evaluated the implementation of the Road-map and the findings are as follows:

II. VIOLATIONS OF THE R-ARCSS DURING THE ROADMAP

The Political Bureau registered during the implementation of the R-ARCSS since the signing of the Road-map the following unresolved major incidences of violations:

1. Taking over of the SPLM-IO allocated Ministry of Petroleum by the SPLM-IG through the Republican Order No.3/2024, stripping the Minister of his powers and arrogating the same to the Undersecretary and the Director General of Petroleum Authority.
2. Continuous harassment, intimidation, arbitrary arrest, detention, torture and forced disappearances of members of SPLM/SPLA (IO) in the States (Art. 2.1.10). For example, the continued arrest and detention of SPLA (IO) four senior officers and two bodyguards in Torit town of Eastern Equatoria State and have been in detention for over a year in Juba without trial;
3. Denial of participation of SPLM/SPLA (IO) and other parties in the governments of the three Administrative Areas (Art. 1.16.2 read together with Article 162(1) (a) of the Constitutional Amendment Act No. 7, 2020 and Article 164(1) of the Constitutional Amendment Act No. 8, 2021) and in the Agreement on structures and allocation of responsibility sharing in the three Administrative Areas in accordance with R-ARCSS (January 18th, 2021);
4. Encouraging hostile propaganda and hate speeches against the SPLM/SPLA (IO) and its leadership using state media (Art. 2.1.10);
5. Lack of political space and civil liberties manifested by continuous obstruction of other parties from freely assembling and holding public meetings and rallies (Art. 2.1.10);
6. Showing hostility to and attacking the R-ARCSS and its institutions publicly in the State media. For example, public statements by senior SPLM-IG political leaders referring to the R-ARCSS as neither the Bible nor the Quran.
7. Obstruction and denial of freedom of movement of the leaders of SPLM/SPLA (IO), including the Chairman and Commander-In-Chief;
8. Continuous harassment, arrest and detention of media personnel, civil society, etc. (Art. 2.1.10);

RMD
3



The SPLM/SPLA (IO) Position on the Implementation of The Roadmap: Political Bureau Meeting on 13th February 2024

9. Encouraging and incentivizing military defections and receiving the defectors officially at the SPLM-IG Party Headquarters by its senior party leaders as well as broadcasting the event on the state-owned media.
10. Renewed attacks on the SPLA-IO assembly areas and cantonments in Unity (Nyuel-Nyuel of Rupkotna County), Central Equatoria (Kawori and Namurle in Terakeka County)
11. Creation of parallel structures outside the agreed structures in the Military (Assistant Chief of Defense Forces for Procurement), Police (splitting the Training Department into Training and Human Resource Development Departments, Social Welfare Department into Social Welfare and Investment Departments) and National Security (splitting the offices of the deputies for Internal Security Bureau and General Intelligence Bureau, each into two deputies, for Operation, and Administration and Finance.)
12. Failure to adhere to the implementation matrix of the R-ARCSS Road-map timelines.
13. Refusal to pass the National Security Act, 2014 (Amendment) Bill 2022, (Art. 1.18.1.2) despite the consensus reached in the NCAC, Council of Ministers and the two Principals.

III. STATUS OF IMPLEMENTATION OF THE R-ARCSS ROADMAP

Chapter I: Revitalized Transitional Government of National Unity (R-TGoNU)

The following pending tasks are not yet implemented:

1. Dissemination of the R-ARCSS to the people of South Sudan (Art. 1.4.3.1).
2. Process of national reconciliation and healing (Art. 1.4.3.3)
3. Security Arrangements activities have not yet been completed (Art. 1.4.3.4). Given resources, this task can be completed within 8 months.
4. Devolution of powers and resources to the lower levels of government (Art. 1.2.15), (Art. 1.4.3.7), (Art 4.1.6) and (Art. 4.11.4). The parties to the Agreement to negotiate and implement this provision within 3 months.
5. Lack of financial support of national members in CTSAMVM, DDR, SDSRB, JDB, JTSC, JMCC, SSM, JRC, NCAC and medical doctors and trainers in the training centers (there should be a clear budget for such activities);
6. Failure to reconstitute the governments of the three Administrative Areas in violation of (Art. 1.16.2 read together with Article 162(1) (a) of the Constitutional Amendment No. 7 Act, 2020 and Article 164(1) of the Constitutional Amendment No. 8, Act 2021) and the Agreement (January 18th, 2021) on Structures and Allocation of Responsibility Sharing in the three Administrative Areas in accordance with the R-ARCSS (this requires political will only and can be done within a week);
7. Failure to reconstitute national independent Commissions and other independent institutions (58 in number including those institutions mentioned in other chapters)

RMTD



- except the NCRC, NEC and PPC (this also requires political will and can be done within one week).
8. Reinstatement of civil servants who fled the country during the war (this can also be done within 3 months).
 9. Participation of members of other parties in the Foreign Service (this should take 2 weeks).
 10. Appointment of Undersecretaries and Directors General at the National and State levels respectively without recommendation from the concerned ministers (Art. 1.6.2.5) (this can be done within 1 month).
 11. The Constitutional Court is not yet established (Art. 1.17.7) (expedite the enactment of the law and the subsequent formation of the Constitutional Court within 3 months).
 12. R-TGoNU has not addressed the challenges of reconstruction, repatriation, resettlement, rehabilitation and reintegration of IDPs and returnees as critical factors affecting peacebuilding and elections (Art. 1.20.7) (this process can be completed within 8 months).
 13. Continuous forceful occupation of houses of war displaced victims which has made them continue to remain in the POCs (the identification and evacuation of such houses can be done within 3 months).
 14. The National Security Act, 2014 (Art. 1.18.1.2) has not yet been amended to conform with the Agreement (this can be done within one week)

Chapter II: Permanent Ceasefire and Transitional Security Arrangements (PCTSA)

1. The unification of Middle Echelon Commands of the Unified Forces has not been completed (this can be done within 1 month).
2. Delay in the deployment of Phase I of the Unified Forces (this can be finished within 1 month).
3. Cantonment, Screening, Unification of forces of Phase II has not started (this can be completed within 8 months);
4. Funding of the security mechanisms' activities is inadequate and not consistent (they should be clearly budgeted for).
5. NTC has no separate budget for its activities and therefore inadequately financed (clear budget is required).
6. Due to lack of funding, DDR has not established any of the 8 Transition Facilities/Centers and, therefore, is unable to implement its mandate (provide funds for DDR to execute its mandate within 8 months).

Chapter III: Humanitarian Assistance and Reconstruction

1. Special Reconstruction Fund (SRF), not established (Art. 3.2) (enact legislation and establish it within 3 months).
2. Board of the Special Reconstruction Fund (BSRF), not established (Art. 3.2.1) (can be put in place one month after the establishment of the SRF);

5

The SPLM/SPLA (IO) Position on the Implementation of the Roadmap: Political Bureau Meeting on 13th February 2024

RMTS



3. R-TGoNU has not provided the SRF with the initial funding of not less than USD 100 million per annum. (Art.3.2.7) (should be included in the next Financial Year 2024/2025 budget);
4. The IGAD, Troika, China, African Union, United Nations, European Union, World Bank, IGAD Partners Forum and African Development Bank have not nominated their respective members to BSRF (Art. 3.2.5-13);
5. The international community within BSRF has not appointed the chairperson of BSRF (Art. 3.2.3-4);
6. South Sudan Pledging Conference has not been convened. Responsible bodies are: BSRF Chairperson, Chairperson of IGAD, Chairperson of African Union Commission and Secretary General of the United Nations (Art.3.2.8).
7. IDPs and refugees have not been repatriated, resettled, reintegrated and rehabilitated (Art. 3.1.1.2, 3.1.1.5 and 3.1.2.1) (this should be completed within 8 months).
8. Non-Governmental Organizations Act 2016 was reviewed by NCAC but not yet enacted (Art 3.1.2.5) (this can be completed within 1 month).

Chapter IV: Resource, Economic and Financial Management

The following new institutions are yet to be established:

1. Economic and Financial Management Authority (EFMA) (Art. 4.16.1).
2. Board of Economic and Financial Management Authority (BEFMA) (Art. 4.16.2).
3. EFMA Advisory Committee (Art. 4.16.5).
4. Public Procurement and Asset Disposal Authority (Art. 4.6.1.1).
5. Salaries and Remuneration Commission (Art. 4.6.1.2).
6. Environmental Management Authority (EMA) (Art. 4.6.1.3).
7. Research and Development Center for Natural Disasters (Art. 4.6.1.4)
8. Research and Development Center for Strategic Studies (Art. 4.6.1.4):
9. Development Center for Scientific Research (Art. 4.6.1.4):
10. Health Care Support Fund (Art. 4.6.1.5).
11. Students Support Fund (Art. 4.6.1.6).
12. Youth Enterprise Development Fund (Art. 4.15.1.4).
13. Women Enterprise Development Fund (Art. 4.15.1.5).
14. Micro-finance Institutions (Art. 4.15.1.6).
15. Social Security Fund (Art. 4.15.1.8).
16. Oil Stabilization Account (Art. 4.8.1.11).
17. Future Generations' Fund (Art. 4.8.1.11).

All the above-mentioned institutions can be established within the next 6 months.

The following institutions have not been restructured and reconstituted:

1. Bank of South Sudan (Art. 4.2.1).
2. The National Audit Chamber (Art. 4.5).
3. Anti-Corruption Commission (Art. 4.4).
4. Fiscal and Financial Allocation Monitoring Commission (Art. 4.11.2).

6

The SPLM/SPLA (IO) Position on the Implementation of The Roadmap: Political Bureau Meeting on 13th February 2024

RMD



5. National Petroleum and Gas Commission (Art. 4.8.1.14.14).
6. National Petroleum and Gas Corporation (NilePet) (Art. 4.8.1.14.14).
7. National Revenue Authority (Art. 4.10.1.4)
8. Constituency Development Fund (4.3.1.5)

The restructuring and reconstitution of the aforementioned institutions can be done within 2 months.

The following national legislations, inter alia, have not been amended;

1. Investment Promotion Act, 2009 (Art. 4.7.1.1).
2. Telecommunication and Postal Service Act, 2016 (Art. 4.7.1.3).
3. The Transport Act, 2008 (Art. 4.7.1.4).
4. Petroleum Revenue Act, 2012 (Art. 4.7.1.8).
5. The Mining Act, 2012 (Art. 4.7.1.9).
6. Petroleum Revenue Management Act, 2012 (Art. 4.7.1.10).
7. National Pensions Fund Act, 2012 (Art. 4.7.1.11).
8. Land Act, 2008 (Art. 4.8.2.1.1).
9. Code of Ethics and Integrity of Public Officials (Art. 4.1.3).

The enactment of the legislations above can be completed within 3 months.

In summary, no reforms in the economic sector have been done due to failure to establish and reconstitute the institutions mentioned above as well as non-devolution of powers and resources to the states and counties (Art. 4.1.6 and 4.1.5). This defeats the mandate of the R-TGoNU to reform South Sudan's economic and public sector (Art. 4.14.10) and is tantamount to non-implementation of critical tasks of the R-ARCSS.

Chapter V: Transitional Justice, Accountability, Reconciliation and Healing

The following institutions have not been established:

1. Commission for Truth, Reconciliation and Healing (CTRH) (Art. 5.1.1.1 and 5.2) (since the required law has been enacted, the Commission can be formed within 1 month. The work of CTRH transcends the Transitional Period, 6 years according to the Act).
2. Hybrid Court for South Sudan (HCSS) (Art. 5.1.1.2 and 5.3) (the A.U to provide the guidelines for the legislation within 3 months. The work of the Hybrid Court goes beyond the Transitional Period provided that the process has been started).
3. Compensation and Reparation Authority (CRA) (Art. 5.1.1.3 and 5.4) (works concurrently with the CTRH).
4. Compensation and Reparation Fund (CRF) (Art. 5.4.2.5) (Works concurrently with CRA and CTRH).

RMID



The AU Commission is urged to provide the required guidelines for legislation of the Act establishing the Hybrid Court for South Sudan (HCSS) (Art. 5.3.1.1).

Chapter VI: Parameters of Permanent Constitution

The following institutions and processes have not been done or are still pending (Art.1.25 and Art. 1.20.5, Art. 6.1, Articles.6.4 and 6.5):

1. National Constitutional Conference (Art. 6.6).
2. Preparatory Sub-Committee (Art. 6.6).
3. Constitutional Drafting Committee (Art. 6.9).
4. Constituent Assembly (Art. 6.5 and 6.11).
5. Amendment of the National Elections Act 2012 as amended, 2023 (Art. 1.20.6) and reconstitution of National Elections Commission accordingly.
6. The constitution making process is envisaged to be completed not later than 24 months following the establishment of the Transitional Period and shall be in place to guide the elections toward the end of the Transition (Articles 6.4 and 6.5).
7. National Elections to be conducted sixty (60) days prior to the end of Transitional Period in accordance with the Permanent Constitution (Art. 1.20.5).

IV. Other Matters of National Concern That Affect the Peace Process

1. Prevalence of Sub-national Violence among communities, and organized forces versus the communities, namely in Warrap State, Abyei Administrative Area, Western Bhar-El-Ghazal State, Pibor Administrative Area, Jonglei State, Upper Nile State, Lakes State, Eastern Equatoria State, Western Equatoria State, Central Equatoria State and Unity State.
2. Lack of transparency in the use of oil money.
3. The Rome Talks with the hold-out groups.
4. The conflict in the Sudan.
5. The impact of Climate Change.

There is a need to discuss these foregoing issues as they affect the Peace Implementation and the conduct of elections in South Sudan.

V. The Way Forward

In light of the above, the timelines for critical tasks that are prerequisites to the conduct of elections are as follows;

- a) Completion of Security Arrangements (Phase I and Phase II) (to be completed within 8 months);
- b) Permanent Constitution Making Process (to be completed within 24 months);
- c) Conduct of Population Census (to be carried out within 16 months);
- d) Judicial Reforms (to be completed within 8 months);

8

The SPLM/SPLA (IO) Position on the Implementation of The Roadmap: Political Bureau Meeting on 13th February 2024

RMTD




- e) Repatriation of Refugees and Resettlement of the Internally Displaced Persons (to be completed within 8 months);
- f) Transitional Justice Mechanisms (CTRH, CRA and Hybrid Court) (must be established within 4 months from now but their activities will transcend the Transitional Period);
- g) Dissemination of the Peace Agreement (R-ARCSS) (to be completed within 6 months);
- h) Reconstitution of independent Commissions and Institutions (to be completed within 1 month); and
- i) Pre-elections activities (require a minimum of 11 months especially voter registration).

Given the above-mentioned prerequisites, it is the Constitution Making Process which has the longest timeline that will determine the end of the Transitional Period and the other concurrent activities including setting the time for elections. In the light of this, it is imperative that the parties to the Agreement must dialogue among themselves in order to chart the way forward to allow for the implementation of these critical activities that are extremely important for peaceful and democratic end of the transition.

The SPLM/SPLA (IO) reiterates its full commitment to the implementation of the R-ARCSS as the only viable option for peaceful and democratic transition.

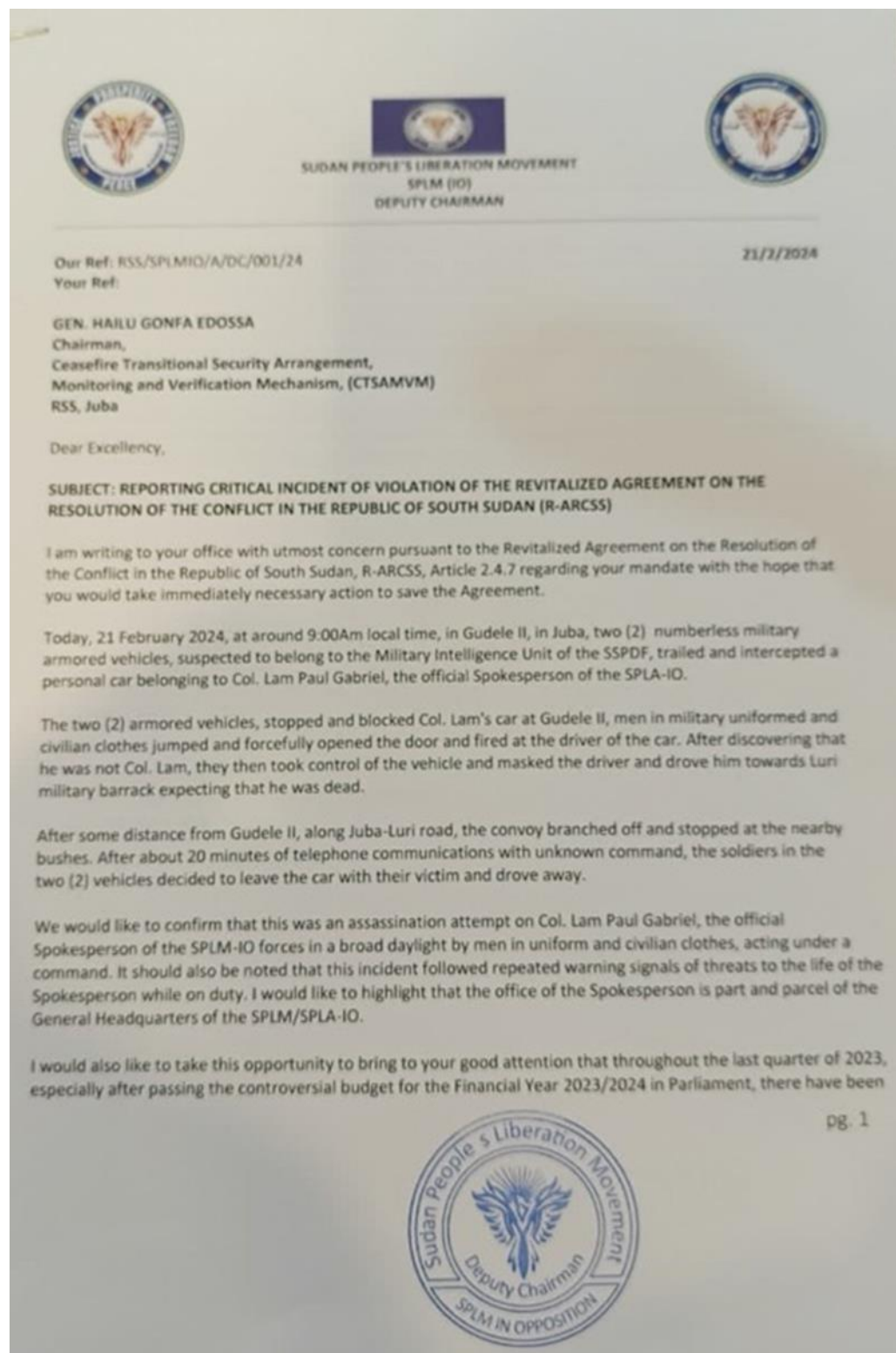
Signed,



Riek Machar Teny-Dhungor, PhD
Chairman and Commander-in-Chief, SPLM/SPLA(IO), and The First Vice President of the Republic.

13th February, 2024.

Annexe 9 : Déclaration du MPLS dans l'opposition sur l'attaque contre le porte-parole de l'APLS dans l'opposition, 21 février 2024



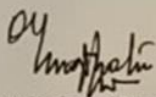
plots within the National Security Services and the Military Intelligence Unit of the SSPDF to temper with my personal security, and security of my offices and facilities. Consequently, there have been a number of incidences of harassment of my office staff and bodyguards, arrest and detention, vehicles seizures and searches, and disarmament just to humiliate and intimidate my office. This is displaying the highest level of hostilities in violation of the Cessation of Hostilities' Agreement (CoHA) signed in 2017, and therefore threatening the Permanent Ceasefire Agreement (PCA) signed in 2018.

Furthermore, over the past few months, there have been increase in military activities and build-ups in and around Juba and other parts of the country with clear intentions of violating the Permanent Ceasefire. While we have managed to foil some violations, others have gone under the bridge. The SSPDF has committed more violations of Security Arrangements in Nyuel-nyuel of Rubkotna County of Unity State, Nasir County of Upper Nile state, Kowari and Namurle payams of Terekeka County of Central Equatoria state, we are also getting reliable information that there are plans to attack and destabilize SPLA-IO Cantonments of Wuniliet (CES), Aswa (EES) and Irube (EES) respectively.

In light of the above violations and hostilities, I am writing to report this critical and unfortunate incident and developments which is threatening the very foundation of the Peace Agreement, as such, reversing the critical milestones we have so far achieved since 12 September 2018.

I would like to reiterate to your Excellency our unwavering commitment to the R-ARCSS and its implementation.

Yours sincerely,



Rt. Hon. Oyet Nathaniel Pierino
Deputy Chairman of the SPLM/SPLA-IO &
First Deputy Speaker -TNLA



Cc. Dr. Riek Machar Teny Dhurgon,
Chairman and Commander-In-Chief, SPLM/SPLA-IO
Cc. Dr. Ismail Wais, OSE
Cc. RJMEC
Cc. JDB
Cc. File

Annexe 10 : Document directif de l'Alliance de l'opposition du Soudan du Sud sur les élections, février 2024



SOUTH SUDAN OPPOSITION ALLIANCE (SSOA)

Date: 24 February 2024

SSOA'S POSITION ON THE UPCOMING ELECTIONS

The Chairperson of the South Sudan Opposition Alliance (SSOA), **Hon. Josephine Lagu Yanga**, convened a SSOA Leadership Council meeting on Saturday 24 February 2024 to discuss the position of SSOA on the upcoming elections scheduled for December 2024. The meeting was attended by the leaders of the constituent parties of the alliance as per the attached list.

After an extensive exchange of views, the meeting resolved as follows.

The Revitalized Agreement on the Resolution of the Conflict in the Republic of South Sudan (R-ARCSS) has brought to an end the devastating armed conflict that engulfed our country for years. Its objective was to bring about sustainable peace and usher in the country into a democratic era. To achieve this objective a number of activities with definite timelines were to be implemented in a transitional period of three years to effect reform and create a conducive atmosphere for democratic and peaceful elections; elections characterized to be free, fair and credible. Therefore, the transitional period was to end with the conduct of the elections in which the South Sudanese will elect their leaders.

For one reason or the other, the Parties could not implement the activities in the three years stipulated in the agreement. Hence, we agreed to push forward the time of the election towards the end of the transitional period by two more years from December 2022 to December 2024 in what became known as the Roadmap.

All Parties to the agreement are in the RTGoNU to implement the peace agreement, to get the tasks accomplished on time. If you look at the implementation matrix, all


FDP - NAS - NDM - PDM - SSNMC - SSPM - SSLM - SSUM - UDRA
 ssoa2018b@gmail.com / +211 920 607 065

the activities are done by all the Parties together. Therefore, there is an urgent need for dialogue that brings together all the signatories to R-ARCSS 2018.

SSOA contends that:

- 1- Our people are fed up with endless transitions and are yearning for elections to take place so that they can choose their leaders;
- 2- Elections are a requirement of the R-ARCSS and failure to hold elections is a violation of the same;

The position of SSOA is that we should aim at holding the elections as stipulated in the roadmap. For sure, there are prerequisites that can be implemented to render the elections in December 2024 worthy of the name. However, there certainly are others that must be discussed so that the Parties agree together about what can be done. Let us dialogue to see together how the transitional period can be ended peacefully in the way it should. Our people have suffered enough and they need a new beginning.


Hon. Josephine Lagu Yanga
Chairperson of SSOA.





SOUTH SUDAN OPPOSITION ALLIANCE (SSOA)

SSOA LEADERSHIP COUNCIL MEETING

DATE 24th Feb. 2024

VENUE Imperial Hotel

Attendance list

S/N	NAME OF LEADERS	NAME OF ORG.	SIGN.
01	Hussein. A. Akol	SSPM	
02	Denay Jack Chagor	SSUM	
03	Moro Isaac Jenebio	SSNMC	
04	Ukele Eddy	SSNMC	
05	Samuel Chan Mut	SSLM	
06	Lam Akol	NDM	
07	Josephine Lagu	PDM	
08	Julus Tabuley	NAS	
09	Changkuoth B. Relk	FDP	
10	Dei Tut Weang	UDRA	
11			
12			
13			

FDP - NAS - NDM - PDM - SSNMC - SSPM - SSLM - SSUM - UDRA
ssoa2018b@gmail.com / +211 920 607 065

Annexe 11 : Déclaration de l'Union des journalistes du Soudan du Sud sur la fermeture du quotidien Al Watan, 5 décembre 2023



December 05th 2023

PRESS RELEASE
FOR IMMEDIATE RELEASE

UJOSS demands for unconditional re-opening of Al-Watan Arabic Daily Newspaper

(Juba December 05, 2023) On November 24th, 2023, at around 3pm, some personnel from the National Security Service went to the office of Al-Watan Newspaper, ordered journalists to vacate the building, the personnel then locked-up the office.

The Newspaper was ordered not to publish until further notice, this act has now left 10 journalists jobless, let alone distributors. The consumers of the Newspaper are denied access to information.

According to the management of the Newspaper, on November 11th 2023, it received an advertisement that was paid for by a then South Sudan's National Minister, the advertisement was placed in the Newspaper the following day and some members of National Security Service raised concern about that advertisement.

UJOSS thus calls for unconditional re-opening of the newspaper and urges any aggrieved party to take his/her case to the National Media Authority which is a body constitutionally mandated to handle any issue regarding media in the country.

The closure of the Newspaper is a violation of Transitional Constitution of South Sudan 2011, as amended, Article 24 on Freedom of Expression and Article 32 on Access to Information.

OYET PATRICK CHARLES



Chairperson, Union of Journalists of South Sudan.

oyet@u-joss.org

oyetpatrick12@gmail.com

oyetp@featurestory.com

+211925440019/+211915130165



Annexe 12 : Communiqué de presse de l'Association pour le développement des médias sur le matériel dont disposent les médias, 11 août 2023



Media Advocacy & Resource Centre, Kokora Road, Juba-South Sudan. Tel: +211 (0) 929 807 807

E-mail: info@amdiss.org Website: <http://www.amdissmedia.net>

Press Release

AMDISS is concerned over the confiscation of media equipment

Juba, August 11, 2023—AMDISS is deeply concerned over the confiscation of the media equipment that belong to Eye Radio and City Review Newspaper.

This afternoon, AMDISS learned with dismay the incident that took place at the parliament where media equipment were confiscated from two reporters, one from Eye Radio and another from City Review.

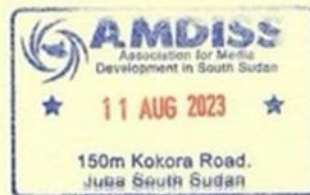
This action amounts to violation of the media freedom guaranteed and enshrined in the National Transitional Constitution of South Sudan amended 2011 and the Media Authority Act 2013.

AMDISS calls for immediate intervention from the Media Authority to ensure that the equipment are returned to the said media houses.

If there is any disputes, AMDISS requests that it should be resolved through dialogue.



AMDISS is a member-based media organization in South Sudan formed in 2003 to work towards creating an enabling environment for media freedom through advocacy and dialogue with stakeholders.

For more information on this press release, contact us on info@amdiss.org or call +211922814414



Developing the Media in South Sudan

Annexe 13 : Circulaire du Gouvernement de l'État de Jonglei sur les restrictions aux médias, 8 janvier 2024


REPUBLIC OF SOUTH SUDAN
GOVERNMENT OF JONGLEI STATE
MINISTRY OF INFORMATION & COMMUNICATION
DIRECTOR-GENERAL'S OFFICE


REF: MOIC/DG/JSIM/78-A-1 DATE: 08/Jan/2024

Circular

All State Government Institutions, NGOs, Private Companies, Individuals or whom it may concern.



Subject: Notification

All public and private announcements in Jonglei state HQs have to be documented and approved by the State Ministry of information and communication before the announcement.

This serves to inform all state government institutions, NGOs, private sectors and Individuals in Bor town that all public announcements (through microphone or radio) have to be firstly directed to the ministry of Information and communication.

You are kindly requested to bring your announcement to the State Ministry of Information and Communication's **Information Department** for documentation and approval before announcing it.

Your full cooperation will highly be appreciated

Mhamad Chuol Peter
Director-General
Ministry of Information and Communication

Cc: Hon. Minister-MOIC
Cc: Secretary General- JS
Cc: Security Agencies
Cc: Radio Jonglei 95.9
Cc: Microphone Announcers

File

TEL: +211929557795 WHATSAPP: +211910630312 EMAIL: mchul777@gmail.com

Annexe 14 : Déploiement des Forces unifiées nécessaires depuis Luri, 15 novembre 2023

On 15 November 2023, the government announced that a first group of Necessary Unified Forces (NUF) was being formally deployed. In a public ceremony held at a military facility in Luri, near Juba, a “battalion sized”²⁹⁷ force of several hundred soldiers departed for deployment to Upper Nile State. According to reports received by the Panel, forces started arriving in Malakal, by air and boat, as of 22 November 2023. Photographs indicate that the deployed forces included several women with young children.

The NUF forces, deployed as a battalion of the SSPDF, were drawn from training centres in the Equatorias and Jonglei State.²⁹⁸ One SPLA-IO officer told the Panel that several hundred of the deployed forces were SPLA-IO forces drawn from the Maridi training centre in Western Equatoria.²⁹⁹ The same officer told the Panel that the SSPDF forces in Maridi had, however, remained in Western Equatoria, as had fighters under the command of General James Nando.

²⁹⁷ The number of NUF deployed has varied considerably, generally ranging from 750 to 1,000. See, for example, journalist covering the event, 15 November: <https://twitter.com/PonnieSheila/status/1724766572353405314>; Radio Tamazuj, First group of 1,000 unified forces deployed to Upper Nile State, 15 November 2023. Sudans Post, South Sudan deploys first 750 troops from unified forces to Tonja, 15 November 2023.

²⁹⁸ Statement released by the SSPDF, 16 November 2023, on file with the Panel.

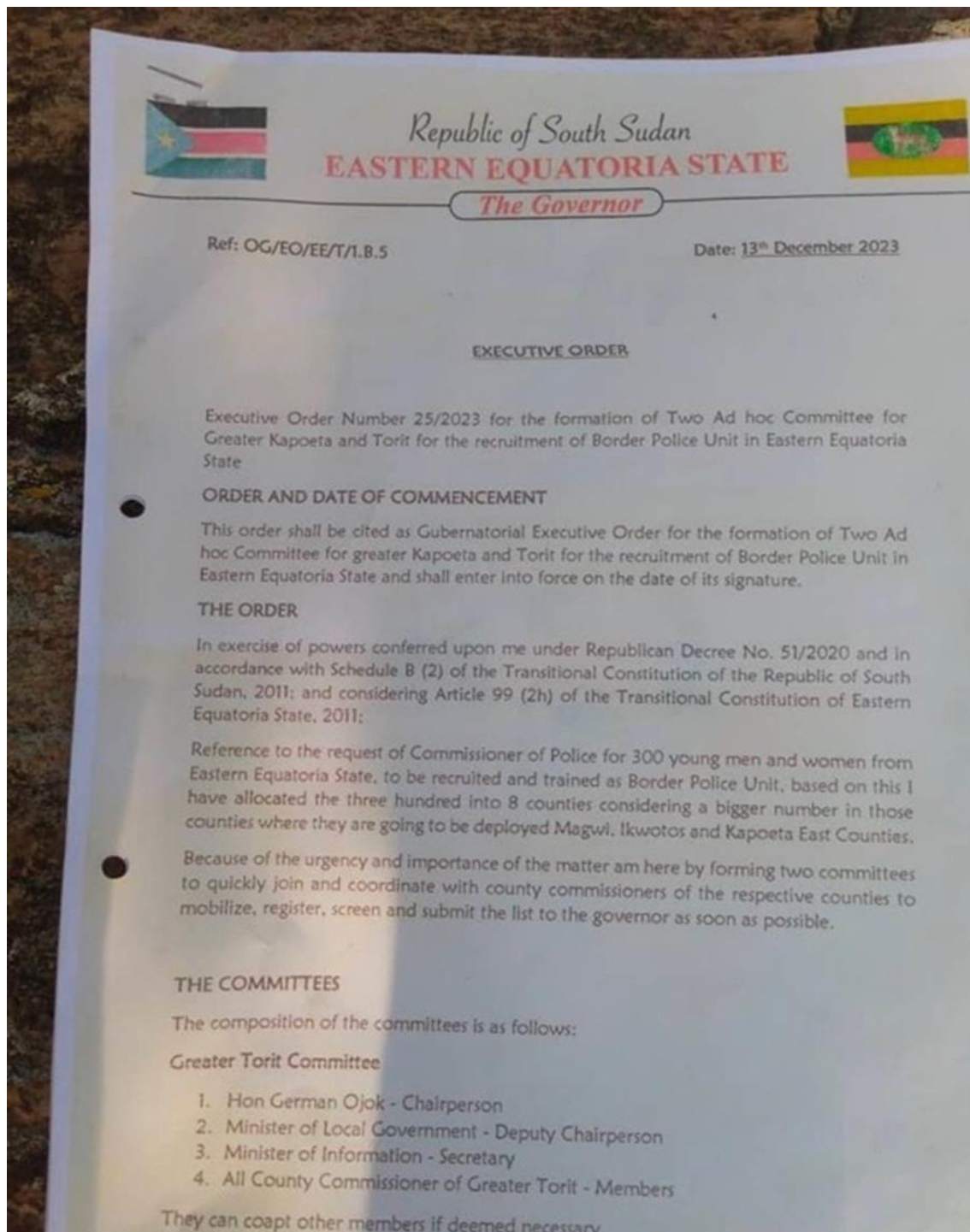
²⁹⁹ Interview with an SPLA-IO officer in Western Equatoria, November 2023.





Source: images gathered from South Sudanese media outlets that attended the graduation ceremony.

**Annexe 15 : Ordonnance de recrutement du Gouvernement de
l'État de l'Équatoria-Oriental, 13 décembre 2023**



Greater Kapoeta Committee

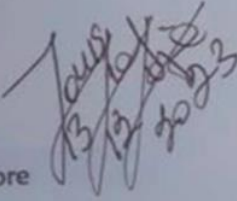
1. Hon. Charles Lokonoi – Chairperson
2. Hon Minister of Health – Deputy Chairperson
3. Hon. Chairperson Peace Commission and Conflict Resolution - Secretary
4. All County Commissioner of Greater Kapoeta - Members

They can coapt other members if deemed necessary

TERMS OF REFERENCE

1. Mobilize, register and screen people who are fit for the recruitment of Border Unit
2. Ensure all the Payams and Bomas are included in the exercise
3. Register and submit the list to the Governor as soon as possible

Issued under my hand and the seal of Eastern Equatoria State, this 13th day of Decemr the year 2023 A.D.


Louis Lobong Lojore
The Governor
Eastern Equatoria State-Torit



**Annexe 16 : Cérémonie de remise de diplômes de la police,
Djouba, février 2024**



**Annexe 17 : Déclaration de Thonyor par la faction de la
Déclaration de Djouba, 7 octobre 2023**

REPUBLIC OF SOUTH SUDAN

7TH.OCTOBER. 2023

PRESS STATEMENT

**SUBJECT: DECLARATION TO WITHDRAW OUR SUPPORT FROM SUDAN
PEOPLE'S LIBERATION MOVEMENT/ARMY – IN OPPOSITION (SPLM/A -
IO) TO THE SOUTH SUDAN PEOPLE' DEFENSE FORCE/SPLM.**

This declaration serves to bring into your attention my fellow compatriots and comrades that we the undersigned High-Ranking Officers, Officials and soldiers have fully taken a bold decision to Leave SPLM/A – IO under Leadership of Dr. Riek Machar Teny to the SSPDF/SPLM under Leadership of H.E Gen. Salva Kiir Mayardit, President of the Republic of South Sudan from the effect of today 7th October 2023.

In regard to the above-mentioned subject, the recent re-appointment of Hon. **Angelina Teny as National Minister of Interior**. This move exacerbated our humiliation and frustration which in this way has found us disappointed and we do think about it a lot.

My dear comrades, fellow country men and women; we the High-Ranking Officers proudly served in the Sudan People's Liberation Movement/Army in Opposition for the right cause over the past decade under the Leadership of Dr. Riek Machar Teny. We do hereby politely remind you that, the contribution of my colleagues and I and everyone in the Movement was measured in lives of people. We served under Dr. Riek Machar's Leadership for 70% of our lives and we were satisfied during the struggle.

Now, the peace was revitalized in 2018 reinstated him as First Vice President of the Republic of South Sudan. And thank God we are in the midst of the Implementation Processes in a search for a lasting peace. However, my comrades! My fellow compatriots! We felt disappointed in our service, we felt overlooked in our tireless effort, and we felt betrayed in our loyalty.

With my colleagues and everyone under Dr. Riek Machar's Toxic Nepotism Leadership, we realized how waste of unrecovered effort and time that we regret ever

with substantial proved based - evidence looking-back how Dr. Riek used us as granted tools to protect his personal interest. Ladies and Gentlemen, my former boss has a character of never considering our professions and values to have equal right to enjoy the privileges of the Country we fought for. My dear comrades, where is the vision of the party? In my thought, I reckon the vision is blown away with the wind. It is indeed unfortunate for the party Leadership to lose the Direction and Vision to simultaneously practice Dictatorial Tendency leaving the party's cadres out heartbroken in his nepotism devolution of powers.

Lastly but not the least, as far as I am concerned, as High-Ranking Officers and others whom felt the same edge of sharp sword of humiliation; today we have decided to Switch Off our Loyalty from the SPLM/A-IO to SSPDF/SPLM in which I was one of the founders as shield one(1) of Jamus Battalion with the effect from today's 7th.October.2023.

Without hesitation, with due all the respect; on behalf of my comrades and on my behalf we deserve the right to have disagreed due to the following mentioned grievances and reasons which led our break away from SPLM/A -IO to the SSPDF:

❖ **POLITICAL AND MILITARY MARGINALIZATION:**

Dr. Riek does not empower others thinking they could be at the same level with him and he fears that anyone he empowered would out weighted him. He only prioritizes Junior Officers over Senior Officers which is the **violation of political and military hierarchy.**

❖ **NEPOTISM IN THE SPLM/A-IO:**

Dr. Riek Machar is a man who only favors assigning or deploying his close relatives. He made the national movement as his family affairs with the aim of making himself richer.

❖ **POWER GREED:**

Dr. Riek is power greed. He only worries about his position and his wife Angelina's position. He does not care about others getting positions as well.

❖ **IGNORING THE HEALTH OF HIS PEOPLE:**

Dr. Riek does not care about the suffering of his supporters from sickness unless they are dead and then he helped in the transfer of the dead body as well as funeral rites

❖ **DICTATORIAL TENDENCY:**

Dr. Riek has got a character of not being liberal. He does not accept the opinion of others except his wife. He fears the truth and he dislikes you more when you try to correct his opinion.

❖ **ILLUSIVE VISION:**

Dr. Riek Machar has been deceiving the entire Nuer Community that he was prophesied by Prophet Ngundeng Bong to rule the Republic of South Sudan when the time is right.

❖ **LACK OF MONITORING, EVALUATION AND ACCOUNTABILITY:**

Dr. Riek Machar can give you power and do whatever you wish with it. He cannot follow you up, neither does he evaluate your actions and if you are found guilty of mismanaging the movement's resources he does not hold you accounted.

Lastly but the least, on behalf of others; I pledge and promise to support SSPDF/SPLM together with the right of our country men and women under Leadership of H.E Gen. Salva Kiir Mayardit, president of the Republic of South Sudan to take the Country to the next level and support the upcoming national general elections to be exercised without fear.

Despite our grievances that led to switching off our loyalty, we continue urging all peace Partners, our Forces in their respective bases and all Citizens to remain calm as we believe to work toward addressing outstanding matters in the signed peace agreement. We do also stress our common Citizen to live with hope to restore love, peace, Unity and live in harmony with each other in our beloved nation.

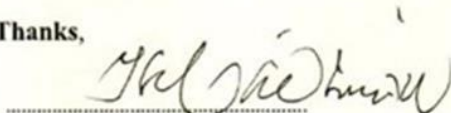
God bless South Sudan!

God bless the people of South Sudan!

General Salva Kiir Mayardit oh yee!

South Sudan oh yee!

Thanks,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Simon Maguek Gai Majak', written over a dotted line.

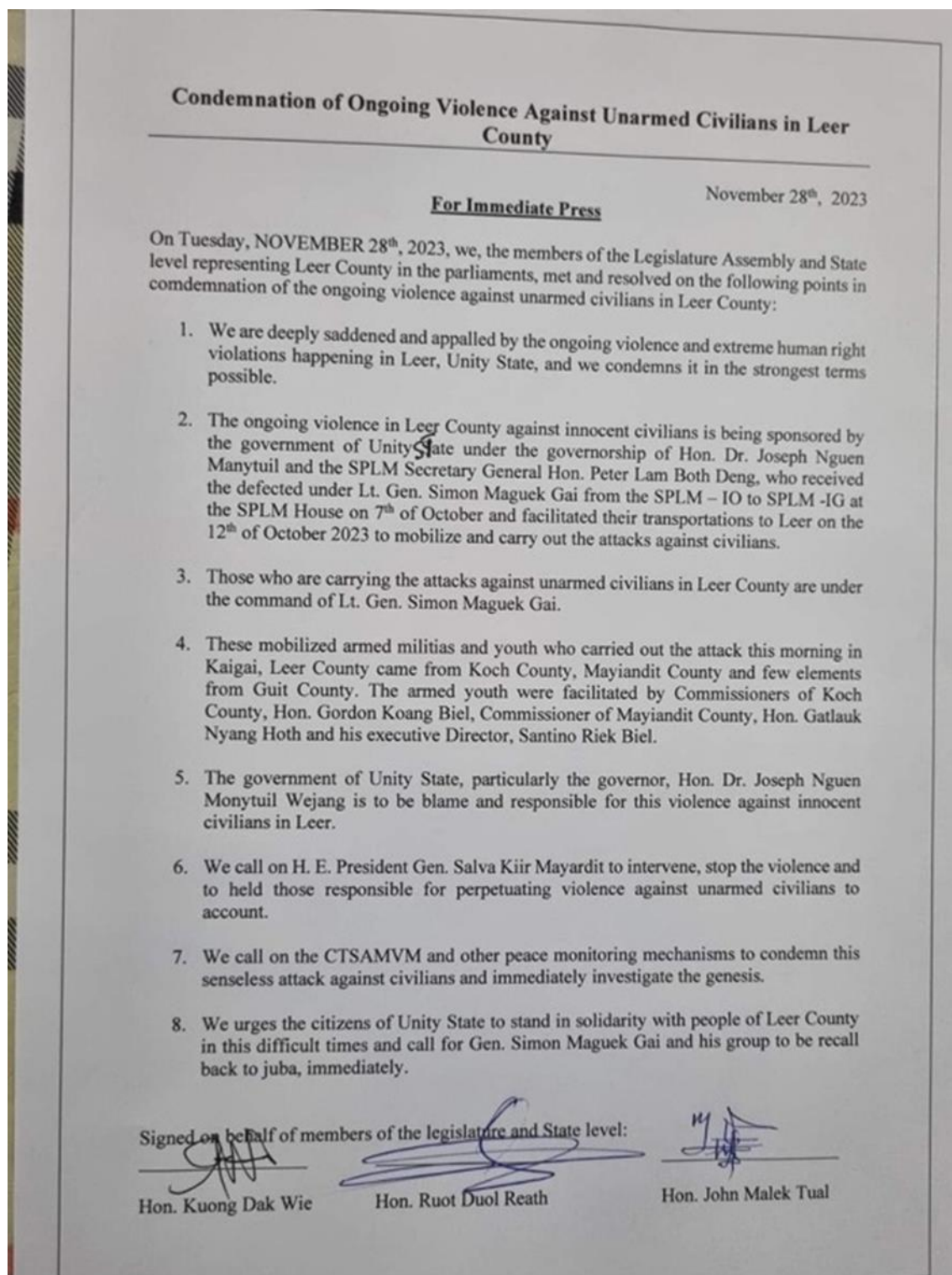
LT. GEN. SIMON MAGUEK GAI MAJAK

FORMER SECTOR TWO COMMANDER-


UNITY STATE SPLM/A-IO

HEAD OF SPLM/A-IO JUBA DECLARATION FACTION


**Annexe 18 : Déclaration de députés du Parlement de l'État
concernant la violence contre les civils dans le comté de Leer,
28 novembre 2023**



Annexe 19 : Ordre ministériel du Gouvernement de l'État de l'Unité, 4 novembre 2023



Republic of South Sudan
Unity State – Bentiu
Ministry of Local Government and Law Enforcement Agencies
Minister's office



Ref: USB/SMOLG/LEA/50/D/1 Date: 04/11/2023

THE GOVERNMENT OF UNITY STATE
The Ministerial Order No (06) 2023 for the immediate relocation of Division 4A Commander back to Tong Cantonment Site and the relocation of two (2) Generals to the specified Military bases.

TITLE AND COMMENCEMENT
This order shall be cited as Ministerial order No: (06) 2023 AD for the immediate relocation of Division 4A Commander back to Tong Cantonment Site and the relocation of two (2) Generals to the specified Military bases, with an immediate effect from the date of its signature by the Acting Governor and Hon. Minister, in the State Ministry of Local Government and Law Enforcement Agencies in the Government of Unity State.

1. THE ORDER
In exercise of the powers and function conferred upon me by the Interim Constitution of the Republic of South Sudan Article (50) (A) and Local Government Act 2009, Section (66) (4) and (125) (C). I **Hon. William Dak Koch Manykuer**, the Acting Governor and Hon. Minister, in the State Ministry of Local Government and Law Enforcement Agencies in the Government of Unity State-Bentiu. Do hereby issued this Ministerial order No (06) 2023 AD for the Immediate relocation of Division 4A Commander back to Tong Cantonment Site and the relocation of two (2) Generals to the specified Military bases. This is only to avoid violent and military confrontation. With an immediate effect from 4th day of November 2023 AD.

Their names and locations are hereunder:-

S/N	Rank	Name in full	Location	Remark
1	Maj.Gen	John Turuk Khor	Tong Cantonment Site	
2	Maj.Gen	Wun Tisp	Guit County Headquarter	
3	Brig.Gen	Gatluak Kuol	Tong Military Base	

This made under my hand in Bentiu on 4th day of November 2023 AD.

Sign.....
Hon. William Dak Koch Manykuer
The Acting Governor,
Minister, in the State Ministry of Local Government and Law Enforcement Agencies
Government of Unity State-Bentiu

cc: H.E. The Governor
cc: Peace and Security Advisor
cc: 4th Infantry Division Commander
cc: SPLA IO Sector Commander
cc: Acting Police Commissioner
cc: Director of National Security, Unity State
cc: Acting HOFO UNMISS
cc: CTSAM
cc: File

Tel: +211914442477/+211929384147

**Annexe 20 : Lettre de S.E.M. William Ruto, Président du Kenya,
invitant à des médiations au Kenya, 5 janvier 2024**



STATE HOUSE

P.O. Box 40530

NAIROBI, KENYA

5th January, 2024

Dear Hon. Unvu,

I am honoured to convey to you, on behalf of the Government and the people of the Republic of Kenya, New Year's greetings and best wishes for 2024.

The Government of Kenya is in receipt of a letter from the President of the Republic of South Sudan, His Excellency Salva Kiir Mayardit, sharing with me, as the leader of a brotherly nation, the progress of the mediation talks between the Government of South Sudan and members of the South Sudan Opposition Movements Alliance (SSOMA) that have been hosted by the Community of Sant'Egidio in Rome, Italy since 2020.

I take this early opportunity to thank you for showing remarkable leadership and commitment towards peace and stability in South Sudan. Through your participation in the Sant'Egidio peace talks, major milestones have been achieved in the search for lasting peace and inclusive development in South Sudan and our region as a whole.

In his letter under reference, President Mayardit has kindly requested me to continue the talks from where the Community of Sant'Egidio has reached and to host the remaining phase of the process in Kenya. I have already written to the Community of Sant'Egidio thanking them for their generous support and seeking their partnership and cooperation with us in concluding the talks.

It is for this reason that I am writing to kindly inform you of this development and to seek your concurrence and support in bringing the talks to Kenya, which remains your second home. As soon as we hear back from you, we shall make the necessary arrangements towards welcoming you to Nairobi for pre-negotiation consultations. I look forward to working with you towards achieving a fair and just conclusion of the process to the satisfaction of all the parties and the people of South Sudan.

The Government of Kenya renews to you the assurances of its highest consideration.

**WILLIAM SAMOEI RUTO, PhD
PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF KENYA**

**HON. VAKINDU UNVU
CHAIRMAN, SOUTH SUDAN NATIONAL MOVEMENT FOR CHANGE**

Annexe 21 : Réponse des groupes d'opposition non signataires sud-soudanais au Président Ruto

27th January 2024

His Excellency, Dr. William Samoei Ruto
President of the Republic of Kenya

Dear President Dr. Ruto,

We the leaders of the National Salvation Front (NAS), National Democratic Movement - Patriotic Front (NDM-PF), and the South Sudan National Movement for Change (SSNMC) are honored to convey to you, on behalf of the peace-loving people of South Sudan, our best wishes for the New Year 2024.

Excellency,

We acknowledge receipt of your letter **dated 5th January 2024** in which you offered to mediate and host peace negotiations between us, the **Non-Signatory South Sudan Opposition Groups (NSSOG)** and the Government of South Sudan.

Your Excellency,

We would like to first thank you and appreciate your gesture to contribute to the quest for peace and stability in South Sudan by your offer to mediate and host negotiations. It is a true reflection of the Kenyan spirit of solidarity and altruism that our people appreciate. Kenya has always opened its borders to South Sudanese in their times of great need for many decades and continues to do so at present.

Your Excellency,

The **Non-Signatory South Sudan Opposition Groups (NSSOG)** are committed to genuine dialogue as the best means of resolving the conflict in the country. The NSSOG hold the conviction that sustainable peace in South Sudan can only be achieved by addressing **the root causes of the conflict in the country** in such a dialogue. Because of this conviction, the NSSOG responded positively to the initiative of the Community of Sant'Egidio to mediate in the conflict and host peace negotiations in Rome. The Rome Initiative, which was launched in 2020, has been on-going, bringing together the opposition groups and the Government of South Sudan in frank and genuine discussions, in an environment conducive to all the parties. In our last meeting, the Government Delegation requested time for them to return to Juba to consult but unfortunately to date, we have not heard from them. It is very unfortunate that instead of returning to the negotiations table after consultations, they decided to turn their back on the negotiations.

Excellency,

Your acceptance to mediate and host negotiations in search of peace in South Sudan is indeed a commendable gesture. While we appreciate this gesture, we would also like to inform you that we were surprised by it as the President of the Government of South Sudan has not presented to us or the Community of

Sant'Egidio his intention towards the Rome Initiative prior to making his request to you. During the several rounds of discussions between us and the Government, our differences have always been on the substantive issues under discussions and nothing on the mediation and the venue.

Lastly, we wish to assure you of our readiness to participate in pre-negotiation consultations which we prefer to be convened in Rome, Italy.

We avail to you the assurances of our highest consideration.



Gen. Thomas Cirillo Swaka
Chairman and Commander-in-
Chief,
National Salvation Front
(NAS)

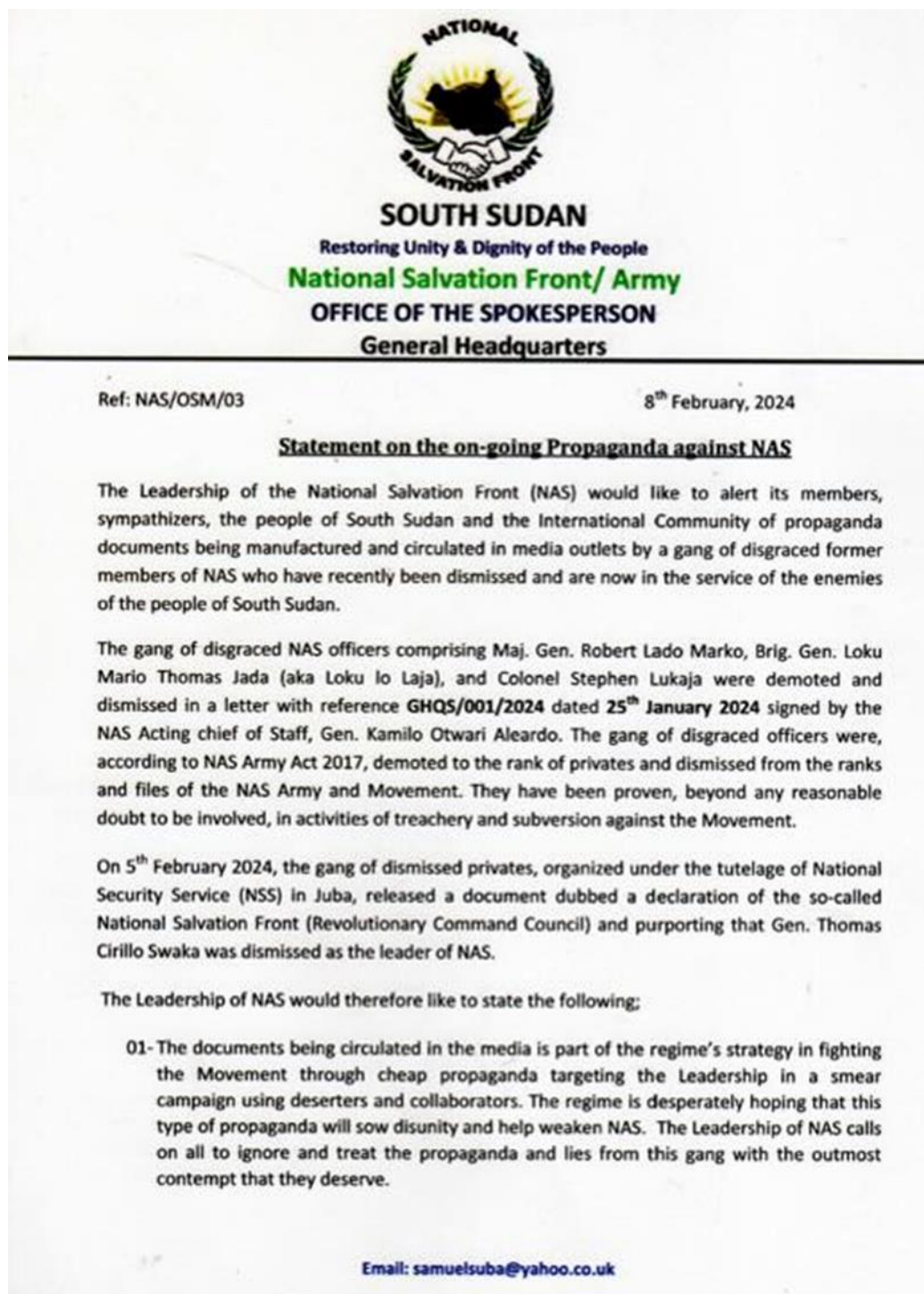


Amb. Emmanuel Ajawin
Chairman,
National Democratic
Movement - Patriotic Front
(NDM-PF)



Mr. Alex Yatta Lukadi
Chairman,
South Sudan National
Movement for Change
(SSNMC)

Annexe 22 : Déclaration du Front national de salut sur les défections, 8 février 2024



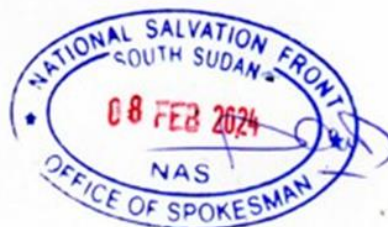
- 02- The National Salvation Front is strong and united in its political, military, civil administration and diplomatic structures under Gen. Thomas Cirillo Swaka, the Chairman and Commander-in-Chief of NAS/Army. All NAS organs inside and outside the liberated areas are functioning normally in pursuing their revolutionary duties.
- 03- The Leadership of NAS is aware that the failed regime of Salva Kiir is trying hard to divide the opposition, especially NAS, to achieve the objective of maintaining the status quo in the country. The regime is desperately hoping that the Movement will split and it will present the sell-outs, masquerading as NAS, in negotiations to sign yet another flawed agreement with them. The disgraced gang is now holed up in their hideouts waiting to be staged in Nairobi peace talks as NAS representatives and eventually end up in Juba. The regime has time and again tried this strategy for the last six years against the Movement but NAS remains formidable and growing stronger.
- 04- The on-going propaganda is part of a sinister strategy to back the regime's pursuit of unjust peace. The regime's tactic of the sudden intention to change the mediation and venue of the current peace initiative from Santi'Egidio in Rome Italy to Kenya is the replica of an old script used when peace talks were shifted from Addis Ababa to Khartoum in 2018 where negotiations were conducted by use of threats and intimidations and the opposition camp was raided and split up.
- 05- The Leadership of NAS has credible intelligence that the gang is now being supported by some South Sudanese opposition figures including a Nairobi-based senior South Sudanese opposition figure who helped draft their so-called declaration and their letter to H.E. President William Ruto where they were begging to be invited to negotiations in Kenya.
- 06- NAS Leadership assures its members, sympathizers, the people of South Sudan, the region and the International Community that no amount of cheap propaganda, blackmail, lies or intimidation can deter the Movement of its resolve in pursuing the noble cause of the struggle for freedom, rights and dignity of our people.
- 07- The recent actions and behavior of the regime of Salva Kiir indicates how frail and exhausted the regime is and for this reason its desperation soliciting for political bail-out to survive. NAS urges its members to be vigilant and steadfast in the struggle at this critical moment. What we are witnessing now are the last kicks of a dying regime!

08- The National Salvation Front is committed to achieving sustainable peace in South Sudan by peaceful resolution of the root causes of the conflict through an inclusive dialogue in genuine and credible negotiations.

Suba Samuel Manase

Spokesperson,

National Salvation Front (NAS)



Annexe 23 : Liens entre des Sud-Soudanais et le conflit en cours au Soudan

The Panel has confirmed that a number of South Sudanese have engaged in the ongoing conflict in Sudan, with some South Sudanese fighting both for the RSF and the SAF. Most of these South Sudanese fighters, including some senior officers, appear to have joined the conflict opportunistically³⁰⁰ and are not operating in any official capacity or as part of any officially sanctioned operations. Others appear to have been forcefully recruited by the warring parties in Sudan.³⁰¹

One senior South Sudanese officer, fighting under General Hemedti's RSF command in Khartoum, indicated that dissatisfaction with the political and military situation in South Sudan has also played a role in motivating some South Sudanese fighters. He told the Panel that the war in Sudan provided a clarity of purpose that had long eluded him in South Sudan's politics.³⁰² Separately, the Panel was told about several young South Sudanese men who were recruited to join various units while fleeing violence,³⁰³ or who volunteered to participate, and were largely driven by revenge and "looking for ways to settle their issues."³⁰⁴

While it is challenging to assess the overall numbers, senior South Sudanese government officials have confirmed the participation of several "mercenaries"³⁰⁵ of South Sudanese origin in the Sudan conflict and have cautioned that this may trigger further illicit movement of firearms across the Sudan-South Sudan border.³⁰⁶

Concerns about further recruitment and the movement of fighters have persisted across the length of the Sudan-South Sudan border. Significant mobilisation³⁰⁷ and diversion of food aid³⁰⁸ in support of the fighting in Kurmuk, in Blue Nile State of Sudan has, for example, occurred in the Doro refugee camp in Maban in Upper Nile State, South Sudan. Representatives of the Abdelaziz al-Hilu faction of the armed group SPLM-North, a group that actively engaged in fighting in Sudan, now hold key leadership positions in at least one of Maban's four refugee camps. This has, according to some, given the faction opportunities to mobilise Sudanese refugees in at least one location in Upper Nile State.³⁰⁹

The ongoing conflict in Sudan has also largely unravelled the Juba Peace Agreement signed in 2020, a South Sudanese-led peace effort to reconcile former Darfuri rebel groups, as several signatory commanders have announced their decisions to join the

³⁰⁰ Video of captured South Sudanese individuals, on file with the Panel, dated April 2023. Interview with a South Sudanese commander in Khartoum, August 2023. See also, Sudans Post, Ex-South Sudan lawmaker, others fighting alongside RSF in Sudan, 30 August 2023: <https://www.sudanspost.com/ex-south-sudan-lawmaker-others-fighting-alongside-rsf-in-sudan/>.

³⁰¹ Interviews with humanitarian and local analysts in Northern Bahr el Ghazal and Western Bahr el Ghazal, October 2023.

³⁰² Interview with a South Sudanese commander in Khartoum, August 2023.

³⁰³ Interview with two local analysts in Northern Bahr el Ghazal State and Western Bahr el Ghazal State who conducted focus group discussions and interviews with returnee households, October 2023. Interviews with government officials in Raja County in Western Bahr el Ghazal, conducted by observers, reviewed by the Panel, September 2023.

³⁰⁴ Interview with a local humanitarian observer in Western Bahr el Ghazal operating on the Sudan border, October 2023.

³⁰⁵ Radio Miraya interview with South Sudan's Minister of Interior, Angelina Teny, 30 November 2023: <https://www.facebook.com/radiomiraya/videos/1518205712359908>.

³⁰⁶ Ibid. See also, Sudans Post, Interior minister admits involvement of South Sudanese in Sudan conflict, 4 December 2023: <https://www.sudanspost.com/interior-minister-admits-involvement-of-south-sudanese-in-sudan-conflict/>.

³⁰⁷ Interviews with four humanitarian observers based in Maban, September to October 2023.

³⁰⁸ Ibid.

³⁰⁹ Ibid.

fighting in Sudan.³¹⁰ This has, in turn, emboldened some South Sudanese non-signatory parties, such as the South Sudan People's Movement/Army. The group's commander, Stephen Buay, believes there is now "a market"³¹¹ for new military partnerships with holdout groups like his. Even though several of Buay's officers were extradited to South Sudan by RSF soldiers in 2022, which eventually led to their extrajudicial killings,³¹² Buay stated that "rebellion is about surviving in different ways."³¹³

For others like sanctioned individual Simon Gatwech Dual (SSi.002) and Johnson Olony, both representing different Kit-gwang factions with historical ties to Khartoum, the conflict in Sudan has meant losing critical access to logistical support. Forced to reset, Olony transferred his loyalties to Juba. Gatwech, on the other hand, stated that the Sudan conflict has "created opportunities as well as challenges"³¹⁴ and that his group's overall priorities vis-à-vis South Sudan remain "unchanged."³¹⁵ He also confessed that many of his Sudan-based fighters have returned to South Sudan as part of the mass exodus of returnees.³¹⁶ Several of Gatwech's senior officers were recently detained near the border after joining the RSF, and were handed over to South Sudanese officials in Upper Nile State.³¹⁷

³¹⁰ SudanDarfur movements: "We renounce our neutrality", 16 November 2023: <https://sudanwarmonitor.com/p/darfur-movements-we-renounce-our>.

³¹¹ Interview with Stephen Buay, October 2023.

³¹² See the Panel's interim report S/2022/884 published 1 December 2022.

³¹³ Ibid.

³¹⁴ Interview with Simon Gatwech Dual (SSi.002) and several senior representatives from his faction, September 2023.

³¹⁵ Ibid.

³¹⁶ Ibid.

³¹⁷ Correspondence with Gatwech's military spokesperson and other senior representatives of his group, December 2023. Reports by observers in Upper Nile State, December 2023, reviewed by the Panel. See also, Sudans Post, South Sudan rebel generals detained and deported from Sudan over alleged RSF links, 12 December 2023: <https://www.sudanspost.com/south-sudan-rebel-generals-detained-and-deported-from-sudan-over-alleged-rsf-links/>.

Annexe 24 : Lettre de condamnation de la communauté Twic Mayardit, 16 novembre 2023



TWIC MAYARDIT COMMUNITY LEADERSHIP
IN JUBA

Date: 16 Nov, 2023

Sub: Condemnation Letter on the barbaric and cowardice attack by armed Ngok Dinka of Abyei of Kordofan on SSPDF Base in Ayuok Village of Twic County.

Twic Mayardit Community Leadership in Juba is deeply shocked and saddened by the Ngok Dinka of Abyei barbaric and cowardly attack on SSPDF base in Ayuok village of Twic County on the 13th /11/2023.

Twic Mayardit Community Leadership hereby condemns in the strongest terms possible this heinous and cowardice attack on our National Army. We express our deepest condolences and our sympathy with the families of the fallen heroes who were killed by same people they had sacrificed their lives to protect since 1983. In same note, we stand in solidarity with the general headquarters of SSPDF in Juba on the lost of their comrades.

Twic Mayardit Community Leadership in Juba hereby renews its call to the two administrations of Warrap state and Abyei to adhere, obey and implement the orders of H.E the President of Republic Gen. Salva Kiir Mayardit issued in Akon Warrap State on the 20th March, 2023 for creation of a buffer zone between the two areas and that, the Abyei Administration must relocate to the North of Kiir River.



Since the orders of H.E the President are not being implemented and the Abyei Administration continue to illegally operate South of Kiir River where they have been launching attacks on Twic villages and SSPDF bases, the Twic Mayardit community will be left with no choice rather than moving back to all its areas of South of Kiir River.

As a law- abiding community, and in respect to the directives of H.E the President of the Republic, we requested our people to evacuate Aneet on 10/10/2022 to give chance for SSPDF to create the buffer zone and deploy forces accordingly. On this and because of the continued aggression by Ngok Dinka of Abyei, we warn that any further attacks on our villages and SSPDF bases on the South of River Kiir, will lead to the closer of Agok airstrip which is used by the so called Abyei Brigade to receive the ammunition.



CC. UNISFA

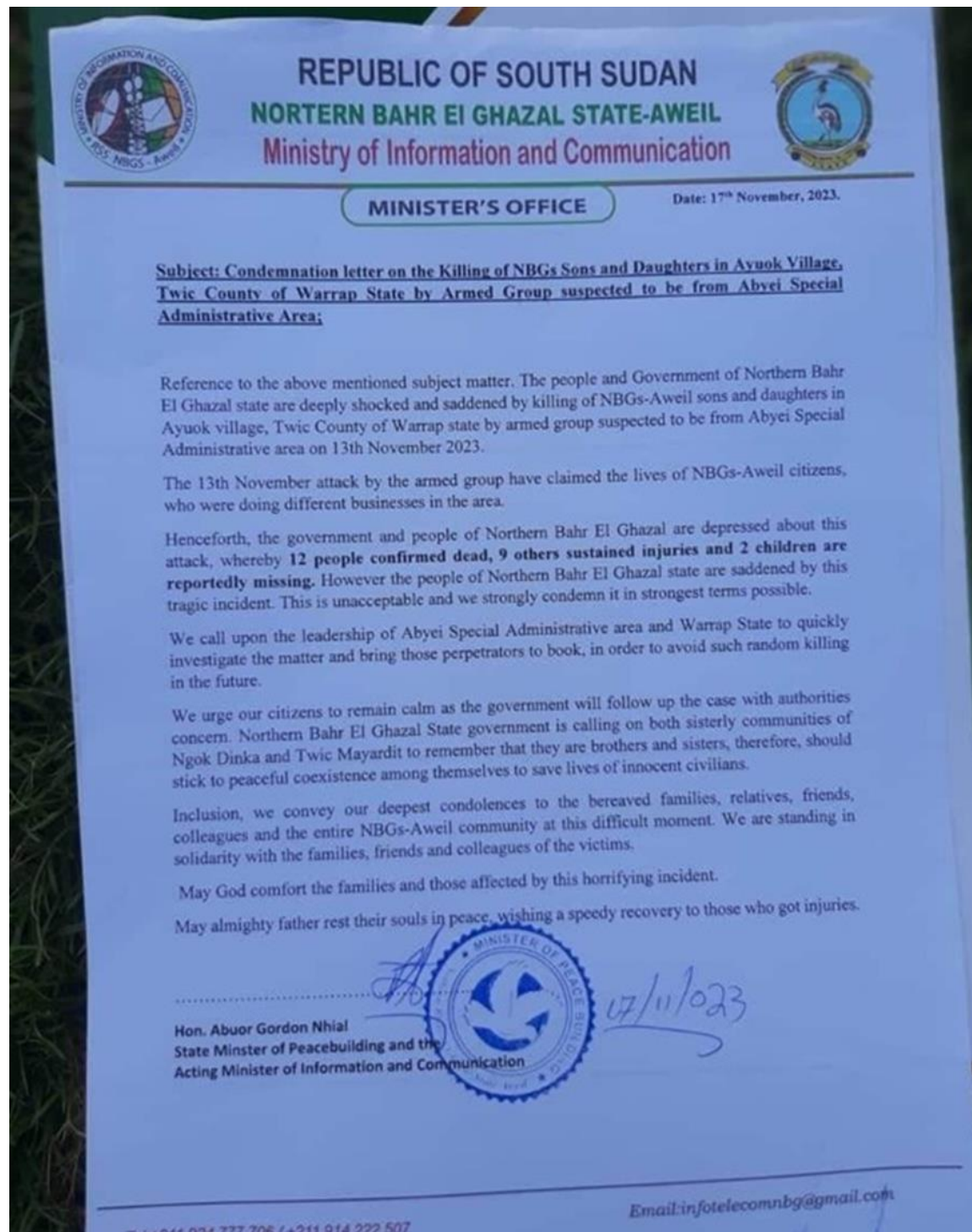
CC. Troika

CC. AU


CC. IGAD

CC. File


Annexe 25 : Lettre du Gouvernement de l'État de Bahr el-Ghazal septentrional sur l'attaque à Twic, 17 novembre 2023



**Annexe 26 : Communiqué de presse des autorités d'Abyei,
19 novembre 2023**



REPUBLIC OF SOUTH SUDAN
ABYEI SPECIAL ADMINISTRATIVE AREA
MINISTRY OF INFORMATION CULTURE YOUTH & SPORTS
MINISTER OFFICE



ASAA/MOICYCS/19/11/2023

DATE: 19/11/2023

Press Release

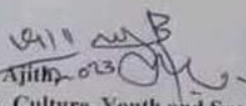
Today at around 5:00 A. M. Militia forces of Titweng (Twic armed youth) backed by Gai Macheck militias attacked villages of Angot, Wuncuei and Nyiel north east of Agok Town in Rumamer County, followed by another attack to the areas of Wauecin and Wunpeth in Rumamer and Mijak Counties by men in SSPDF uniform, at around 8:00 A. M., Malual Aleu and Athony, villages came under attack by Titweng and elements of SSPDF Division three (3) under command of MAJ, Gen. Akuei Ajou.


In all these attacks, thirty-two (32) people were killed including women and children burned into their huts, and more than twenty (20) people wounded, the wounded are being treated in hospital in Abyei town, also killed is one UNISFA soldier and one injured in Malual Aleu.

These barbaric attacks on civilians are continuation of last week attacks in Makuac Lueth and Ayoak villages of Alal County in Abyei Special Administrative Area by Titweng and elements of SSPDF; these forces are responsible of killing of civilians and soldiers in Ayoak of Alal County they rushed to the media and blame it on Ngok Youth.

Abyei Special Administrative Area Government, condemn in strongest terms possible this heinous and unprovoked attack on civilian as well as the cold blood killing of SSPDF member and their families in Ayoak by the same rouge elements in Division three (3), hence Abyei Special Administrative Area is calling for immediate investigation to urgently find out the facts of these criminal attacks.

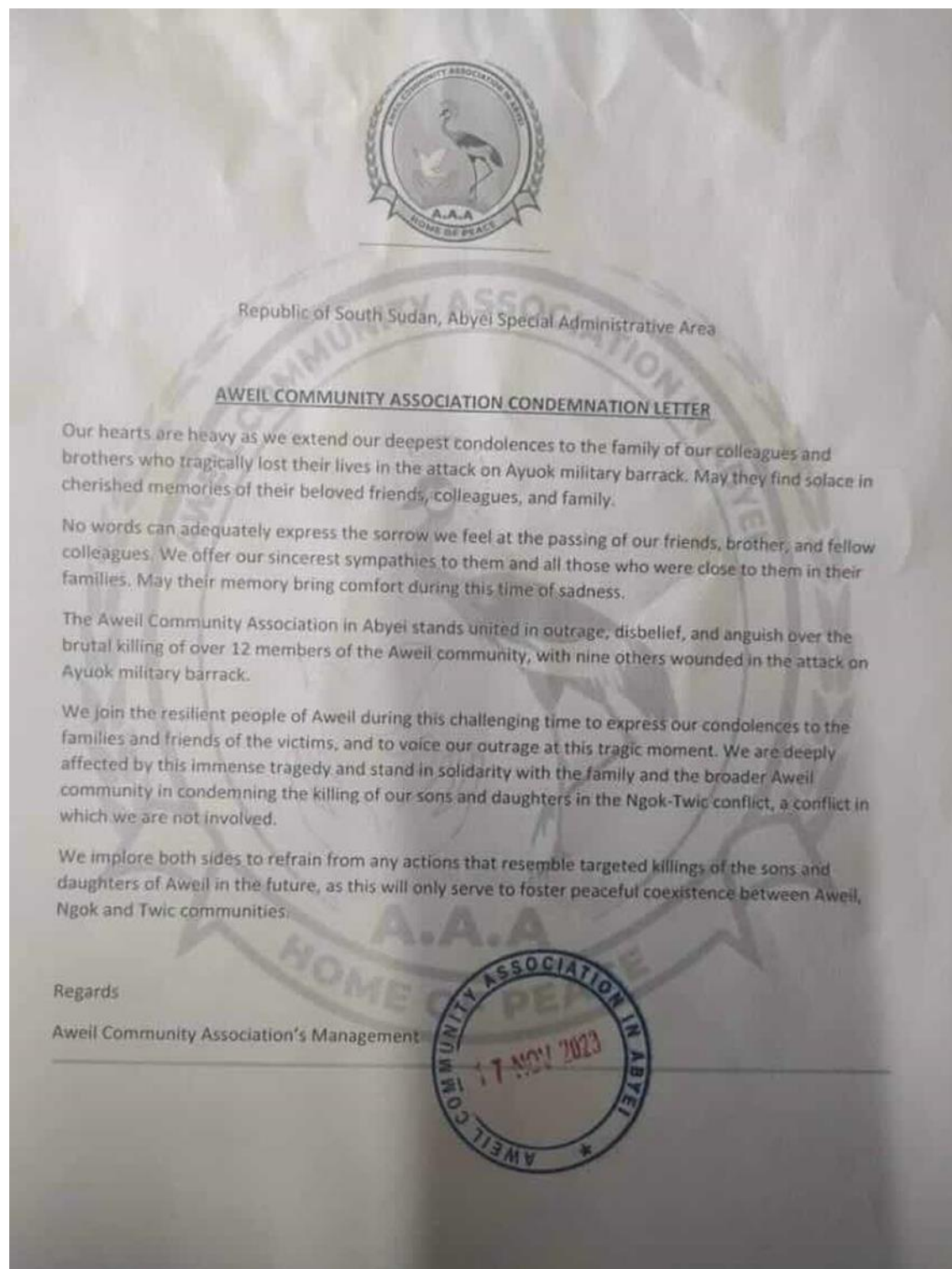
Abyei Special Administrative Area, convey it heartfelt condolences to Ngok Dinku families killed by these criminals.


Hon. Bulis Koch Aguar Ajith
Minister of Information, Culture, Youth and Sport;
Abyei Special Administrative Area;
Abyei Town.





Page 1 of 1

**Annexe 27 : Lettre de l'association locale d'Aweil à Abyei,
17 novembre 2023**



Annexe 28 : Lettre du chef du comté de Twic réfutant les allégations faites par les représentants d'Abyei, 20 novembre 2023


 THE REPUBLIC OF SOUTH SUDAN
 WARRAP STATE- KUAJOK
 TWIC COUNTY- TURALEI


The Commissioner


Date: 20.11.2023

REF: RSS - WSK -TC - CO - 50.A.1

Subject: Condemnation letter for false allegations mounted by Abyei MPs in juba

It is clear that on date 17/11/2023, Hon.commissioner Ayuel Kiir and Hon. Mayot Kunit and UNISFA counterpart has loaded 12 land cruiser full of Abyei Armed youth carrying machine guns and other weapons as Ngok armed youth were authorized by Ayuel Kiir to stayed in disputed land of Aneet by force and therefore Twic civilian who own the land where not happy with the move taken by Hon. Ayuel Kiir and Hon. Mayot Kunit to deploy Abyei Armed Youth to all directions up to Anyiel Kuac and Majak -kol military barracks.

Therefore , That why there is clashes between Titweng youth and Abyei armed youth as the fighting has been encourage by Hon. Commissioner Ayuel Kiir and Hon. Mayot Kunit who was in charge of Abyei Armed youths during fighting erupted in place of incidence. Hon. Commissioner Ayuel Kiir has authorize Ngok Civilian to return back to their homes in Aneet and that's Why Youth of Twic where not happy with the move taken by Hon. Commissioner Ayuel Kiir. Titweng youth has lost five civilians during the clashes with Abyei Armed youth.



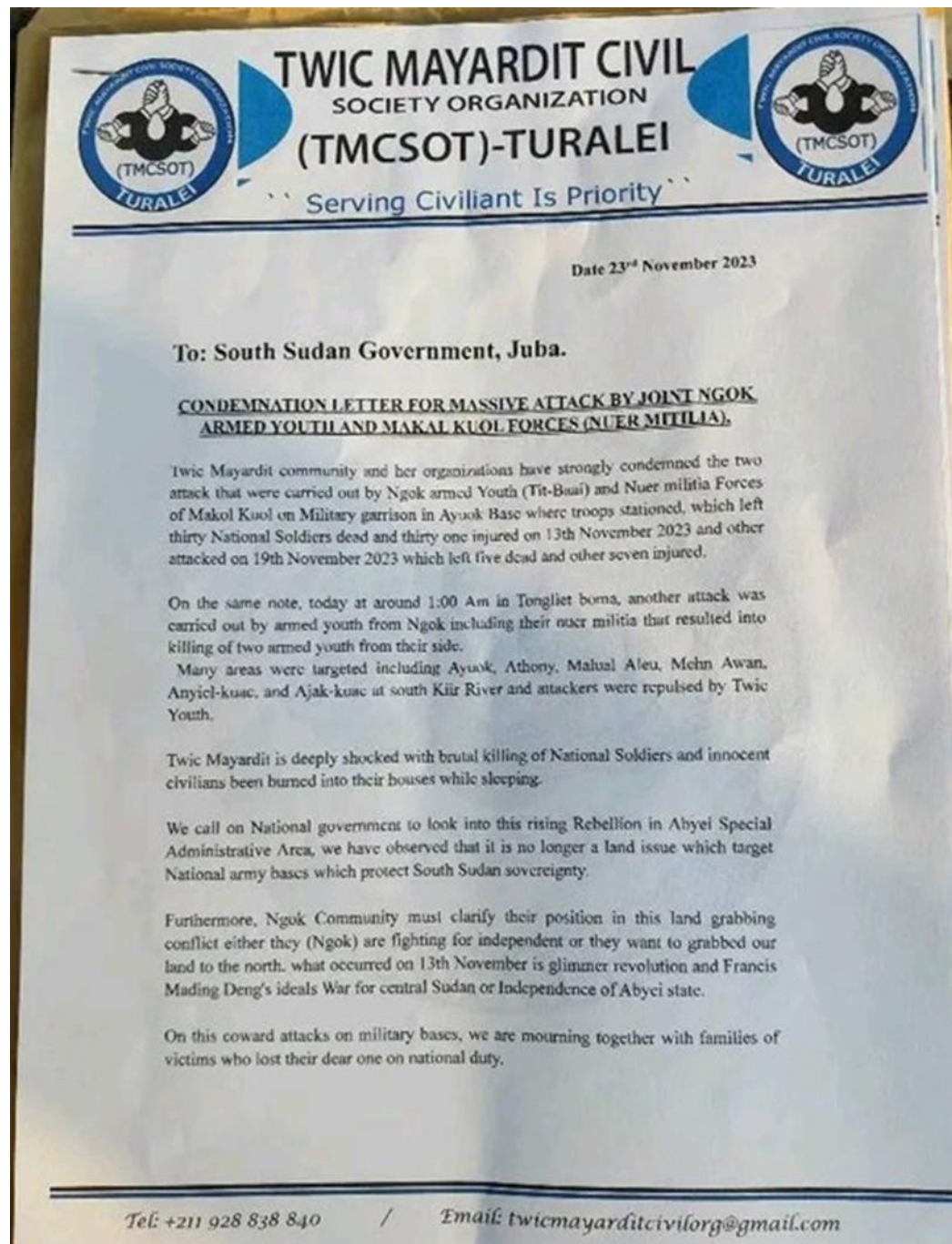
Thank *

Sign:

Simon Aguek Chan Atem
Twic County Commissioner

Cc: H.E, Governor
Cc: UNMISS
Cc: UNISFA
Cc: MEDIA GROUP
Cc: File

Annexe 29 : Lettre d'une organisation de la société civile à Twic, 23 novembre 2023



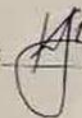
Twic Mayardit community is working with governments at National, State and county level to stop fighting and use peaceful means of acquiring it ancestry land enacted to what so call Abyei Box at south Kiir River, stop blaming SSPDF soldiers and accusing its Generals.

The only solution, Dinka Ngok must cross to north of kiir river and lifting Abyei Box from Twic Mayardit Land, we also caution the use of Agok airstrip for transporting ammunitions.

Twic Mayardit civil society organization- Turalei.

Serving civilian is priority.

Sign:



Cc. Warrap State Government (TMCOSOT)
Cc. UNMISS Kuajok Field Office
Cc. Twic County Government
Cc. All Peace Partners
Cc. File

Galaxy A23

Annexe 30 : Recensement de la population

In April 2023, South Sudan's National Bureau of Statistics released a population estimate, disaggregated by state and county. No systematic door-to-door population census has been conducted in South Sudan, but the distribution and size of the population influences the distribution and division of political seats, representation at various levels of government, and the delivery of services. The census is, therefore, one of the most contentious issues ahead of elections in South Sudan.

The Bureau's population estimate for Warrap State, the President's home state, is greater than all of the Greater Upper Nile region combined, including Unity, Upper Nile and Jonglei States, and double that of Central Equatoria, home to the capital Juba. The Bureau's estimate, which it says is based on a survey conducted by the Food and Agricultural Organization of the United Nations in 2021, was subject to widespread criticism.³¹⁸ Several South Sudanese analysts and government representatives expressed concern that the estimates appeared to be "deliberately inflated ... [for] political expediency";³¹⁹ and "[defy] logic."³²⁰ Some called them "a clear case for gerrymandering through and through"³²¹ and "inaccurate".³²² A study conducted by a South Sudanese thinktank described the Bureau's findings "scientifically troubled"³²³ and concluded that the population estimate results are "useful for neither of the government exercises – politics [or] development".³²⁴

³¹⁸ Interview with a civil society representative, April 2023. See also: Sudans Post, NDM official says gov't population estimates was "prepared in darkness", 10 March 2023. Sudans Post, Machar ally dismisses gov't population estimates as 'dangerous scheme' to destroy South Sudan, 9 April 2023.

³¹⁹ Correspondence by South Sudanese representative 1 in private chat forum, April 2023, obtained by the Panel.

³²⁰ Correspondence by South Sudanese representative 2 in private chat forum, April 2023, obtained by the Panel.

³²¹ Correspondence by South Sudanese representative 3 in private chat forum, April 2023, obtained by the Panel.

³²² Correspondence by South Sudanese representative 5 in private chat forum, April 2023, obtained by the Panel.

³²³ Sudd Institute, The 2021 Population Estimation Survey: Scientific, Political, and Policy Implications, 11 April 2023; available from: https://www.suddinstitute.org/assets/Publications/643696da7f3b4_ThePopulationEstimationSurveyScientificPoliticalAndPolicy_Full.pdf.

³²⁴ Ibid.

South Sudan Population Estimation Survey 2021: Summary Report Modelled Estimates



April, 2023 Juba, South Sudan

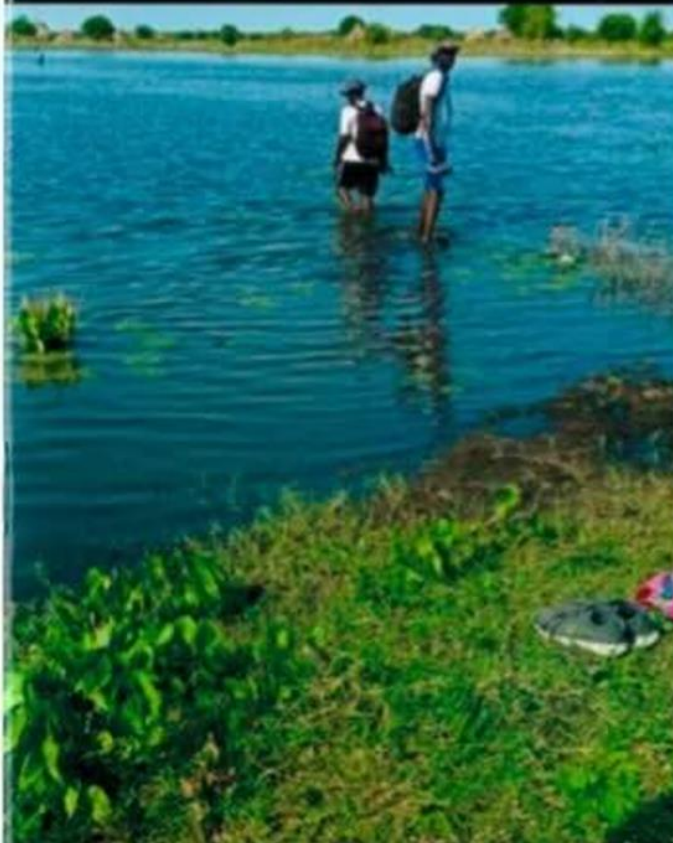


Table of Contents

1.0 Introduction.....	3
1.1 Background	3
1.2 The Population Estimation Survey in South Sudan	3
1.3 The specific objectives of the PES were to;	4
1.4 Expected benefits	4
1.5 Methodology.....	4
1.6 Technical partners for PES	5
1.7 Financial and Logistical Support	5
2.0 Challenges for PES	5
3.0 Results	6
3,1 Population Estimates for the 10 States and 3 Administrative areas	6
3.2 Population Modelled estimates by Counties.....	6
3.3 PES Payam modelled population estimates 2021	9

Forward

It is my pleasure to present this booklet of Population Estimation Survey (PES) 2021. The booklet is intended to serve today's Launch of Modelled Population Estimates from the PES by the Vice President of the Republic of South Sudan and Chairman of Economic Cluster, HE. Dr James Wani Igga. This launch follows the recent approval of PES results by the Council of Ministers chaired by H.E Salva Kiir Mayardit, the President of the Republic of South Sudan, in its regular meeting held on 10th March, 2023. The conduct of the PES came as a result of an urgent need for high-quality, timely and credible evidence-based statistics necessary for decision-making and policy-formulation for implementing the Revitalized Agreement on Conflict Resolution in South Sudan (R-ACRSS).

You may be aware that the last National Population and Housing census was conducted in 2008 and the Country has been relying on the population projections to inform development planning. However, the data from the census was outdated and overtaken by events. Due to lack of resources and insecurity, the country has not conducted a recent population and housing census. It is against this background; the PES was undertaken to provide the much-needed population data and information. The PES used the recent advances including satellite imagery, geo-positioning tools and other statistical methods that have computational power which enables the development and application of approaches that can estimate population distributions at spatial scales across entire country. This booklet is a summary of modelled population estimates at national, state, county and payam levels.

The NBS lends gratitude to the National Government, State and Administrative Area Governments for their support and cooperation in conducting the survey as well as the government institutions represented on the technical committee for providing technical oversight during the whole process of the survey. The NBS greatly values the technical and financial support particularly from United Nations Population Fund (UNFPA) and other UN Agencies (UNDP, WFP, FAO, UNWOMEN, UNAIDS, UNICEF) for financial and in-kind contribution in form of tablets as well as bilateral donors like Sweden, Norway, Irish Aid that provided financial support through UNFPA. The NBS is particularly grateful to all field staffs at Headquarters and State levels for their relentless efforts in making the PES 2021 a reality. The support from UNFPA Hqs, Bill and Melinda Gates, UKaid, WorldPop/Flowminder.org for supporting the Geo-Referenced Infrastructure and Demographic Data for Development (GRID3) project that resulted in the conduct of the PES is highly appreciated.

Without your collective efforts, I must sincerely acknowledge, the PES 2021 would not have seen the light of the day. This PES data and information, therefore, will be available for policy makers and other end users to access and use data so as to make South Sudan a better place to live and work. The next step will be the compilation of the detailed report that provides analysis of demographic and socio-economic characteristics, dissemination and use of the data to generate user cases, including the demographic dividend modelling.

Isaiah Chol Aruai,

Chairperson National Bureau of Statistics (NBS)

Juba, South Sudan



1.0 Introduction

Population numbers at local levels are fundamental data for many applications, including the delivery and planning of services, election preparation, and response to disasters. National population and housing censuses are the primary source for such data, but in resource-poor settings and when facing security challenges, recent and reliable demographic data at subnational levels can be a challenge to collect. National population and housing census data can be outdated, inaccurate, or missing key groups or areas, while registry data might be lacking or incomplete. Moreover, at local scales, accurate boundary data are often limited, and high rates of migration and urban growth make existing data quickly outdated. Here we review past and ongoing work aimed at producing local-scale population estimates, and discuss how new technologies are enabling robust and cost-effective solutions.

Recent advances in the availability of detailed satellite imagery, geo-positioning tools for field surveys, statistical methods, and computational power are enabling the development and application of approaches that can estimate population distributions at fine spatial scales across entire countries. This document outlines a proposal for a new data collection and population modeling effort to support South Sudan.

1.1 Background

The Republic of South Sudan was formerly Southern Sudan, an autonomous region of Sudan during the period 2005 to 2011, formed as a result of the Comprehensive Peace Agreement (CPA) in 2005. On July 9, 2011, South Sudan became an independent country, after the historic referendum on self-determination on January 9, 2011, when people of the region voted overwhelmingly for separation. According to the 2008 Census, the population of South Sudan was 8.26 million. Of this, 4.29 million were male and 3.97 million were female (National Bureau of Statistics, 2012).

The population distribution of South Sudan has substantially changed in recent years, including displacement internally and externally across borders, and particularly in the period following the renewed outbreak of conflict in 2013 and 2016. The Revitalized Peace Agreement for the Resolution of Conflict in South Sudan, signed in late 2018, has created a new dynamic in terms of population movement. There are now indications that displaced populations are returning to previously abandoned areas and other parts of South Sudan. Conflict and insecurity have long limited large-scale data collection activities in the country. The scarcity of population data has resulted in significant uncertainty about the number of current and future populations, and a greater need for intercensal estimates.

1.2 The Population Estimation Survey in South Sudan

The Government of South Sudan through the National Bureau of Statistics and support from UNFPA and other partners conducted a National Population Estimate Survey from 28th May to 15th June 2021 in all 10 States and three Administrative Areas with Survey reference night was midnight of 27th May 2021. The Survey was to provide accurate population estimates and other demographic and Socio- economic characteristics of the inhabitants. The information generated would contribute to evidence –based decision- making in matters of national and sub-national development planning.

1.3 PES Objectives

The specific objectives of the PES were to:

- ✦ Generate reliable Modelled population estimates on population density and basic demographic characteristics for all levels of administration;
- ✦ Generate indicators for monitoring and evaluation of programs prior to population and Housing census, Demographic & Health Survey and Demographic Dividend Study are conducted in South Sudan;
- ✦ Strengthened the capacity of NBS in the use of Computer Assisted Personal Interview (CAPI) applications & high-resolution satellite imagery and how to analyze large datasets obtained from such Surveys;
- ✦ Provide information to be used for development of advocacy materials for policy makers.

1.4 Expected benefits of PES

The Modelled Population Estimates will provide data and information that can be used for:

- ✦ Determining census frame for the 2020 round of national census and other national surveys;
- ✦ National and sector planning for decision making on provision of services;
- ✦ Monitoring the performance of National Development Strategy as well as the Sustainable Development Goals;
- ✦ Drafting policy briefs for policy makers;
- ✦ Reference points for Research and dissemination.

1.5 Methodology

A total 1,536 sample sites have been selected in areas across South Sudan using a two-stage stratified random sampling. The Population Estimation Survey was designed based on satellite-derived information and a system of equally sized grid squares. Densely settled and sparsely settled sampling domains are created based on the density of building structures extracted from satellite imagery in order to provide the most up-to-date definition of densely settled areas. The target population will be all households, household members and residents within the bounds of the sites. The population estimate is a combination of a baseline population modelled from the PES household data and the estimates of internally displaced persons from Displacement Tracking Matrix.

The population estimation approach used in South Sudan is a two-step method (Bottom-up) to first predict a baseline population and then adjust that distribution to reflect the likely internal displacement:

- ✦ Baseline population model- to estimate the population in a location before the addition of IDPs, hence only counts of usual residents;
- ✦ Predicting the population outside the small sites enumerated during the PES draws on information in the structure of the statistical models as well as from the modelled relationships with covariate data;
- ✦ Adjusted population estimate-This is a baseline Pop model that additionally accounts for the IDPs;

- ✦ Aggregate population totals-The baseline population predictions and IDP adjustments were made on a regular grid at a spatial resolution of approximately 100 m x 100 m (Densely settled) where in sparsely settled (200mx200m) to account for the larger population area;
- ✦ Age and sex distribution- In addition to the total population, the age and sex structure were statistically modelled.

1.6 Technical partners for PES

Under the leadership of the National Bureau of Statistics and other partners that provided technical inputs into the design, conduct and analysis of the PES include:

- ✦ Ministries Departments and Agencies of the Republic of South Sudan
- ✦ Academic institutions (University of Juba, University of Upper Nile)
- ✦ University of Southampton
- ✦ World Pop
- ✦ UNFPA and other UN Partners
- ✦ Columbia University

1.7 Financial and Logistical Support

Financial support for the PES was provided by UNFPA, Sweden, Irish Aid, Norway, UNDP, UN Women, UNAIDS, WFP. Other UNG agencies, including UNICEF, WFP, UNHCR, IOM and UNFAO provided logistical support in form of tablets and vehicles.

2.0 Challenges of PES

The challenges encountered by the PES include:

- ✦ Insufficient budget from government and development partners led to the delay in the finalization of the population estimation process;
- ✦ Flooding, local insecurity posed challenges related to EAs accessibility during the data collection;
- ✦ During PES data collection, some technical, logistical, security boundary and political hitches affected timely finalization of the Survey.

3.0 Results

3.1 Population Estimates for States and Administrative areas

State/Administrative Area	Modelled Population Estimates
Upper Nile State	790,147
Jonglei State	791,105
Unity State	892,780
Western Bhar El Ghazal State	562,555
Northern Bar El Ghazal State	1,924,342
Warrap State	2,639,484
Lakes State	1,265,473
Western Equatoria State	663,233
Central Equatoria	1,324,521
Eastern Equatoria	981,902
Greater Pibor Administrative Area	240,102
Ruweng Administrative Area	234,416
Abyei Administrative Area	133,955
Total for South Sudan	12,444,018

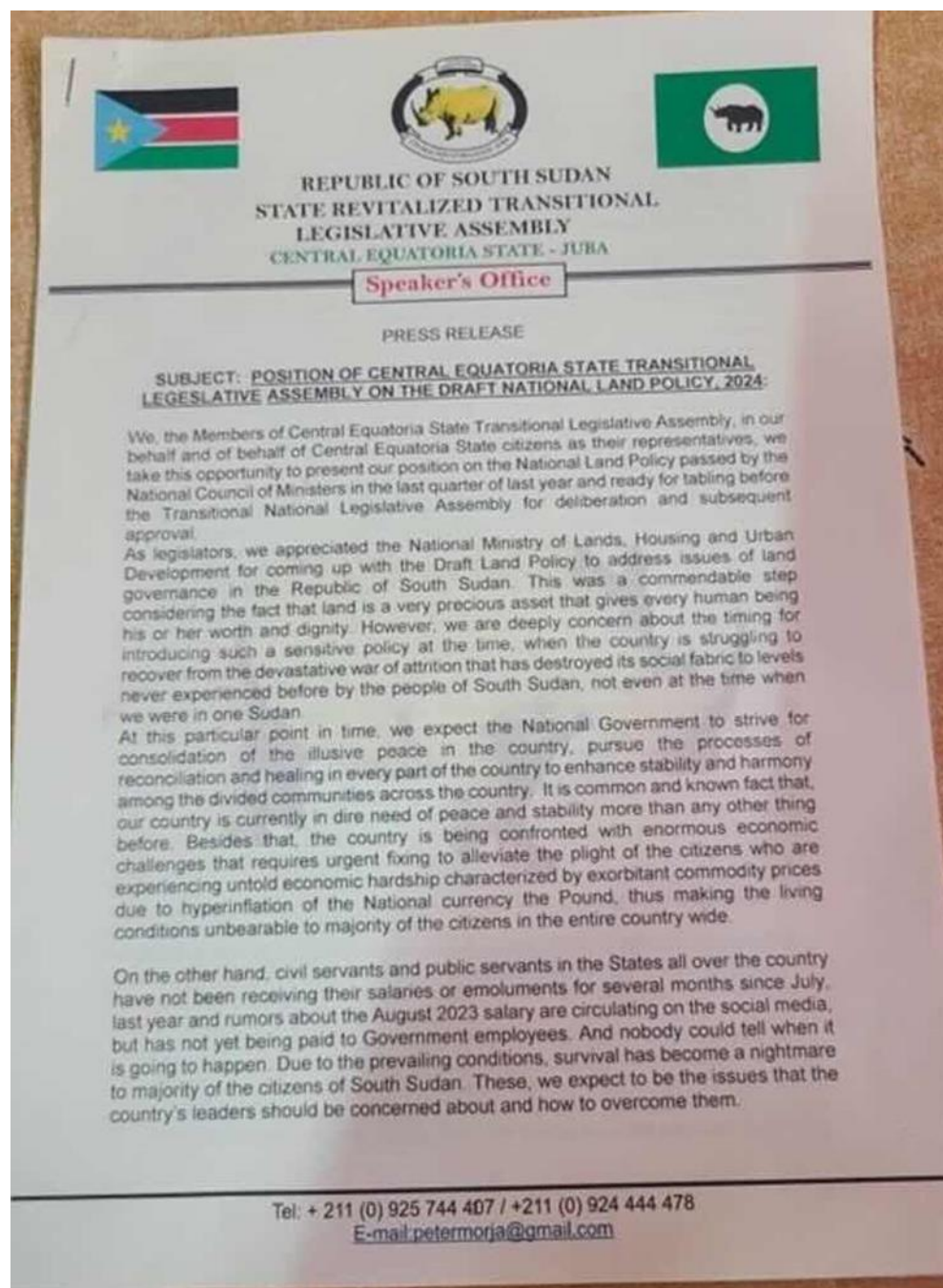
3.2 Population Modelled estimates by Counties

State	County	Modelled Population Estimates
Upper Nile State	Akoka	7,823
	Baliet	21,927
	Fashoda	52,384
	Longachuk	44,205
	Luakiny/Nasir	71,781
	Maban	267,494
	Maiwut	35,840
	Malakal	76,231
	Manyo	19,859
	Melut	65,141
	Panyikang	29,778
	Renk	38,976
	Ulang	58,708

Total Upper Nile		790,147
Jonglei State	Akobo	90,840
	Ayod	114,077
	Bor South	160,878
	Pigi	29,720
	Duk	56,186
	Nyirrol	63,179
	Old Fagak	109,657
	Twic East	51,269
	Uror	115,297
Total Jonglei		791,105
Unity State	Guit	49,581
	KOch	55,477
	Leer	92,228
	Mayendit	66,163
	Mayom	181,438
	Panyijiar	189,209
	Rubkuna	308,684
Total of Unity		892,780
Greater Pibor Administrative Area	Pibor	219,745
	Pochalla	20,357
Total of G. Pibor Admin. Area		240,102
Ruweng Administrative Area	Abiemnhom	40,766
	Pariang	193,650
Total of Ruweng Admin. Area		133,955
Western Bhar El Ghazal State	Jur River	245,724
	Raja	108,344
	Wau	208,487
Total of Western Bhar El Gazal		562,555
Northern Bhar El Ghazal State	Aweil Center	124,989
	Aweil East	807,041
	Aweil North	362,132
	Aweil South	239,810
	Aweil West	390,370
Total of NBG		1,924,342
Warrap State	Gogrial East	273,977
	Gogrial West	582,379
	Tonji East	405,663
	Tonj North	651,354
	Tonj South	292,316
	Twic	433,795
Total of Warrap		2,639,484
Lakes State	Awerial	144,680
	Cueibet	296,844
	Rumbek Centre	134,572
	Rumbek East	227,973
	Rumbek North	73,963

	Wulu	69,428
	Yirol East	136,988
	Yirol WEst	181,025
Total of Lakes		1,265,473
Abyei Administrative Area		133,958
Central Equatoria State	Juba	690,918
	Kajo-keji	86,973
	Lainya	82,153
	Morobo	39,644
	Trerkeka	242,992
	Yei	181,841
Total of Central Equatoria		1,324,521
Western Equatoria State	Ezo	49,341
	Ibba	34,992
	Maridi	87,140
	Mundri East	80,189
	Mundri West	52,385
	Mvolo	65,339
	Nagero	26,738
	Nzara	69,045
	Tambura	59,088
	Yambio	138,976
Total of Western Equatoria		663,233
Eastern Equatoria State	Budi	101,474
	Ikotos	61,228
	Kapoeta East	319,112
	Kapoeta North	103,175
	Kapoeta South	67,826
	Lafon/Lopa	85,212
	Magwi	145,384
	Torit	98,491
Total of Eastern Equatoria		981,902

**Annexe 31 : Communiqué de presse publié par le Bureau du
Président du Parlement de l'État de l'Équatoria-Central,
15 février 2024**



With the above enumerated challenges, we never expected a policy dealing with a resource so sensitive like land that touches the emotions of people could be brought for discussion at this trying moment where the country's unity and that of its people is at stake and much need more than any time before. If anything, we expect that the preoccupation of the Nation Government now should be the quest to solutions for resolving the country's huge socio-economic and political problems but not adding more on an issue like land.

We are further concerned about the draft Land policy because, we strongly believe that it will be subjected to abuse at this material time, where there is less regard to the rule of law, and where some powerful politician leaders and high ranking officers of the law enforcement agencies behave as if they are the law themselves. They use their positions of power to grab people's lands by use of force. This reality has been admitted in parts for the Draft Policy document on page 32 and it becomes a mind boggling why the National Ministry of Lands, Housing and Urban Development decided to table the policy for deliberation and possible adoption by the TNLA with full cognizance of the challenges communities are facing in the hands of powerful land grabbers. Currently, large scale land grabbing is taking place in Central Equatoria State, especially, in Juba City and its environs and it is being done with impunity, a fact that is practically occurring and it cannot be denied. We are just pondering what will happen if this policy is passed by the National legislature given the fact that it is developed under the policy which states that 'all lands in South Sudan belongs to the people of South Sudan' as enshrined in Article 170 of TCoSS which in our view is deliberately meant to justify the carnage being unleashed on community lands by the powerful land grabbers. In the historical significance of land in South Sudan on page 11 of the draft policy, it was clearly stated that *"the history of South Sudan has been in many ways shaped by struggle over its land and natural resources"*, and ironically, the struggle of some communities in Central Equatoria over their land is even worse than what has been described in the historical narrative which featured in the Draft Land Policy and the perpetrators of the forceful land acquisition are not people from Khartoum or foreigners anymore but fellow South Sudanese who are trying to institutionalize taking of land by force from selected regions of the country by the powerful ruling elites. The provision of Article 170 of TCoSS 2011 as amended, declaring that 'all land of South Sudan belongs to the people of South Sudan is in reality copying the 1998 law enacted in the Sudan, declaring that ***"all land in the Sudan belongs to Allah and giving the Islamic State as the representative of Allah on Earth, the power to dispose of land owned by non-Moslems"***. In the case of South Sudan, the difference between the 1998 land law of the Sudan and the provision of Article 170 of the constitution is replacing the name Allah with the people of South Sudan and non-Muslims which is silent but may refer to certain ethnicities in some selected regions of the country, while the Islamic State are the powerful land grabbers who do it with open impunity.

Considering the foregoing and after thorough scrutiny of the Draft National Land Policy therefore, the members of the State Transitional Legislative Assembly of Central Equatoria State hereby presents their position on the summarized points hereunder:

1. Categorically reject the part of the Draft National Land Policy which proclaims that 'All Land of South Sudan belongs to the people of South Sudan'. Although this it is in accordance with the provision of Article 170 of Transitional Constitution of South Sudan 2011 as amended, nonetheless, we strongly believe that the inclusion of this particular provision in the supreme law of the

country was done in bad faith and meant to institutionalize and legalize land grabbing. Our argument is based on the premise that, the TCoSS was hurriedly passed without any involvement of the citizens to have a say on it and gave those with oppressive political tendencies and ill intentions towards others in this country, to take that opportunity and included such regrettable provision in the supreme law of the land with imputed motives.

2. Considering the reasons cited in item (1) above, the issue of land governance and for that matter the Draft National Land Policy should be suspended, pending the Permanent Constitution making process, where wider consultation with all communities of the country and stakeholders will be carried out effectively.
3. Because of its sensitivity, the issue of whether land belongs to the community, which is the most popular as opposed to the ambiguous 'all the land of South Sudan belongs to the people of South Sudan' must be subjected to a nation-wide plebiscite or referendum to galvanize popular opinion over the matter.
4. The Draft National Land Policy could be in good faith, but some of its parts are meant to justify and institutionalize the crime of land grabbing and migration of some communities to specific targeted areas in selected regions in the country under the pretext of conflict and natural disasters as stipulated in section 2.1.3. of the policy. This is not a hidden secret because many unscrupulous individuals including some in position of leadership in National Government in their utterances especially, the social media pundits in clubhouses are openly bragging and quoting the provision of Article 170 of Transitional Constitution of South Sudan (TCoSS) 2011 as amended for justifying their illegal actions on land. Due to the ambiguity in the provision of Article 170 of the National Constitution, those involved in land grabbing and illegal settlement especially by some particular communities are openly talking that, they no longer need any permission from any person to acquire land or to settle anywhere they desire because the constitution is clear on this matter, referring to Article 170 of TCoSS 2011 as amended.

In the context of Central Equatoria State, this argument is being proven by the rampant and unprecedented land grabbing being carried out with impunity and perpetrated by well-placed and powerful people in government including community leaders, especially, in Juba County of Central Equatoria State. This we strongly believe epitomizes what is coming ahead of us especially if the Draft Land policy is approved by the National legislature whereby it will be used as a license and legal basis for committing the crime of land grabbing even in more massive and aggressive way, which is currently happening without any government intervention to restrain the culprits despite the highly publicized outcry of the affected communities. The struggle against land grabbing is left in the hands of the powerless State government authorities, who lacks effective law enforcement agents, where as the grabbers are being guarded by regular forces with heavy machineguns mounted on land Cruiser vehicles.

5. We demand that the National Ministry of Housing, Lands and Urban Development and the National Land Commission should provide unequivocal interpretation of the difference between the two phrases '**Land belong to the**

Community' and the ambiguous "All Land of South Sudan belong to the people of South Sudan". Furthermore, there should be clear explanation to citizens as to why the National Government abandon the former policy of Land belong to the Community which though not officially adopted or entered into any of the country's legal statutes, yet it was and still it remains the most popular among majority of the citizens, because it was applied by the SPLM/A as tool of negotiation with the government of Sudan while negotiating the CPA. It's against this backdrop that the citizens of South Sudan and Central Equatoria State in particular should be educated on the reasons why our National Government opted to the latter, which is a very controversial policy and could be a potential recipe for conflict and abandon the former. This policy paradigm shift worries most citizens and it demands satisfactory explanation from the authors of the Draft Nation Land Policy document.

6. We call upon our President H.E General Salva Kiir Mayardit being a peace loving leader to have watchful eyes to check on individual in this country who come up with ideas and policies that would ignite conflicts and be sources of dissensions and social or political disharmony and upheavals in the country. And where possible, restrain them from disturbing the country with unpopular ideas that could temper with the peace and unity of the people of South Sudan at a time it is need more than ever.
7. We strongly urge members of the Transitional National Legislature, (TNLA and COS) across the political and ethnic divide who are imbued with nationalistic spirits, the members of the Civil Society Organizations and all South Sudanese of good will to reject and block the passing of the said National Land Policy, pending the processes of the permanent constitution where the issues of land governance will be adequately addressed with full and effective involvement of all stakeholders

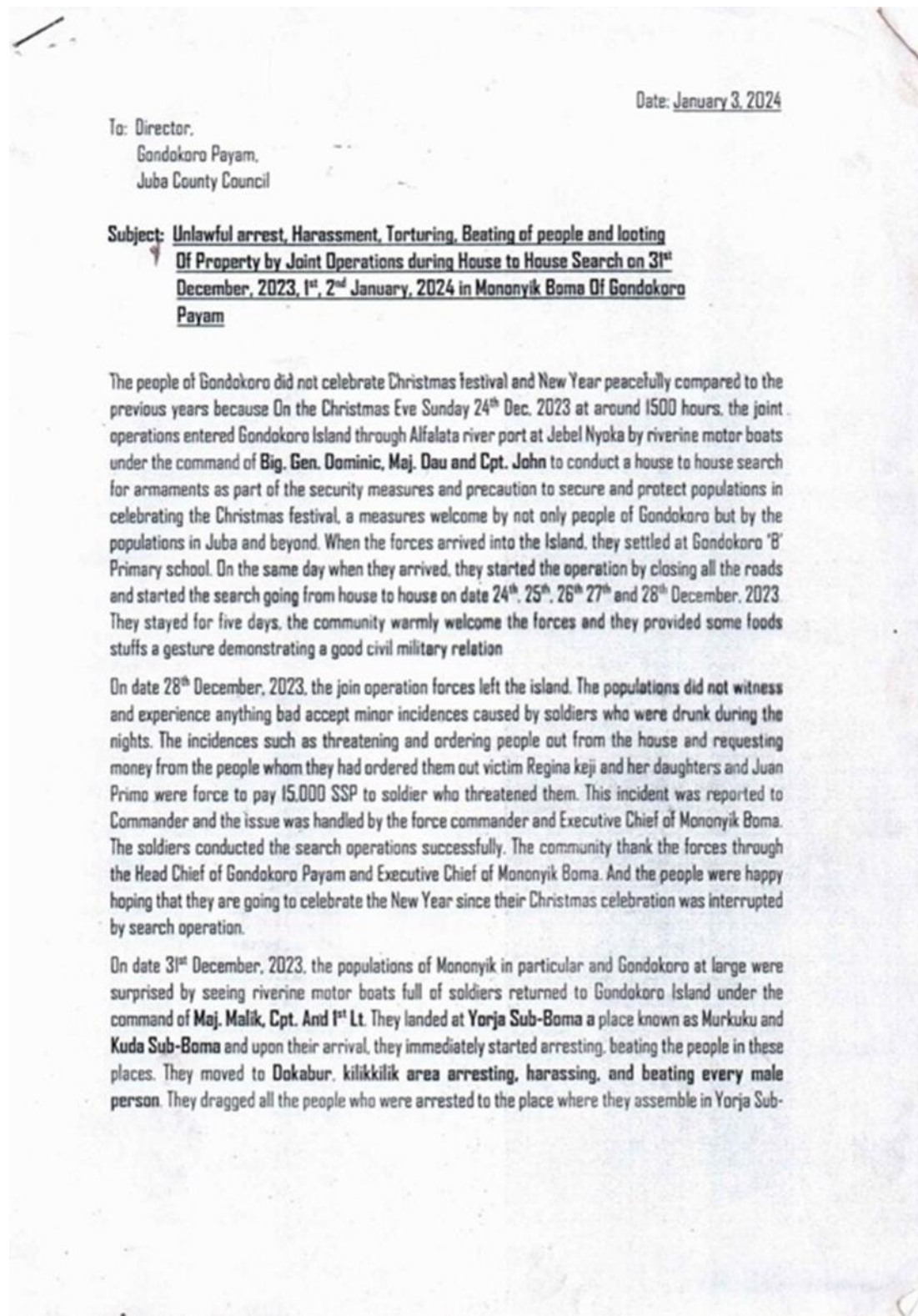
God bless the Republic of South Sudan and its people

Peter Wani Elia Kulang
15/02/2024
RT. Hon Peter Wani Elia Kulang
Speaker,

State Transitional Legislative Assembly, Central Equatoria State, Juba
on behalf of the Hon Members.



Annexe 32 : Lettre du Chef principal du payam de Gondokoro, 3 janvier 2024



Boma (Murkuku), the number of people arrested includes youth, children and elders. When the soldiers reached assembly area, all the people arrested were ordered to sit down and the commander asked each and every one to give them the guns peacefully but because people whom they had arrested were civilians, some were students they do not have guns, they started taking those arrested one by one to another location and they started beating them one after the other. After beating, they (the soldiers) confirmed that these people really do not have guns. They ordered the victims to pay 50,000 SSP for each them to be released.

On the 1st and 2nd January, 2024, they went to Mononyik, Murung where they arrested, beating, harassed, forcefully taking goats and money from the people, those who were found to be students and children their relatives had to secure either 50,000 SSP or 30,000 SSP for the released of their loved ones. Those who do not have money were taken to the military base in Mulubur. The soldiers during their operation do not allowed populations in Gondokoro to celebrate Christmas and New Year like other people in other areas. Those who managed to escape spent their time in the bushes.

Number of People who were arrested in Yorja, Kuda, and Mononyik Sub-Bomas on the 31st December, 2023, 1st and 2nd January, 2024 and amount of paid for those who were released either on the same day or on the following days and number goats, smart and cell phones and others are detailed on the below table as here under:

Kuda and Yorja Sub-Bomas

S/N o	Names of arrested persons	occupati on	Property taken				Detain person
			money	Goats	Phone	others	
01	Patrick Nyombe	Sub-Chief		4 goats	Tech. 01		detained
02	Richard Swaka		50,000 SSP				
03	Emmanuel Wani		50,000 SSP				
04	Nelson Swaka		50,000 SSP				
05	Nelson Lako		50,000 SSP				
06	Victor Ladu Sule	Police	50,000 SSP				
07	Mandella Musa		50,000 SSP				
08	Richard Ladu Sule		50,000 SSP				
09	Boutris Gore Victor		50,000 SSP				
10	James Wani Victor		50,000 SSP				
11	Charles Belong Victor		50,000 SSP				
12	Emmanuel Nyombe	Student	30,000 SSP				
13	Samuel Wani Marcello		50,000 SSP	4 goats	Tech. 01		detained
14	James Pitia Arkolano		50,000 SSP				
15	James Wani Modi		30,000 SSP				
16	Emmanuel Pitia Victor		50,000 SSP				

Mononyik Sub-Boma

S/No	Names of arrested persons	occupation	Property taken				Detain person
			money	Goats	Phone	others	
01	Martin Ladu Swaka	Executive Chief	450,000 SSP	01 goat			detained
02	John Ladu Andrea	Sub-chief		06 goats			detained
03	Doggale Gore		50,000 SSP				
04	Amato Pio		50,000 SSP				
05	Ladu Amato		30,000 SSP				
06	Yohana Ladu		30,000 SSP				
07	Stand Ladu		50,000 SSP				
08	Paulino Doggale		50,000 SSP				
09	Terensio Jubek		50,000 SSP				
10	Cusmiro Ladu		50,000 SSP				
11	Masmino Swaka		30,000 SSP				
12	Juma Morbe		30,000 SSP				
13	Hassen Bashir		50,000 SSP				
14	Joice Keji		50,000 SSP				
15	Emmanuel Tombe Anthony		30,000 SSP				
16	Cosmas Pitia					5 crates of beer	
17	Julia Poni		30,000 SSP				
18	Yunis Puru Victor		50,000 SSP				
19	Thomas Ladu Christopher		50,000 SSP				
20	Christopher Legge		50,000 SSP				
21	James Pitia		50,000 SSP		Smart phone 01		
22	Marino Pitia Legge		50,000 SSP				
23	Thomas Jada Marino		50,000 SSP				
24	Nemensio Gore		50,000 SSP				
25	Zachariah Wani		50,000 SSP				
26	Clement Ladu		50,000 SSP				
27	Wani Clamant		30,000 SSP				
28	Emmanuel Ladu		30,000 SSP				

29	Bean Ladu		30,000 SSP				
30	Richard Pitia		30,000 SSP				
31	Marko Tombe		30,000 SSP				
32	Emmanuel Tombe		30,000 SSP				
33	Pitia Legge		30,000 SSP				
34	Charles Swaka		50,000 SSP				
35	Emmanuel Morbe		50,000 SSP				
36	Martin Modi		30,000 SSP				
37	Denis Ladu	Soldier	400,000 SSP			5 crates of Beer	detained
38	Ferjallah Ismail		50,000 SSP				
39	Zakeyo Legge		50,000 SSP				
40	James Tombe		50,000 SSP				
41	James Wani		30,000 SSP				
42	Vinansio Wani		30,000 SSP				
43	Thomas Tombe Geri		50,000 SSP				
44	Stephen Tombe		50,000 SSP				
45	Thomas Jada Faustin		50,000 SSP				
46	James Rondiag		50,000 SSP				
			2,200,000 SSP	7 goats	01 smart phone	10 crates of beer	3 persons detained

Sexual assaults at Mononyik

1. Juan Lako Marko
2. Lipo Charles Swaka

In summary:

Number of people arrested and the property taken in three sub-Bomas are as follows:

Kuda and Yorja Sub-Bomas

- 53 people arrested
- 51 persons released after paying money
- 02 persons detained
- 08 goats
- 03 phones: 2 cell phones and 01 smart phone
- 02 persons detained
- 2,450,000 SSP collected from individuals for their released

Mononyik Sub-Boma

- 46 people arrested
- 43 persons released after paying money
- 03 persons detained
- 07 goats taken from individuals as fine for them to be released
- 35 goats were raided from the grazing area
- 01 smart phone
- 10 crates of beer
- 4,650,000 SSP was collected from individuals and 900,000 SSP was demanded for the released of 5 detained persons making the total amount to be 3,100,000 SSP

Grand total of the money and property taken was 5,550,000 South Sudanese Pounds, 04 phones, 50 goats, 10 crates of beer and 5 persons detained: Executive Chief, Martin Ladu Swaka, Sub-chief, John Ladu Andrea, Sub-Chief Patrick Nyombe, Samuel Wani Marcello and Denis Ladu Gaistano.

In the light of the above, I would like to condemn in strongest term possible those who committed those crimes and I am appealing to the government to intervene and investigate those who carried out those inhuman and degrading act to the people of Gondokoro Payam be brought to book.

In this note, I would like to assure the public that people of Gondokoro are peace loving people since time immemorial we had been living in peace with our neighbors.

In conclusion, people of Gondokoro will never be happy if they do not see accountability for those who committed these acts, we will never be happy if we do not see justice being delivered to the victims, return of the goats and money taken and the release of five people who are still in detention. Lastly, let us work for peace and build trust and this can be realized in good civil military relations.

Sign 
Ramadan Juma Wani
 Head Chief, Gondokoro Payam
 Juba County Council
 Central Equatoria State/Juba



Cc: Hon. Miriela Poni Tartizio, Member of State Transitional Legislative Assembly
 Cc: Chairman of Elders and Intellectuals, Gondokoro Payam
 Cc: File

Annexe 33 : Déclaration de la Community Empowerment for Progress Organization, 3 janvier 2024

SOUTH SUDAN: SSPDF DISARMEMENT OPERATION IN JUBA COUNTY, RAISES CONCERNS OF HUMAN RIGHTS VIOLATIONS.

JANUARY 3, 2024

Juba..... The Community Empowerment for Progress Organization (CEPO) has expressed deep concern over the ongoing civilian disarmament operation taking place in Gondokoro payam of Juba County, Central Equatoria state. Evidence emerging from the exercise indicates clear cases of human rights violations, prompting CEPO to strongly condemn these unlawful acts committed by certain military forces. The organization is demanding a public apology from the military leadership.

CEPO is particularly alarmed by the taking of children by the military forces, detaining individuals including community chiefs, and forcefully displacing the civilian population while subjecting them to assaults. These actions, in violation of child rights as stated in the bill of rights, the South Sudan Child Act of 2008, and the United Nations Convention on the Rights of the Child, are unacceptable and demand immediate attention.

In light of the situation, CEPO is calling for the immediate return of the children to their parents in Gondokoro, without any preconditions, including the release of the detained individuals. The organization urges the Juba County Commissioner and the leadership of Central Equatoria state to intervene without delay, particularly in addressing the issues concerning the children, the detained persons, and the prompt return of the forcibly displaced population.

Hon. Charles Joseph Wani, the commissioner of Juba County, has expressed his dismay at the misconduct exhibited during the disarmament operation. He emphasized that the initial policy was focused solely on disarmament, without resorting to violence, harassment, or confiscation of property. The commissioner called for government intervention and an investigation into the matter, highlighting the beatings of children, assaults on women, and unlawful detention of youth and chiefs.

Mr. Edmund Yakani, the Executive Director of CEPO, acknowledges the importance of civilian disarmament in curbing armed violence within communities. However, he stresses that human rights violations during the process are not acceptable. Yakani questions why the military has failed to learn from past experiences where forceful disarmament led to violence and deadly confrontations between the military and civilians.


Among the reported unlawful acts committed by the military are the taking of children hostage, detaining 19 individuals (including four chiefs), and forcefully displacing the civilian population while subjecting them to assaults. These actions violate child rights and the right to an adequate standard of living, as stipulated in the bill of rights, the South Sudan Child Act of 2008, and the United Nations Convention on the Rights of the Child. Multiple victims in Gondokoro payam have provided testimony supporting these claims.

Mr. Yakani is urging the political leadership in Central Equatoria State and the national government to swiftly intervene in the situation and address the violations that have occurred during the civilian disarmament in Gondokoro payam.

The joint operations for disarmament began in December 2023, aiming to reduce crime in Juba and across the country. However, the recent events in Gondokoro payam have raised concerns about the manner in which the operation has been carried out and the resulting human rights violations.

As the situation unfolds, it is crucial that the authorities address the grievances raised by CEPO and take immediate action to rectify the injustices committed during the disarmament operation, ensuring the safe return of the displaced population and the release of the detained individuals.

**Annexe 34 : Déclaration de la communauté bari (Équatoria),
8 janvier 2024**



Bari Community
Juba - South Sudan

8th January, 2024

For Immediate Press Release

CONDEMNATION OF THE ATROCITIES METED OUT AGAINST THE JUBA COUNTY'S BARI COMMUNITY, KONDOKORO PAYAM, UNDER THE GUISE OF DISARMAMENT.


The Bari Community (BC) Executive and Bari Elders are again informing you: the International Community, the United Nations (UN), Troika (USA, UK & Norway), IGAD, AU, the Community of Saint 'Egidio, the Greater Equatoria Communities and the peace loving people of the world, that the Governments of the Republic of South Sudan and of Central Equatoria State have singled out the Bari Community for persecution, a price for hosting the Country's Capital in Juba.

The all too familiar heinous acts of killing, torture, cattle rustling, looting of properties, displacement, land grabbing and occupation, etc. are not enough to guarantee and satisfy the lust for Bari Land. The Disarmament of civilians is now the new lethal weapon of brutalization by the South Sudan People's Defence Forces (SSPDF) against the Bari Community.

On 24th December 2023, the SSPDF entered Kondokoro Island with a pretext of providing security during Christmas Celebration; but their mission was to conduct Civilian Disarmament. During the process of disarmament, the SSPDF started by harassing, arresting, beating, torturing and demanding ransom from the youths, elders and chiefs. The SSPDF terrorized, displaced and agonized the people of Kondokoro who were celebrating the Christmas and New Year 2024. They lastly left the Island on the 2nd January 2024, then on 3rd January 2024, following the press conference by the Community, the Commissioner of Juba County appeared to address the displaced people at Jebel Nyoka.

We present the following futile Disarmament Program:

I. THE DISARMAMENT ORDER



Page 1 of 5

BC/HQs Juba: Jubek Square - South of Ivory Bank - Juba Branch, Tel: +211914 642 552 - +211929 992 230

Civilian Disarmament for all the Ten States of South Sudan. The President tasked the State Governors with support of the SPLA (now SSPDF) to collect civilian weapons within six months.

II. THE EXECUTION OF THE DISARMAMENT ORDER

It is now evident that the Government is executing the Disarmament Program selectively. In some states, it is Voluntary Disarmament for instance in Greater Bahr El Ghazal, (i.e. Lakes State, Warap State, etc.) while in others such as Central Equatoria State, it is Compulsory/Forced Disarmament conducted by SSPDF.

III. THE DISARMAMENT IN JUBA COUNTY, CENTRAL EQUATORIA STATE (CES)

The menace of conducting Civilian Disarmament Program in Juba County has deplorably manifested human rights violations against the Bari people of Lodu, Mangalla and Kondokoro Payams, respectively.

On 24th December 2023, the SSPDF forces entered the Island of Kondokoro on the pretext of providing security during Christmas Festival. However, the main purpose is to carry out Civilian Disarmament Program.

In the morning of Christmas Festive (25th December 2023), the SSPDF ordered the Wildlife Force who was deployed to Kondokoro by then to surrender their arms peacefully, otherwise they would use force. They claimed and accused the Wildlife Force of being a Bari force and not Government force. Thus, the Wildlife Force surrendered all their guns to SSPDF to avoid loss of lives.

On 26th December 2023, the SSPDF Forces declared to the population of Kondokoro their program of disarmament. The civil population must surrender their guns, in reply, the civilians told the SSPDF that, they did not possess guns.

In the morning of 27th December 2023, the SSPDF started harassing, arresting, beating and torturing the youths, elders and Chiefs of Kondokoro, intentionally believing that, the people of Kondokoro have guns. Unfortunately, the entire civilians living in Kondokoro don't possess arms. They were terribly terrorized and displaced from the Island to Jebel Nyoka at Western Bank of River Nile (Juba). The SSPDF illegally levied ransom of SSP 50,000 for youths and foreigners



working in the farmers (Kenyans, Ugandans, Burundians, Rwandans, and others), and SSP 240,000 & a goat for elders, Sub-chiefs and SSP 1,000,000 for chiefs. Whereas in Böri Boma, Lodu Payam, the SSPDF committed sexual harassment, raping, beating, looting and torturing of the host community.

IV. THE STICKING POINTS

1. The selective implementation of the Disarmament Order where the Bari Community is targeted for Compulsory Disarmament which included looting properties, beating elders, youths & under ten children, detention of youths & chiefs and payment of ransom.
2. We concern of the absence of the Central Equatoria State Authorities in the execution of the Disarmament Order, even though the State Governor with the support of SPLA (SSPDF) is tasked to collect civilian weapons.
3. The disarming of Bari Community while Dinka Cattle Herders are openly roaming Bari farm lands with different types of weapons.
4. The lack of respect for the Customary Law Authorities (Chiefs, Sub-chiefs and Headmen) by the SSPDF not acceptable.
5. The irresponsible and inciting utterances of Dinka notables that they will take over all Bari Land by force if deemed necessary.
6. The continuous grabbing of Bari Land (in Rejaf, Mangalla, Kondokoro, Lodu & Luri), forceful displacement, presence of cattle and their heavily armed Herders, and insecurity caused by Dinka and Nuer.
7. Condoning the forceful settlement of Dinka Bor and Nuer on the Eastern Bank of the Supiri/River Nile (Bahr El Jebel) at Mangalla, Kondokoro and Rejaf Payams; and Dinka Bahr El Ghazal and Nuer on the Western Bank at Rejaf, Luri and Lodu Payams.
8. The difficulty of reconciling accepting Juba to continue to be the Capital City and participation in the up-coming December 2024 Elections while being brutalized.
9. The unfortunate linking of Bari People with the National Salvation Front (NAS).
10. We refute the claim of collecting more than 300 guns from the civilians of Kondokoro Island as reported by SSBC Radio on Saturday 6th of January 2024.

V. THE WAY FORWARD

Page 3 of 5



1. The BC Executive and Bari Elders condemn the atrocities committed by the SSPDF particularly on the people of Kondokoro Payam in the strongest terms possible. An enemy force would no exact more.
2. We are aware that the Disarmament Order is for General and complete Disarmament i.e. the abolition of all kinds of weapons in the hands of civilians. Thus, the methods used whether voluntary and/or compulsory should apply equally to all the South Sudanese Communities.
3. The never ending land grabbing, displacements, looting of properties, the presence of marauding armed cattle herders and their cattle, etc. must be stopped.
4. The scenario of beating and detention for ransom by the SSPDF must not prevail.
5. We demand the refund of ransom money and return of looted goats, sheep and properties by the SSPDF.
6. Chiefs are the link between the Government and Community, they hold special status in their Communities and have immunity before the Law. They must be accorded the respect they deserve.
7. Land grabbing and forced settlement of Dinka and Nuer must be stopped if peace is to prevail.
8. Condoning atrocities against the Bari Community and, indeed the Greater Equatoria Communities, will not augur well for the Capital to remain in Juba; for the Endorsement of President Salva Kiir Mayardit as the SPLM Flag Bearer; and the up-coming December 2024 Elections.
9. To identify and bring to book the SSPDF Commanders responsible for the atrocities.
10. The Government must desist from linking the Bari Community with NAS.

In conclusion, the Bari Community reiterates its position of relocating the Capital City from Juba to Ramciel as presented to the Government of South Sudan on 14th March 2011 by the former BC Chairman, Hon. Gen. Alfred Lodu Gore to the Former National Minister of Investment, Hon. Gen. Oyai Deng Ajak, at Tokiman B-Court Kator. And the resolution of National Council of Ministers presided by H.E Gen. Salva Kiir Mayardit on the relocation of Capital City to Ramciel as press briefed on 3rd September 2011 by National Minister of Information Dr. Barnaba Marial.



We are urging the President of the Republic H.E Gen. Salva Kiir Mayardit to intervene to resolve the above cited issues, if not the Bari Community will not participate in the up-coming December 2024 Elections.

Kind Regards,

SP
31/12/24



Hon. Stephen Pitia Lako

Mor Lo Bari (BC Chairman)

Bari Community (BC)

Juba – South Sudan

CC: Office of the President, RSS

CC: Diplomatic Missions

CC: Troika (USA, UK & Norway)

CC: UNMISS

CC: IGAD

CC: Office of the Speaker, R-NTLA

CC: Office of the Speaker, CS

CC: Governors of Greater Equatoria States

CC: Office of the Speaker, CES-RTLA

CC: Office of the Commissioner, Juba County


CC: Chief of General Staff

CC: DGs, NSS/ISB

CC: IGP


CC: Media Houses

Annexe 35 : Déclaration des Dinka Marial Bai sur l'attaque contre le comté de la Rivière-Jour, 7 novembre 2023



MARIAL WAU YOUTHS' ASSOCIATION IN JUBA

"UNITY IS OUR STRENGTH"



Ref: MWYA-J/OC/D14/23AD. Date: 7th Nov, 2023

Condemnation to the cowardice and Barbaric act of Hit and Run attack carried out by Buoyar Youth of Gogrial East County of Warrap state in Achongchong Payam of Jur river County Western Bhar El Ghazal State.

The community of Marial Wau had this morning learned with regret the criminal act of raid led by our Neighboring youth of Buoyar community to Achongchong Payam market yesterday midnight at around 12:07pm.


These raids have costed the life of our beloved young entrepreneur youth doubled as a son to our daughter (Awut Akol Akech) and also a son to our in-laws Majokdit, a fellow brother from Luo community of Rocrocdong Payam of Jur river county.

The details and casualties of these attack are as follows;

1. Akol Majok (Known to us as Akol Awut) Died immediately
2. Dimo Aleu from marial wau community (Wounded)
3. 12 Shops with goods were burnt into Ashs
4. On the other stories of one week ago, 2 different households belonged to a guy called Manyuat Yel in kulek area were also looted and burned by the same youth of Buoyar community.


Our recommendation to the government of both states and most especially to the Government of Warrap state.

- 1) We request the Government and the authorities concern of warrap state to cooperate and to trace the identity of these criminals and present them to the court for further investigation and execution according to the laws.
- 2) Inform the youth of Buoyar to respect the resolution reached by both state Governors in Kuajok Dated 27th Oct, 2023.
- 3) We advise our mighty youths to remain calm and not to think of any retaliatory measures and give another chance to the government and see how Warrap is going to handle jt further.
- 4) We are seriously saddened and we send our condolences to the immediate family of the deceased and pray that, may the Almighty God put him in his right hand side. For God and our People.

Sign 

CHRISTOPHER MANUT A. AYEI

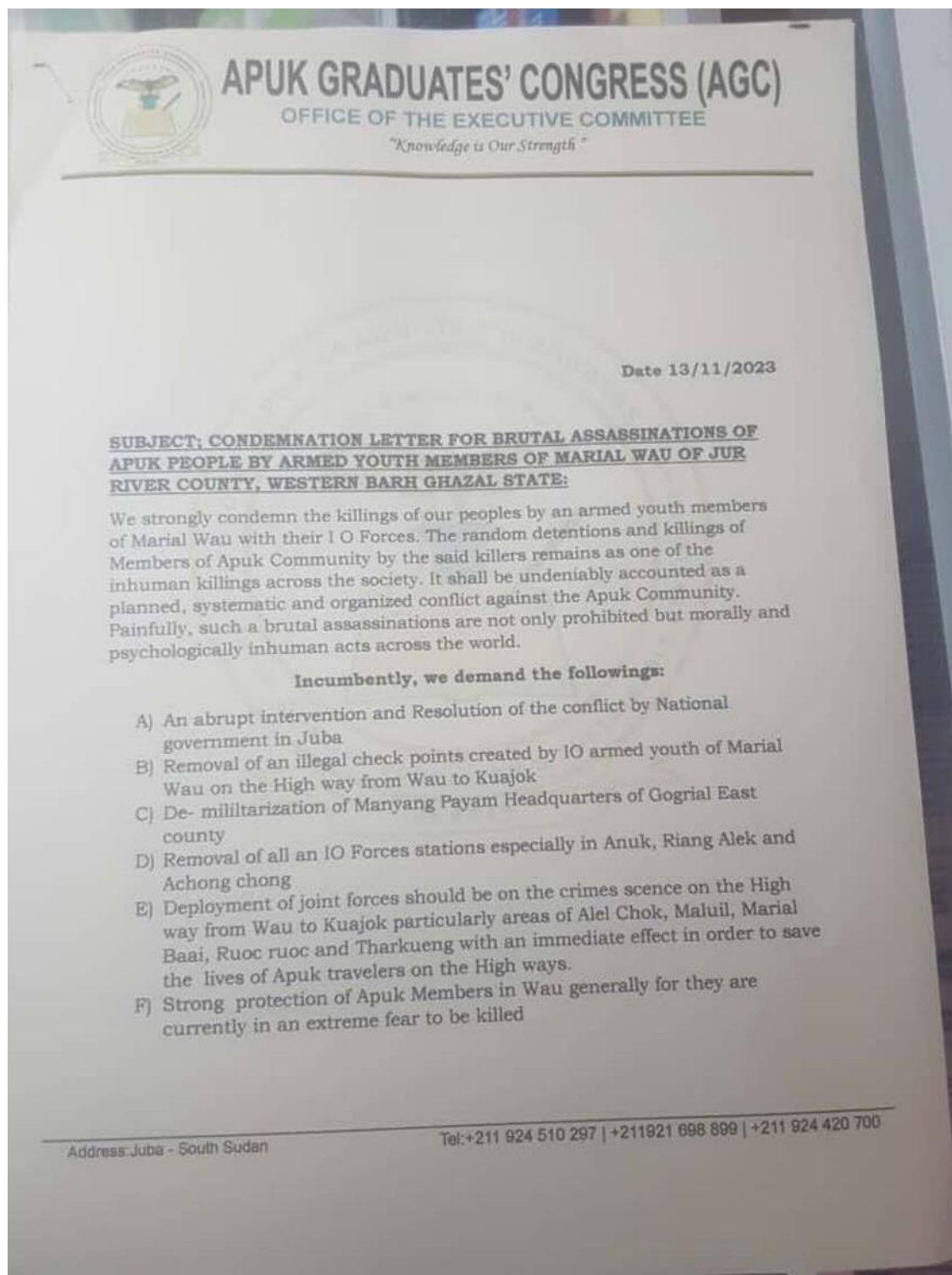
A/Chairman of Marial Wau Youth in Juba



Cc: MWC in Juba, cc. authorities concern Cc: Media, Cc: File.

john.ayei12@gmail.com, +211926121111, +211923333368, +211922297771

Annexe 36 : Lettre du représentant de l'Apuk Graduates' Congress, 13 novembre 2023



- G) Protection of students who are approaching for their examinations on 20th/November/2023.
- H) An immediate release of Gen.Mading Duor's vehicle which was detained by an IO Brig.Gen. Bol Wek last week.

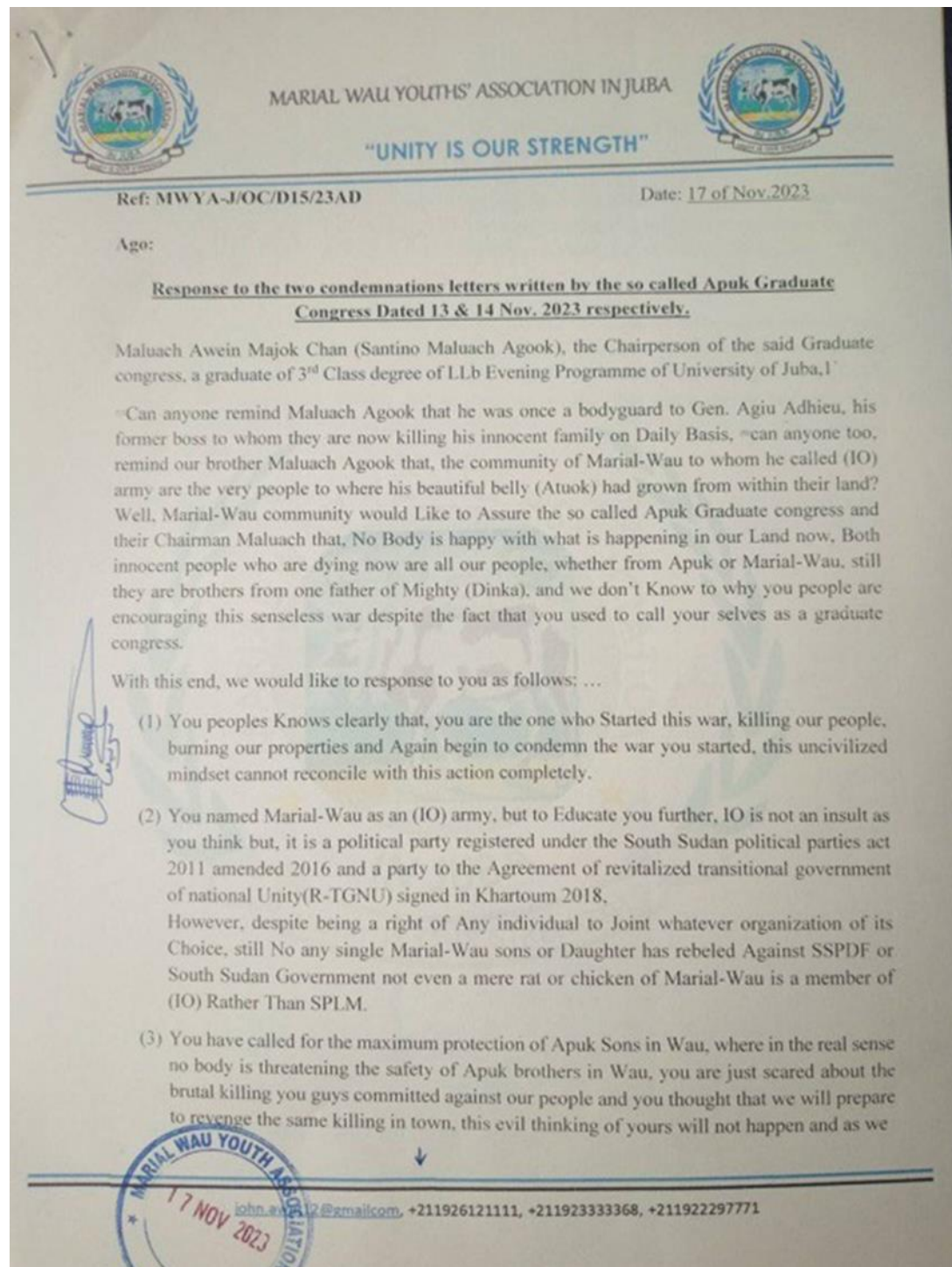


.....
SANTINO LUACH AGOK
CHAIRPERSON OF APUK
GRADUATES CONGRESS (A.G.C)
(A.G.C) JUBA/0921698899/0924420700

Annexe 37 : Lettre de représentants apuk contre le commandant de la division 5 des Forces sud-soudanaises de défense du peuple, 15 novembre 2023



Annexe 38 : Déclaration de l'Association des jeunes Marial Wau, 17 novembre 2023



speaking, I am staying in our house with more than (5 people) of Apuk Son specially Buoyar section and we are staying peacefully as brothers, if you want, I will mention their name.

- (4) no any checkpoint created along Wau Kuacjok Highways or Wau Luanyaker highways accept the two different borders checkpoints in Manyang and therkueng Respectively, unlike Warrap State where you find more than (30 checkpoint) created for looting only.
- (5) Gen. Mading Duor to whom you claimed his car's confiscation, is the son to our daughter and that no body had ever confiscated his car but, it was just a fear from some element who came along to Achongchong market where the found the huge number of people gathered at the scene of the incident and upon seeing people, they dump the car and ran away thinking that they will be captured for the crime committed by buoyar youth. In that matter, the car was taken care off and it was given back peacefully.
- (6) Know that Marial-wau community didn't and will not generalize this war to all Apuk sons, we know the criminals that are disturbing our people, these are the Buoyar Uncivilized villagers.
- (7) Yaa Mr. evening Molana, Maaluu Asa, it seems like you have no clue about the laws of South Sudan, how can You Condemned Gen. Dau Aturjong and even we heard you Quoting SPLA Act 2009, Does APLA act 2009 doesn't have an Article that granted powers to the SSPDF commander to protect the Civilian and their properties from Criminals and any other form of Aggression?? This is an Absolute Madness from you bro.

Gen. Dau Didn't came there before but, your Gelweng and your (Division 11) in Majaktiit which is fully and 100% purely occupied by sons of Apuk headed by the Muonyapuk too are terrorizing our innocent unarmed Civilian of marial Wau and that is why Gen. Dau Aturjong is there to keep laws and orders.

The End.

For God and our Land

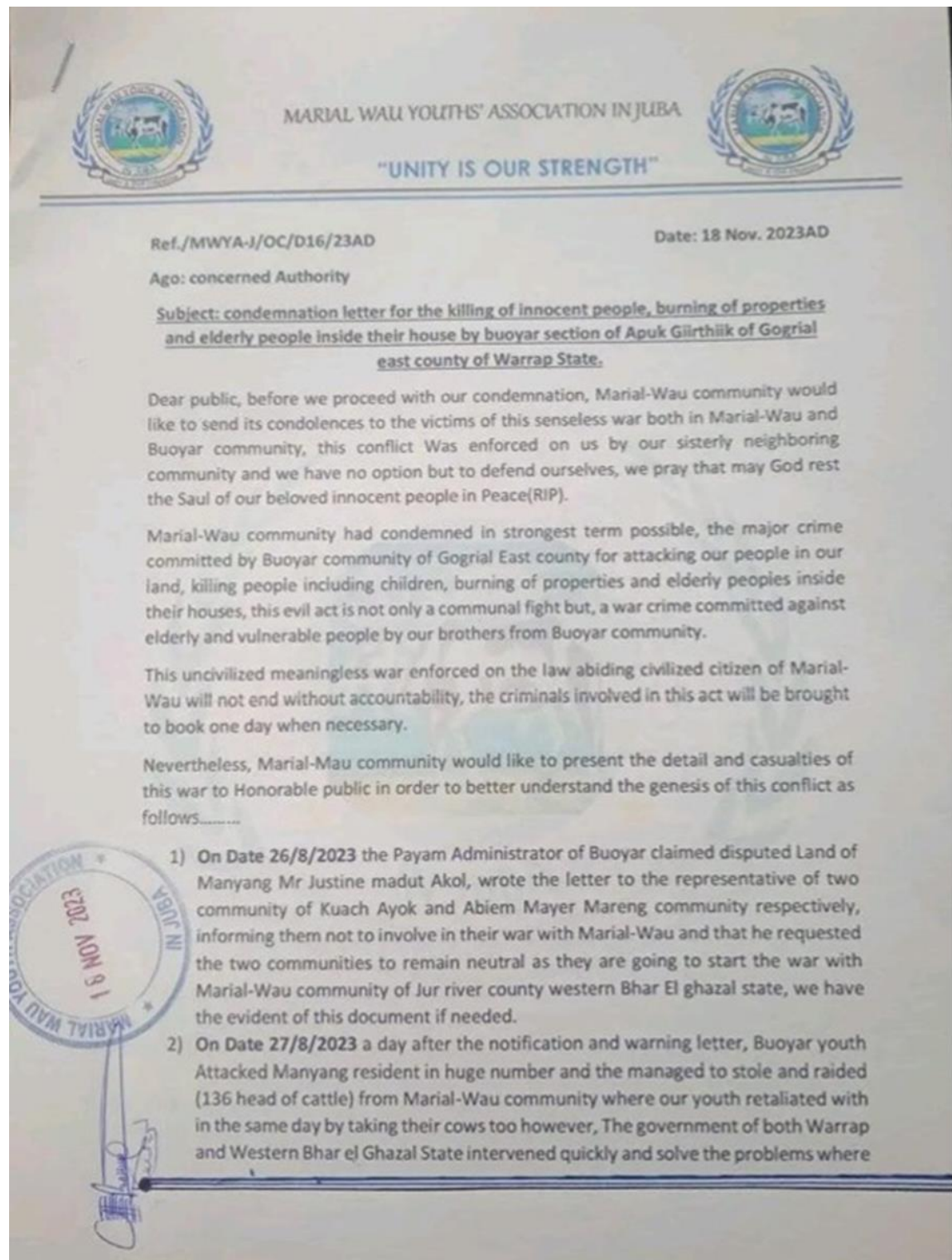
Sign:

Christopher Manut A. Ayei

A/Chairman of Marial-Wau Youth Association in Juba



Annexe 39 : Lettre adressée par l'Association des jeunes Marial Wau, 18 novembre 2023



both parties agreed to exchange back the cows to their respective owners and it was implemented successfully, though Buoyar(Apuk) youth did not bring back the same numbers of cows raided.

- 3) **On Date 29/8/2023** Buoyar youth(Apuk Giirthiik) infiltrated to our territory secretly at night and kidnapped our nephew, Called Door Door, A citizen of Kuach community and later found lying dead slaughtered on the ground the following morning, we have the photo of the deceased for evident if needed.
- 4) **On Date 30/8/2023**, buoyar youth (Apuk Giirthiik) of Gogrial east county of Warrap state start shooting randomly in the area called Riangalek where they successfully shot and wounded the small boy and later we rushed him to the hospital and he was treated well, thank God!
- 5) **One month and half later, On Date 18/10/2023.** Buoyar youth had massively started the war of properties where the successfully burned down the houses in the area called Kuelek, north west of Manyang! Goats were stolen and some farm products were successfully looted in those areas too, well.
- 6) **On Date 7/11/2023** a well-coordinated intentional attack was organized by the said Buoyar community of Apuk Giirthiik of Gogrial east county of Warrap state to our area called Achongchong, in this attack, one person was shot dead by these criminals and the other one was wounded and a number of 12shops were burned to ash. We wrote the first condemnation on this and the photos of the deceased are there for justification.
- 7) **On Date 11/11/2023** the worst day ever, Buoyar youth had massively attacked our peoples in the areas called Geirich, Kuelek and Ahot respectively, many Marial-Wau innocent civilian were murdered in a cool blood including two paramount chiefs with their entire families and because we are civilian and we don't have guns to defend ourselves, our peoples were just killed as they want together with their Division 11 tribal army till they got satisfied with the killing and evacuated back alone.

Marial-Wau community is bleeding and let the world know the number of our innocent civilian killed as follows :...

s/n	Names in full	Status	remark
1	Sultan Kuol Agiu Ngor	p/chief	Dead
2	Sultan Mading Adhieu Akech	Ex/cheif	Dead
3	Mading Agiu Ngor	Brother to p/cheif	Dead
4	Agiu Bol Thiep (Kuac South)	Ordinary p	Dead
5	Door Door (kuac South)	Ordinary p	Dead
6	Kuach Akuith (Kuac south)	Ordinary p	Dead
7	One small boy name unidentified	Child	Dead
8	Another small boy name unidentified	Child	Dead
9	Akol Majok (Akol Awut) luo of rocrocdong	Businessman	Dead

10	Akech Anyar Deng	G/Master degree	Dead
11	Makuach madut yel	Ordinary	Lost to date
12	Anyar Akech Machtoch	Cattle keeper	Dead
13	Wol Wol (Wol Madoot)	Ustaz	Dead
14	Makom Manut Mabeek	Ustaz	Lost to date
15	Kuach Jongamel	Great Spear master ex/chief	Dead

We once again send our condolences to our imidiate family and the family of our brothers from Apuk sons who lost their life too, May God rest their saul in peace.

The end.

For God and our Land

Sign

Christopher Manut A. Ayei

A/chairman of Marial-Wau Youth in Juba



Cc/security concern

Cc/judiciary

Cc/Western Bhar el Ghazal State coordination office

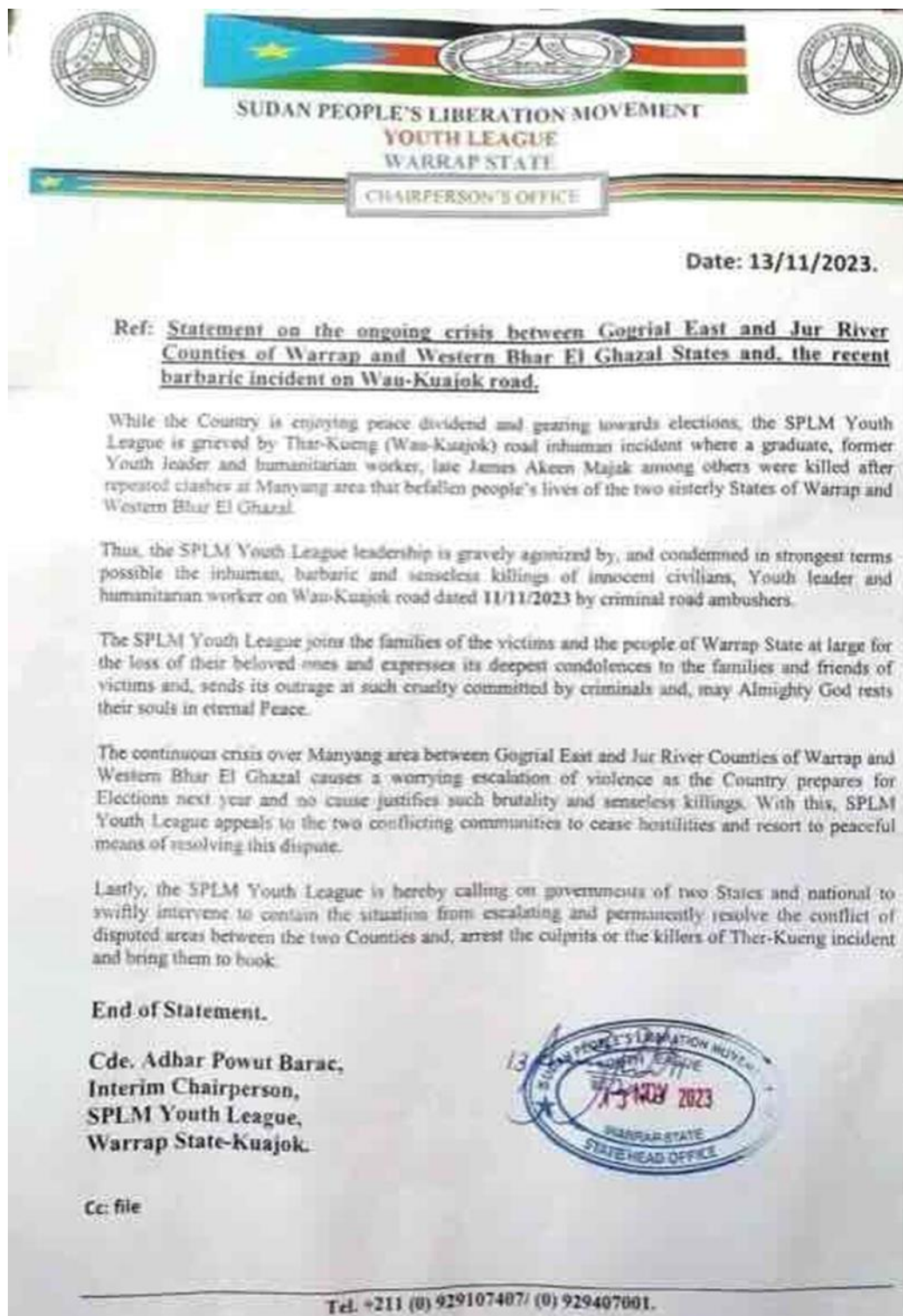
Cc/Marial-wau Community in Juab

Cc/Marial-Wau community in Wau

Cc/Media

Cc/File

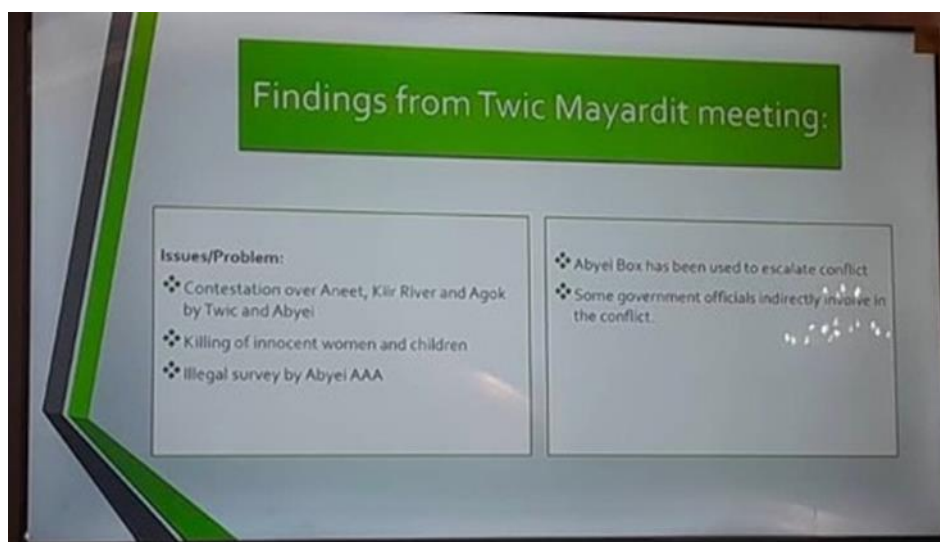
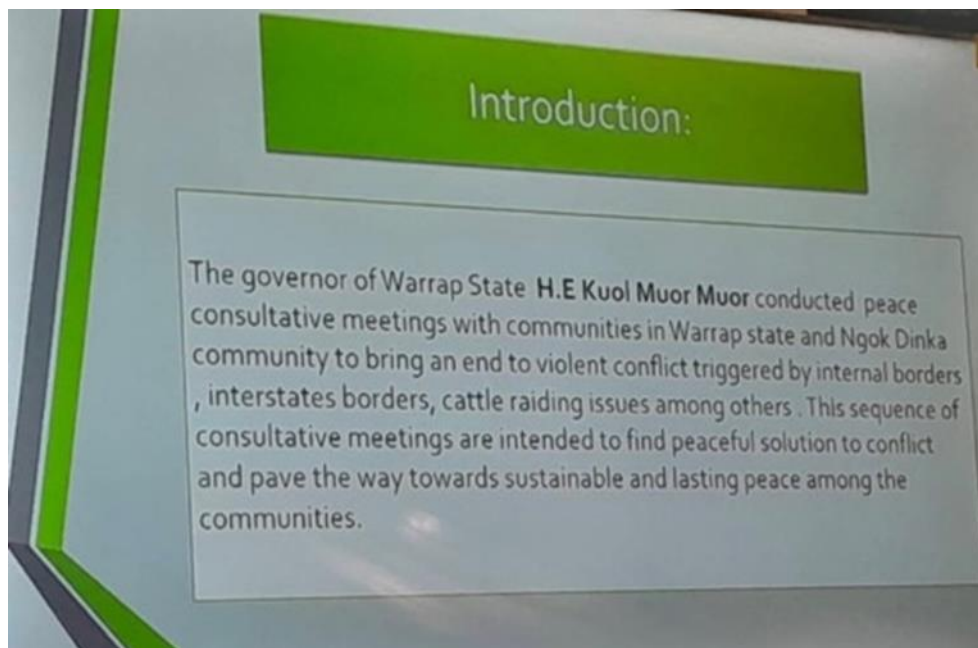
Annexe 40 : Lettre de la ligue des jeunes du MPLS à Ouarrap, 13 novembre 2023



Annexe 41 : Résolutions du livre vert, décembre 2024

The Green Book document was produced from a major peace conference held in December 2023 to address the multiple conflicts occurring across Warrap State.³²⁵ Its resolutions have been widely endorsed.³²⁶

The Green Book slides are listed below.



³²⁵ The City Review, Warrap officials conclude consultative meeting with resolutions, 14 December 2023.

³²⁶ The City Review, Warrap adopts resolutions to end inter-communal conflict, 25 January 2024.

Apuk's Meeting proposed solutions

- ❖ Manyang should be left for Apuk only.
- ❖ The head quarter of Nyinakok should be evacuated to Marial Baai.
- ❖ Perpetrators of the conflict to be apprehended.
- ❖ Dispute to be resolved through court case if dialogue does not work.
- ❖ Revival of the committee to address the dispute of Nyin-Akok border between Jur-River County and Gogrial East county.
- ❖ Two governors to meet to settle the case.
- ❖ Protection forces to be deployed on the borders.
- ❖ Council of States to intervene in states border issues.

Resolutions from Gogrial West County

- ✓ State government holds a conference embodying traditional authorities to resolve the disputes.
- ✓ Legal measures to be prioritized to address communal conflicts.
- ✓ Illegal guns to be taxed if they cannot be taken forcefully.
- ✓ Criminals to be arrested, investigated and convicted according to the criminal laws or according to Green Book which will be adopted by Warrap state assembly
- ✓ State government should intervene immediately on issues of insecurity.

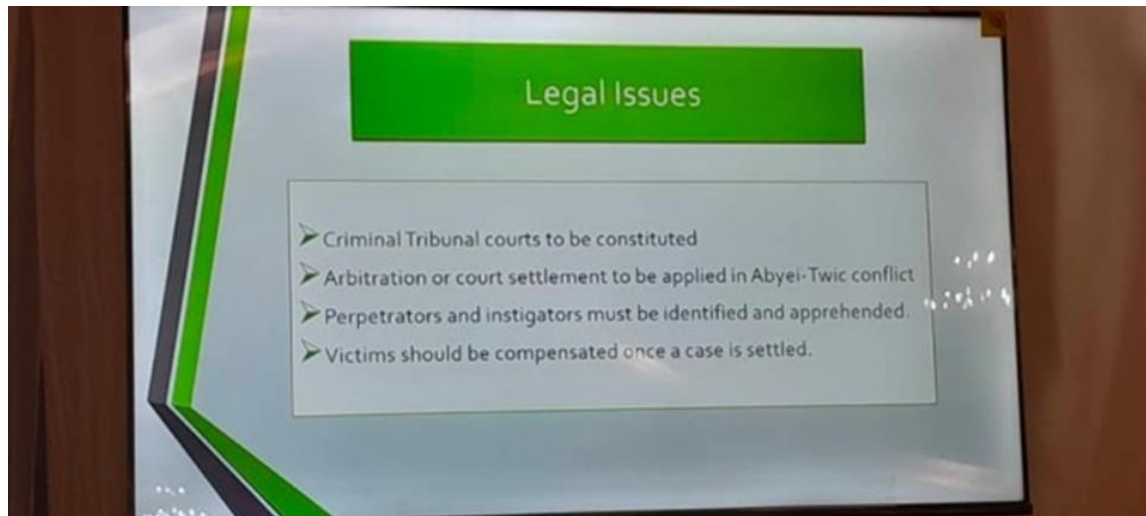
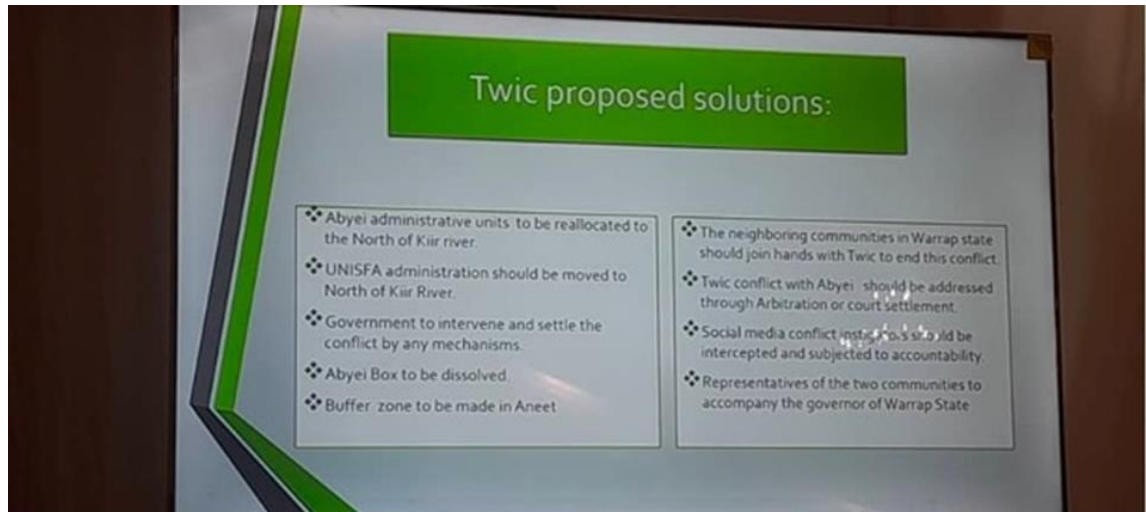
Findings of Tonj Community

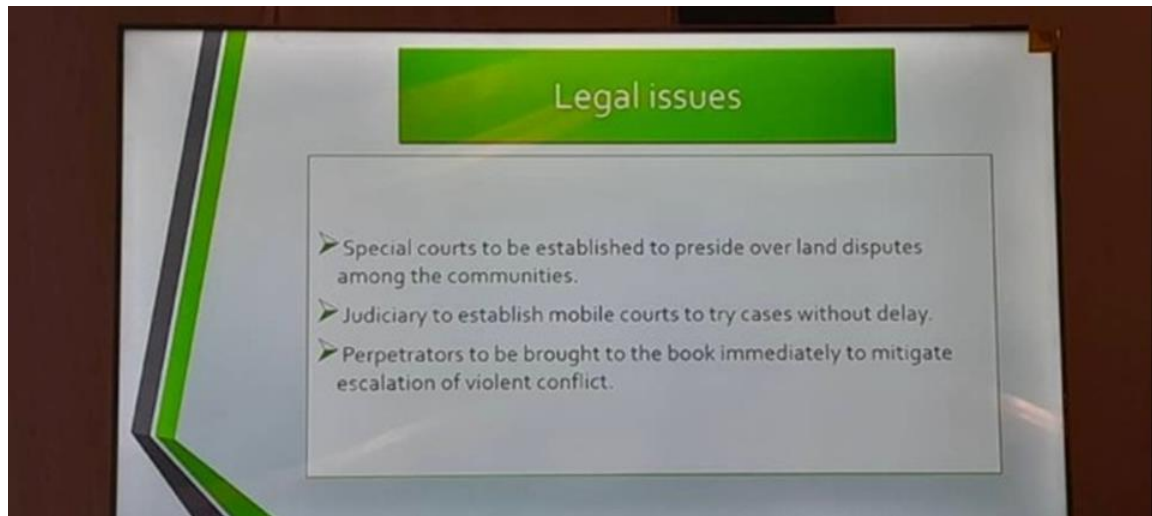
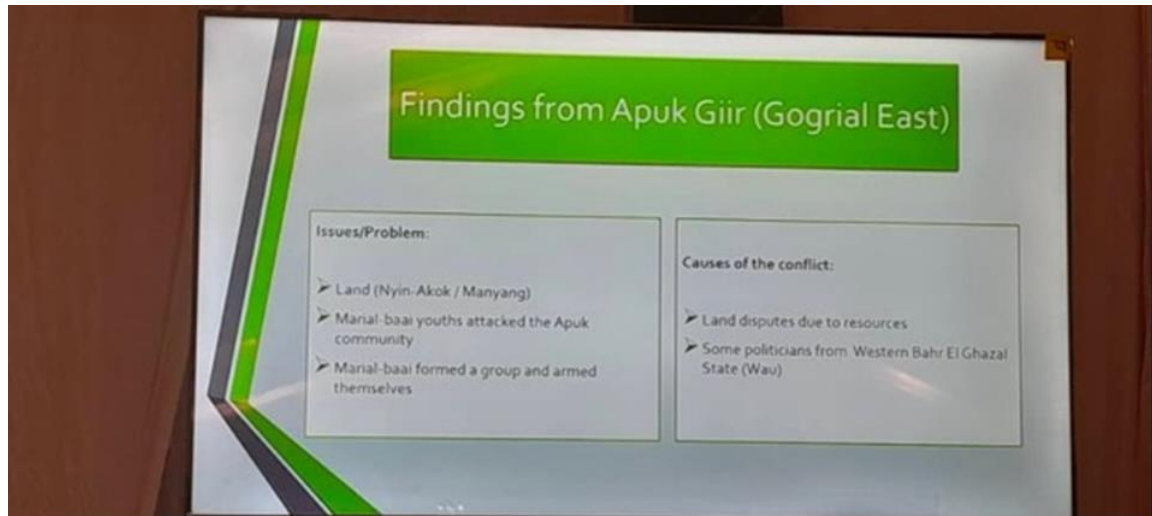
Issues/Problem:

- Unresolved issues have contributed to problems in Tonj community.
- Justice is delayed not done on applicable time.
- Political division has been extended to communities.
- Lack of internal border demarcation within the counties of Tonj.
- Burning down houses and property and counter burning houses.

Causes of the conflict:

- Lack of rule of law, when there is no enforcement of law,
- authoritarianism from government officials.
- Lack of accountability
- Cattle raiding and theft.
- Culture of impunity where individuals commit crime and they are not held accountable.
- Revenge killing among the communities.





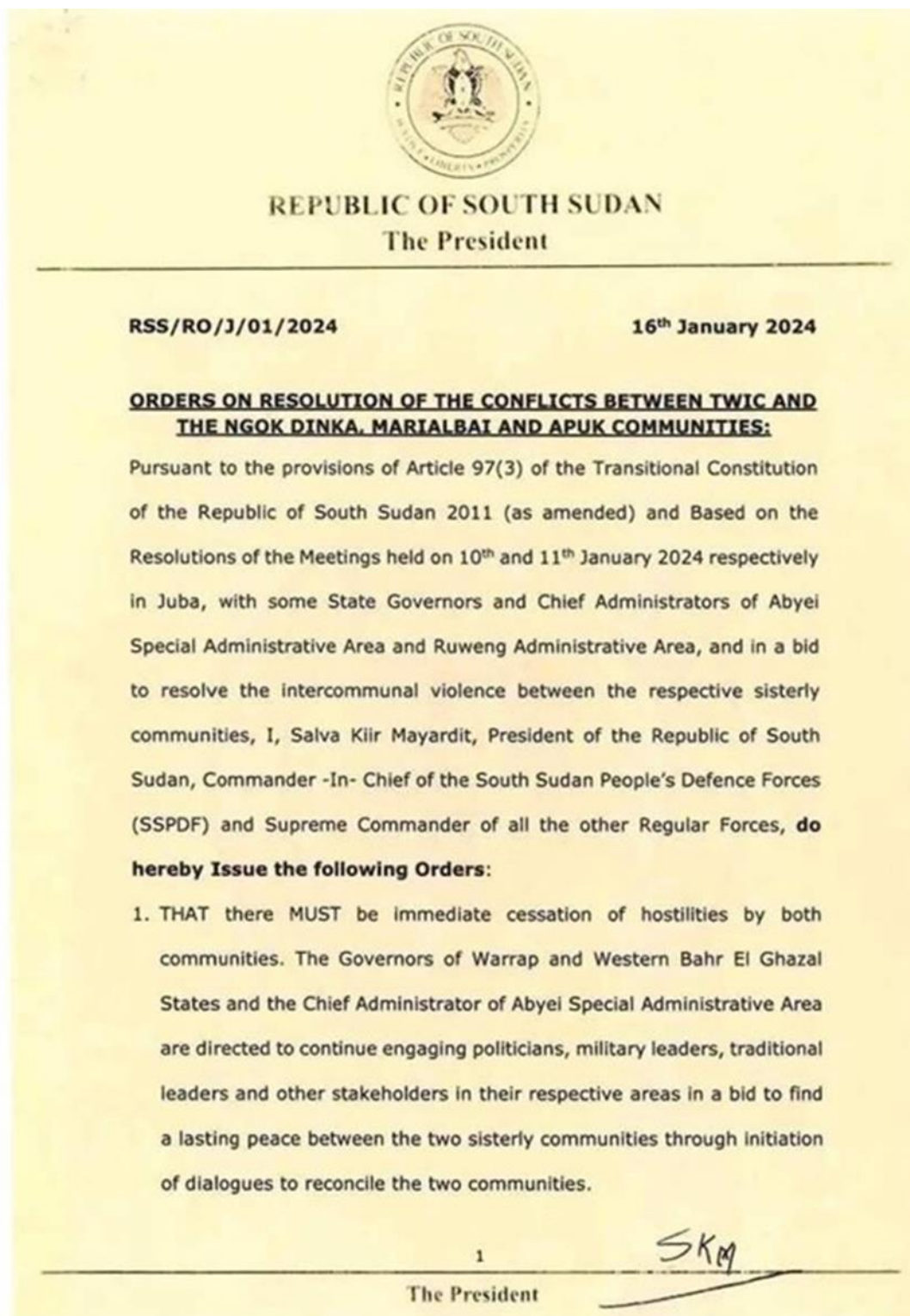
Findings from the Gogrial West (Aguok, Kuac and Awan)

Issues/Problems:	Causes of the conflict:
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Fighting between Kuac and Aguok community in the disputed place called Muonyjang ➤ Houses were burned ➤ Poor governance in the state ➤ Social media instigators ➤ Alcohol consumption 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Land disputes between Aguok and Kuac ➤ It started in the Cattle camp, Muony-Jang ➤ Cattle raiding ➤ Uncivilized politics among the communities ➤ unresolved disputes within the community ➤ unclassified rumors that instigate violence among the communities

Legal Issues

- ❖ Chief Justice to constitute courts and appoint judges to try criminal cases in Warrap State.
- ❖ State laws should be enacted in compliance to the national constitution to ensure rule of law.
- ❖ The national government must establish laws to regulate the use of guns.
- ❖ The perpetrators of destruction of property should be made to compensate what they have destroyed.
- ❖ The accused that triggered that conflict between the two communities should be brought to book.

Annexe 42 : Décret présidentiel RSS/RO/J/01/2024, 16 janvier 2024



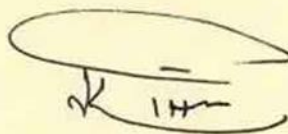
2. The relevant Security Institutions of the Country MUST deploy neutral forces to the conflict affected areas with clear operational orders to restore law and order.
3. The Security Forces MUST ensure that Mr. Gai Machiek, the Nuer Spiritual Leader is expelled from Ajak Kuac area in Warrap State and peacefully returned to either Unity State or moved to another state of his choice within the Bahr el Ghazal Region, other than Warrap State and Abyei Special Administrative Area.
4. The Security Forces MUST also ensure that the Nuer youth present in Twic and Ngok areas are moved either back to the Nuer land or away from the areas of conflict to States such as Northern Bahr el Ghazal, Western Bahr el Ghazal or Lakes.
5. The relevant Security Forces, Law enforcement agencies and Legal Institutions MUST ensure that any politician or person or group of politicians or persons who incites or incite violence on both or either sides of the respective communities, should be summoned and questioned or apprehended by the relevant authorities and where appropriate, arraign them in courts of law for justice and tranquility to prevail. Land, borders and boundaries in the conflict affected areas of Twic, the Ngok Dinka, Apuk, Marialbai, including the question of Abyei Box, MUST be put on hold and the leadership shall devise a peaceful means of resolving it accordingly. This Order shall equally apply to other land, boarder and boundary related conflicts in other parts of the Country.

2

SKM

The President

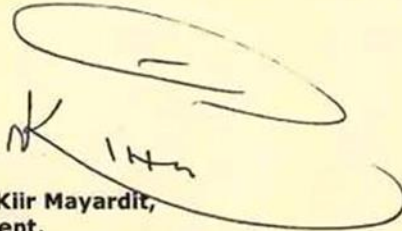
6. The Governors of Warrap State, Western Bahr El Ghazel State and the Chief Administrator of Abyei Special Administrative Area, together with Governors from neighboring States are directed to engage the youth in their respective States or Areas to disengage and desist from violence, embrace peaceful co-existence including engaging them in agriculture, peace and developmental projects as well as income generating activities.
7. All the relevant Security Organs MUST continue to carry on arms search and peaceful disarmaments of the civil population in Warrap, Western Bahr el Ghazal States, as well as other parts of the Country.
8. All relevant institutions should engage UNISFA to stick to its legal mandate.
9. The Bridge in Wau remains Clement Mboro Bridge and the National Government shall dispatch a team to Wau to sensitize the citizens about the same and an investigation Committee shall be formed to investigate the incidence of violence in Wau for further action.
10. SSPDF, the Police and NSS are hereby directed to ensure that these orders are enforced and implemented accordingly.



3

The President

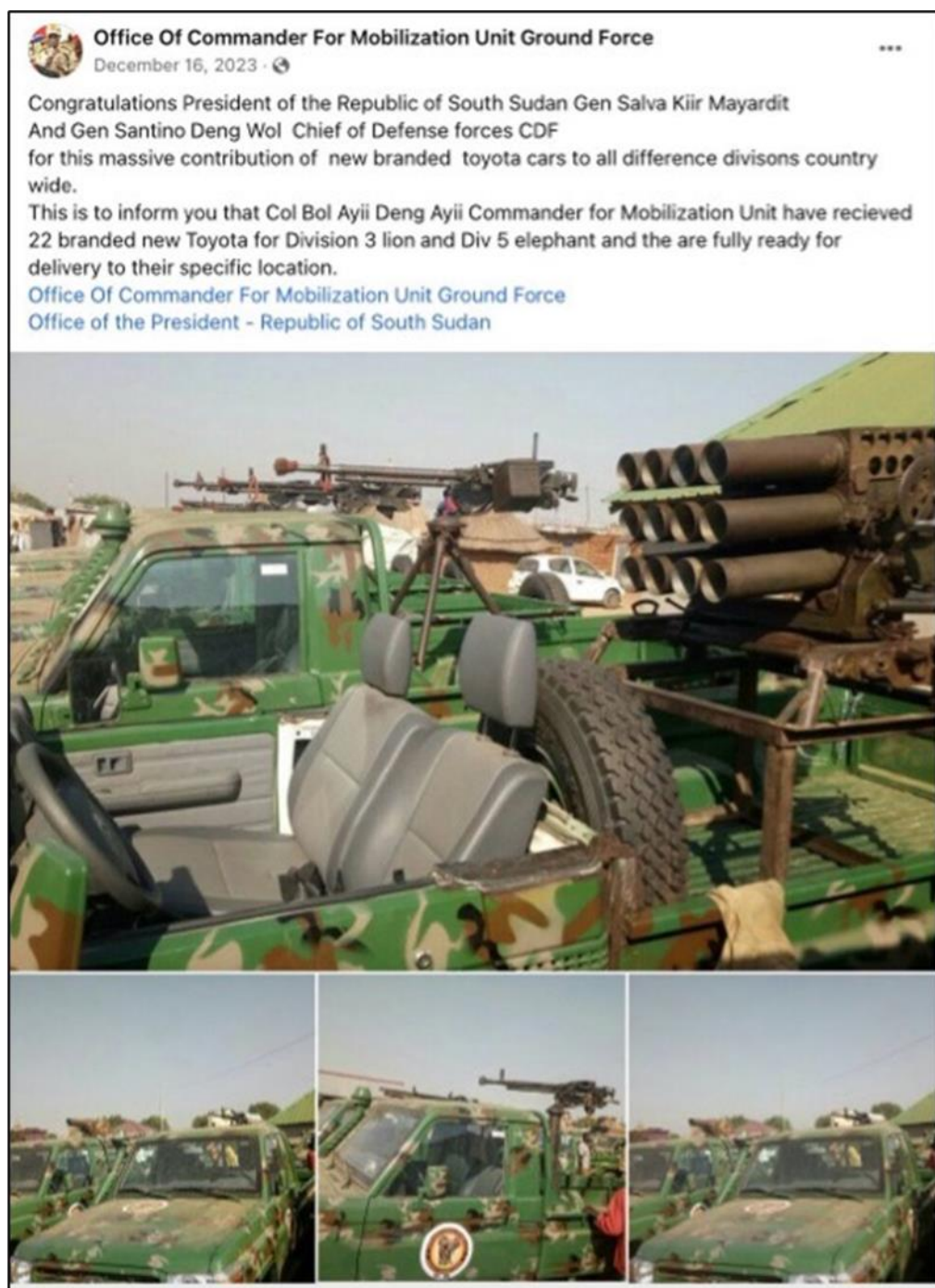
*Issued under my hand and the Seal of the Republic of South Sudan in Juba,
this Sixteenth Day of the Month of January in the Year 2024.*



**Salva Kiir Mayardit,
President,
Commander -In- Chief of the SSPDF,
Republic of South Sudan,
Juba.**



Annexe 43 : Message posté par le commandant du bureau des Forces sud-soudanaises de défense du peuple pour la mobilisation de l'unité de force terrestre, 16 décembre 2023



**Annexe 44 : Nouveaux véhicules des Forces sud-soudanaises de
défense du peuple concernant des forces sous le commandement de
Tito Biel**



Source: confidential source, with additional photographs on file with the Panel.


**Annexe 45 : Contrat de vente entre Apollo Security Vehicles
et ICD Ltd., 3 février 2024**

<u>SALES CONTRACT</u>				
Date: 3 rd Feb 2022		Ref : ASV/SS/2022/01		
Between: The Seller				
Apollo Security Vehicles LLC [Redacted] Aqaba, JORDAN				
And : The Buyer				
ICD Ltd Juba, Republic of South Sudan				
Subject: Contract towards supply of 4x4 APC's				
The Seller agrees to provide 100 units of APC for Army model TYGRA 4x4 Armoured B6 Level in Multiple Lots as detailed in our proforma invoice and in this Contract.				
Pricing / Account Details : REF: PI:22107-R				
#	Description	Quantity	Unit price	Amount
1	B6 Level Armored Personnel Carrier 8 seater (2+6) built on TLC 79 4.2 Lit Turbo Diesel Engine 4x4 driveline	100	\$105,000.00	\$10,500,000.00
TOTAL OF THIS INVOICE US DOLLAR TEN MILLION FIVE HUNDRED THOUSAND ONLY				\$ 10,500,000.00
Account Details				
BANK Details				
Account Name: Apollo Security Vehicles LLC [Redacted]				
Validity : Proforma Invoice Valid till 28.02.2022				
Pg. 1 of 3				



For the Seller:   Apollo Security Vehicles LLC	For the Buyer:  
---	--

**Annexe 46 : Approbation de l'exportation de véhicules blindés,
7 janvier 2024**


SOUTH SUDAN PEOPLE'S DEFENCE FORCES
Chief of Defence Forces

RSS/SSPDF/CDF/01/2023/047 7th January, 2023

SSPDF GHQs, Bilpam Juba
Republic of South Sudan


To Whom It May Concern

Subject: Approval of Export of Armored Vehicles

By this notification, we request the authorities "whom it may concern" for approval of export and shipment of **sixteen (16)** armored vehicles through M/S Shield for Armored Vehicles, Aqaba Special Economic Zone (ASEZA) Jordan, which was contracted for modification and supply of these vehicles. The details of the vehicles are as hereunder:

S/No.	Type	Year	Purpose	Chassis No.	Modification Completed
1.	Toyota Land Cruiser 79	2022	Government	JTFLV73J0NB048614	Yes
2.	Toyota Land Cruiser 79	2022	Government	JTFLV73J2NB049442	Yes
3.	Toyota Land Cruiser 79	2022	Government	JTFLV73J6NB050478	Yes
4.	Toyota Land Cruiser 79	2022	Government	JTFLV73J6NB050299	Yes
5.	Toyota Land Cruiser 79	2022	Government	JTFLV73JXNB050564	Yes
6.	Toyota Land Cruiser 79	2022	Government	JTFLV73J2NB043401	Yes
7.	Toyota Land Cruiser 79	2022	Government	JTFLV73JXNB045302	Yes
8.	Toyota Land Cruiser 79	2022	Government	JTFLV73J0NB048239	Yes
9.	Toyota Land Cruiser 79	2022	Government	JTFLV73J6NB049900	Yes
10.	Toyota Land Cruiser 79	2022	Government	JTFLV73J7NB050859	Yes
11.	Toyota Land Cruiser 79	2022	Government	JTFLV73J5NB050150	Yes
12.	Toyota Land Cruiser 79	2022	Government	JTFLV73J6NB049444	Yes
13.	Toyota Land Cruiser 79	2022	Government	JTFLV73JXNB050998	Yes
14.	Toyota Land Cruiser 79	2022	Government	JTFLV73J3NB052317	Yes
15.	Toyota Land Cruiser 79	2022	Government	JTFLV73J5PB053682	Yes
16.	Toyota Land Cruiser 79	2022	Government	JTFLV73J7PB053991	Yes

...bearing in mind that the modified Toyota 79s have the inherent undertaking not to re-export, use, transfer or donate these vehicle(s) for military activities unless approved by the relevant governmental authority in the State of the Organization's headquarters. We take this opportunity



OF CHIEF OF DEFENCE FORCES SSPDF GENERAL HEADQUARTERS-BILPAM JUBA REPUBLIC OF SOUTH SUDAN

Annexe 47 : Document d'enregistrement d'ICD Ltd.

The image shows a 'Certificate of Incorporation' from the Government of Southern Sudan. The document is framed by a decorative border with yellow and green patterns. At the top, it reads 'Government of Southern Sudan' and 'Ministry of Legal Affairs and Constitutional Development'. Below this, it states 'The Registrar of Companies, NGOs, Societies and Associations, Office of the Chief Registrar'. The registration number is 'Reg. No: 1260'. The title 'Certificate of Incorporation' is underlined. The text reads: 'I, Peter Gatkoush Kor, Chief Registrar of Companies, NGOs, Societies and Associations, hereby certify that ICD LTD is this day Incorporated in accordance with the New (Southern) Sudan Companies Act, 2003.' The date is 'Given under my hand at Juba, Southern Sudan this 24th day of August, 2007.' The signature of the Chief Registrar is present, along with the text 'Sign Chief Registrar Ministry of Legal Affairs and Constitutional Development'.

Government of Southern Sudan
Ministry of Legal Affairs and Constitutional Development
The Registrar of Companies, NGOs, Societies and Associations,
Office of the Chief Registrar

Reg. No: 1260

Certificate of Incorporation


I, Peter Gatkoush Kor, Chief Registrar of Companies, NGOs, Societies and Associations, hereby certify that ICD LTD is this day Incorporated in accordance with the New (Southern) Sudan Companies Act, 2003.

Given under my hand at Juba, Southern Sudan this 24th day of August, 2007.

Sign
Chief Registrar
Ministry of Legal Affairs and Constitutional Development

Annexe 48 : Licence commerciale d'ICD Ltd. pour l'État de l'Équatoria-Central, 15 janvier 2020


REPUBLIC OF SOUTH SUDAN
 MINISTRY OF FINANCE & PUBLIC SERVICE
 DIRECTORATE OF COMMERCE & SUPPLY
JUBEK STATE
JUBA



LICENCE SERIAL NUMBER 012465 C

OPERATION LICENCE.

The issuance of Operation Licence in Accordance with Article 85(2) of Jubek State, Transitional Constitution is hereby Certified.

That


(THE NAME) " ICD LTD. "

JS - THONGPING - JUBA

BEING THE PROPERTY OF: AS PER MEMO & ARTICLES OF ASSOCIATION

Has been duly issued in accordance with Article (52) read together with item (14) of schedule B and item (28) of schedule C of Jubek State Transitional Constitution 2011.

Expiry Date:- 15TH, JANUARY, 2021.


DIRECTOR GENERAL
DIRECTORATE OF COMMERCE & SUPPLY
JUBEK STATE
JUBA

This 15TH, day of JANUARY, 2020

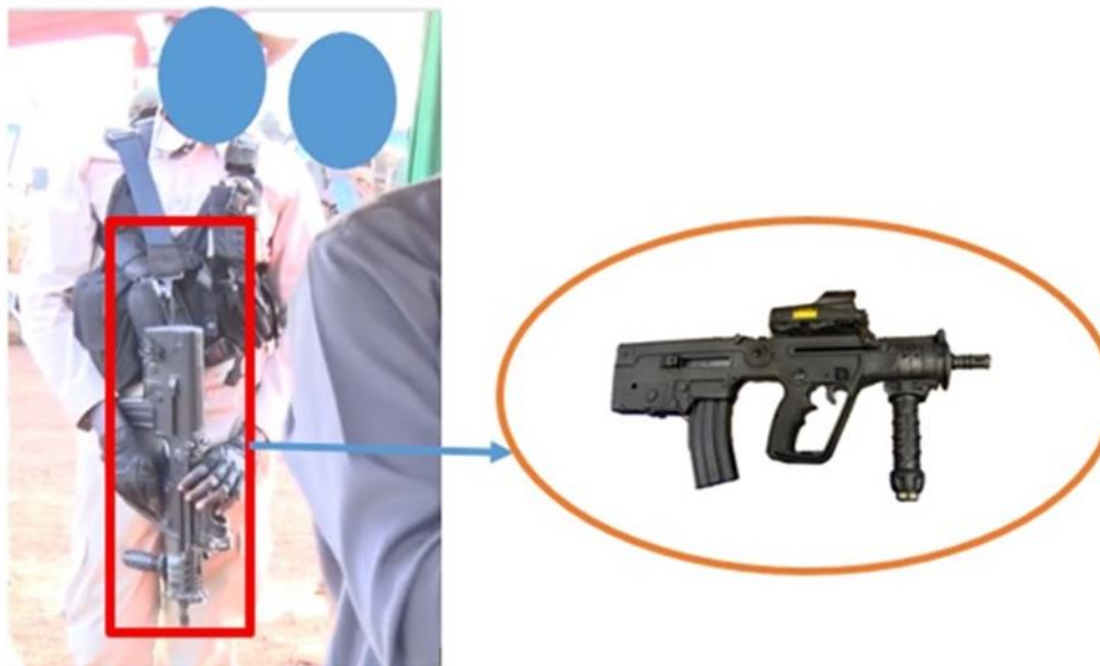
Annexe 49 : MP-5A5 observé au Soudan du Sud

An MP-5A5 with a retractable buttstock and 3-round burst trigger group was seen in possession of security detail for the Governor of Upper Nile State while he was overseeing the deployment of 522 soldiers on 11 December 2023.

The MP-5 sub-machine gun is also used by Sudanese security services and is produced in a range of countries, including Germany, China, Greece, India, Iran, Mexico, Pakistan, Saudi Arabia, Sudan, Switzerland, Turkiye and the United Kingdom.



**Annexe 50 : Micro Tavor X95 observé au Soudan du Sud, doté
d'une sécurité privée**



**Annexe 51 : Tentative de fournir des armes par les Forces
sud-soudanaises de défense du peuple, 19 septembre 2023**

Office of the Director of
Acquisitions
Government of South Sudan



MINISTRY OF DEFENCE
AND VETERAN AFFAIRS
P.O. Box 649, Juba
South Sudan

IN ANY CORRESPONDENCE ON
THIS SUBJECT PLEASE QUOTE

Our Ref: SUPLS/MODVA/042/022-23/EXT

Your Ref:

Date: 19th Sept, 2023



**Subject: Military Equipment & Supplies Procurement
Request for Quotation (RFQ) No. 511017**

The Ministry of Defense & Veterans Affairs (MODVA), - Republic of South Sudan (RSS) invites you to submit a Firm Fixed Price Proposal for the following items;

No.	Item description	Quantity
1.	12.7 x 108 mm DshK Machine Guns	30
2.	7.62 x 54 mm SDV Sniper rifles	500
3.	12.7 x 108 NSV Machine Guns	50
4.	23 x 152 mm Zu-23-2 Twin Barrel Anti-Aircraft Machine Guns on Towed wheel chassis	15
5.	60 mm HE Mortar Shells	25,000
6.	60 mm Mortar Launchers	25
7.	82mm HE Mortar Shells	10,000
8.	82mm Mortar Launchers	20
9.	120mm HE Mortar Shells	100
10.	120 mm Mortar Launchers	15
11.	SPG-9-73mm Recoilless Anti-Tank Gun	15
12.	OG-9V FRAG-HE (73mm) Rounds for SPG-9	5,000
13.	RPG-7 Launcher	30
14.	PG-7 HE Rounds for RPG	100
15.	40/46mm Revolvers Hand Grenade Launchers	25
16.	30mm AGS-17 Automatic Grenade Launchers	30
17.	Tactical Bulletproof vests (III-IV NIJ / 3 rd class, Br4, Br5, S2)	2,000
18.	Assault Bulletproof Vests (IV NIJ / class, Br4, Br5	2,000
19.	Protective Bulletproof Helmets (PASGT Level IIIA)	1,500
20.	Armored Trucks with anti-mine protection.	20

You will solely be responsible for ensuring that your offer is received by the Directorate of Acquisitions by the 30th September, 2023.

1. **Offer submission:** The offer must be submitted electronically only.

Electronic submission only: The offer must be sent to the following address:
to: info@modva-rss.com Dr. John Moduk, Director Acquisitions.

Please reference the RFQ number in any response to this RFQ.

2. **Specifications:** All commodities offered in response to this RFQ must be new and unused.
3. **Quotation:** The quote made in response to this RFQ must be priced on a fixed-price, all inclusive basis, including delivery and all other associated costs. You are required to submit your quotation using your company letterhead.

During the validity of the quotation, MODVA will not accept any changes in unit prices, due to escalation, inflation, exchange rate fluctuation, or other market factors, after receipt of the quotation. At the time of award MODVA reserves the right to increase or decrease the quantity of goods, by up to a maximum twenty-five per cent (25%) of the total offer, without changes in the unit price.

Currency of Quotation: Pricing must be presented in either US dollars Or Euros (VAT 0%, and exempt of customs taxes).

Quotation validity: The offer must remain valid for not less than 90 calendar days after submission. In exceptional circumstances, MODVA may request your company to extend the validity of the quotation beyond what has initially been indicated in the RFQ. The Proposal shall then confirm the extension in writing, without any modification whatsoever on the Quotation.

Note: Due to certain prevailing systematic issues associated with the Republic of South Sudan (RSS) that are beyond the control of the Ministry of Defense & Veterans Affairs (MODVA) which limit the government's direct import of classified equipment of a military nature all contractual arrangements will be arranged, executed and implemented between [REDACTED] and Uganda's Ministry of Defense & Veterans Affairs who will be fully responsible for providing the End User Certificates (EUCs), sign contract documents, effect the contract payments and receive all the imports on our behalf.

Please take note that the Directorate of Acquisitions will internally examine and evaluate your offer to ascertain whether it gives government the best value for money after which your file will be passed on to Uganda's Ministry of Defense for further management.

As a precursor to contract signature with the Ugandan establishment, its advisable that an interactive meeting be held between both parties to agree on vital elements such as the payment schedule, delivery timelines, warranties, securities, and after sales maintenance among other things that will finally result into the draft contract that will be signed interparty.

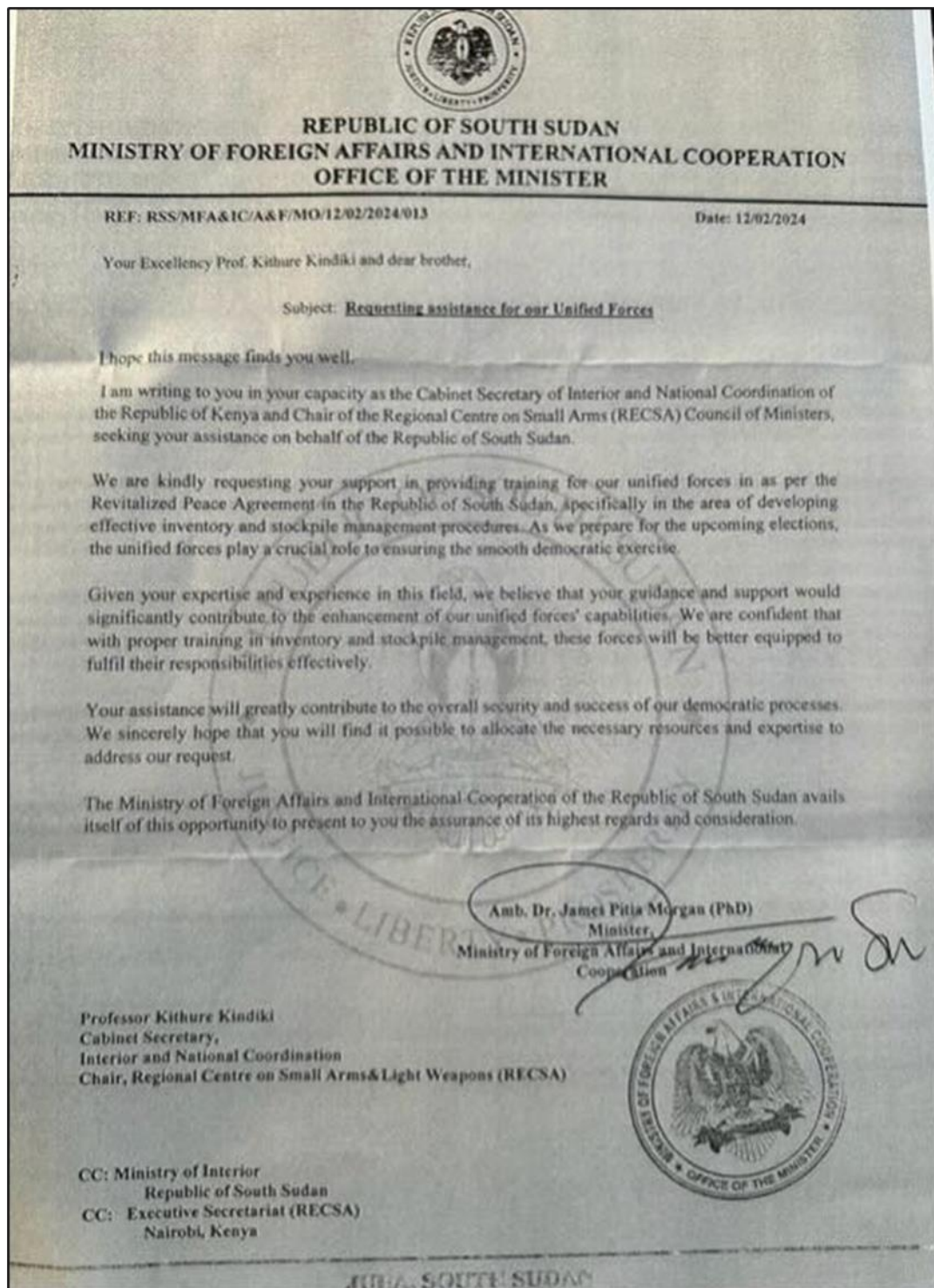
Yours respectfully,



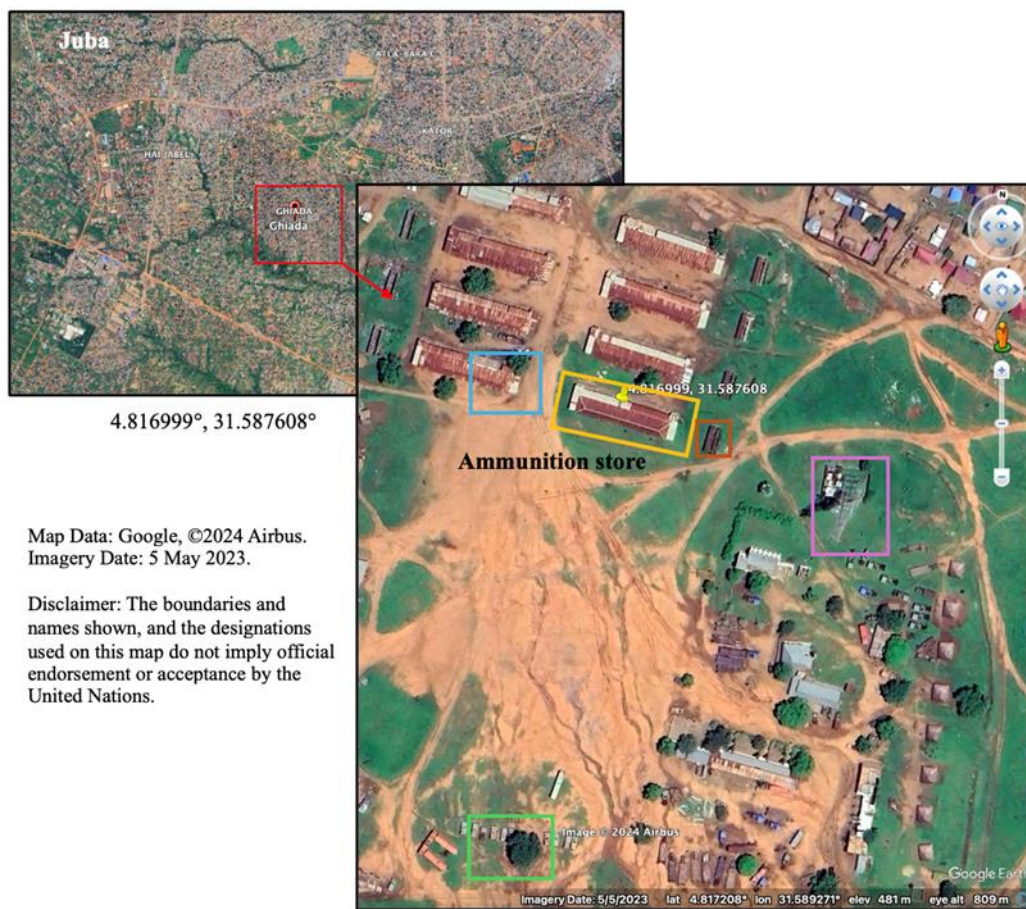
John Moduk
Director of Acquisitions



Annexe 52 : Demande d'aide au Centre régional sur les armes légères et de petit calibre dans la région des Grands Lacs, la Corne de l'Afrique et les États limitrophes concernant la gestion des stocks, 12 février 2024



Annexe 53 : Explosion à la caserne militaire de Giada





Images sourced from South Sudanese media reports and social media reports.

Annexe 54 : Revendication de responsabilité par le Front national de salut concernant l'explosion à la caserne de Giada, 25 février 2024



DATE: 25TH /02/2024

FOR IMMEDIATE PRESS RELEASE.

The NAS Army Leadership would like to inform all NAS members and the people of South Sudan that on 24/ 02/2024, at about 24.00 hours, NAS Special Force carried out an operation on the "SSPDF" Armored Ammunitions Store at the old General Headquarters (El-Giada) in Juba.

The NAS Force withdrew safely after accomplishing its mission, leaving the enemy in panic and disarray.

NAS would like to assure the people of South Sudan that it will not leave any stone unturned to stop the suffering inflicted by the oppressive Regime of Salva Kiir on our citizens!

The Leadership of NAS congratulates the gallant NAS Army / Special Force for this heroic operation against the enemy right into the heart of the capital, Juba.

NAS remains committed to the peaceful resolution of the conflict in the RSS by addressing the Root Causes

NAS Guwa!

People power!

The Struggle Continues and victory is certain!

Col. Yongule Emmanuel Thomas!

NAS Military Spokesperson.



Annexe 55 : Notification d'urgence de la Bashayer Pipeline Company (BAPCO), 12 février 2024



BASHAYER PIPELINE COMPANY (BAPCO)

Almugran District – Petrodar Tower

Khartoum, Sudan

Tel: +249 187 008011 Fax: +249 183 790550

Date: February, 12th, 2024

Ref: BAPCO/DPOC/letter/MT.24/003

TO: Mr. Ayong Bol Deng
Acting President
Dar Petroleum Operating Company

CC: BAPCO BOD chairman

CC: DGD General Director

Subject: Emergency Notification

Dear Sir,

Reference is made to letter number BAPCO/DPOC/letter/MT.24/001, dated February 10th, 2024, and letter number BAPCO/DPOC/letter/MT.24/002, dated February 12th, 2024.

We regret to inform you that the pressure reading at PS#3 sharply declined from 93 bar to 3 bar and ESD system accordingly shutdown, which is seem that there is a leak or rupture in pipeline at the section between PS#3 & PS#4.

BAPCO has activated the ERP and started the rectification and mitigation of current situation.

Kindly activate your ERP accordingly and BAPCO will keep you updated.

Kind regards,



Ibrahim Adam Yagoub
General Manager
Bashayer Pipeline Company

P. O. Box 11776, Khartoum – Sudan Web: www.bapco.sd - Website: www.bashayerpi.com Email: info@bashayerpi.com

Annexe 56 : Notification de force majeure par la Dar Petroleum Operating Company, 13 février 2024

Dar Petroleum Operating Company

Plot No. 163A, Block No. 5
Rock City Road, Hai Jebel- Juba
Republic of South Sudan
Email: pres.off@darpetroleum.com



Date: 13 February 2024
Ref: DPOC/UDC/MOP & PARTNERS/24-011

To: Hon. Dr. William Anyak Deng
Undersecretary,
Ministry of Petroleum
Republic of South Sudan

Cc: Hon. Puot Kang Chol
Minister of Petroleum
Republic of South Sudan

Eng. Deng Lual Wol
Director General of Petroleum,
E&P Authority, Ministry of Petroleum
Republic of South Sudan

To:



Honorable Undersecretary and Partners

Force Majeure Notice for cancelation of Dar Blend Crude Lifting and Sales for the following cargoes in February and March 2024

With reference to our letter dated 12 Feb 2024 ref: DPOC/E& P/Production/MOP & Partners/24-001, we regret to inform you that BAPCO crude transportation system is currently facing an unavoidable incident in Sudan. As a result, the coming lifting on 22-23 Feb (Partners' entitlement) and 28-29 Feb (RSS's entitlement) cannot be secured.


The incident was unforeseeable event and beyond our control. Given the above unfortunate incident, we hereby declare the incident as a Force Majeure Event under Article XXIII of EPSA, Article 17 of JOA and Article 7.3 of JOCSA.

DPOC hereby declare the above mentioned lifting cargoes are cancelled and the bidding process for the cargoes in March 2024 to be suspended accordingly.

DPOC is closely monitoring the situation in Sudan and shall keep you updated in any new development in the due course.

Force Majeure Notice for cancelation of Dar Blend Crude Lifting and Sales for the following cargoes in February 2024

Annexe 57 : Mise à jour de la BAPCO sur l'oléoduc, 16 février 2024



BASHAYER PIPELINE COMPANY (BAPCO)
 Almugran District – Petrodar Tower
 Khartoum, Sudan
 Tel: +249 187 008011 Fax: +249 183 790550

Date: February, 16th, 2024
 Ref: BAPCO/DPOC/letter/MT.24/006

TO: Mr. Ayoun Bol Deng
Acting President
Dar Petroleum Operating Company

CC: BAPCO BOD chairman
CC: DGD General Director

Subject: RE: BAPCO Pipeline Flow Ability Assurance Proposal

Dear Sir,

Reference is made to the above subject, and your letter DPOC/UDC/BAPCO/24-014 dated 15th February 2024, BAPCO would like to appreciate DPOC continuous support and the close follow up for the current situation.

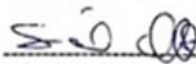
In fact, BAPCO has successfully completed the repair for the leak point and currently all preparation for resumption are in place of using BAPCO procedures for pipeline restart considering all technical and operation aspects for this case as BAPCO had treated the similar previous incidents successfully.


It is obviously the situation along the pipeline is not secured and most of area is considered as war zone yet the most critical problem we share here is the supply of diesel to PS#4 and restart the heating there which is so essential for both resumption and continuity of the smooth operation, BAPCO done whatever effort to supply the diesel to PS#4 but unfortunately failed so far, that's we request DPOCs' and whoever's support to resolve such matter.

The challenges now BAPCO facing are all related to security, logistic, communication and movement between stations, BAPCO spares no effort to settle most of the issues in spite the difficulties and challenges associated with the running War, however again we need your immediate attention to the diesel supply issue to PS#4

Support of DPOC is much appreciated and BAPCO do hope the current situation will end soonest and we can return back to normal.

Kind regards,


 Saifeldin Eltayeb Elmaghrabi
 A/ General Manager
 Bashayer Pipeline Company



P. O. Box 11778, Khartoum – Sudan Web: www.bapco.sd - Website: www.bashayerpi.com Email : info@bashayerpi.com

We appeal to the general public, especially our employees and those affected by today's events, to return to work tomorrow as usual. The Ministry assures all personnel of their safety within the ministry complex. Measures have been taken, with various units from the organized forces deployed, to ensure the security of both human lives and government property.

We regret the distress and inconvenience caused by today's events and remain committed to resolving the concerns of our wounded heroes in a manner that honors their service to our nation.

End of Statement



Annexe 59 : Autorisation de dépenses médicales pour des officiers de haut rang des Forces sud-soudanaises de défense du peuple, août 2023

Republic of South Sudan
Ministry of Defence & Veterans' Affairs

1321-154 UNDERSECRETARY OF DEFENCE

For Payment only
12/09/23

29th Aug 2023

To: 1st Undersecretary,
Ministry of Finance and Planning
Republic of South Sudan
Juba

SUBJECT: Payment of US\$ 560,000 (Five Hundred and Sixty Thousand US Dollars Only)

The Ministry of Defence presents its compliments to you, and I have the honor and privilege to write on the subject thereof.

I am hereby requesting your esteemed Office to pay the above mentioned amount, being the cost of **Medical Treatment for Seven Senior Officers** who have been referred abroad for better management as per the attached documents. They are;

1) Gen. Santino Deng Wol Chok	US\$ 150,000
2) Lt. Gen. Gabriel Duop Lam	US\$ 100,000
3) Brig. Gen. James Dhai Pam	US\$ 90,000
4) Lt. Col. Duang Duop Manaseh	US\$ 70,000
5) Maj. Jacob Marial Mabior	US\$ 60,000
6) 2nd Lt. Isaac Malok Dhal	US\$ 50,000
7) S/M Bullen Kot Mayen	US\$ 40,000

DA alc
for payment only
12/09/2023

Your consideration and approval will be highly appreciated.

Kindly accept my assurances and best regards.

30 AUG 2023

Hon. Victor Atem Atem Angok
Undersecretary of Defence,
Ministry of Defence and Veterans' Affairs
Republic of South Sudan
Juba

Inspector of ALC
to please check and
take action
H. Mami Rodoth 15/09/2023

I DG budget
for commitment
and
12/09/2023

pld of ALC please act
to pay check
& priorities
for payment
15/09/2023

Annexe 60 : Détails supplémentaires sur les recettes et les dépenses publiques pour le premier trimestre de l'exercice 2023/24

An expenditure report for the First Quarter of the 2023/24 financial year, which covers July to September 2023, produced by the Ministry of Finance and Planning, provides some additional detail about government revenues and expenditure during this period.

Revenues

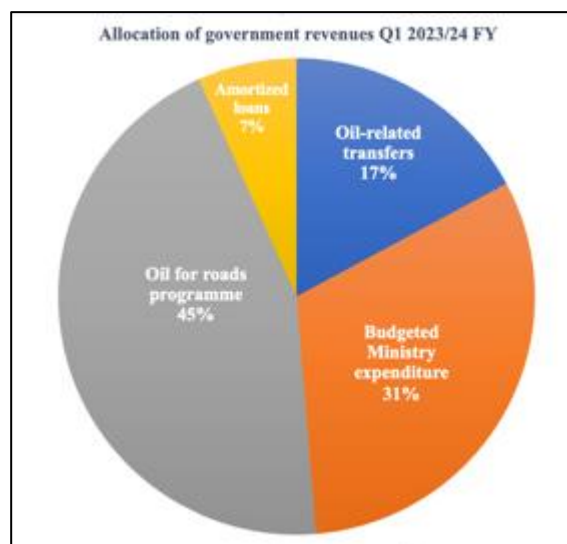
Total government revenues exceeded budget projections during this period, likely as a consequence of a higher-than-expected oil prices and the depreciation of the SSP during this period. As most of South Sudan's revenues are earned in Dollars, through the sale of oil, any depreciation in South Sudan's currency against the Dollar increases the government's revenues when converted to SSP, in which budget and expenditure documents are denominated.

During the first quarter of the 2023/24 financial year, oil revenues totalled SSP 543.7 billion against budget projections of SSP 384.1 billion, while non-oil revenues totalled SSP 77.7 billion against projections of SSP 61.3 billion

Expenditure

During the first quarter of the 2023/24 financial, the Ministry of Finance and Planning reported total spending of SSP 534.9 billion, which was broadly consistent with the budget estimate of SSP 526 billion for the quarter. This, however, included amortised loan repayments and oil-related transfers to Sudan and oil-producing States and Communities. While accounted for, these payments, and amortised loan repayments in particular, are not always made in practice.

During the first quarter of the 2023/24 financial year SSP 251.7 billion (\$228 million) was allocated to the oil for roads programme, while SSP 178.1 billion was allocated for budgeted government spending by Ministries, including salaries. Only around half of the budgeted expenditure in this category was spent during the first quarter.



The SSP 178.1 billion allocated to budgeted Ministry expenditure was heavily concentrated on the government itself, through Public Administration spending, and the security sector:

- 79 percent of this expenditure was spent on the Ministry of Finance and Planning, Office of the President, the Ministry of Defence, Ministry of Foreign Affairs, Parliament, and the National Security Service (NSS).
- The Office of the President spent SSP 48 billion in the first quarter alone, more than its entire annual budget of SSP 32.17
- The Ministry of Finance and Planning spent more than SSP 60 billion during the first quarter, almost four times its annual budget of SSP 16 billion.

As a consequence, there were again substantial shortfalls against other budget lines:

- Just SSP 1.3 billion was allocated to the peace budget, despite an annual budget of SSP 50 billion. Twice as much (SSP 2.3 billion) was spent on “donations to

private individuals and organisations”. This exceeds spending by the majority of government ministries during the period and carries a risk of improper diversion of public funds, particularly as elections approach.

- Only 25 percent of the salary budget for the quarter was spent, leading the government continues to accrue substantial salary arrears for the quarter despite a reported budget surplus and high-profile efforts to raise government salaries.

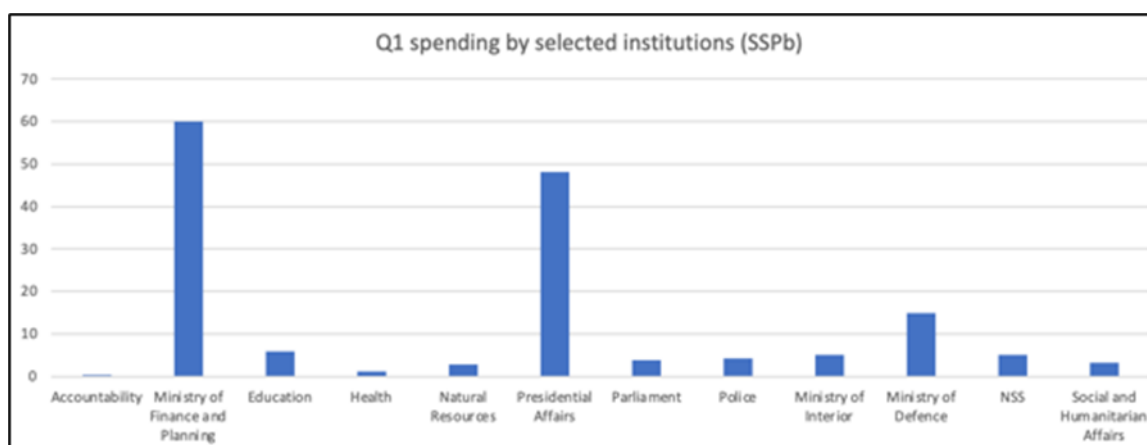
The Ministry of Health received just 10 percent of its quarterly budget of SSP 10.5 billion, although the Ministry of Social and Humanitarian Affairs did receive slightly more than its budget for the quarter.

Around 83 per cent of Ministerial expenditure was concentrated in three sectors:
Public Administration, Economic Functions and Security


(SSP billions)	Salaries	Goods and Services	Capital Expenditure	Transfers and Grants	Donations	Total	Share of total
Accountability	0.31	0.10	-	0.00	-	0.41	0%
Economic Functions	9.24	29.50	2.48	20.25	0.49	61.96	35%
Education	2.51	2.43	-	0.99	-	5.94	3%
Health	0.07	0.97	-	0.07	-	1.11	1%
Infrastructure	0.02	0.46	0.41	-	-	0.89	0%
Natural Resources	0.22	2.42	-	0.21	-	2.85	2%
Public Administration	9.87	48.10	4.76	0.00	2.07	64.80	36%
Rule of Law	1.84	9.47	2.42	0.70	-	14.42	8%
Security	4.13	18.12	0.31	-	-	22.56	13%
Social and Humanitarian	0.29	2.88	-	-	-	3.17	2%
Total	28.49	114.46	10.38	22.22	2.55	178.10	100%

Of which a few key institutions significantly outspent their approved budgets:

Ministry recurrent expenditure	Q1 spending (SSPb)	% of total	Annual budget	Q1 budget	% of Q1 budget spent
Accountability	0.41	0.2%	3.7	0.925	44.54%
Economic functions	61.90	34.8%	45.8	11.45	540.61%
of which: Ministry of Finance and Planning	60.04	33.7%	16	4	1501.08%
Education	5.90	3.3%	172.2	43.05	13.70%
Health	1.10	0.6%	42.3	10.575	10.40%
Infrastructure	0.86	0.5%	445.4	111.35	0.77%
Natural resources	2.85	1.6%	65.4	16.35	17.43%
Public administration	64.80	36.4%	237.5	59.375	109.14%
of which: Presidential Affairs	48.15	27.1%	32.17	8.0425	598.65%
of which: Parliament	3.89	2.2%	93.1	23.275	16.70%
Rule of law	14.40	8.1%	92.9	23.225	62.00%
of which: Police	4.16	2.3%	46.2	11.55	36.03%
of which: Ministry of Interior	5.00	2.8%	12	3	166.56%
Security	22.56	12.7%	222.8	55.7	40.50%
of which: Ministry of Defence	14.84	8.3%	142.2	35.55	41.76%
of which: NSS	5.01	2.8%	238.9	59.725	8.39%
Social and Humanitarian Affairs	3.16	1.8%	9.1	2.275	138.90%
Total	177.94			334.275	53.23%



Annexe 61 : Ministère de la santé, achat de matériel lié à la prévention de l'Ebola, 30 septembre 2022


CRAWFORD LABORATORY
Solutions for Tomorrow

To the Minister
 Ministry of Health Republic of South
 Sudan Hon. Yolanda Awel Deng

REF: PURCHASE OF EQUIPMENT FOR EBOLA PREVENTION AND SCREENING FOR ENTRY SCREENING AT AIRPORTS AND LAND CROSSINGS IN SOUTH SUDAN

Dear Madam,

We, much respect and honor, our company Crawford Laboratory are hereby presenting an invoice to the Ministry of Health regarding the purchase of all the equipment, chemical, human resource, and tents for all the borders and airports within the boundaries of the Republic of South Sudan.

*I-Hon. Minister
I perused the document - we need to sit and discuss with the company
10/10/22*

Total Amount	\$ 10,000,000
--------------	---------------

Break Down

1. Point of Entry (International Travel from all ports of entry, (Airports, and borders), transport, mass gathering, and population movement)

Objective	Activities	Costs
Point of Entry surveillance with integrated IPCWASH and RCC components is established and maintained	Crawford with the collaboration of MOH will establish Point of Entry surveillance and mechanism for the detection, management, and referral of ill travelers at six prioritized Points of Entry and ensure the protection of the fundamental rights of travelers and at-risk communities, including the prevention of gender-based violence by establishing mid and long term comprehensive border health infrastructure and system at six prioritized Point of Entries.	\$ 700,000
	Crawford with the collaboration of MOH will equip and train staff at the point of entry in the appropriate actions to detect, manage and refer ill travelers, identify their contacts, and clean and disinfection	\$ 750,000
Port health facility maintained and functional	Crawford in collaboration with the MOH will provide operational support to port health at the Nimule border crossing and Juba International Airport	\$ 350,000
Point of Entry gate pass for screened travelers established	Crawford in collaboration with the MOH will design, print disseminates gate passes and train port health in the implementation of gate pass at the Nimule border crossing point.	\$ 879,000
Port Health Staff are motivated and retained.	Crawford in collaboration with the MOH will provide incentives to Port Health Staff: Juba 17; Nimule 20; Nadapal 5; Kaya 5; Renk 10; Kradem (Awel North 5; Izo according to prevailing rates per position	\$ 790,000
Total		\$3,469,000

Email: gm@crawfordlaboratory.africa, deng@crawfordcapital.africa, aniech@crawfordcapital.africa.
 Phone: +211 922 288 886, +211912260088, +211922288886, +2119203333
 Address: PO BOX Private, Ministries Road, Juba, Republic of South Sudan
 Company Registration Number: 31932

Objective	Activities	Costs
National and state laboratory testing capacity enhanced	Crawford in collaboration with the MOH will support the start of the EVD genomic sequencing laboratory at NPHL	\$ 200,000
	Crawford in collaboration with the MOH will strengthen and expand laboratory quality management systems and external quality assurance.	\$ 306,000
	Crawford in collaboration with the MOH will strengthen the specimen transport and referral system and waste management, and biosafety.	\$ 256,000
	Crawford in collaboration with the MOH will scale up EVD testing in the communities and all regions of the Republic of South Sudan	\$ 600,000
	Crawford in collaboration with the MOH will scale up the implementation of EVD molecular testing platforms in all listed points of entry	\$ 359,000
	Crawford in collaboration with the MOH will expand testing laboratory space at the NPHL to meet the need for national quality and new technology domestication.	\$ 533,300
Human resource capacity increased and retained	Crawford in collaboration with the MOH will support human laboratory resources and incentives	\$ 600,000
Total		\$2,598,300

3. Operations and Logistics

Objective	Activities	Cost
Essential goods supplies made available without shortage at the national and state level	Crawford will procure PPE kits for health workers' IPC training and simulations	\$ 300,000
	Crawford will procure VFH 5000 kits for the case management	\$ 3,300,000
	Crawford will procure reagents and consumable	\$ 400,000
Total		\$ 4,000,000

Prepared By



Ms. Hind Ali

Approved by Managing Director



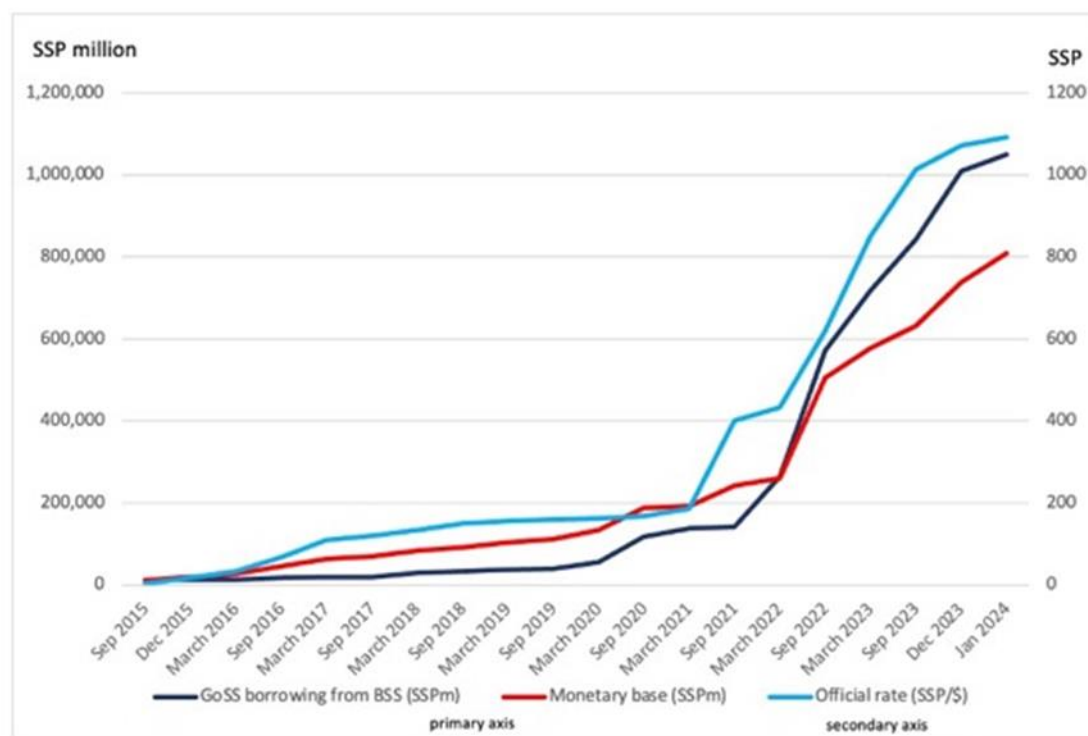
Mr. Biong Deng Biong

Annexe 62 : Liens entre le taux de change entre la livre sud-soudanaise et le dollar et les emprunts de l'État

There is strong correlation between borrowing, by the Government of South Sudan, from the Central Bank of South Sudan; the resulting expansion of the monetary base; and the depreciation of the South Sudan Pound (SSP) against other currencies, such as the US Dollar.

Broadly speaking, the Monetary Base covers all currency in circulation, plus deposits held by the Central Bank and commercial banks. Government borrowing need not, in principle, increase the Monetary Base. In South Sudan, however, Government borrowing from the Central Bank is typically paid out as cash and used to support Government expenditure, such as salary payments. As such, in South Sudan, government borrowing from the Central Bank typically leads to an equivalent expansion of the Monetary Base.

In recent years, government borrowing from the Central Bank has increased significantly, leading to a corresponding depreciation of the SSP against the US Dollar, as well as other currencies.



Source: Panel analysis based on data from the Central Bank of South Sudan.

Note: In data published by the Central Bank of South Sudan, the Government's overdraft with the Central Bank is denominated in SSP. As some of the Government's debts to the Central Bank are denominated in Dollars, and converted to SSP ahead of publication, the SSP-denominated overdraft can increase even if there is no new borrowing as a result of depreciation of the SSP against the Dollar.

Annexe 63 : Divulgations et audits des dettes du Soudan du Sud

Debt by creditor													
Republic of South Sudan interest Debt													
Line codes	Creditor Name	Currency	Principal	Disbursed Amount	Undisbursed Amount	Interest Rate	Interest Charged	Principal repayment	Outstanding Debt	Start Date	Grace Period	Maturity	Payment Dates
IDA49720	WORLD BANK (CONS)	USD	9,000,000	8,282,588.94	717,411.06	7%	32,815.87	132,600.16	8,149,999	15 Jun 2021	1 Yr	15 Jun 2022	15 Jun 2022
IDA 14010	Health Capacity Building Project	USD	10,000,000	9,047,712.71	952,287.29	7%	42,599.87	-	9,047,712.71	15 April 2014	8 Yrs	15 April 2015	15 April 2015
IDA49710	Health rapid results	USD	21,000,000	22,600,000.00	3,800,000.00	7%	539,860.00	-	22,600,000.00	13 April 2014	7 Yrs	13 April 2015	13 April 2015
IDA 13040	Tekedy Dam	USD	21,000,000	18,713,287.81	2,286,712.19	7%	144,322.28	-	18,713,287.81	01 Dec 2012	1 Yr	01 Dec 2013	01 Dec 2013
IDA 13040	EA Regional Council	USD	80,000,000	1,776,207.69	78,223,792.31	7%	13,723.28	-	1,776,207.69	01 Jun 2013	8 Yrs	01 Jun 2014	01 Jun 2014
IDA 52130	Local Government Service Delivery	USD	70,000,000	44,493,848.68	25,506,151.32	7%	287,968.30	-	44,493,848.68	15 April 2013	1 Yr	15 April 2013	15 Oct 2013
ISF Loans		USD	27,500,000	24,604,179	2,895,821	-	-	-	24,604,179	-	-	-	-
ISF CRF 1		USD	12,500,000	12,500,000.00	-	-	-	-	12,500,000	-	-	-	-
ISF CRF 2		USD	15,000,000	12,104,179	2,895,821	-	-	-	12,104,179	-	-	-	-
African Development Bank		USD	27,500,000	18,545,172	8,954,828	-	119,110	-	18,545,172	-	-	-	-
Financial Institutions Development Bank case		Currency	11,710,000	1,600,000	3,570,000.00	0.00%	43,638.34	-	1,600,000.00	22 Mar 2017	10 Yrs	22 Mar 2017	February 1 July
WORLD BANK		USD	3,727,000	816,628	968,372.29	0.00%	33,521.87	-	816,627.71	22 Mar 2017	10 Yrs	22 Mar 2017	February 1 July
Asia growth distribution and expansion		USD	14,641,800	16,138,544	4,513,755.70	0.00%	42,130.57	-	16,138,544.30	22 Mar 2017	10 Yrs	22 Mar 2017	February 1 July
Other creditors			6,037,000,000	6,037,000,000	-	-	183,723,870	6,037,000,000	3,789,877,589	-	-	-	-
Sahara Energy		USD	600,000,000	600,000,000	-	-	28,874,536.16	475,242,535.12	310,482,015	Apr 17	-	-	-
Tekedy Energy		USD	500,000,000	500,000,000	-	-	-	360,000,000	-	-	-	-	-
Afrexim		USD	400,000,000	400,000,000	-	-	16,525,530.10	211,254,737.42	188,745,263	Mar 2019	1 Yr	Mar 2020	(2 YRS)
Afrexim		USD	250,000,000	250,000,000	-	-	-	-	267,657,578	Oct 2020	1 Yr	Apr 2021	(3 YRS)
China Export-Import Bank		USD	150,000,000	150,000,000	-	-	4,422,479.36	14,999,930.01	167,894,000	MoT	-	-	-
China Export - Import Bank - ATM									221,952,567	-	-	-	-
Qatar National Bank		USD	700,000,000	700,000,000	-	-	-	114,190,661.00	585,809,339	MoFP	-	-	-
NASDEC		USD	539,000,000	539,000,000	-	-	13,067,573.93	172,319,341.66	366,680,658	-	-	-	-
CFC Stanbic Bank									To be confirmed	MoFP	-	-	-
NIDB		USD	80,000,000	-	-	-	-	-	100,000,000	-	-	-	-
Grand Total is 1500			6,278,440,279	6,278,794,128	40,644,703	-	183,807,471	6,232,686,938	2,231,333,460				

Stock-take of external debt of the Government of South Sudan's debts, prepared by the Ministry of Finance and Planning, dated June 2022.

Other creditors	2,719,000,000	252,000,000	2,387,000,000	2,387,000,000	-	62,890,120	561,289,205	2,219,221,421			
Sahara Energy	600,000,000	252,000,000	348,000,000	348,000,000	-	28,874,536.16	48,524,535.12	310,482,015	MoFP & MoP	Non Concessional	-
Afrexim	400,000,000	-	400,000,000	400,000,000	-	16,525,530.10	211,254,737.42	188,745,263	MoFP	Non Concessional	-
Afrexim	250,000,000	-	250,000,000	250,000,000	-	-	-	267,657,578	MoFP	Non Concessional	-
China Export-Import Bank	150,000,000	0	150,000,000	150,000,000	-	4,422,479.36	14,999,930.01	167,894,000	MoT	Non Concessional	-
China Export - Import Bank - ATM								221,952,567			
Qatar National Bank	700,000,000	0	700,000,000	700,000,000	-	-	114,190,661.00	585,809,339	MoFP	Non Concessional	-
NASDEC	539,000,000	-	539,000,000	539,000,000	-	13,067,573.93	172,319,341.66	366,680,658	Need confirmation	Non Concessional	-
CFC Stanbic Bank								To be confirmed	MoFP	Non Concessional	-
NIDB	80,000,000	-	-	-	-	-	-	100,000,000	Not identified	Non Concessional	-
	3,168,036,800	327,511,332	2,760,525,468	2,740,800,108	18,809,281	63,310,950	561,686,794	2,575,462,670			

f) Trade Development Bank

Trade and Development Bank (TDB) is a multilateral, treaty-based, investment-grade development finance institution. The financial institution was established in 1985 and serves 22 economies in its region.

Upon consultation with the lender, it was identified that there are no loans from TDB to the Government of South Sudan.

EY independent "Stock-take of External Debt of the Government of South Sudan," December 2022, available from: https://mofp.gov.ss/?dlp_document=stock-take-of-external-debt-of-the-government-of-south-sudan-2022.